

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
ASSOCIATIONS AGRICOLES

DANS LES

PAYS DE LANGUE FLAMANDE  
DE FRANCE ET DE BELGIQUE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 19 mars 1902, à 1 heure 1/2

PAR

JOSEPH GORET

---

*Président : M. TRUCHY, professeur.*

*Suffragants :* { MM. VIGNES, } *agregés.*  
ALLIX, }

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1902













**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**



UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

---

LES  
ASSOCIATIONS AGRICOLES

DANS LES  
PAYS DE LANGUE FLAMANDE  
DE FRANCE ET DE BELGIQUE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 19 mars 1902, à 1 heure 1/2

PAR

JOSEPH GORET

---

*Président : M. TRUCHY, professeur.*

*Suffragants :* { MM. VIGNES, } *agregés.*  
                  { ALLIX, }  

---



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1902



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



# LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

DANS LES PAYS

DE LANGUE FLAMANDE DE FRANCE ET DE BELGIQUE

---

## INTRODUCTION

Déterminer sur les frontières de la France et de la Belgique une région appartenant, pour partie, à chacun de ces deux pays, mais habitée uniformément par des populations de même race, ayant les mêmes origines ethniques, le même passé historique, soumises au même climat et ayant conservé des mœurs et coutumes analogues, le même genre de vie et d'occupations ; voir, ensuite, comment, sous l'influence d'une législation et d'une administration différentes, les populations rurales des Flandres française et belge ont développé, d'une manière inégale, les institutions professionnelles et sociales destinées à faciliter leur sort : telle est la tâche qui nous a paru intéressante et utile, et que nous nous sommes efforcé de mener à bonne fin.

A cet effet, nous avons fait abstraction des délimitations administratives, et nous avons considéré, comme la

pierre de touche essentielle de la parenté de race et de la similitude de tempérament et de mœurs, *l'identité de langage* conservée malgré les bouleversements politiques et les transformations économiques et sociales. Nous avons donc constitué une région spéciale, empruntée partie au département du Nord, partie à la Belgique, les deux fractions constitutives de cette région étant d'ailleurs d'importance inégale, puisque — du côté français — nous n'avons retenu que les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, tandis que — du côté belge — nous englobions les provinces de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Brabant, d'Anvers et de Limbourg.

C'est dans ce cadre, ainsi spécifié, que nous avons renfermé notre étude, c'est à lui que se référeront les termes « Flandre française » et « Flandre belge », employés au cours de ce travail, par opposition aux parties wallonnes du département du Nord et du reste de la Belgique.

Le pays de langue flamande ainsi délimité est une région riche et prospère. Là, des milliers de bras tirent du sol des produits variés, parmi lesquels les céréales alternent avec la betterave, le houblon, les prairies ; là, des hommes de dévouement, auxquels la fortune donne quelques loisirs, se sont appliqués à secourir leurs frères qui travaillent, et, en les groupant pour la défense de leurs droits, ont jeté la première semence de ces nombreuses associations dont l'étude consciencieuse nous révélera les heureux développements.

Ce pays, où l'association a pris un tel essor, où l'on rencontre dans toutes les classes de la société les groupements

les plus divers, ne comptait autrefois que quelques corporations de Saint-Eloi, dans lesquelles les cultivateurs se rencontraient avec les orfèvres, charrons, serruriers, mécaniciens et maréchaux. La chose s'expliquait, selon nous, par la prospérité de la culture due à la richesse de la terre (1), au génie industrieux des cultivateurs (2), ainsi qu'à l'administration aussi sage que paternelle des comtes de Flandre. Le fermier, au courant de ses affaires, ne ressentait pas le besoin de s'unir pour sauvegarder sa situation. Puis, un individualisme égoïste sévissait, il faut l'avouer, chez les Flamands, dont l'esprit de chicane était, paraît-il, très développé (3).

Les exigences de la culture intensive, la crise atteignant les produits de la terre dans leur écoulement et dans leurs prix de vente, la concurrence étrangère, ont produit une salutaire réaction, et un élan spontané a poussé le cultivateur vers l'union. Alors s'est produite peu à peu cette magnifique efflorescence d'associations de tous genres dont nous allons essayer l'esquisse.

(1) « Les plaines fertiles, profondes et unies de la Flandre, sont un sol aussi beau qu'il est possible d'en trouver pour récompenser l'industrie des hommes. La pourriture de la terre et sa position qui est toute plate, sont les principales causes qui la distinguent des meilleurs sols du reste de cette partie de l'Europe. » Arthur Yung, *Voyages en France et dans la région du Nord pendant les années 1787-88-89 et 90*, t. II, édit. de Paris, an II.

(2) « L'on doit dire, à la louange des Flamands, que leur industrie, leur application pour la culture des terres surpasse encore l'excellence et la fertilité de celles-ci. » De la Métrie, *Journal de physique*, t. 21.

(3) Un vieux proverbe local, trivial, mais historique, nous dit que :

« Le Hainaut et les flamands »

« Font vivre le Parlement. »



Dans une première partie, consacrée à la Flandre française, nous passerons en revue successivement, et en deux titres, la législation qui régit l'association agricole sous ses diverses formes chez nous, et les différentes institutions auxquelles l'initiative gouvernementale ou privée a donné naissance dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck.

Nous n'aurons alors qu'un pas à faire pour franchir la frontière et voir, également sous deux titres, le régime légal réservé en Belgique aux associations agricoles, leur organisation et leur fonctionnement. Ce sera l'objet de notre seconde partie.

Après ces exposés, s'imposera, entre les résultats constatés dans les deux régions, une comparaison qui, nous l'espérons, pourra être instructive, parce qu'elle sortira tout naturellement d'un faisceau de faits, de chiffres et de documents statistiques recueillis sur place, en une enquête que nous nous sommes efforcé de mener aussi minutieusement et consciencieusement que possible.

## PREMIÈRE PARTIE

### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES FLANDRES FRANÇAISES.

Dans cette première partie, concernant les associations agricoles des Flandres françaises, nous étudierons successivement et sous deux titres : 1° la législation qui les régit, et 2° les institutions dont elles se composent.

## TITRE PREMIER

### LÉGISLATION FRANÇAISE CONCERNANT LES ASSOCIATIONS AGRICOLES.

Les associations agricoles sont régies, en principe, et sauf dispositions particulières, par le droit commun en matière d'association. Ce droit commun, positif en ce qui concernait les sociétés poursuivant un but lucratif, était plutôt négatif en France quant aux autres associations, et avant le vote tout récent de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Quelques textes législatifs spéciaux étaient applicables d'ailleurs, dès avant cette loi, et le restent, depuis sa pro-

mulgation, à certaines associations agricoles : ainsi en est-il, entre autres, de la législation relative aux comices agricoles, et de la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, dont l'agriculture a su tirer un grand profit.

Nous donnerons tout d'abord, et en un premier chapitre, un aperçu sommaire du droit commun en matière d'association, nous y parlerons des sociétés d'agriculture qui s'y trouvent soumises.

Nous traiterons ensuite, en trois autres chapitres, des dispositions spéciales : 1° aux comices agricoles ; 2° aux associations syndicales et aux syndicats agricoles ; 3° aux institutions annexes qui peuvent être rattachées aux syndicats agricoles.

Un cinquième chapitre sera consacré à l'exposé de la loi nouvelle du 1<sup>er</sup> juillet 1901, qui constitue désormais le droit commun en la matière.

Nous n'avons pas pour but de faire l'analyse détaillée des lois, mais de faciliter, en les rappelant, l'intelligence de cette étude. Ne nous arrêtant qu'aux dispositions essentielles et les plus utiles, nous laisserons de côté les points de détail, nous réservant de mettre en annexe, à la fin de ce travail, le texte même des lois principales qui régissent les associations agricoles en France et en Belgique.



## CHAPITRE PREMIER

### LE DROIT D'ASSOCIATION EN FRANCE. — LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

Dès les temps les plus reculés, nous trouvons en France des traces d'associations professionnelles agricoles.

Les communautés d'habitants du moyen âge groupant les cultivateurs, les sociétés serviles formées par les serfs d'un même seigneur, les sociétés taisibles ou familiales sous la direction de l'ancêtre commun, plus tard les sociétés d'agriculture et les comices, les associations syndicales et les syndicats ont été les formes successives de l'association agricole.

Cependant l'agriculture française n'eut pas, comme le commerce et les métiers, une organisation puissante, comparable à celle des corporations, des jurandes et des maîtrises.

L'œuvre de la Révolution n'épargna d'ailleurs ni les unes, ni les autres, et la loi des 14-17 juin 1791 vint anéantir toute espèce de groupement professionnel.

Le code rural des 28 septembre et 6 octobre 1791, en proclamant l'affranchissement des terres et la liberté des modes de culture dans ses articles 1 et 2, défendait en même temps et plus directement, par ses articles 19 et 20, toute association agricole.

En 1810, le Code pénal étend encore et précise les prohibitions de la loi des 14-17 juin 1791 ; ses articles 291 et 294 qualifient d'illicites les réunions de plus de vingt personnes formées sans l'agrément du gouvernement.

Enfin la loi du 10 avril 1834, développant encore les dispositions de l'article 291, déclara illégales les associations divisées en sections de moins de vingt personnes, ne se réunissant pas à époque fixe : des peines sévères, de deux mois à un an de prison, de 50 à 1000 francs d'amende, la surveillance de la haute police sanctionnaient ces nouvelles prohibitions.

Un revirement se produisit sous la République de 1848 dont la Constitution reconnaissait, dans son article 8, le droit d'association, mais les émeutes de juin furent le prétexte de nouvelles mesures restrictives ; la loi du 28 juillet interdit de faire partie d'une société secrète.

L'Exposition de Londres en 1863, où les ouvriers français admirèrent l'organisation des *trades unions*, et celle de Paris en 1869 contribuèrent à développer l'idée d'association.

En 1871, en 1876 et en 1878, on demandait à l'Assemblée nationale, puis à la Chambre des députés, l'abrogation des textes restrictifs de la liberté d'association.

Les projets Jules Simon en 1882, Floquet en 1888, Goblet en 1891, Fallières en 1892, tendaient seulement à la proclamation du droit d'association.

En matière agricole, quelques lois particulières dont les plus importantes sont : la loi de 1807 sur le dessèchement des marais, la loi de 1851 sur les comices, la loi de 1865

sur les associations syndicales, celle de 1884 sur les syndicats professionnels, établissent et régissent certaines sortes d'associations, mais restent des textes spéciaux.

Ce pendant et d'une manière générale, le droit commun restait ce que l'avaient fait le Code pénal et la loi de 1834. On pouvait donc dire alors (1) : « Toute agrégation de personnes qui se réunissent en vue de réaliser des bénéfices ou de soutenir des intérêts corporatifs a toute la liberté de le faire, à la condition de se renfermer dans certains textes, ou de faire certaines déclarations. Seules les associations qui ne recherchent pas de bénéfices ou qui n'ont pas d'intérêts, qui veulent simplement se mettre au service d'une idée, qui veulent s'occuper de sciences, de littérature, de politique, de religion, d'économie politique, ne peuvent se former qu'à la condition d'être en nombre inférieur à vingt ; si ce nombre est dépassé, elles s'exposent aux rigueurs du Code pénal. »

Ajoutons que les associations, même n'e tombant pas sous les coups de l'article 291 du Code pénal, n'avaient aucune capacité juridique et existaient comme sociétés de pur fait, les associations reconnues d'utilité publique obtenant seules le bénéfice de la personnalité civile.

Tel était le droit commun en matière d'association il y a quelques mois encore ; c'est à lui qu'ont toujours obéi les sociétés d'agriculture dont il convient de dire quelques mots ici.

(1) Rapport Vallée au Sénat, *Journal officiel*, 13 juin 1901, p. 836.

*Sociétés d'agriculture.*

Ces sociétés sont des associations fondées pour encourager l'agriculture, propager les méthodes nouvelles et détruire autant que possible les préjugés qui nuisent chez le cultivateur à la bonne exploitation de ses terres.

La Bretagne en donna la première l'exemple en 1856 ; exemple bientôt suivi par les villes de Lyon, Toulouse, Orléans, Soissons etc...

En 1761 fut constituée la société de Paris, de beaucoup la plus importante, qui, pour rendre son action plus efficace, se divisa en quatre sections : Paris, Meaux, Beauvais et Sens. Les études scientifiques ne l'empêchèrent pas de s'occuper des considérations d'ordre pratique, et ses bureaux se transformèrent en comices qui devaient malheureusement disparaître, de par la loi du 8 au 14 août 1793.

La Société d'agriculture, reconstituée en l'an VI, devint, en 1848, la Société nationale d'Agriculture, où se centralisaient les travaux des différentes sociétés de province.

Quel est donc, à l'heure actuelle, le régime légal de ces sociétés, au moins sous la période antérieure à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ?

Une société d'agriculture constituait « un simple groupement d'individus, sans aucune capacité civile et qui, si elle comprenait plus de vingt personnes, ne pouvait exister qu'à la condition d'obtenir l'autorisation du gouvernement » (1).

(1) J. Gairal, *Les droits et les devoirs des Syndicats agricoles*, éd. 1900, Paris, p. 41.



C'était une société qui existait de droit, conformément à l'article 291 du Code pénal.

D'après les principes de la doctrine, la société d'agriculture n'avait pas de personnalité civile et ne pouvait, par conséquent, posséder, plaider etc... Cependant la jurisprudence se montrait moins sévère, et la Cour de cassation, faisant une exception à la règle qu' « en France nul ne plaide par procureur », avait décidé qu'une association fondée dans un intérêt général et soutenue par le Gouvernement pouvait ester en justice, représentée par son président ou l'un de ses collègues (Cass., 30 avril 1859, S. 60. 1.359).

On ne pouvait trop savoir gré à la jurisprudence de cette mesure sans laquelle la vie de l'association eût été bien compromise.

## CHAPITRE II

### LES COMICES AGRICOLES.

Les comices agricoles eux aussi, jusqu'à ces derniers temps, simples associations privées, sans aucune capacité juridique avaient, dit M. de Rocquigny (1), un objet identique à celui des sociétés d'agriculture, peut-être moins académique, mais certainement plus pratique.

Le premier comice agricole fut créé dans l'Anjou, en 1755, par le marquis de Turbilly, innovateur malheureusement peu suivi. La Révolution, grande perturbatrice, n'épargna point les quelques institutions qui s'étaient fondées. Au début du siècle dernier, l'empire tenta d'établir une représentation officielle de l'agriculture. Sous la Restauration, le duc Decazes et après lui M. de Martignac encouragèrent, sans grand succès, les agriculteurs à instituer des comices.

La réforme nécessaire consistait dans l'organisation très large de la représentation officielle de l'agriculture.

Un projet déposé en 1840, et qui tendait à créer le Conseil général de l'agriculture, ne put aboutir, malgré l'énergie de son défenseur, le général Bugeaud.

(1) Comte de Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, Paris, 1900, p. 2.

En 1844, un grand congrès réunissait plus de 500 propriétaires qui se mirent courageusement à l'œuvre, et abordèrent l'étude des questions les plus intéressantes pour l'agriculture ; l'organisation de la représentation des intérêts agricoles y occupait une place prépondérante. Le résultat de ces travaux ne se fit pas longtemps attendre. De nouveaux projets surgirent, après la révolution de 1848.

En 1849 M. Ladoucette présenta une proposition qui devint la loi du 20 mars 1851 (1).

Soustrayant à l'application de l'article 291 du Code de procédure civile cette sorte d'association, la loi organise dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices, tout en respectant les sociétés existantes.

Le titre 1<sup>er</sup> seul de la loi de 1851, en établissant cette organisation, a fait véritablement œuvre utile (2).

*Composition des comices agricoles.* — Les propriétaires, fermiers, colons et leurs enfants âgés de 21 ans accomplis, domiciliés ou ayant leurs propriétés dans la circonscription, peuvent faire partie d'un comice par le seul fait de leur volonté et en se conformant au règlement dudit comice.

Le législateur ne s'est pas arrêté en aussi bonne voie ; il a élargi plus encore le cadre de ces sociétés, en y laissant entrer, jusqu'à concurrence du dixième, et après dé-

(1) *Moniteur*, 12, 18, 24 février, 9, 11, 20 mars 1851 ; Rapport de M. Talon.

(2) Le titre second est consacré aux chambres d'agriculture créées dans chaque département et qui furent peu à peu transformées. Le titre troisième s'occupe du Conseil général de l'agriculture.

libération prise à la majorité des deux tiers des votants, des personnes qui ne remplissent aucune des conditions prescrites.

Il y a lieu, incontestablement, de se féliciter de ce libéralisme ; car dans bien des cas, des exigences plus rigoureuses eussent fermé l'accès des comices à des hommes désintéressés, dévoués et qui, grâce à leurs loisirs, peuvent rendre de précieux services à l'association.

Pour constituer un comice, il ne suffit pas de se conformer aux règles fixées pour sa composition ; il faut encore obtenir la sanction administrative.

Le préfet, dans chaque département, afin de se rendre compte du but qu'elles poursuivent, doit approuver le règlement constitutif de ces sociétés. Le souvenir des abus, bien exagérés d'ailleurs, des corporations, dictait ces précautions destinées à empêcher les comices de les rééditer. Ceux-ci sont encore en tutelle, au point de vue de leur circonscription ; leur champ d'action, fixé par le Conseil général, sur la proposition du préfet, doit, d'après la circulaire du 12 août 1851, s'étendre au moins au canton, sans pouvoir dépasser l'arrondissement.

Tel est le régime légal des comices. Quels sont donc leurs prérogatives et leur rôle ?

Les comices eurent d'abord un rôle prédominant au point de vue de la représentation agricole. Ils éalisaient, en effet, les Chambres d'agriculture auxquelles ils envoyaient un de leurs membres par canton. Ces chambres nommant elles-mêmes le Conseil général de l'agriculture, les comices constituaient, en somme, un corps électoral



très important et très compétent ; ils étaient assurés que les résultats de leurs études ainsi que leurs vœux feraient l'objet d'un examen sérieux de la part des corps professionnels officiels.

Un décret du 25 mars 1852, par lequel l'empereur organisa des Chambres consultatives dans chaque arrondissement, retira aux comices leurs pouvoirs électoraux ; réforme malheureuse pour l'agriculture, car les nouvelles chambres, composées suivant le choix du préfet, furent désormais plutôt un rouage administratif que des assemblées consultatives.

Ce décret de 1852 n'eut d'ailleurs, qu'une application peu étendue, et, comme le dit M. Méline, « après avoir fonctionné pendant deux ou trois ans, les membres de ces chambres, se rendant compte de leur impuissance, ont cessé peu à peu de siéger, et c'est ainsi qu'elles ont disparu dans un grand nombre d'arrondissements (1) ».

Quoi qu'il en soit, les comices, privés de leur caractère de corps électoral, n'eurent plus, en fait de rôle, que l'organisation des concours dans les principaux centres de leur circonscription, concours qui leur permettent de vulgariser et d'encourager les meilleurs procédés de culture, de favoriser l'amélioration des diverses races d'animaux domestiques et surtout de stimuler les courages et d'orienter les intelligences vers tous les progrès réalisables.

Telles sont les institutions dont l'agriculture dut se contenter tant qu'une loi nouvelle ne fût venue faciliter la constitution de véritables associations professionnelles.

(1) *Journal officiel, Doc. parl. Ch. des députés. Session extraordinaire, 1899, p. 61.*

### CHAPITRE III

#### ASSOCIATIONS SYNDICALES ET SYNDICATS PROFESSIONNELS .

On peut, nous dit M. Léon Say, distinguer en France trois types de syndicats dans lesquels viennent se grouper les agriculteurs. « Les premiers et les plus anciens ont reçu leur dernière constitution juridique de la loi du 21 juin 1865, complétée par celle du 22 décembre 1888 sur l'irrigation et l'assainissement des terres. Ce sont les associations syndicales.

« Les seconds, dont la création a été provoquée par l'invasion du phylloxéra, sont régis par la loi du 15 juillet 1878-2 août 1879 et, exceptionnellement, par celle du 15 décembre 1888 : ce sont les syndicats anti-phylloxériques.

« Les derniers en date, mais les plus importants, sont ceux que l'on a appelés d'un commun accord les syndicats agricoles. Ils ont leur charte fondamentale dans la loi du 21 mars 1884 (1). »

Nous jetterons donc, tout d'abord, un coup d'œil sur les associations syndicales ; puis, laissant de côté les syndicats anti-phylloxériques qui n'offrent aucun intérêt par rapport aux Flandres, nous aborderons l'étude du régime légal des syndicats agricoles proprement dits.

(1) *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, L. Say, t. II, p. 947-1°.

## SECTION I. — Associations syndicales.

Ce sont des associations formées par les propriétaires intéressés à un travail d'utilité collective.

Leur origine est fort ancienne et remonte au XII<sup>e</sup> siècle. On signale, en effet, vers 1169 les Wateringues du Nord, et les associations constituées en Provence et dans le comtat Venaissin aux XII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

Le droit spécial en vigueur pour ces associations est postérieur à la Révolution.

Une loi du 14 floréal an XI est relative au curage des canaux et rivières non navigables et à l'entretien des digues.

La loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais et l'endiguement des cours d'eau s'applique aux associations syndicales forcées.

La loi de 1865 coordonne les règles antérieures et distingue trois sortes d'associations : 1<sup>o</sup> les associations libres ou volontaires ; 2<sup>o</sup> les associations autorisées ; 3<sup>o</sup> les associations forcées.

Ce texte a été complété par la loi du 22 décembre 1888 qui a ajouté, à la liste des travaux effectués par les associations syndicales, les travaux urbains.

Enfin un décret du 9 mars 1894 est venu régir ces sociétés.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1865 modifiée en 1888 dispose que « peuvent être l'objet d'une association syndicale, entre propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien de travaux : 1<sup>o</sup> de défense contre la mer, les fleuves, les tor-

rents et les rivières navigables ou non ; 2° de curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation ; 3° de dessèchement des marais ; 4° des étiers et ouvrages nécessaires à l'exploitation des marais salants ; 5° d'assainissement des terres humides et insalubres ; 6° d'assainissement dans les villes et faubourgs, bourgs, villages ou hameaux ; 7° d'ouverture, d'élargissement, de prolongement et de pavage de voies publiques et de toute autre amélioration, ayant un caractère d'intérêt public, dans les villes et faubourgs, bourgs, villages ou hameaux ; 8° d'irrigation et de colmatage ; 9° de drainage ; 10° de chemin d'exploitation et de toute autre amélioration agricole, ayant un caractère d'intérêt collectif ».

Cette énumération n'est nullement limitative.

La loi de 1865 s'occupe des associations libres et autorisées, les règles de floréal an XI et de 1807 s'appliquent aux associations forcées.

Avant d'entrer dans l'étude de chacune de ces sociétés, disons qu'elles ont la personnalité morale, puisqu'elles peuvent « ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer » (art. 3).

1° *Associations syndicales libres.*

Les associations syndicales libres sont celles où, de leur plein gré et sans aucune contrainte, les propriétaires s'entendent et s'unissent pour l'exécution de travaux qui leur sont utiles à tous.

a) *Constitution*. — Ces associations se forment par le seul consentement unanime des intéressés, sans aucune intervention de l'administration.

L'acte d'association, notarié ou sous seing privé, qu'accompagne toujours un plan périmétral des immeubles syndiqués, règle l'administration de la société, le mandat des administrateurs, le recouvrement des taxes, etc..

Les associations ont donc toute liberté à ce sujet, leurs membres sont soumis aux conventions acceptées par eux. Bien qu'ayant la personnalité civile, elles continuent d'être des sociétés privées obéissant aux seules règles du droit commun.

b) *Transformation*. — Les associations libres peuvent se transformer en sociétés autorisées, à certaines conditions qui sont les suivantes :

1° Une délibération doit être prise dans ce sens par l'assemblée générale, à la majorité des intéressés représentant les deux tiers de la superficie des terrains, ou bien par les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie.

2° Aucune clause contraire à cette transformation ne doit se trouver dans l'acte constitutif de l'association.

Si ces conditions sont réunies, un arrêté préfectoral autorise la transformation.

Les associations qui en sont l'objet peuvent jouir des avantages accordés, par les articles 5 et 15, aux associations autorisées ; désormais leurs taxes et cotisations sont recouvrées comme en matière de contributions directes, les contestations qu'elles soulèvent sont de la compétence du conseil de préfecture, elles peuvent exproprier.



Mais ces avantages sont limitativement déterminés et n'empêchent pas l'association transformée de rester simple société libre ; elle ne peut donc pas s'imposer aux propriétaires non adhérents, car les formalités requises pour sa transformation ne garantissent pas suffisamment les droits des tiers. Pour devenir véritable association autorisée, une société libre doit former une association nouvelle en observant les règles exigées.

*2° Associations autorisées.*

Les associations syndicales autorisées sont constituées dans un but d'utilité collective avec le concours de l'administration ; la majorité des intéressés peut imposer sa décision à la minorité et l'obliger à contribuer à l'exécution du travail commun (1).

*Constitution.* — A la différence des associations libres, les associations autorisées doivent obéir à des formalités de constitution qui diffèrent suivant le caractère des travaux à entreprendre.

Pour les travaux de défense présentant un intérêt public, les propriétaires intéressés peuvent être réunis, par un arrêté préfectoral, en associations autorisées, soit sur la demande de l'un d'entre eux, soit sur l'initiative du maire et du préfet.

Les simples travaux d'amélioration ne peuvent donner lieu à une association autorisée qu'après avoir été reconnus d'utilité publique par le Conseil d'Etat.

(1) Voir Berthélemy, *Traité élémentaire de Droit administratif*.

S'il juge qu'il y a lieu de s'occuper de la demande qui lui est faite, ou s'il croit bon d'agir sur son initiative, le préfet ouvre une enquête, dont les formes sont déterminées par un règlement d'administration publique en date du 9 mars 1894, sur les plans, les avant-projets et les devis des travaux, ainsi que sur le projet d'association. En cas d'approbation, le préfet convoque en assemblée générale les propriétaires qu'il croit intéressés, à l'effet de constituer la société. Ainsi formée, celle-ci est administrée par une assemblée générale qui confie ses pouvoirs à des syndics et à un directeur.

*Situation des associations autorisées.* — Les associations autorisées jouissent des avantages suivants :

1° Les taxes ou cotisations sont établies suivant l'intérêt retiré des travaux par chaque propriétaire, intérêt déterminé d'après enquête et selon l'article 41 du règlement du 10 mars 1894 ; ces taxes sont recouvrées sur des rôles dressés par le syndicat chargé de l'administration de l'association, approuvés s'il y a lieu et rendus exécutoires par le préfet. Le recouvrement est fait comme en matière de contributions directes.

2° Toutes les contestations relatives aux terrains, aux taxes etc... sont de la compétence du Conseil de préfecture, avec recours au Conseil d'Etat.

3° Les associations syndicales ont le droit d'expropriation qu'elles exercent de différentes manières, suivant la nature des travaux.

S'il s'agit des travaux compris dans les numéros 6 et 7, assainissement, pavage des voies publiques ou de tous au-

tres travaux d'amélioration, l'expropriation suit les règles posées par la loi du 3 mai 1844.

Pour les travaux spécifiés dans les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 9 et 10, l'utilité publique est déclarée par un décret rendu en Conseil d'Etat, et on applique les règles simplifiées de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux.

4° Les contestations relatives à l'établissement des servitudes sont de la compétence du juge de paix.

5° Les comptes sont apurés comme ceux des receveurs municipaux.

Une très grande controverse s'est élevée entre MM. Aucoc, Hauriou et Berthélemy au sujet du caractère des associations syndicales autorisées. Nous ne pouvons entrer dans le détail de cette intéressante discussion qui sort du cadre de ce travail, et nous nous contentons de renvoyer aux éminents auteurs qui l'ont soutenue (1). Ces associations sont en général considérées comme des établissements d'utilité publique.

### 3° Associations syndicales forcées.

Les associations syndicales forcées sont des associations obligatoires, constituées dans certains cas par l'administration dans un intérêt public.

Lorsque les associations libres ou autorisées n'entreprennent pas les travaux, les interrompent, ou cessent de

(1) Voir Aucoc, *Conférences de droit administratif*, 3<sup>e</sup> édit., t. I, p. 206 et s. ; Hauriou, *Précis de droit administratif*, 4<sup>e</sup> édit., p. 124 Berthélemy, *op. cit.*, p. 411 et s.

les entretenir, le préfet, si l'intérêt public est en jeu, peut agir d'office.

Dans les hypothèses prévues par l'article 24 de la loi de 1865, c'est-à-dire dans les cas de travaux de défense contre la mer, de curage des cours d'eau, de dessèchement des marais, contenus dans les numéros 1, 2 et 3 de l'article 1<sup>er</sup> de ce texte, la loi du 16 septembre 1807 et celle du 14 floréal an XI recouvrent leur application ; il est formé des associations forcées.

Conformément à la loi de 1807, l'association est formée malgré le consentement des propriétaires par un décret rendu en Conseil d'État.

L'article 26 de la loi de 1865 dispose que les contestations, jugées autrefois par une commission spéciale de 7 membres pris en dehors de l'association, seront désormais de la compétence du conseil de préfecture, qui réglera les charges de chaque intéressé. Depuis la loi de 1888, c'est le syndicat obligatoire qui établit lui-même les charges et fixe les taxes.

Ces associations fonctionnent comme les associations autorisées ; nous n'insistons pas davantage.

Tel est, en résumé, le régime légal des associations syndicales qui, on le voit, ne peuvent se constituer que pour un but restreint et nettement déterminé.

## SECTION II. — Syndicats agricoles.

Ces associations, beaucoup plus larges que les précédentes et d'une portée beaucoup plus considérable, ne

sont devenues légales que depuis la loi du 21 mars 1884.

Cette loi ne devait primitivement s'appliquer qu'au commerce et à l'industrie. Au cours de sa discussion, son champ d'action fut singulièrement élargi à la suite d'un amendement proposé par M. Oudet, sénateur du Doubs. Au texte de l'article 3, qui donnait pour but aux syndicats professionnels « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux », M. Oudet demanda l'adjonction des mots : « et agricoles ». Cette motion fut adoptée.

Ainsi fut introduite, sous forme d'un amendement dont l'auteur même ne soupçonnait pas la portée, une disposition légale dont les conséquences ont été aussi heureuses qu'importantes pour l'agriculture.

*Loi du 21 mars 1884. Son but et sa portée générale.*

Le principal objet de cette loi étant de procurer la liberté de l'association professionnelle, elle dut, pour l'atteindre, abroger certains textes, en atténuer d'autres.

Voulant proclamer cette liberté d'une façon catégorique, le législateur abrogea d'une manière générale la loi du 14 au 17 juin 1791 qui, en supprimant les corporations, défendait aussi aux patrons et aux ouvriers de s'associer. La loi de 1791, provoquée par le monopole exagéré des corporations, était aussi vieillie que ses victimes. Le grand développement des différentes industries, l'organisation nouvelle du travail, obéissant aux lois de la division et de la spécialisation, ne pouvaient plus cadrer avec les principes de 1791 ; aussi ce texte fut-il sacrifié.



Il en fut de même de l'article 416 du Code pénal, aux termes duquel étaient punissables, d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 300 francs, tous les ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auraient porté atteinte au libre exercice du travail et de l'industrie.

Les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal, exigeant, pour les associations de plus de vingt personnes, l'autorisation du Gouvernement, et sanctionnant cette disposition, la loi du 10 avril 1834 aggravant les dispositions précédentes, furent déclarés inapplicables aux syndicats professionnels.

Ces anciens textes écartés, la loi s'occupe des règles propres aux syndicats.

#### § 1. — Composition du syndicat.

Les personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, peuvent faire partie d'un syndicat (art. 2).

En employant le mot « personnes », le législateur s'est servi d'un terme large, ne comportant aucune distinction de sexe, de nationalité et de capacité (1).

Encore faut-il que ces personnes aient des intérêts communs, exercent la même profession (profession agricole),

(1) Pour la femme et le mineur, il suffit d'une simple autorisation du mari ou du tuteur.

c'est-à-dire pratiquent, selon M. Mongin (1), l'exercice habituel et régulier de travaux déterminés (travaux agricoles). Les cultivateurs, fermiers et ouvriers agricoles peuvent, sans difficulté, entrer dans un syndicat, car ils remplissent réellement les conditions exigées, et sont à ce titre énumérés dans la circulaire explicative du ministre de l'Intérieur du 25 août 1884 (2). En appliquant l'esprit large de la loi nous leur assimilons les métayers, régisseurs, contremaîtres, etc.

Le syndicat agricole se prête mieux que tout autre à la forme du syndicat mixte, car les rapports entre patrons et ouvriers sont presque journaliers ; de plus, l'intermittence des travaux agricoles donne à l'ouvrier des périodes de loisirs pendant lesquelles il peut cultiver lui-même, apparaissant ainsi tantôt comme salarié, tantôt comme exploitant. La différence de condition est, on le voit, parfois très délicate.

Les intérêts du patron et de l'ouvrier, étant étroitement unis, en font des frères travaillant pour un même but ; grâce à cela, l'industrie agricole est encore une des plus solides barrières qui s'opposent au socialisme moderne.

Nous avons parlé des cultivateurs, fermiers et ouvriers agricoles, et nous semblons oublier une classe très importante aussi, celle des propriétaires non exploitants. Une grande discussion s'est élevée à leur sujet.

(1) M. Mongin, *Loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels* ; Lois nouvelles, 1884, 1<sup>re</sup> partie, p. 92.

(2) Circulaire adressée aux préfets par le ministre de l'Intérieur, M. Waldeck-Rousseau, relativement à l'application de la loi sur les syndicats professionnels.

D'excellents auteurs, tels que MM. Glotin (1) et Gain (2), prétendent exclure du syndicat agricole les propriétaires terriens n'exploitant pas par eux-mêmes, et ce, sous le prétexte qu'être propriétaire de terres, qu'on loue à prix d'argent, ne constitue ni une profession ni un métier. Les partisans de ce système s'appuient sur les travaux préparatoires, et invoquent en leur faveur un arrêt de la Cour de cassation, du 27 juin 1885 (3), qui restreint l'application de la loi de 1884 à ceux qui exercent l'une des professions visées par ce texte.

Nous nous permettrons de ne pas adopter cette théorie, et de partager l'avis contraire avec la majorité des auteurs, et entre autres MM. Sénart (4) et Boullaire (5).

La profession est un état ; or, l'état du propriétaire de terres, qui les loue pour une exploitation agricole, est, par ce fait, une profession qui se rattache à l'agriculture et lui donne accès aux syndicats agricoles.

On ne peut tirer des travaux préparatoires aucun argument sérieux ; de plus, à l'arrêt de la Cour de cassation on oppose un arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 4 juin 1897 (6), qui considère comme valable l'association

(1) Glotin, *Les syndicats professionnels*. Etude historique, juridique et économique. Paris, 1892, p. 151 et s.

(2) Gain, *Les syndicats agricoles professionnels et la loi du 21 mars 1884*. Paris, 1886.

(3) Cass., ch. crim., S. 87.1.281.

(4) Sénart, Rapport au conseil de la société des agriculteurs de France, *Bulletin de la société*, p. 381.

(5) Boullaire, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, p. 38. Sic, de Rocquigny, *op. cit.*, p. 21.

(6) C. Bordeaux, 4 juin 1897, D. P. 98.2.133.

formée par les viticulteurs de la Gironde, en s'étayant sur ce seul fait que tous les membres de l'association, étant propriétaires de vignes, doivent être considérés comme exerçant la même profession.

La question n'est d'ailleurs discutée maintenant qu'en doctrine, car, dans la pratique, on permet au propriétaire non exploitant de faire partie d'un syndicat agricole.

Nous devons nous féliciter de cette solution qui ne fait que consacrer un droit. Le propriétaire, même lorsqu'il a remis ses terres aux mains d'un fermier, ne peut se désintéresser du mode d'exploitation, et intervient tant pour la surveillance que pour la bonne administration et l'amélioration de son fonds.

L'admission du propriétaire non exploitant procure d'ailleurs les meilleurs résultats, tant au point de vue social qu'économique. Si le propriétaire a de grands avantages à faire partie d'un syndicat agricole, le syndicat trouve, de son côté, tout intérêt à le compter parmi ses membres ; le fermier lui-même, en contact plus intime avec son bailleur, en ressent les heureuses conséquences : tous deux, comme le fait remarquer M. Gairal, ont à profiter du secours que l'union des forces procure aux syndiqués.

Sont également admises à faire partie d'un syndicat agricole les personnes exerçant des métiers similiaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

La similitude des différents métiers est une question d'appréciation dont on trouve le principe dans l'analogie

des opérations faites : ainsi les cultivateurs, les viticulteurs, maraîchers, etc... exercent des professions similaires, puisque tous concourent à faire produire la terre.

Par professions connexes, nous entendons les professions qui, sans être similaires à l'agriculture, sont cependant vis-à-vis d'elle dans un état de dépendance. Les charrons, maréchaux ferrants, les constructeurs d'instruments aratoires, les vétérinaires exercent des professions connexes à l'agriculture, puisque leurs efforts tendent à l'établissement des produits de la terre.

Quant aux membres honoraires, qui n'exercent pas de profession, ils ne peuvent faire partie du syndicat et prendre une part active à son fonctionnement. Leurs cotisations sont reçues à titre de libéralités, mais les avantages fournis par l'association ne sauraient leur profiter.

Telles sont les conditions requises pour être membre d'un syndicat. Les statuts peuvent d'ailleurs restreindre, selon le bon vouloir des fondateurs, la composition de l'association ; ils ont en cette matière force de loi, en tant qu'ils ne vont pas à l'encontre de l'article 472 du Code civil ainsi conçu : « Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle et rend nulle la convention qui en dépend. »

## § 2. — Constitution du syndicat.

La création d'un syndicat est, en pratique, assez simple. On fait appel à la bonne volonté des cultivateurs, on recueille leurs adhésions, on élabore des statuts, on nomme des administrateurs et... le syndicat est constitué.



La loi, dans son article 4, n'impose que quelques formalités peu compliquées. Les statuts doivent indiquer le but du syndicat et régler toutes les questions relatives à la composition et au fonctionnement de la société. Leur dépôt, ainsi que celui de la liste des noms des administrateurs ou directeurs, est exigé à la mairie du lieu où se trouve le siège social ; il doit être renouvelé à chaque modification des règlements ainsi qu'à chaque changement dans la direction. Un récépissé, délivré par le secrétaire de la mairie, constate l'accomplissement de cette formalité. C'est l'acte de naissance de l'association. « L'obligation de ce dépôt n'existe qu'à partir du jour où les statuts ont été arrêtés, où, par conséquent, le syndicat est matériellement formé » (1). C'est une simple mesure de police.

### § 3. — Objet du syndicat.

Le syndicat professionnel a pour but exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

La loi s'est servie de termes généraux, aussi ces syndicats ont-ils pu en profiter et s'occuper de prévoyance, de crédit, de mutualité, sans pour cela sortir des limites légales. Le législateur n'a poursuivi qu'un objectif, laisser à chaque association, dans sa sphère respective, un champ d'action très vaste, tout en l'empêchant de dégénérer en société politique ou religieuse.

L'étude des institutions agricoles dans les Flandres fran-

(1) Circulaire du ministre de l'intérieur.

çaises nous montrera les œuvres multiples auxquelles peut se consacrer un syndicat.

#### § 4. — Capacité juridique du syndicat.

Personne morale distincte de celle de ses membres, le syndicat a la propriété des biens sociaux ; faveur qu'il acquiert par le fait même d'une constitution régulière, et dont M. Gain nous donne la définition dans les lignes suivantes : « Nous considérons ces syndicats comme une institution nouvelle qui, à raison de motifs économiques ou surtout politiques, est régie par une législation empruntant aux sociétés privées leur principe de liberté pour la constitution et l'organisation intérieure, et aux établissements publics la tutelle administrative, pour les entraves que le législateur croit utile d'imposer dans un intérêt social » (1).

En vertu de cette capacité, le syndicat possède toute une série de droits que nous allons passer rapidement en revue.

a) *Droit d'ester en justice*. — C'est, pour le syndicat, la faculté de faire valoir ses droits, en même temps que l'obligation de répondre de ses engagements ou de ses fautes. Toutes les juridictions lui sont accessibles, car la loi n'impose aucune restriction ; l'un de ses membres, ordinairement le président ou le directeur, est chargé de le représenter.

Pour intenter une action, le syndicat doit avoir un intérêt personnel ; il en est ainsi lorsqu'il défend son pa-

(1) Gain, *op. cit.*, p. 31.

trimoine, ses intérêts pécuniaires ou moraux, lorsqu'il doit poursuivre l'exécution d'un contrat collectif passé par lui.

Le syndicat a encore qualité pour agir lorsque le procès touche aux intérêts généraux de la profession qu'il doit défendre.

En dehors de cet intérêt commun, le syndicat peut-il intervenir dans les procès intéressant un ou plusieurs de ses membres ?

Si l'intérêt en jeu est particulier à l'un des membres, il est bien évident que le syndicat ne peut venir prendre sa place ou se juxtaposer à lui, lorsqu'aucune question touchant à la profession n'est soulevée, à moins qu'il n'intervienne comme mandataire *ad litem*.

Mais si le procès intéresse en même temps un membre et la profession, nous reconnaissons, avec la jurisprudence, le droit d'intervention du syndicat. La Cour d'Amiens, dans un arrêt rendu le 13 mars 1895, permettait au syndicat des poissonniers de la Somme d'intervenir pour s'opposer à ce que les propriétaires d'usines envoient leurs eaux corrompues dans les étangs de ses membres (1). Cette immixtion se justifie à nos yeux par cette considération que le point en litige intéressait non seulement les membres en tant que particuliers, mais aussi la collectivité. Nous sommes donc partisan de l'extension du droit accordé au syndicat, lorsqu'il éprouve quelque intérêt à agir (2).

(1) C. d'Amiens, 13 mai 1895 ; D. P. 95.2.553.

(2) En ce sens : C. d'Angers, 11 avril 1889 et Cour de cassation, 26 juillet 1889 ; D. P. 90.1.239.

Les syndiqués y trouvent de grands avantages ; car, bien que l'intervention du syndicat laisse leurs droits personnels intacts, elle leur facilite le moyen de les faire respecter ; si, dans la pratique, un certain nombre de syndiqués éprouvent en commun un préjudice qui soit trop minime pour susciter des actions individuelles, le syndicat, au nom de l'intérêt collectif, intente le procès.

Nous avons parlé de contrat collectif ; cette forme nous paraît de beaucoup préférable, car l'action du syndicat se substitue à celle des individus dans la conclusion du contrat comme dans la poursuite de son exécution.

Comment notre jurisprudence envisage-t-elle cette opération ?

Un arrêt de la Cour de cassation, du 1<sup>er</sup> février 1893 (1), n'y voit qu'un rôle de mandataire joué par les représentants du syndicat.

Un jugement du tribunal de la Seine, du 23 juin 1896 (2), voit dans le contrat une stipulation pour autrui défendue par les articles 1119 et suivants du Code civil ; mais, en général, la jurisprudence reconnaît la validité du contrat collectif et accorde aux syndicats le droit d'en réclamer l'exécution (3). Malheureusement elles s'arrêtent à mi-chemin, et, appliquant l'adage « Nul en France ne plaide par procureur », elle interdit à ces associations le droit de réclamer en justice les indemnités dues à leurs adhérents, car

(1) Cass., 1<sup>er</sup> février 1896, D. 96.1.241.

(2) Tribunal de la Seine, 23 juin 1896, *Revue des Sociétés*, 1896, p. 485.

(3) Cour d'Angers, 8 juin 1897, *Recueil d'Angers*.

elle considère celles-ci comme donnant lieu à des actions purement individuelles.

De tout ceci, il ne résulte pas moins que la validité du contrat collectif est incontestable.

b) *Droit de posséder*. — La faculté pour le syndicat d'acquérir à titre onéreux, est illimitée quant aux meubles, et restreinte, quant aux immeubles, à ceux nécessaires « aux réunions, bibliothèques et cours d'instruction professionnelle », art. 6, al. 3.

Cette restriction, édictée dans la crainte d'une extension excessive de la main-morte immobilière, est trop étroite, et le syndicat agricole y trouve un obstacle insurmontable au développement d'œuvres annexes des plus utiles, et d'entreprises les plus intimement liées au but qu'il poursuit. On a reconnu l'erreur du législateur de 1884, et le nouveau projet de loi du gouvernement, du 14 novembre 1899, accorde au syndicat liberté complète pour les acquisitions immobilières ; nous voudrions espérer que les associations agricoles pourront tirer bientôt de cette réforme accomplie le profit désirable.

On avait prétendu, bien à tort, contester au syndicat le droit de recevoir des libéralités, mais les travaux préparatoires (1), l'esprit large de la loi de 1884, ont décidé la jurisprudence à se prononcer dans le sens contraire (2). Le syndicat, personne morale privée, peut donc sans limite

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, 1883, p. 397. *Id.*, Sénat, 1884, p. 246.

(2) Jugement du tribunal de la Seine, 16 juillet 1896, D. P. 98.2. 138, analysé par J. Gairal, *op. cit.*, p. 311 et s.



acquérir des meubles, aussi bien à titre gratuit qu'onéreux, et recevoir comme acheter les immeubles nécessaires à son fonctionnement (1).

Supposons, qu'enfreignant cette dernière règle, un syndicat acquière un immeuble qui ne lui soit pas utile, alors la loi distingue (article 8) : 1° *L'acquisition a-t-elle eu lieu à titre onéreux ?* L'acte ne sera pas nul, l'immeuble sera revendu et le prix en sera déposé à la caisse sociale. L'acheteur (le syndicat) aura été le véritable propriétaire, aura pu consentir des droits réels et des servitudes et aura dû payer le prix ; de son côté, le vendeur aura dû fournir l'immeuble et aura été tenu de toutes les garanties que comporte le droit commun. Le procureur de la République pourra demander la revente de cet immeuble illégalement possédé par le syndicat. (C'est un des cas précis où un texte donne au ministère public le droit d'intervenir directement au civil et d'agir d'office.) Le plus souvent, la poursuite aura lieu devant un tribunal correctionnel chargé de la sanction pénale, et, dans ce cas, le procureur demandera au tribunal, comme un accessoire, la revente de l'immeuble. 2° *L'acquisition a-t-elle été faite à titre gratuit ?* Alors s'applique la nullité absolue dont parle l'article 8, nullité prononcée dans un intérêt d'ordre public et invocable non seulement par le ministère public, mais aussi par les parties intéressées qui sont : le syndicat lui-même, ses créanciers, le donateur ou ses héritiers ou ayants cause ; c'est à ces derniers, nous dit l'article 8, que les biens feront retour, libres de toute charge.

(1) *Sic* : M. Mougin, *op. cit.*, p. 101.

A côté de cette sanction civile existe une sanction pénale, édictée par l'article 9.

Les directeurs et administrateurs, représentant le syndicat, sont passibles d'une amende de 16 à 200 francs ; de plus, le tribunal peut prononcer la dissolution de l'association. Cette dernière mesure n'est prise que pour les infractions très graves, car elle entraîne la perte du fonds social : les tribunaux doivent donc apprécier très judicieusement les cas incriminés.

c) *Droit de constituer entre les syndiqués des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite.* — Lorsque, sous le régime de la loi du 15 juillet 1850 et des décrets d'administration publique du 14 juin 1851 et du 25 mars 1852, les sociétés de secours mutuels avaient besoin d'une autorisation gouvernementale, l'article 6 de la loi de 1884 dispensait de cette formalité les sociétés de ce genre formées par le syndicat. Depuis que la loi de 1898 est venue supprimer la nécessité d'une autorisation, en la remplaçant par celle du dépôt des statuts, il ne reste plus de l'article 6 que les dispositions concernant la composition de la société de secours mutuels, et exigeant que les membres soient tous des syndiqués, que les caisses restent spéciales, c'est-à-dire constituent des êtres juridiques distincts du syndicat, ayant un patrimoine et une administration propres.

Ainsi formées, les sociétés de secours mutuels établies par les syndicats jouissent de tous les avantages de la loi de 1898, qui leur permet d'ester en justice, de créer entre elles des unions, et qui proclame l'incessibilité et l'insai-

sissabilité des pensions, contrats d'assurances, livrets, etc.

Les textes de 1884 et de 1898 doivent être combinés pour régir les sociétés de secours mutuels établies par les syndicats.

d) *Droit de créer des offices de renseignements pour offres et demandes de travail.* — L'article 6, alinéa 5, de la loi de 1884 donne au syndicat le droit de créer des bureaux de placement, en l'affranchissant de l'autorisation municipale, exigée de tout tenancier de semblable office, conformément au décret du 25 mars 1852.

Les placements se font à titre gratuit, car l'association doit rester étrangère à toute opération qui pourrait être considérée comme un négoce. Ajoutons qu'il est cependant permis au syndicat de prélever une taxe destinée à couvrir les frais occasionnés (correspondance, etc.).

e) *Droit d'être consulté sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à sa spécialité.* — Cette faculté, dont jouit le syndicat, est un bienfait pour ses membres en même temps que pour ceux qui lui sont étrangers, car son intervention évite bien des procès. Les tribunaux peuvent demander au syndicat des avis consultatifs qui servent à les éclairer. Une expertise est-elle ordonnée, le tribunal peut avoir recours à l'association professionnelle pour le choix des experts. Ces arbitres, désignés par le syndicat parmi ses membres les plus distingués, offriront plus de garantie que les experts ordinaires, dont les connaissances, pour être très variées, doivent nécessairement rester superficielles sur bien des points.

En matière contentieuse, les avis du syndicat sont tenus à la disposition des parties ; sage mesure, grâce à laquelle chacun peut se renseigner. Les grands syndicats, et particulièrement ceux du sud-est, ont créé un comité contentieux, dans lequel les hommes de loi ou de la partie se consacrent à l'étude des difficultés qui surgissent, facilitent la marche de l'association et donnent à ses membres de sages conseils.

Là ne s'arrêtent pas les avantages de l'intervention syndicale ; dans la discussion des questions économiques (tarifs douaniers, traités de commerce, etc.), les syndicats peuvent être consultés, ou même intervenir de leur propre initiative, auprès des pouvoirs publics, sous la forme de pétitions et de vœux. C'est ainsi que nous voyons, en ce moment, les syndicats du Nord s'élever énergiquement contre le projet qui porterait atteinte à la loi de 1884, sur l'industrie sucrière, et contre la proposition de loi sur les caisses de retraite.

Les syndicats agricoles sont donc pour beaucoup dans le maintien de la paix entre les cultivateurs, et prennent une large part dans l'élaboration des mesures législatives fiscales, douanières ou autres, destinées à venir en aide à l'agriculture et à la rendre plus rémunératrice.

f) *Achats et ventes faits par le syndicat.* — Les syndicats agricoles peuvent et doivent ne pas se borner à rendre à leurs membres des services indirects et d'ordre pour ainsi dire intellectuel. Ils ont la faculté de leur rendre des services directs et matériels, et c'est ainsi qu'ils pratiquent, dans leur intérêt, des achats et des ventes collectifs.

Ces services matériels constituent le meilleur moyen d'influence et de développement des syndicats ; les discussions théoriques n'ont pas, auprès des paysans, le succès des effets pratiques.

Si l'article 6, dans l'indication qu'il donne des actes permis à ces associations, ne nous parle pas de ces achats et de ces ventes, c'est qu'il y avait inconvénient à faire une énumération qui eût pu être considérée comme limitative.

Les transactions faites par les syndicats présentent une certaine analogie avec les actes de commerce, mais ce serait une erreur de les confondre. Ce qui caractérise l'acte de commerce, défini par l'article 632 du Code de commerce, c'est l'achat pour la revente ; or, ce caractère n'existe nullement dans les opérations faites par le syndicat agricole. Celui-ci, quand il achète des engrais, peut être considéré comme traitant pour sa consommation, puisque son but, en l'occurrence, est de procurer à ses membres une marchandise de bonne qualité au meilleur marché possible. Le plus souvent, il se borne au rôle d'intermédiaire, mettant en rapport les syndiqués avec les vendeurs ou acheteurs ; c'est ce qui a fait surnommer le syndicat « la Boîte aux lettres » interposée entre l'acheteur et le vendeur.

Que le syndicat achète ou vende, même en son propre nom, une matière quelconque pour ses membres, nous ne le considérerons pas comme un commissionnaire, mais comme un mandataire à titre gratuit. Ce mandat peut être exprès ou tacite. Il est exprès, lorsque les membres transmettent leurs commandes que le syndicat ne fait qu'exé-

cuter ; il est tacite, lorsque le syndicat, prévoyant que certains de ses adhérents se décideront au dernier moment à prendre des marchandises semblables à celles fournies à leurs collègues, majore sa commande. Ce mandat sera ratifié par la prise de livraison de ces cultivateurs insouciants.

Les formes d'achats ou de ventes employées par les syndicats sont très variées : tantôt ils traitent de gré à gré avec des fournisseurs choisis, tantôt ils mettent les commandes en adjudication. En règle générale, ils ne sont pas responsables des commandes de leurs membres : les commerçants, avec lesquels les syndicats ont traité, doivent donc actionner directement ceux de ces membres qui ne remplissent pas leurs engagements. Supposons qu'un syndiqué, ayant fait une commande d'engrais transmise par le syndicat, refuse de payer, le vendeur poursuit le récalcitrant à ses risques et périls ; le cas se présente rarement, car le membre malhonnête se voit expulsé de l'association. Si le syndicat se rend solidairement responsable des opérations faites, c'est à lui que s'adressera le commerçant avec lequel il a traité.

On a dénié au syndicat qui fait les commandes ou les ventes la qualité de mandataire à titre gratuit, et on a voulu voir, dans la majoration de tant pour cent qu'il effectue sur les opérations, une rémunération de ses services ; ce qui le ferait considérer comme un commissionnaire.

C'est une erreur, car la retenue faite par le syndicat est destinée à couvrir les frais de gestion et ceux occasionnés par les transactions.



Il n'est donc pas juste de considérer les opérations d'achats et de ventes faites par le syndicat comme actes de commerce, puisqu'il n'achète jamais pour revendre. Mais en serait-il ainsi, que nous ne verrions pas là un acte incriminé. Ce n'est pas par là seul qu'un acte est commercial qu'il est interdit à l'association, c'est à cause du but lucratif qu'il comporte généralement ; or toute spéculation doit être bannie du syndicat. Le véritable critérium, sur lequel il faut se baser, pour décider si un acte est permis ou défendu à l'association, est de distinguer s'il est fait ou non dans une idée de lucre. Or, il est des actes de commerce, bien rares il est vrai, qui ne sont pas faits en vue d'un gain à effectuer, tandis que certains actes civils n'ont que ce mobile.

C'est en ce sens qu'est la doctrine de la jurisprudence. On se souvient du jugement rendu par le tribunal de Saint-Etienne dans l'affaire de *la mine aux mineurs*, jugement rappelant qu'une exploitation de mine est interdite à un syndicat en tant que tel.

Le syndicat, ayant la personnalité civile, peut donc passer, pour ses membres et pour eux seuls, tous les contrats qui ont trait à l'étude et à la défense de sa profession.

Il va sans dire qu'une association, qui, sous le titre de syndicat, ferait des actes de commerce, en serait responsable et en subirait les conséquences éventuelles : elle serait soumise à la patente, justiciable des tribunaux de commerce, et pourrait être mise en faillite.

De même, un syndicat, qui, dans un acte permis, outre-passe la limite dans laquelle il peut s'engager, est tenu de ses obligations sur son avoir.

Nous renvoyons à la conclusion la question de savoir si la pratique des actes de commerce serait favorable aux syndicats.

En restant dans les limites qui leur sont fixées, c'est-à-dire en dehors de toute idée de spéculation, les syndicats agricoles peuvent donc effectuer des achats d'engrais, d'instruments aratoires et de toutes fournitures utiles à l'agriculture, pour faire profiter leurs membres des conditions avantageuses que leur procurent des marchés plus importants ; ils peuvent aussi faciliter de toute manière l'écoulement des produits agricoles. Nous attribuons à la pratique de ces actes multiples l'essor qu'ont pris les syndicats agricoles.

#### § 5. — Droits et obligations des syndiqués.

Pour respecter le contrat social intervenu entre elles, les parties doivent avoir un droit égal à tous les avantages retirés de l'association (remise sur les prix d'achat d'engrais, de semences ; profit des prix rémunérateurs dans les ventes ; location à bon marché des machines, etc.), tels sont les droits que donne la qualité de membre du syndicat, droits qui comportent les obligations suivantes.

Les syndiqués doivent payer leur cotisation suivant le taux fixé par les statuts, et peuvent être poursuivis en justice, au cas où ils se refuseraient à s'acquitter de leur dette.

Certaines clauses pénales sanctionnent ces statuts : tous les membres sont tenus de leurs délits et de leurs quasi-

délits, ceux qui auraient contrevenu aux règles de l'association sont passibles d'amendes, dont le recouvrement peut donner lieu à une action en justice.

Nous n'avons fait allusion jusqu'ici qu'aux obligations des associés envers le syndicat ; quelle sera la situation des syndiqués, vis-à-vis des tiers avec lesquels aura contracté l'association ?

Nous savons, qu'en principe, les actes passés par le syndicat ne sauraient obliger personnellement ses membres. Le syndicat est une personne morale complètement distincte de celle des syndiqués, et ne pourrait faire naître d'obligation pour ceux-ci en dehors de leur intervention. Il en serait autrement, au cas où les statuts déclareraient tous les membres respectivement responsables des contrats passés par l'association ; il faudrait appliquer alors les règles de la solidarité, en vertu desquelles chacun peut être tenu et poursuivi pour le tout sur ses biens, à raison de l'engagement pris par le syndicat.

Quant au membre qui s'ingère dans les affaires syndicales, il est seul responsable de ses actes, puisqu'il n'a aucune qualité pour traiter au nom de la masse.

A ces principes généraux s'ajoutent certaines dispositions relatives à la sortie d'un membre du syndicat ; trois motifs peuvent en être la cause : ce sont la démission, l'exclusion et le décès.

Le membre exclu ou démissionnaire est privé des avantages que lui procurait sa qualité de syndiqué ; il ne peut réclamer aucune part de l'actif social qui appartient au syndicat.

S'il est déchu de tous ses droits, il reste tenu de certaines obligations ; car, outre la redevance de la cotisation de l'année courante à laquelle la loi l'oblige (entendons par là l'année au cours de laquelle s'est effectuée sa sortie), le démissionnaire doit au syndicat les amendes reconnues par lui-même ou par un jugement devenu définitif. Quant aux obligations qu'il a pu assumer en tant que syndiqué, soit en cas de solidarité, soit en cas de délit ou de quasi-délit, il en est responsable jusqu'au jour de sa sortie.

Ces règles générales s'appliquent au cas de cessation de la profession agricole.

A la mort d'un membre, ses héritiers n'héritent pas de ses droits dans l'association, car ceux-ci sont intransmissibles. Les héritiers ne peuvent pas davantage faire partie comme tels de l'association, car ils n'ont pas pour cela les qualités requises. Ils doivent cependant payer la cotisation de l'année courante et ont droit aux bénéfices acquis par leur auteur au moment de son décès.

#### § 6. — Sanction de la loi.

Nous avons parlé de la sanction civile dans l'étude de l'article 6 ; nous nous en tiendrons ici à la sanction pénale qu'apporte l'article 9, en édictant une peine principale et des peines accessoires.

Les directeurs ou administrateurs sont passibles d'une amende de 16 à 200 francs, pour les cas d'infractions aux articles 2, 3, 4, 5 et 6, à savoir : la composition illégale du syndicat ; la poursuite d'un but autre que l'étude et la

défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (but politique ou religieux) ; le défaut de dépôt des statuts ; l'omission de publication de la liste des noms des administrateurs ou directeurs ; la présence dans la direction d'un étranger ou d'une personne privée de ses droits civils ; le manque de publicité des noms des syndicats qui composent une union ; enfin les acquisitions d'immeubles défendues.

Cette amende peut être portée à 500 francs, s'il y a une fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs et directeurs.

Outre cette amende, la dissolution du syndicat peut être prononcée, lorsque le tribunal correctionnel trouve des faits assez graves pour justifier la demande du ministère public.

Il est parfois difficile de bien délimiter ces infractions, et, notamment, de dire quand un syndicat est irrégulièrement constitué ou sort de ses attributions.

Nous avons, dans la région du Nord, un exemple de l'application de l'article 9. Un jugement du tribunal correctionnel de Lille, en date du 9 juillet 1892, prononce, outre une amende contre les administrateurs, la dissolution de l'association professionnelle des patrons du Nord, sous l'inculpation d'avoir contrevenu à l'article 2 de la loi de 1884, en recevant dans son sein des personnes étrangères à la profession, et, à l'article 3, en s'occupant de questions politiques et religieuses (1). Les considérants de ce juge-

(1) Lille, tribunal correctionnel ; D. P. 94.1.26 ; Cour de Douai, 26 octobre 1893 ; Cassation, 18 février 1894.

ment placent, dans la participation assidue aux travaux et aux délibérations de l'association, le critérium grâce auquel on peut reconnaître si quelqu'un doit être considéré comme membre. C'est la théorie de l'arbitraire, M. Deslandres le fait remarquer à juste titre et propose au contraire, comme critérium, la participation à l'action du syndicat par des votes, par des subsides et par le profit des avantages qu'on en retire (1).

Quant aux associations qui n'auraient du syndicat que l'étiquette, elles ne pourraient profiter des avantages reconnus par la loi et tomberaient sous le droit commun.

§ 7. — Extinction, dissolution et liquidation du syndicat.

Plusieurs causes peuvent mettre fin à l'existence du syndicat :

a) *Dissolution amiable ou volontaire.* — Les membres peuvent décider de mettre fin à leur association quand bon leur semble ; si la dissolution est prévue par les statuts, on se conforme à leurs dispositions au point de vue de la majorité requise ; si au contraire les statuts sont muets, la dissolution ne peut être prononcée qu'à l'unanimité des associés.

En dehors de ce cas, les syndiqués ont pu former une association *ad tempus*, ou en vue de servir certains intérêts professionnels passagers ; l'arrivée du terme, l'obtention du but visé, provoquent l'extinction de la société.

b) *Dissolution forcée, prononcée par justice.* — Elle se pro-

(1) Voir sur ce jugement l'article de M. Deslandres, professeur à la Faculté de droit de Dijon, dans les *Pandectes françaises*, 1895, p. 433 et s.



duit dans les cas d'infractions à la loi et par application de l'article 9.

La dissolution du syndicat entraîne sa liquidation ; toute association possédant un avoir social, il y a lieu de se demander ce que deviendra celui du syndicat lors de sa dissolution.

Les statuts peuvent fixer à l'avance l'emploi et le sort des biens ; dans le cas de leur silence, il faut décider que l'actif social doit être partagé en parties égales par les membres de l'association qui ont contribué à le former. « Du jour où le syndicat est dissous, sa personnalité juridique, distincte de celle de ses membres, cesse d'exister, il n'y a plus que les associés, les syndiqués : la fiction du syndicat propriétaire exclusif s'évanouit, le droit de copropriété des membres affiliés au syndicat au moment de sa dissolution, droit qui avait été momentanément écarté pendant la durée du syndicat, apparaît seule ; nous sommes en présence de véritables copropriétaires d'un patrimoine commun, que tous ont plus ou moins contribué à créer, et dont le partage s'impose (1). »

Il ne nous reste rien à ajouter à cette théorie juridique qui donne une solution conforme à l'équité.

#### § 8. — Unions de syndicats.

Les syndicats peuvent se grouper, se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts, et former des unions.

Pour faire partie d'une union, les syndicats doivent être

(1) J. Gairal, *op. cit.*, p. 472 ; Sic, Mongin, *op. cit.*, p. 106.

régulièrement constitués, sans qu'il leur soit besoin de représenter des intérêts identiques.

L'union de syndicats doit faire connaître les noms des associations qui la composent, et déposer ses statuts si elle en possède.

Elle n'a pas de capacité juridique, ne peut posséder aucun immeuble ni ester en justice. Son rôle est celui d'une chambre consultative, destinée à donner des avis dans les questions agricoles d'intérêt régional ou général.

Les syndicats affiliés font eux-mêmes ce que ne peut faire l'union ; on crée bien souvent, à côté de celle-ci, un syndicat indépendant. Tel est, à côté de l'*Union des syndicats des agriculteurs de France*, le *Syndicat central*. L'union étudie et conseille, le syndicat agit. Cette dualité deviendrait inutile si l'union de syndicats acquérait, conformément au nouveau projet du gouvernement, une capacité juridique étendue, ce qui lui est aujourd'hui totalement refusé.

## CHAPITRE IV

### INSTITUTIONS ANNEXES DES SYNDICATS AGRICOLES.

Ces institutions ont une telle importance, et peuvent prendre un tel développement, que nous avons estimé préférable d'en faire l'objet d'un chapitre à part.

La loi de 1884 est, nous l'avons déjà dit, une loi libérale ; aussi, ne pouvant embrasser dans une énumération dangereuse tous les services que seraient susceptibles de créer les syndicats, a-t-elle dû s'en tenir à poser le principe et à n'énumérer que les actes défendus. Il était donc loisible aux syndicats, en restant dans ce cadre fixé, de fonder de multiples institutions.

« Grâce à la liberté complète d'une part, à la personnalité civile de l'autre, dit le ministre de l'Intérieur, les syndicats, sûrs de l'avenir, pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les utiles institutions qui ont produit, chez d'autres peuples, de précieux résultats : caisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, sociétés coopératives, bureaux de renseignements, de placement, de statistique des salaires etc..... Certaines nations, moins favorisées que la France par la nature et qui lui font une concurrence sérieuse, doivent, pour une large part, à la vitalité de ces établissements, leur prospérité commerciale, industrielle et agri-

cole. Sous peine de déchoir, la France doit se hâter de suivre cet exemple. Aussi, le vœu du Gouvernement et des Chambres est de voir se propager, dans la plus large mesure possible, les associations professionnelles et les œuvres qu'elles sont appelées à engendrer..... La loi du 21 mars donne la plus vaste carrière à l'activité des syndicats (1). »

Les syndicats ont su profiter de l'exhortation et répondre à ce qu'on attendait d'eux.

Nous allons étudier brièvement le régime légal des institutions qu'ils se sont adjointes.

Ces institutions peuvent être réparties sous deux rubriques : 1° institutions de coopération ; 2° institutions de mutualité et d'assurance.

#### SECTION I. — Coopératives agricoles.

On peut diviser ces sociétés en :

- a) Coopératives de consommation (achats).
- b) Coopératives de production (ventes).
- c) Coopératives de crédit.

Nous étudions dans un même paragraphe les deux premières sortes de sociétés qui obéissent aux mêmes dispositions légales, réservant le paragraphe second aux associations de crédit agricole.

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur.

§ 1<sup>er</sup>. — La coopération agricole de consommation  
et de production.

Un essai de coopération agricole fut tenté en 1848. Un projet de loi, déposé le 8 août, demandait à l'Etat un crédit de 50 millions pour former en Algérie des associations agricoles. Le ministre de la guerre ayant de son côté réclamé la même somme pour cette colonie, obtint la priorité pour son projet ; les auteurs de la première proposition s'y rallièrent, en présentant un amendement par lequel ils faisaient adapter ce crédit à des associations rurales. L'assemblée législative crut bon de le repousser, sur le récit d'une tentative infructueuse de ce genre, faite dans la même région, quelques années auparavant, par le général Bugeaud.

Au début de l'Empire, la coopération agricole n'eut pas plus de succès, mais peu à peu des associations se fondèrent, et, lorsque fut votée la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, le législateur, devant le mouvement coopératif qui s'était produit, dut réglementer leur situation.

Le titre III de la loi nouvelle fut consacré aux sociétés à capital variable ; c'est à lui qu'obéissent les coopératives, en attendant la rédaction d'une loi spéciale restée jusqu'ici à l'état de projet.

La société à capital variable ne constitue pas un type spécial ; la variabilité du capital n'est qu'une modalité qui peut être ajoutée à toutes sortes de sociétés civiles ou commerciales. C'est de la nature de son objet et non pas de sa forme qu'il faut tirer son caractère : la société coopé-

rative est civile, si elle n'admet dans ses opérations que ses seuls membres ; elle est commerciale, si elle fait en même temps des affaires avec le public.

Le but des sociétés coopératives nécessitait une organisation assez large pour permettre aux associés d'entrer et de sortir à leur gré.

L'article 48 de la loi de 1867 dispose « qu'il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation, par des versements successifs faits par les associés ou par l'admission d'associés nouveaux, et de diminution, par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Indépendamment des règles qui leur sont propres suivant leurs formes diverses, ces sociétés obéissent à certaines dispositions spéciales.

Les entrées sont limitées, au début de la société, par l'article 49 qui défend de porter le capital initial au-dessus de la somme de 200.000 francs ; d'année en année, les délibérations de l'assemblée générale pourront accroître ce capital, pourvu que chaque augmentation ne dépasse pas 200.000 francs. Il était besoin de cette limite pour écarter les spéculateurs.

Les membres peuvent sortir de la société de leur plein gré, pourvu qu'ils le fassent de bonne foi et au moment propice ; ils peuvent de même être exclus. Mais pour protéger le capital social, les statuts doivent fixer une somme au moins égale au dixième de celui-ci, et au-dessous de laquelle les sorties, entraînant reprises d'apports, ne pourront le faire descendre.



Enfin, deux dernières règles s'appliquent à toutes les sociétés à capital variable : 1° la société est valablement représentée en justice par ses administrateurs ; 2° la mort, la faillite, retraite ou interdiction d'un associé n'entraîne pas la dissolution, même, par dérogation au droit commun, pour les sociétés à forme civile en nom collectif ou en commandite par intérêts.

Pour leur publicité, les coopératives suivent les règles ordinaires.

L'extrait de l'acte de société, publié dans les journaux, doit énoncer que la société est à capital variable, indiquer la somme au-dessous de laquelle ce capital ne peut être réduit ; le tout, sous peine de nullité à l'égard des intéressés, mais non pas à celui des tiers.

La société à capital variable doit, dans tous ses actes, mentionner cette qualité, sous peine d'une amende de 50 à 1000 francs.

Aucune publicité n'est donnée aux entrées ou sorties des associés autres que les gérants, ni aux variations du capital.

Si la coopération prend la forme de société par actions, certaines règles particulières lui sont applicables.

Les actions ou coupons d'actions doivent être et rester toujours nominatifs, même après leur entière libération.

D'après la loi de 1867, ils ne pouvaient être inférieurs à 50 francs, taux de faveur ; car dans les autres sociétés, les actions étaient d'au moins 100 à 500 francs, suivant l'importance du capital. La loi du 1<sup>er</sup> août 1893, ayant abaissé pour les sociétés ordinaires le taux minimum à

25 francs, lorsque le capital n'excède pas 200.000 francs, les sociétés à capital variable se trouvent, sur ce point, soumises au droit commun ; mais elles conservent l'avantage de pouvoir être constituées, dès que le dixième du capital social est versé en bloc, tandis que, dans les sociétés par actions ordinaires, il faut le versement intégral du capital, si les actions sont de 25 francs, et le versement du quart de chaque action, lorsqu'elles sont de 100 francs et au-dessus.

Les actions ne sont négociables qu'après la constitution définitive de la société. Les statuts peuvent donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer à ce transfert.

Telles sont les dispositions spéciales aux coopératives.

Nous avons vu, en étudiant la loi de 1884, les actes permis aux syndicats. Pour donner à leurs actes une plus grande extension, il leur est nécessaire de former des sociétés coopératives qui pourront conclure des marchés importants, et profiter pour cela du moment favorable.

Les syndicats ordinairement assez restreints ne peuvent opérer sur de grandes quantités. Il leur est difficile d'acheter ferme, sans s'exposer à garder pour compte des stocks qu'ils ne pourraient écouler de suite, et qui, avec le temps, se détérioreraient ; conséquences funestes pour des associations dont l'avoir est assez minime.

Les coopératives obvient à ces inconvénients, remplacent le commerçant qui prélève nécessairement son gain avant de revendre, suppriment l'intermédiaire et s'approprient des bénéfices communs que partagent les coopérateurs.

*Les coopératives agricoles de consommation* achètent les matières premières nécessaires à l'agriculture, engrais, semences, outils tels que semoirs, trieurs, faucheuses, moissonneuses, batteuses etc... qu'elles revendent ou louent à leurs membres et aux tiers.

*Les coopératives agricoles de production* proprement dites s'occupent spécialement de la vente des produits agricoles, et, en passant avec le commerce des marchés en gros, trouvent des débouchés beaucoup plus avantageux que ne sauraient en rencontrer les syndicats, et, à plus forte raison, les cultivateurs isolés, avec leurs stocks moins importants. Pour arriver à ces résultats, il faut que la coopérative s'étende sur une vaste région ; c'est la condition à laquelle elle pourra rendre de véritables services (1).

Les coopératives peuvent aussi fournir à l'agriculteur le nerf de la guerre nécessaire à son exploitation, c'est-à-dire *le crédit*.

## § 2. — Sociétés coopératives de crédit agricole.

C'est en 1840 que la question du crédit agricole vint à l'ordre du jour. Le Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce rechercha, le premier, la solution de ce problème qui devait apporter un adoucissement aux souffrances de l'agriculteur.

(1) Voir à ce sujet l'intéressant ouvrage du comte de Rocquigny sur *la Coopération de production dans l'agriculture*, Paris. 1896.

En 1845 un congrès se réunit, mais ses vœux restèrent platoniques.

La loi du 28 juillet 1860 créa la Société de Crédit Agricole au capital de vingt millions. Cette banque se lança dans la spéculation, prêta au gouvernement égyptien et fit fausse route.

La loi du 24 juillet 1867, dans son titre III, a permis d'acclimater chez nous les caisses Raiffeisen qui se sont surtout développées depuis 1893.

Ces caisses sont des sociétés en nom collectif, où les associés sont tenus solidairement de tous les engagements. Elles sont en même temps à capital variable, puisqu'on peut stipuler dans les statuts une augmentation ou une diminution de l'avoir social, suivant les entrées ou les sorties des membres, sans qu'il soit besoin d'un nouvel acte de société.

En 1892, un projet de loi présenté par M. Develle tendait à créer une société centrale de crédit agricole et populaire, à laquelle l'Etat aurait donné une garantie d'intérêts de deux millions par an. C'était le crédit organisé par l'Etat, le crédit par « en haut » ; ce projet fut bientôt abandonné, à la pensée qu'il serait impossible à l'Etat banquier de connaître ses emprunteurs et de vérifier l'emploi des fonds avancés.

M. Méline résolut de créer le crédit par « en bas », c'est-à-dire le crédit local, organisé par des caisses spéciales placées près des cultivateurs. Constatant le développement prodigieux des syndicats agricoles, il résolut de se servir de leur intermédiaire pour établir le crédit rural, et fit voter la loi du 3 novembre 1894.

*Loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole.*

Ces sociétés ne peuvent être constituées que par les membres d'un ou plusieurs syndicats agricoles.

Leur objet exclusif est de faciliter et de garantir les opérations agricoles effectuées par les syndicats qui les composent, ou par leurs membres (art. 1<sup>er</sup>). A cet effet, elles peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants, avec ou sans intérêts, faire des paiements ou recouvrements pour les syndicats ou pour leurs membres, contracter des emprunts.

Afin d'écarter les spéculateurs, le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il se compose de parts souscrites par les membres de la société et ne donnant droit qu'à un intérêt et non pas à un dividende. Ces parts sont nominatives et ne sont transmissibles que par voie de cession aux seuls membres du syndicat, et avec l'agrément des co-associés.

La société ne peut être constituée qu'après versement en bloc du quart du capital souscrit. Si elle a pris la forme de société à capital variable, ce capital ne peut être réduit, par les reprises d'apports des membres sortants, au-dessous du capital de fondation, c'est-à-dire au-dessous du capital social.

Le siège et le mode d'administration, les conditions nécessaires aux diverses modifications statutaires et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun doit prendre part à sa formation, sont déterminés par les statuts.

Ceux-ci fixent le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, ainsi que la responsabilité des sociétaires qui peuvent parfois être tenus personnellement et solidairement (responsabilité dont ils ne sont libérés qu'après la liquidation des opérations antérieures à leur sortie, à moins que la société ne soit à capital variable).

Les statuts déterminent, de plus, les prélèvements que la société doit faire à son profit sur ses opérations ; ces prélèvements servent à acquitter les frais généraux, à payer les intérêts des emprunts et du capital social, puis, pour les trois quarts au moins, à constituer un fonds de réserve, jusqu'à concurrence de la moitié du capital.

L'excédent est réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et leurs membres, au prorata des opérations faites par eux avec la société, sans jamais pouvoir être partagé sous forme de dividende entre les associés. C'est une sorte de restitution faite aux membres.

A la dissolution de la société, le fonds de réserve et le reste de l'actif sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions, à moins que les statuts n'en aient prévu l'affectation à une œuvre d'intérêt agricole (art. 3).

*Caractère juridique des sociétés de crédit.* — Ces sociétés sont des sociétés commerciales obligées à la tenue des livres, conformément aux règles du Code de commerce ; les associés sont donc justiciables des tribunaux de commerce et exposés à la faillite.

Par une faveur spéciale, les sociétés mutualistes sont exemptes du droit de patente, ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.



*Publicité.* — Les statuts, contenant la liste des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, ainsi que le montant de chaque souscription, doivent être déposés, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton.

Le juge de paix délivre un récépissé, et envoie l'un des exemplaires au tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, au début de février, le directeur doit déposer au greffe de la justice de paix, en double exemplaire, la liste des membres et le relevé sommaire des opérations ; l'un de ces exemplaires est adressé au tribunal de commerce.

*Sanction civile.* — Les administrateurs sont personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la loi, du préjudice résultant de cette violation.

*Sanction pénale.* — Ces administrateurs peuvent, en outre, être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 200 fr. ; de plus, à la diligence du Procureur de la République, le tribunal a le droit de prononcer la dissolution de la société.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts, noms et qualités des administrateurs, directeurs ou sociétaires, l'amende peut être portée à 500 francs (art. 6).

La sévérité de l'article 6 fait renoncer beaucoup de fondateurs de caisses de crédit mutuel à prendre le type de société organisé par la loi de 1894.

La Société des Agriculteurs de France et les syndicats agricoles ont protesté énergiquement contre ces disposi-

tions draconiennes, et le 17 décembre 1900 (1), après un rapport de M. Chevallier, une proposition de loi de M. Fernand David a été adoptée par le Parlement. Cette loi nouvelle, dans son article unique, supprime les pénalités réprimant les infractions aux statuts, et ne laisse subsister que celles concernant la fausse déclaration des noms et qualités des administrateurs.

La loi de 1894 a été diversement appréciée. Selon M. L. Durand (2), elle ne contiendrait rien de bon. Ses exigences sont appelées, selon lui, à entraver le crédit, car elle ne fait qu'édicter des règles plus rigoureuses, là où elle ne respecte pas les textes antérieurs (constitution possible seulement pour les membres des syndicats, versement immédiat du quart du capital, réduction interdite au-dessous de cette limite, opérations agricoles seules permises, publication annuelle des opérations).

Nous ne sommes pas aussi sévère à son égard, car, si la loi de 1894 peut encourir quelques reproches, elle offre des avantages précieux au point de vue pratique. La constitution des sociétés se fait à peu de frais, les sociétés de crédit sont exemptes de la patente, ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières, elles règlent à leur gré leur mode d'administration et leur responsabilité ; au point de vue social, elle donne au syndicat une action plus vaste, et un moyen facile de se développer et de venir en aide à l'agriculture.

(1) *J. off.*, Ch. des Députés, 17 déc. 1900.

(2) L. Durand, *Les syndicats agricoles et la loi nouvelle sur le crédit agricole* ; article paru dans la *Revue catholique des institutions et du Droit*, 14<sup>e</sup> volume, 1895, p. 60 et s.

Une autre loi favorable à la diffusion du crédit agricole est celle du 20 juillet 1895.

Cette loi, dans son article 10, permet aux caisses d'épargne d'employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième de leur capital en certaines valeurs locales, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent.

Parmi les valeurs énumérées par la loi, figurent les prêts accordés aux sociétés coopératives de crédit avec la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés.

Citons encore la loi du 17 novembre 1897, dont l'article 18 affecte à l'organisation du crédit agricole une somme de quarante millions, que la Banque de France met à la disposition de l'Etat, et une redevance annuelle de deux millions, qu'elle doit lui payer comme condition du renouvellement de son privilège.

Ces sommes devaient être portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait fondé des établissements de crédit agricole.

C'est ainsi que la Banque de France, sans modifier son fonctionnement, et sans faire elle-même de crédit à l'agriculture, vient en aide aux institutions de crédit agricole par l'entremise de l'Etat.

Il manquait des caisses intermédiaires entre l'Etat et les sociétés locales ; c'est de leur création que va s'occuper le texte du 31 mars 1899.

*Loi du 31 mars 1899 sur les Caisses régionales  
de crédit agricole mutuel.*

Cette loi dispose que les sommes versées par la Banque de France sont mises à la disposition du gouvernement, pour être attribuées à titre d'avances, sans intérêts, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

Le rôle de ces caisses agricoles est de faciliter les opérations faites par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription, et garanties par ces sociétés.

Pour rester mutuelles, les caisses régionales ne peuvent donc traiter qu'avec les sociétés locales de leur circonscription, sociétés locales s'occupant exclusivement de crédit, de crédit agricole, de crédit mutuel.

Comment la caisse régionale facilitera-t-elle les opérations des sociétés locales ?

En escomptant, grâce aux subventions de l'Etat, les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par celles-ci ; en leur faisant des avances pour la constitution de leur fonds de roulement.

Là se borne leur œuvre, car toutes les autres opérations leur sont interdites (art. 2).

La loi du 31 mars 1899 exigeait que les avances faites par l'Etat, pour une durée limitée à cinq ans, ne dépassent pas le capital en espèces. Ce texte a été modifié par la loi du 25 décembre 1900 qui, dans son article unique, décide que

le montant des avances pourra s'élever jusqu'au quadruple du capital versé (1).

Ces avances seront réparties par le ministre de l'Agriculture, sur l'avis d'une commission nommée par décret.

Quelles sont les formalités à remplir pour la constitution des caisses régionales ?

Soumises à la loi de 1894, ces sociétés obéissent à ses formalités et, de plus, elles doivent, d'après l'article 5 de la loi de 1899, effectuer le dépôt de leurs statuts au ministère de l'Agriculture.

Ces statuts délimitent la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration.

Ils doivent indiquer la composition du capital social, l'apport de chaque sociétaire, les conditions de retrait, s'il y a lieu, le nombre des parts (dont les deux tiers au moins seront réservés aux sociétés locales), l'intérêt à allouer aux parts (intérêt qui ne pourra jamais dépasser 5 0/0 du capital versé), le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, et le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts des effets en portefeuille.

C'est par mesure de prudence que le législateur a pris cette disposition ; mais on peut se demander, avec M. L. Durand, pourquoi on oblige ces caisses à garder des fonds pour faire face à des dépôts remboursables à date fixe ? C'est, selon nous, une immobilisation nuisible aux opérations de crédit.

(1) *J. off.*, 29 décembre 1900, p. 8548.

Comment ces caisses parviendront-elles à respecter la proportion fixée par le législateur, entre le montant des dépôts et des bons d'un côté, et les effets en portefeuille de l'autre ?

Nous nous le demandons avec anxiété ; car , si les caisses régionales peuvent refuser de nouveaux dépôts, il leur est impossible de rembourser ceux qu'elles ont, avant qu'on le leur demande ; d'un autre côté, loin de rester fixe, leur portefeuille augmente ou diminue suivant qu'elles reçoivent ou non les effets des caisses locales.

Enfin les statuts fixent les conditions et les règles relatives à leur propre modification, ainsi qu'à la liquidation de la société.

Un compte rendu doit être adressé chaque année par le Ministre de l'Agriculture au Président de la République. Insertion en est faite au *Journal officiel*.

Cette loi donnant une impulsion au crédit agricole ne peut avoir que les meilleurs effets.

Trois types principaux de sociétés de crédit fonctionnent en France :

- 1° *La caisse rurale* : Système *Raiffeisen-Durand* ;
- 2° *La caisse Méline* ;
- 3° *Un type mixte, la Banque Schulze-Delitsch.*

1° *La Caisse rurale*, système *Raiffeisen-Durand*, est une société à capital variable en nom collectif, obéissant à la loi de 1867, avec le principe de la solidarité et de la responsabilité illimitée.

Cette caisse se forme sans capital, en ce sens qu'elle



n'exige pas de versements et qu'elle a recours aux emprunts pour se constituer un fonds de roulement.

Elle ne comprend qu'un territoire restreint, une commune, et ne prête qu'à ses membres, c'est-à-dire à des gens connus et laborieux, qui doivent cependant fournir une caution solvable.

Elle prête à long terme (5 à 10 ans), moyennant intérêt, et se fait rembourser par acomptes versés à des échéances fixées.

Les bénéfices, résultant de la différence des intérêts servis aux prêteurs et de ceux qu'elle reçoit de ses membres emprunteurs, sont capitalisés, et constituent une réserve intangible dont on ne peut se servir qu'en cas de pertes.

La Caisse rurale doit n'emprunter que le strict nécessaire, ne recevoir aucun dépôt, ne pas faire d'escompte, et fixer une somme de réserve qui, une fois atteinte, permettra aux administrateurs d'abaisser le taux de l'intérêt. De cette façon, les bénéfices ne servent qu'à couvrir les frais généraux.

2<sup>o</sup> *La caisse Méline*, où la responsabilité de chaque membre est limitée à son apport, donne aux syndicats la facilité de développer le crédit agricole. Nous avons vu son fonctionnement en étudiant la loi de 1894.

3<sup>o</sup> Dans *la Banque Schulze-Delitsch*, le fonds social est constitué par les droits d'entrée et les cotisations. Les prêts se font à court terme, jusqu'à concurrence du double des mises. La solidarité est absolue.

L'exposé de ces différents systèmes de sociétés de crédit peut paraître succinct, mais le peu de développement donné dans le Nord à ces institutions nous a engagé à être bref (1).

#### SECTION II. — Sociétés d'assurances mutuelles.

Les syndicats agricoles s'occupent aussi de prévoyance, en créant des sociétés destinées à protéger leurs membres contre les cas fortuits, fléaux, accidents, mort, etc... Ils servent tantôt d'intermédiaires entre les adhérents et les compagnies d'assurances à primes fixes, et obtiennent de celles-ci des polices avantageuses; ou bien, ils fondent eux-mêmes des sociétés d'assurances mutuelles, dans le but de répartir, entre leurs membres, les pertes ou les dommages subis par un ou plusieurs d'entre eux, afin de les atténuer.

L'expérience a fait constater, que les accidents du travail agricole et la mortalité du bétail pouvaient seuls être facilement garantis par l'assurance mutuelle organisée par les syndicats. Pour tous les autres risques (incendie, grêle...), les associations doivent se contenter de servir d'intermédiaires entre leurs membres et les grandes compagnies. C'est en ce sens qu'ont été formulés les vœux du congrès de Lyon en 1894.

(1) Voir sur cette matière L. Durand, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, Paris, 1891; J. Gairal, *op. cit.*, p. 408 et s.; P. Choquet, *Organisation du crédit agricole en France*, Paris, 1899; Comte de Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, Paris, 1900; Béchaux, *Cours d'économie politique*, Lille, 1898.

Les sociétés d'assurances sont régies par la loi du 24 juillet 1867, complétée par un décret portant règlement d'administration publique du 22 janvier 1868.

Aux termes de l'article 66 de la loi précitée, l'autorisation gouvernementale est requise pour la constitution des tontines et des sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes ; toutes les autres se forment sans autorisation.

Le décret du 22 janvier 1868, dont le titre I s'occupe des sociétés anonymes à primes fixes, traite dans son titre II des assurances mutuelles.

La formation de la société se fait par acte authentique ou sous seing privé rédigé en double original.

1° *Formation de la société et mention statutaire.* — Les statuts indiquent l'objet, la durée, le siège et la dénomination de la société, ainsi que sa circonscription ; ils comprennent un tableau de classification des risques, les tarifs applicables et les formes suivant lesquelles ils peuvent être modifiés ; ils fixent le nombre d'adhérents et le minimum de valeurs assurées au-dessous duquel la société ne peut être valablement constituée ; ils établissent le montant de la somme à verser avant la constitution de la société, et déterminent l'époque de réunion de l'assemblée générale.

2° *Administration.* — La première assemblée générale nomme un conseil d'administration au sein duquel est choisi le directeur, à moins que celui-ci ne soit étranger la société.

3° *Fonctionnement.* — Les engagements entre la société

et ses membres, les charges sociales, sont déterminés par les statuts, qui fixent le maximum de la contribution annuelle par degrés de risques, et délimitent le fonds de réserve.

Le mode et les conditions de la déclaration des sinistres sont posés par les règlements. L'estimation est faite par un agent de la société ou par un expert désigné par elle, contradictoirement avec le sociétaire ou son représentant.

En cas de dissidence, un tiers expert est nommé, soit par les parties, soit par le président du tribunal de première instance, soit par le juge de paix.

Dans les trois mois suivant l'expiration de chaque exercice, on relève les sinistres et on solde les indemnités ; en cas d'insuffisance du fonds de garantie et de la part du fonds de réserve utilisable, l'indemnité de chaque ayant droit est diminuée au centime le franc.

4° *Publicité.* — Dans le mois qui suit la constitution de la société, on dépose au greffe de la justice de paix ou du tribunal civil une expédition de l'acte notarié avec ses annexes ; dans le même délai doit avoir lieu la publication d'un extrait des mêmes pièces dans un journal d'annonces légales ; un exemplaire certifié conforme par l'imprimeur et légalisé par le maire est enregistré dans le trimestre. Tous les actes modificatifs sont soumis aux mêmes mesures de publicité.

Telles sont les règles posées par le décret de 1868. L'énumération succincte que nous en avons faite montre la multiplicité des formalités auxquelles elles astreignent et

la somme onéreuse des frais qu'elles entraînent. Il était impossible aux mutuelles agricoles, à circonscription territoriale limitée, de se conformer pratiquement à ces exigences ; les sociétés régionales seules pouvaient le faire.

Une loi récente, du 4 juillet 1900, est venue faciliter la constitution et le fonctionnement des mutuelles agricoles, en les dispensant des formalités prescrites par la loi de 1867 et le décret de 1868, et en les exonérant de tous les droits de timbre et d'enregistrement autres que celui de timbre de 10 centimes, prévu par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 18 de la loi des 18 et 25 août 1871.

Depuis l'apparition de cette loi bienfaisante, les sociétés d'assurances mutuelles, exclusivement agricoles et restant étrangères à toute idée de lucre, peuvent se constituer conformément aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Elles n'ont donc plus qu'à déposer leurs statuts et la liste des noms des administrateurs ou directeurs.

Nous devons d'autant plus nous en féliciter, que les risques courus par les cultivateurs augmentent chaque jour. Si la loi du 9 avril 1898, complétée et précisée au point de vue agricole par celle du 30 juin 1899, excepte l'industrie agricole, sauf pour les accidents causés par des moteurs autres que l'homme ou les animaux, la responsabilité fixée par les articles 1382 et suivants du Code civil incombe toujours aux patrons. Comme le dit M. de Rocquigny, « les tendances nouvelles porteront les tribunaux à faire une application de plus en plus rigoureuse de cette

responsabilité de droit commun, et à la régler suivant les tarifs si élevés établis par la loi du 9 avril 1898 ».

Le risque accident n'est qu'un exemple au milieu de tant d'autres ; il faut donc à tout prix s'assurer.

Pour faciliter à l'agriculteur le moyen de conjurer les dangers qui l'environnent, les assurances mutuelles sont de précieux auxiliaires ; nous ne doutons pas que, grâce aux heureuses dispositions de la loi nouvelle du 4 juillet 1900, ces institutions ne prennent un rapide développement.



## CHAPITRE V

LOI DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1901.

Nous avons exposé, au début de ce titre, le régime légal en matière d'association, tel qu'il existait avant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ; sans y revenir, nous nous proposons de donner ici un aperçu sommaire des nouvelles dispositions qui constituent le droit commun.

Laissant de côté les dispositions de cette loi qui concernent les congrégations religieuses et que nous n'avons pas à apprécier ici, nous devons reconnaître que, en ce qui regarde les associations ordinaires, elle constitue une véritable charte de liberté par comparaison avec le passé.

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 définit l'association : « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices ».

La loi ne regarde pas les sociétés civiles ou commerciales, mais purement et simplement les associations qui ont écarté tout but lucratif.

Après avoir ainsi délimité son application, elle pose, dans son article 2, le principe de la liberté d'association, en proclamant que les associations de personnes pourront

désormais se former librement sans autorisation ni déclaration préalable.

Aucune condition de nationalité n'est requise pour leur composition ; les étrangers comme les français sont admis à en faire partie, pourvu que leurs agissements n'aient pas un but hostile aux intérêts économiques des individus ou à ceux de l'Etat.

Seules sont considérées comme nulles et de nul effet, les associations fondées sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme du gouvernement. Leur dissolution peut être demandée par le ministère public ou par tout intéressé.

C'est l'abrogation de l'article 291 du Code pénal, et l'application des principes généraux concernant les contrats et les obligations à la question de la validité des associations.

Si la liberté leur est accordée d'une façon générale, certaines distinctions sont faites au point de vue de leur capacité.

L'association peut se former sans aucune formalité, mais elle reste société de pur fait, sans aucune personnalité distincte de celle de ses membres.

Veut-elle se constituer un patrimoine, l'Etat intervient dans la crainte du rétablissement de la mainmorte et de l'immobilisation des capitaux, et il exige d'elle une certaine publicité. Une déclaration préalable doit être faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de

l'arrondissement dans lequel se trouve le siège social. L'association fait connaître son titre et son objet, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Deux exemplaires des statuts sont joints à la déclaration ; semblable formalité est exigée pour tout changement survenu dans l'organisation de l'association (art. 5).

Des règles très sévères sanctionnent ces prescriptions : toute infraction à l'article 5 entraîne, outre la dissolution, une amende, de 16 à 200 francs, dont le montant s'élève au double en cas de récidive ; le maintien ou la reconstitution illégale d'une association dissoute expose son fondateur à une amende de 14 à 500 francs et à un emprisonnement de six jours à un an.

Au prix de ces formalités, la loi accorde à l'association une capacité juridique dont l'article 4 nous montre la nature et l'étendue.

L'association régulièrement déclarée peut ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer en dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

1° Les cotisations de ses membres, ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs.

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

C'est, on le voit, une capacité restreinte, puisqu'on ne permet pas à l'association de recevoir des dons et legs, et qu'on limite, aux immeubles strictement nécessaires, sa faculté d'acquérir. En posant le principe de la liberté, on ne devait établir comme restrictives que les règles nécessitées par le respect des bonnes mœurs et de l'ordre public, l'intérêt de la nation et la sécurité de l'Etat, et, sans se laisser arrêter par des craintes chimériques, il fallait donner à l'association toutes les chances de viabilité ; c'est à cette seule condition qu'elle peut être utile au pays.

Pour jouir d'une personnalité juridique plus étendue, l'association doit obtenir un décret la reconnaissant d'utilité publique.

Elle est alors capable de faire tous les actes de la vie civile qui ne lui sont pas interdits par ses statuts ; elle ne peut cependant acquérir que les immeubles nécessaires à son fonctionnement ; quant à ses valeurs mobilières, elles doivent être placées en titres nominatifs.

L'acceptation des dons et legs lui est permise, mais suivant les conditions posées par l'article 910 du Code civil et l'article 5 de la loi du 4 février 1901 sur la tutelle administrative en matière de libéralité (1).

Les immeubles compris dans une donation, et qui ne peuvent être employés directement par l'association, sont

(1) Aux termes de l'article 910 du Code civil, les établissements d'utilité publique doivent obtenir l'autorisation par décret en Conseil d'Etat.

L'article 5 de la loi du 4 février 1901 simplifie cette formalité ; l'acceptation est désormais autorisée par le préfet.

L'intervention du Conseil d'Etat n'est requise que pour les dons et legs consistant en immeubles d'une valeur supérieure à 3.000 francs.

aliénés dans les délais fixés et suivant la forme prescrite par le décret ou l'arrêté qui autorise l'acceptation de la libéralité ; le prix en est versé à la caisse sociale.

Tels sont les différents degrés de capacité juridique des associations, et les conditions respectives qu'ils comportent suivant la loi nouvelle.

Comment cette loi se combine-t-elle avec la législation précédente ? Les associations agricoles n'ont-elles pas intérêt à la suivre ?

La loi de 1901 n'abroge pas, nous l'avons déjà dit, la législation particulière aux associations agricoles, aux comices spécialement, puisqu'elle ne le spécifie pas textuellement. *Generalia specialibus non derogant*.

Cependant, comme cette loi est en principe, et sauf exceptions, une loi de liberté, les associations qui, jusqu'à elle, bénéficiaient d'un régime de privilège par rapport aux autres, ne sauraient être actuellement moins bien traitées que les associations courantes.

Donc la loi nouvelle doit être applicable aux associations agricoles, concurremment avec les textes qui leur sont spéciaux, pour toutes les dispositions où elle se trouve être plus large et plus favorable que ces textes eux-mêmes.

D'ailleurs, et en fait, il est bien possible que les comices en particulier ne voient plus d'intérêt pratique à se réclamer de leur législation propre, et se placent volontairement, dans l'avenir, sous l'égide du droit commun institué par la loi de 1901.

Partisan de toutes les libertés, nous voyons dans la loi nouvelle un réel progrès, comme on peut s'en rendre

compte par l'exposé succinct que nous venons d'en faire. Quoiqu'il faille, pour porter un jugement sûr, en attendre l'application, nous pensons que les milieux agricoles pourront tirer de ce texte vraiment libéral un utile parti.



## TITRE II

### ASSOCIATIONS AGRICOLES DES ARRONDISSEMENTS DE DUNKERQUE ET D'HAZEBROUCK.

Nous diviserons en cinq chapitres l'étude de ces institutions.

Chapitre I. — Les Sociétés d'agriculture et les Comices.

Chapitre II. — Les Wateringues et les Moères.

Chapitre III. — Les Syndicats agricoles.

Chapitre IV. — Les Associations agricoles des quatre cantons d'Hazebrouck (1).

Chapitre V. — Les Institutions annexes des Syndicats. Sociétés coopératives. Sociétés de crédit. Mutualité.

(1) Ces quatre cantons sont ceux d'Hazebrouck Nord et Sud, Cassel et Steenvoorde.

## CHAPITRE PREMIER

### LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET LES COMICES.

#### SECTION I. — Les Sociétés d'agriculture.

La plus ancienne société d'agriculture de la Flandre est celle *de Dunkerque*, dont le premier règlement remonte au 20 février 1820.

Le Conseil général du Nord avait admis, dans sa séance du 6 septembre 1854, l'assimilation de cette société à un comice agricole, en élargissant sa circonscription ; les statuts furent modifiés en 1879.

Cette société étend son champ d'action aux deux cantons de Dunkerque, à ceux de Bergues, d'Hondschoote et de Wormhout.

Elle a pour but l'étude et la défense des intérêts agricoles de cette région, le jugement des concours, les distributions de primes et autres récompenses.

Ses membres, dans des réunions périodiques, font part, sous forme de mémoires ou de simples observations, des renseignements qu'ils ont pu recueillir sur les questions touchant à l'agriculture ; ces rapports donnent lieu à d'intéressantes discussions à la suite desquelles on formule des vœux.

Un rapport mensuel est fait par les vice-présidents sur

la situation des terres et des récoltes dans chaque canton.

La caisse de la société est alimentée par des cotisations annuelles de 5 francs par membre.

Voisine de la précédente et ayant le même objectif, la *Société d'agriculture de Bourbourg* comprend les cantons de Bourbourg et de Gravelines.

Elle s'est occupée activement, dans ces dernières années des pertes occasionnées aux éleveurs par les avortements épizootiques.

La question des graines oléagineuses et des huiles étrangères, celle des primes à la culture du lin et du chanvre ont fait tout particulièrement l'objet de ses études.

L'arrondissement d'Hazebrouck possède deux sociétés du même genre : l'une à Hazebrouck, l'autre à Bailleul.

La *Société d'agriculture d'Hazebrouck*, fondée en 1861, décerne chaque année des primes d'encouragement et s'occupe de l'étude des questions agricoles.

La *Société d'agriculture de Bailleul*, qui remonte à 1840, travaille spécialement à l'amélioration de la race des bétails flamands, et s'occupe en même temps d'économie rurale.

Elle organise, tous les deux ans, un concours agricole, où viennent rivaliser les éleveurs des environs.

A des intervalles plus éloignés, elle provoque des expositions d'horticulture et des concours de houblon.

Une excellente décision a été prise il y a quelques années,

La société fait opérer, à la station agronomique du Nord ou au laboratoire des agriculteurs de France, les analyses

agricoles demandées par ses membres, et prend à sa charge les deux tiers des frais de ces analyses.

Toutes ces sociétés, on le voit, rivalisent de zèle pour rendre à l'agriculture, par l'étude pratique des remèdes applicables à la crise qu'elle subit, la plus grande somme possible de prospérité.

#### SECTION II. — Les Comices agricoles.

Les comices tiennent de trop près, par leur nature, aux sociétés d'agriculture, pour que nous les en séparions.

Les *Comices de Bergues* et de *Wormhout*, dans l'arrondissement de Dunkerque, ceux de *Merville*, *Estaires*, *Cassel* et *Steenvoorde*, dans l'arrondissement d'Hazebrouck, poursuivent un but identique, celui de pratiquer l'association pour défendre les intérêts de l'agriculture et assurer ses progrès.

A cet effet, ces comices organisent des concours où figurent toutes les branches de l'industrie agricole, décernent des primes aux exposants les plus méritants, encouragent, par des récompenses, les instituteurs qui, avec dévouement, enseignent à leurs élèves les principes fondamentaux de l'agriculture. Ils donnent aux vieux serviteurs des médailles et des prix, justes rémunérations de leurs loyaux services, et, entrant délibérément sur le terrain pratique, ils achètent des instruments perfectionnés et des animaux domestiques de race.

Les instruments utiles à propager sont vendus au rabais aux agriculteurs ou leur sont donnés comme primes.

Il en est de même des animaux, à charge pour les agriculteurs, dans la possession desquels ils tombent, de les conserver pour la reproduction.

Certains comices favorisent tout spécialement l'élevage ; c'est ainsi que le *Comice de Bergues*, l'une des plus puissantes associations agricoles du département du Nord, puisqu'il compte 700 membres, a institué le *Herd-Book flamand* ou livre de la bête bovine flamande. Cette institution fonctionne pour tout le département du Nord, et facilite le maintien de la pureté de la race bovine flamande qui est une des plus recherchées. Les éleveurs de la Flandre possèdent des vacheries splendides et rivalisent dans leurs sélections. Pour encourager leur zèle, le comice de Bergues a organisé le concours de la foire des Rameaux, où l'on peut admirer, chaque année, la beauté des produits exposés ; un autre concours, celui des jeunes reproducteurs des espèces chevaline, bovine, ovine et porcine, a lieu le 3<sup>e</sup> dimanche d'octobre.

En retraçant l'œuvre féconde de cette société, nous devons dire que dans la même voie, les autres comices de la Flandre font preuve d'un zèle égal. Non contents de stimuler l'amour-propre des cultivateurs dans les concours, ils leur inculquent la science de la culture, par des conférences faites fréquemment dans les diverses communes de leurs ressorts.

Dire qu'ils groupent, dans les deux arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, 1500 membres, c'est faire leur meilleur éloge (1).

(1) Ces 1500 membres sont répartis de la façon suivante : Bergues 700, Cassel 300, Steenvoorde 200, Vormhout 300.

Les cotisations annuelles de leurs membres, les subventions accordées par l'Etat et le Conseil général, les fonds votés par les Conseils municipaux, et les libéralités, dons et legs faits par les particuliers, leur constituent des ressources, grâce auxquelles ils rendent, dans leurs différentes circonscriptions, de précieux services.



## CHAPITRE II

### LES WATERINGUES ET LES MOERES.

En deçà des dunes qui s'étendent de Gravelines à Furnes, se trouvent deux plaines plus basses que le niveau de la haute mer, et dont l'une porte le nom de pays de *Wateringues*, l'autre, le nom de *Moères*.

Ces plaines sont environnées de terres plus élevées, d'où s'écoulent un grand nombre de cours d'eau. La marée d'un côté, les ruisseaux d'un autre, contribuèrent à former deux grands bassins d'eaux stagnantes qui, sans l'effort des hommes, existeraient encore.

#### SECTION I. — Les *Wateringues*.

Le pays de *Wateringues* comprend une zone d'environ 4.000 hectares, limitée au nord par les dunes, à l'ouest par la rivière de l'Aa, au sud par les hauteurs de Watten et de Merkeghem, à l'est par Zeggars-Cappel, Bissezelle, Socx, Bergues et Dunkerque.

On entend par *Wateringues* (de *water*, eau et de *ring*, couler) tantôt l'ensemble des travaux de dessèchement entrepris, tantôt l'administration chargée de ces travaux.

*Historique.* — Vers les VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, les efforts tentés par des colons isolés, pour repousser les eaux, restè-

rent sans résultat. Exécutés sans aucune unité d'action, ces travaux firent naître force contestations entre les voisins qui se renvoyaient mutuellement les eaux.

De grands travaux d'ensemble furent entrepris par les comtes de Flandre avec quelques abbayes et collégiales, à partir du XI<sup>e</sup> siècle.

Une charte de Bauduin de Lille, comte de Flandre, accorde à l'abbaye de Saint-Winoc, de Bergues, sur treize localités voisines, des dunes, des terres et des privilèges, avec le droit d'obtenir la propriété des relais de mer, des landes incultes et des terrains gagnés sur les marais, qu'elle pourrait transformer en terres arables ou productives (1).

En 1102, une abbaye de religieuses de Saint-Benoît, fondée par Robert II, comte de Flandre, commença des travaux de dessèchement près de Bourbourg.

En 1169, Philippe d'Alsace dessécha le pays compris entre Watten et Bourbourg, et dota les Wateringues d'une administration.

Au XV<sup>e</sup> siècle, Jean sans Peur, duc de Bourgogne et comte de Flandre, fit construire contre la mer des digues artificielles, comblant les lacunes laissées par les dunes. Ces digues portaient le nom de « *Banc du comte Jean* ».

Les inondations de l'Aa avaient été conjurées par les travaux de l'abbaye de Saint-Bertin en 1208 ; Bauduin de

(1) Ce document se trouve dans le cartulaire chronique de l'abbaye Saint-Winoc, de Bergues, année 1067, et est cité par M. Quarré-Reybourbon dans son ouvrage sur *le dessèchement des Wateringues et des Moères* de l'arrondissement de Dunkerque. Lille, 1893.

Flandre fit creuser un des débouchés de cette rivière, c'est aujourd'hui le port de Gravelines (1).

Tous ces travaux avaient besoin d'entretien et de développement ; les parts des marais desséchés furent mises entre les mains de tenanciers qui, moyennant le paiement de la dime, en jouissaient en propriété et pouvaient les léguer à leurs enfants. Ces tenanciers étaient intéressés au bon état de leurs parts respectives ; aussi, ne négligeaient-ils aucun effort pour les agrandir en refoulant les eaux.

L'entretien de certains canaux et travaux de dessèchement (écluses, vannes, etc.), servant communément à écouler les eaux des différentes parts contiguës, provoqua des associations entre propriétaires voisins.

Ces associations existaient au XIII<sup>e</sup> siècle et portaient déjà alors le nom de Wateringues. Elles se formaient par simple contrat entre les intéressés et n'avaient aucun caractère forcé. Le gouvernement n'intervenait que pour leur donner son appui.

Conservant pour elles la direction et l'autorité, elles confiaient l'administration des travaux aux échevins de différentes communes ou *Keuren*, ou aux échevins particuliers, avec le titre de *chefs Watergraves* et de *Dyckgraves*.

Les associations de Wateringues mettaient donc en collaboration trois pouvoirs principaux : 1<sup>o</sup> celui des propriétaires ou tenanciers ; 2<sup>o</sup> celui des échevins du chef-

(1) Administration des Wateringues, Desgraviers, Dunkerque, 1900, p. 3.

lieu ou de la ville principale d'une section ; 3° celui des échevins d'une commune.

Cette assemblée s'appelait l'*Assemblée des Trois-Bancs*.

Si nous en croyons les coutumes de Bergues et Furnes, d'Ardres, du pays de Langle, etc., elle était chargée « pour le bien du pays, pour éviter à tous, dommages et intérêts, que par inondation et débordement des eaux sauvages pourroit advenir, de donner ordre et provision requise et nécessaire au nettoyage et entretenement des ruisseaux et rivières communs, conduisant les eaux dudit pays, signamment des marais et basses terres, jouissant du bénéfice desdites rivières communes, etc. ».

Cette administration devait en outre ordonner les travaux à exécuter, les mettre en adjudication et faire publier les listes des taxes et des quote-parts, en présence de tous les habitants de la commune, convoqués, à cet effet, par des annonces faites dans l'église paroissiale.

Les chefs *Watergraves* étaient nommés par les Trois-Bancs. Au-dessous d'eux se trouvaient les *Dyckgraves*, avec lesquels ils partageaient la surveillance et la police des Wateringues.

Ils avaient les privilèges d'imposer des corvées ou de faire des levées d'hommes, d'élever des taxes sur les terres wateringuées, de faire des règlements d'administration. Pour exécuter de nouveaux travaux, ou pour porter un règlement général, le concours des propriétaires associés était requis ; l'intervention de ceux-ci variait suivant les coutumes.

Ces assemblées jouissaient, comme on le voit, d'une

indépendance absolue pour la fixation des cotisations et pour l'établissement des règlements de police et de surveillance.

C'est ce que nous signale M. Quarrré-Reybourbon, dans son intéressant rapport sur la matière : « Le principe qui dominait dans les Wateringues, écrit le savant auteur, c'était, outre l'esprit d'association, le droit de s'administrer soi-même, le *self-government*. Cette situation, qui répondait si bien aux sentiments d'indépendance des communes flamandes, subsista depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1792. »

A cette date, on essaya de confier l'administration des Wateringues au département, mais Napoléon I<sup>er</sup>, en 1800, rétablit l'ancienne organisation qui existe encore sous la législation actuelle, sauf les modifications apportées par les décrets des 29 janvier 1852 et 17 décembre 1890.

*Organisation actuelle.* — Les Wateringues de l'arrondissement de Dunkerque sont divisées en quatre sections ; chacune d'elles est administrée par une commission particulière, conformément au décret de 1806 modifié par ceux de 1852 et 1890.

Cette commission se compose de neuf membres, nommés pour 9 ans par tous les contribuables, qui ont un pouvoir électif proportionné à la superficie de leurs propriétés.

Elle propose au choix du préfet des *conducteurs* et *receveurs spéciaux*, ainsi que des agents inférieurs chargés de la police.

Ses délibérations sont, sauf dans les cas urgents, soumises au préfet avant leur exécution.

Ses attributions sont : 1° d'examiner, de modifier ou d'adopter les projets de travaux qui sont ensuite soumis à l'approbation de l'ingénieur en chef du département ; 2° de passer les marchés ou adjudications, d'ordonner les dépenses et d'établir les budgets annuels, de répartir, chaque année, le montant des contributions nécessaires entre les communes ou fractions de commune, de faire dresser, dans chacune de celles-ci et suivant leurs intérêts respectifs, les rôles de répartition entre les propriétaires ; 3° de délivrer les mandats, sur la présentation desquels les receveurs paient les entrepreneurs.

Nous avons parlé des *conducteurs*, *percepteurs* et *agents secondaires* ; voyons quel est leur rôle respectif ?

Le *conducteur*, choisi par voie de concours, dirige les travaux en entreprise, fait des projets pour les travaux à venir, délivre des certificats d'acomptes pour le paiement des ouvriers et entrepreneurs, signe, avec l'ingénieur d'arrondissement, les procès-verbaux de réception des travaux, exécute les travaux urgents qu'ordonne le président, constate les contraventions.

Le *percepteur* ou *receveur spécial* est nommé par le préfet, sur la proposition de la commission de chaque section ; il est chargé d'établir le rôle des cotisations, de les recouvrer et de payer les entrepreneurs sur présentation des mandats.

Le percepteur peut être celui de la commune ; si c'est un receveur spécial, il est tenu de faire chaque année un rapport sur l'exercice précédent.

Les *agents secondaires* sont chargés de la police et de la



surveillance des travaux. Ils constatent les délits ou contraventions et ont droit à un tiers de l'amende prononcée.

Grâce à cette organisation, les Wateringues ont rendu dans la région des Flandres de précieux services que M. Quarré-Reybourbon nous signale en ces termes :

« A la fin du siècle dernier, les Wateringues étaient divisées, comme elles le sont encore aujourd'hui, en quatre sections. La première, qui est formée du territoire compris entre l'Aa, le canal de Bourbourg et la mer, offrait 5 canaux principaux, et 77 canaux secondaires ayant ensemble une longueur de 180 kilomètres et 330 mètres, avec 138 ponts et 26 écluses ou vannes. La seconde, qui est bornée par l'Aa à l'ouest, le canal de Bourbourg au nord, le canal de Dunkerque à Bergues à l'est, et le canal de la Haute-Colme au sud, comptait 3 grands canaux et 79 canaux secondaires, offrant ensemble 140 kilomètres et 960 mètres de longueur, avec 166 ponts et 81 écluses ou vannes. La troisième située au sud, entre Watten et Bergues, présentait 8 canaux principaux et 14 canaux secondaires, ayant ensemble 60 kilomètres et 570 mètres de longueur, avec 95 ponts et 23 écluses ou vannes. La quatrième section, qui est formée du territoire situé entre Dunkerque et Bergues, sans y comprendre les Moères, qui ont toujours eu une administration particulière, comptait 5 canaux principaux et 52 canaux secondaires, ayant ensemble une longueur de 100 kilomètres et 960 mètres, avec 118 ponts et 27 écluses et vannes. En tout 243 canaux, dont la longueur atteint 513 kilomètres 400 mètres, traversés par

517 ponts et régis par 157 écluses ou vannes (1). »

D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, des travaux importants ont été exécutés dans les trois premières sections de Wateringues, depuis ces dix dernières années. Les projets s'élevaient

|                                    |           |                  |
|------------------------------------|-----------|------------------|
| pour la 1 <sup>re</sup> section à. | . . . . . | 300.000 fr.      |
| » 2 <sup>e</sup> »                 | . . . . . | 440.000          |
| » 3 <sup>e</sup> »                 | . . . . . | 330.000          |
| Total.                             | . . . . . | <u>1.070.000</u> |

La 4<sup>e</sup> section n'a pas fait de grands travaux, mais elle a installé, vers 1880, une machine, dite *machine de Steendam*, qui met en mouvement deux pompes centrifuges du plus grand modèle employé jusqu'alors. Ces pompes, qui ont coûté 300.000 francs, rejettent 320 mètres cubes d'eau à la minute.

Pendant cette période de grandes dépenses, le service des ponts et chaussées a réalisé des améliorations sensibles dans les canaux de navigation et de dérivation.

Les sections de Wateringues sont actuellement dans le plus parfait état d'entretien pour le maintien duquel il suffit d'une dépense annuelle de 150.000 francs.

C'est surtout depuis l'achèvement des grands travaux que les terrains desséchés ont acquis une plus-value considérable.

#### SECTION II. — Les Moëres (2).

Les *Moëres* étaient deux lacs, occupant le fond d'un

(1) Quarre-Reybourbon, *op. cit.*, p. 12.

(2) Nous devons à l'amabilité de M. Bosquillon de Jenlis, de Cassel, une grande partie des renseignements recueillis sur les Moëres.

vaste bassin, compris entre les canaux circulaires qui relient Dunkerque, Bergues et Furnes.

Le plus grand de ces lacs, connu sous le nom de « grande Moëre » (1), offrait une superficie d'environ 2000 hectares pour la partie française (2) ; l'autre, appelé « petite Moëre », comprenait 176 hectares, appartenant en entier à la France.

*Historique.* — Les eaux des Moères, d'un niveau inférieur de deux mètres à celui des cours d'eau environnants, ne pouvaient être évacuées par des moyens naturels.

Les exhalaisons pestilentiellles qui s'en échappaient rendaient toute la contrée inhabitable, et engendraient des fièvres paludéennes dont les ravages s'étendaient jusque Bergues.

Emu de cet état de choses déplorable, le gouvernement espagnol fit, en 1618, concession des Moères à un ingénieur belge, Wenceslas Cobergher.

Le premier soin de cet homme de génie fut d'entourer les Moères d'une digue plus élevée que les terres voisines, et d'un canal extérieur de ceinture, nommé *Ringsloot*, destiné à recevoir les eaux des terres supérieures et celles des Moères.

Des canaux furent creusés, d'une manière régulière, à l'extérieur des Moères, divisant le terrain en « *cavels* » (3) ;

(1) C'est la grande Moëre qui fera principalement l'objet de notre étude à cause de son importance.

(2) 1100 hectares appartiennent à la Belgique. Une digue énorme sert à délimiter ces deux parties.

(3) Le cavel est une portion de terrain de 65 mesures : la mesure comprend environ 44 ares.

ils aboutissaient aux points les plus bas des Moères. Des moulins à vent, avec vis d'Archimède, élevaient les eaux et les rejetaient dans la *Ringsloot*.

En 1632, à cet endroit même, le village des Moères, composé de fermes et d'une église, attestait le succès de cette entreprise.

En 1646, le gouverneur de Dunkerque, pour arrêter la marche de Condé, fit ouvrir les écluses et anéantit l'œuvre de Cobergher.

Divers essais furent tentés ensuite, mais restèrent infructueux, quand, en 1746, le comte d'Hérouville, colonel du régiment de Bourgogne, en garnison à Bergues, obtint la concession des Moères à charge de les dessécher. Il s'adjoignit 16 associés, et, malgré la destruction du *canal de la Cunette* (canal d'écoulement de Dunkerque et de l'écluse), imposée par l'Angleterre au traité de Paris en 1763, il continua les travaux. En 1770, les pluies continues et la fonte énorme des neiges rompirent les digues, et jetèrent le désastre dans l'association d'Hérouville. Celui-ci avait perdu sa fortune et englouti dans son œuvre une somme de 200.000 francs, empruntée à des créanciers hollandais ; il dut rétrocéder au roi les terres qui lui appartenaient.

Une association, établie par les créanciers hollandais, à la tête de laquelle se trouvait un sieur Vandermey, reçut, par lettre patente du 19 décembre 1779, la concession des Moères, et prit la succession du comte d'Hérouville. Une seconde société, composée de propriétaires, et dirigée par l'un d'eux, nommé Courtois, tenta d'exploiter

4000 mesures de Moères desséchées appartenant au comte de Maisniel de Lille. Son œuvre ayant échoué, Courtois affirma l'étendue qu'il voulait mettre en culture, à une association de dessèchement de propriétaires belges, que dirigeaient les frères Herwyn.

Ceux-ci reprirent bientôt l'œuvre de l'association Vandermey, qui, ayant eu des difficultés avec les propriétaires voisins pour le déversement des eaux, se vit interdire en 1783, par l'intendant de Flandre et d'Artois, le droit d'enlever les eaux des Moères à un niveau plus bas que les terres voisines. Il n'en fallut pas davantage pour arrêter Vandermey et l'obliger à céder sa place. L'association Herwyn se trouvait donc à la tête du dessèchement général des Moères, qu'elle poussa activement, en perfectionnant les machines laissées par ses prédécesseurs.

Lors des guerres de la révolution, le gouvernement de Dunkerque fit inonder de nouveau et détruisit les travaux.

Herwyn et ses associés ne se découragèrent pas ; et en 1802, ils recommencèrent d'importants ouvrages, dont M. Debuyser fut nommé le directeur. Ce dernier ne connut pas l'adversité comme ses prédécesseurs, et put reconquérir, sur les eaux, les terrains qui, depuis Cobergher, n'avaient pas revu le jour.

Grâce à sa prévoyance et à l'appel qu'il fit à la population du pays, il évita, par de soigneux barrages, l'inondation générale ordonnée lors de l'invasion des alliés en 1814. Debuyser, en trouvant le moyen de dérober les Moères aux inondations militaires, avait assuré l'avenir.

Lorsque la société Herwyn fut dissoute, M. Debuyser fonda, avec les propriétaires des Moères, un syndicat qui lui permit d'achever le dessèchement.

L'association qu'il a établie n'a fait que prospérer, grâce au généreux concours de ses successeurs.

*Organisation actuelle.*

a) *Administration.* — Le territoire des Moères est administré par les propriétaires eux-mêmes, qui se réunissent deux fois l'an en assemblée générale, sous la présidence de M. le sous-préfet de Dunkerque.

L'assemblée générale choisit une commission de cinq membres, un conducteur spécial des travaux, un garde et un percepteur.

Elle est appelée à examiner, à modifier et à arrêter les projets présentés par le conducteur, et qui doivent être exécutés dans l'année.

Elle passe en revue les plans et devis, les conditions des traités avec les entrepreneurs, ou celles des cahiers des charges au cas d'adjudication publique des travaux. Elle examine les rôles de répartition des cotisations et les procès-verbaux de réception des ouvrages.

Les délibérations, prises à la majorité des suffrages, doivent recevoir l'homologation du préfet.

Les suffrages sont proportionnels aux étendues de terrains ; les propriétaires de 10 hectares et au-dessus ont une voix ; ceux de 10 à 100 hectares, deux voix ; ceux de 100 hectares et au-dessus, trois voix.

La Commission administrative, nommée par l'assemblée générale, a des attributions analogues à celles des communes de Wateringues.



Elle répartit le montant de la cotisation nécessaire à l'entretien et à l'entreprise des travaux, dans la proportion de l'intérêt de chacune des terres, qui sont divisées en 5 classes. Elle fait chaque année à l'assemblée un rapport sur les travaux à exécuter. Elle passe les marchés, procède à la réception des ouvrages, vérifie les comptes du percepteur, dirige et surveille les travaux d'entretien et de dessèchement, délivre les certificats d'acomptes et de solde définitive pour le paiement des ouvriers et des entrepreneurs. Elle rend, chaque année, compte de son mandat, des recettes et des dépenses.

A la tête de cette Commission se trouve un président, nommé par l'assemblée générale, chargé de la correspondance, de la convocation des réunions, et détenteur de toutes les pièces relatives à l'administration.

Le conducteur rédige, pour chaque campagne, les projets de travaux à exécuter l'année suivante, dirige les travaux en cours, établit des états de situation qui doivent être joints à l'appui des certificats d'acomptes et de solde, fait exécuter sur le champ les travaux d'urgence, surveille les gardes, ouvriers, meuniers, et fait des levées de plans, nivellements, etc.

Il constate les contraventions et rédige les procès-verbaux.

b) *Travaux*. — Les travaux extraordinaires d'entretien doivent être approuvés par l'assemblée et par le préfet ; ceux d'urgence seuls peuvent être exécutés sans l'intervention préfectorale ; ce sont en général des ouvrages de défense contre les inondations. Les propriétaires ne peuvent en avoir l'adjudication.

c) *Comptabilité.* — Le percepteur perçoit les impositions, forme les rôles de cotisation et les recouvre. Il en est responsable, sauf quand il a affaire avec des insolubles. Il paie le conducteur et le garde sur ordonnance de la commission, les entrepreneurs sur les mandats d'acomptes et sur les mandats définitifs appuyés des situations et réceptions d'ouvrages. Il rend chaque année compte des recettes et des dépenses à la commission.

*Etat actuel.* — Les Moères comptent 13 canaux principaux où des rigoles viennent déverser leurs eaux.

Six moulins hydrauliques, avec leur grande vis d'Archimède, enlèvent les eaux et les projettent dans le canal extérieur. Ils portent des noms de fleuves ; on remarque *le Gange* construit par d'Hérouville en 1765, puis *le Rhin*, *le Rhône*, *le Po*, *le Tage*, etc. Leur débit peut être, par bon vent, de 34 mètres cubes à la minute, soit 2040 mètres cubes à l'heure.

Une pompe, actionnée par une locomobile à vapeur, sert dans les cas où le vent est trop faible pour donner aux moulins le tirant d'eau ordinaire.

La locomobile est employée, entre temps, à faire mouvoir une batteuse mise à la disposition des cultivateurs.

Grâce aux travaux des propriétaires, le territoire des Moères a doublé de valeur, *le cavel*, qui valait 20.000 francs, se paie jusque 50.000 fr. (1). Les moissons y sont abondantes, grâce à la fertilité du sol, et aussi à l'emploi d'engrais chimiques fait par les agriculteurs dans les endroits de culture intensive.

(1) Quarré-Reybourbon, *op. cit.*, p. 28.

Avec la prospérité est venue la salubrité ; les épidémies n'existent plus qu'à l'état de souvenir lointain.

Voilà à quel résultat ont pu arriver des hommes persévérants, en s'associant pour lutter contre les éléments !

Cet examen des Wateringues et des Moères, malgré sa brièveté, suffit à montrer leurs caractères généraux et à justifier les conclusions suivantes :

1° Ces sociétés sont, par leur nature, des associations syndicales, ayant de grandes analogies avec celles qui peuvent se former pour le dessèchement des marais ; c'est à ce titre qu'elles sont citées dans l'exposé des motifs de la loi du 21 juin 1865 ;

2° On ne doit pas chercher à les faire rentrer dans l'une des trois classes d'associations syndicales prévues par les lois de 1865 et de 1888 : régies par des textes spéciaux, elles constituent des associations syndicales *sui generis* ;

3° Elles ne sont pas de simples personnes morales privées : de même que nous avons reconnu aux associations syndicales le caractère d'établissements d'utilité publique, nous le reconnaitrons aux Wateringues et aux Moères ; car, s'il n'y a pas parité absolue, il y a grande analogie de motifs.

Nous ne pouvions passer sous silence ces intéressantes associations qui, en rendant à l'arrondissement de Dunkerque 40.000 hectares de culture, ont accru considérablement sa richesse et sa population (1).

(1) Une grave contestation s'est élevée, en 1890, entre les Wateringues et les Moères, au sujet de l'écoulement des eaux. Les Wateringues ont voulu interdire aux Moères d'élever leurs eaux au-dessus du

## CHAPITRE III

### LES SYNDICATS AGRICOLES.

La Flandre flamingante française possède 4 syndicats agricoles groupant plus de 2000 membres répartis ainsi :

|                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| Syndicat de Bourbourg. . . . .   | 332   |
| Syndicat de Dunkerque. . . . , . | 1.200 |
| Syndicat d'Hazebrouck. . . . .   | 200   |
| Syndicat de Bailleul. . . . .    | 300   |

|                |       |
|----------------|-------|
| Total. . . . . | 2.032 |
|----------------|-------|

Le premier syndicat fondé fut celui de *Bourbourg* ; son ancienneté et son importance sont des titres suffisants, pour lui mériter une place spéciale dans cette étude : aussi le prenons-nous comme type de ces associations.

niveau fixé par des repères établis en 1783, et ont porté le litige devant le tribunal de Dunkerque qui, le 23 janvier 1890, faisait droit à leurs réclamations. Sur appel, la Cour de Douai déclara, dans un arrêt du 5 janvier 1891, l'autorité judiciaire incompétente.

Saisi de l'affaire, le Conseil de préfecture du Nord se déclare à son tour incompétent ; on se pourvoit devant le Conseil d'Etat, sans pouvoir obtenir justice. Enfin le Tribunal des Conflits, auquel est adressée une requête en règlement de juges, décide le 17 juin 1899 que cette affaire relève de l'autorité judiciaire.

- La Cour d'appel de Douai déclarée compétente met fin à ce procès ; dans un arrêt récent du 12 février 1901, elle donne droit aux Wateringues (*Jurisprudence de la Cour de Douai*, mars 1901).

C'est un syndicat régional, comprenant les cantons de Bergues, Bourbourg et Gravelines.

Sa constitution et son administration obéissent à la loi de 1884 exposée dans la 1<sup>re</sup> partie ; nous ne nous y arrêtons pas.

Créé en 1886, dans le but de s'occuper de l'étude et de la défense des intérêts économiques de l'agriculture, il s'est proposé spécialement de faciliter le travail, de réduire les prix de revient et d'augmenter la production, autant de moyens propres à accroître les bénéfices de ses membres.

Pour réaliser ce plan, divers moyens ont été employés. Le syndicat s'est efforcé de faciliter la vente des produits de ses adhérents, l'acquisition des machines et instruments, des animaux, des engrais, semences etc., de manière à faire profiter ses associés des prix les plus avantageux et à leur garantir des livraisons loyales.

Le tableau suivant, dans lequel nous relatons les opérations de ces dernières années, montrera, mieux que nous ne pourrions le faire, les services précieux qu'il a rendus.

| DÉSIGNATION<br>des<br>FOURNITURES   | 1894        |            | 1895        |            | 1896        |         |
|-------------------------------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|---------|
|                                     | Quantités   | Coût       | Quantités   | Coût       | Quantités   | Coût    |
|                                     | kilogrammes | francs     | kilogrammes | francs     | kilogrammes | francs  |
| Superphosphate .....                | 504.100     | 35.127 50  | 541.100     | 29.535 38  | 328.000     | 17.000  |
| Nitrate de soude ....               | 632.875     | 135.263 20 | 746.800     | 151.552 87 | 487.425     | 91.000  |
| Tourteaux pour engrais .....        | 288.950     | 29.346 45  | 780.410     | 57.416 82  | 631.035     | 43.000  |
| Chlorure de potassium               | »           | »          | 1.000       | 215 »      | »           | »       |
| Guano de poisson ....               | 3.000       | 705 »      | »           | »          | 20.000      | 2.250   |
| Phosphate de la Somme .....         | 3.000       | 112 50     | »           | »          | »           | »       |
| Sulfate d'ammoniaque                | »           | »          | »           | »          | »           | »       |
| Orge de Russie et de Bretagne ..... | 43.250      | 5.518 60   | 6.000       | 735 »      | »           | »       |
| Avoine de Russie ....               | 300         | 48 »       | »           | »          | »           | »       |
| Tourteaux pour animaux .....        | 8.400       | 1.504 »    | 7.800       | 1.192 50   | 21.900      | 3.400   |
| Blés de semence .....               | Balles 42   | 1.332 50   | Balles 53   | 1.711 60   | Balles 64   | 1.900   |
| Graines de lin .....                | Balles 76   | 2.293 50   | Balles 36   | 828 »      | Balles 12   | 200     |
| Instruments .....                   | Unités 18   | 3.165 »    | Unités 5    | 831 »      | Unités 3    | 1.200   |
| Charbon de Bruay ...                | 24.000      | 558 »      | »           | »          | »           | »       |
| Valeurs totales en argent .....     |             | 214.974 25 |             | 244.048 22 |             | 160.400 |

(1) Le chiffre d'affaires, pour l'année 1901, s'élève approximativement à 150.000 francs.



| 1897       |            | 1898        |            | 1899        |            | 1900 (1)    |            |
|------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|
| Quantités  | Coût       | Quantités   | Coût       | Quantités   | Coût       | Quantités   | Coût       |
| grammes    | francs     | kilogrammes | francs     | kilogrammes | francs     | kilogrammes | francs     |
| 642.800    | 31 012 40  | 517.000     | 28.311 45  | 307.500     | 16.385 10  | 202.200     | 10.576 30  |
| 631.825    | 119.893 90 | 850.650     | 151.727 20 | 887.300     | 151.540 05 | 553.750     | 105.997 80 |
| 409.900    | 34.346 70  | 272.450     | 26.999 25  | 404.125     | 37.355 95  | 205 350     | 20.825 »   |
| »          | »          | »           | »          | 500         | 102 50     | 750         | 150 »      |
| 27.800     | 3.225 20   | »           | »          | »           | »          | »           | »          |
| »          | »          | »           | »          | »           | »          | »           | »          |
| 2.000      | 430 »      | »           | »          | 500         | 155 »      | 3.800       | 1.478 »    |
| »          | »          | »           | »          | »           | »          | »           | »          |
| »          | »          | »           | »          | »           | »          | »           | »          |
| 47.300     | 1.772 25   | 48.150      | 8.195 30   | 31.500      | 4.996 65   | 19.100      | 3.543 »    |
| Balles 54  | 1.976 80   | Balles 23   | 734 95     | Balles 44   | 1.540 35   | Balles 21   | 537 60     |
| »          | »          | Balles 5    | 115 »      | »           | »          | Balle 1     | 38 »       |
| Unités 2   | 395 »      | Unités 8    | 629 52     | »           | »          | Unités 4    | 800 »      |
| »          | »          | »           | »          | »           | »          | »           | »          |
| 196.052 25 |            | 216.712 67  |            | 212.075 60  |            | 143.645 70  |            |

Comme on le voit, les achats consistent surtout en engrais de diverses natures.

Les blés de semence y sont compris pour une somme très faible, ainsi que les instruments aratoires.

Pour tous les achats dépassant 5000 kilogrammes d'une même matière, les commandes sont faites par le syndicat au nom du sociétaire qui en a besoin, la marchandise est envoyée directement à celui-ci par les vendeurs.

Le secrétaire du syndicat fait en son nom les commandes de moins de 5000 kilogrammes ; il fait lui-même, entre les divers acquéreurs, la répartition des matières achetées, lors de leur arrivée en gare.

Les paiements s'effectuent de différentes manières :

a) Pour les superphosphates seulement, les fournisseurs font traite directement sur les acheteurs de quantités supérieures à 5000 kilogrammes : pour les achats inférieurs à ce chiffre, les commandes, étant faites au nom du secrétaire du syndicat, sont soldées par lui.

b) Pour toutes les autres marchandises, les paiements sont faits à date fixe par les cultivateurs entre les mains du secrétaire ; celui-ci règle directement les fournisseurs.

D'après ces faits, nous pouvons déterminer le rôle juridique du syndicat de Bourbourg dans les achats. C'est un simple mandataire à titre gratuit qui n'agit que sur des ordres, et ne court ainsi aucun risque.

Cette assertion ne présente aucun doute pour les achats de superphosphates supérieurs à 5000 kilogr., puisque ces matières sont livrées directement aux acheteurs qui paient directement les fournisseurs ; elle ne nous paraît pas moins certaine pour les commandes livrées et payées par le secrétaire.

Il y a dans ce cas un mandat, plus large il est vrai, mais qui n'en existe pas moins, car les achats sont faits sur des ordres précis.

On ne saurait considérer le secrétaire comme un commissionnaire, car la majoration de 0 fr. 50 par 100 francs de marchandises achetées, n'a pour but que de subvenir à son salaire et aux débours occasionnés par les frais de route, la réception et la livraison des marchandises. Aucune idée de lucre ni de spéculation n'intervenant dans cette opération, nous n'y voyons qu'une entremise absolument désintéressée.

Il en est de même pour les ventes ; disons, en passant, qu'elles n'ont guère lieu que pour les blés de semence, fournis et récoltés par les adhérents ; elles sont trop peu importantes pour être relatées.

Lorsque les syndiqués veulent vendre les animaux et les produits de leurs exploitations par l'office du syndicat, ils font connaître au président les quantités dont ils peuvent disposer, le prix minimum qu'ils en désirent, les maisons ou entreprises avec lesquelles ils veulent traiter. Ils doivent, de plus, renseigner exactement sur la qualité et envoyer un échantillon, s'il est possible. Par le seul fait de ces informations, dont le président leur accuse réception, les associés sont obligés de passer marché, si le bureau trouve l'acceptation de leurs offres dans les quinze jours qui suivent l'accusé de réception. Ils renoncent d'avance à toute contestation à ce sujet. A l'expiration du délai de quinzaine, et sur un avis du président, ils redevennent libres de disposer de leurs produits.

Le syndicat ne fait que faciliter la vente de ces produits en recherchant des acheteurs, il ne joue donc que le rôle d'un simple mandataire.

La solution de cette question nous fait entrevoir les conséquences qui peuvent résulter de son intervention.

En cas de difficulté survenue au sujet d'une transaction quelconque, l'article 27 des statuts dit que les poursuites à exercer contre les fournisseurs sont faites au nom de l'acheteur intéressé, mais aux frais et diligences du syndicat.

Le rôle de celui-ci se poursuit ; il devient mandataire *ad litem* et se charge des suites à donner à l'affaire.

Nous connaissons les conditions suivant lesquelles notre jurisprudence admet l'intervention syndicale.

Il faut donc appliquer au syndicat les règles du mandat gratuit ; il répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion. Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit, qu'à celui qui reçoit un salaire.

Le syndicat de Bourbourg, étant un syndicat d'achats en commun, protège ses membres contre les exploitations frauduleuses dans les marchés d'engrais, auxquels la plupart des cultivateurs sont peu initiés (Affaire Fax Isidore 1898, tribunal de Dunkerque, compte-rendu du syndicat de Bourbourg, 1899, p. 12).

L'importance du chiffre d'affaires atteste le succès de cette association, qui puise ses ressources dans les cotisations de ses membres (10 francs par membre honoraire,

5 francs par membre non exploitant, 3 francs pour les cultivateurs) et dans un pourcentage de 0 fr. 50 sur les quantités achetées.

Son rôle ne se borne pas à ces affaires purement matérielles ; il s'est attaché à développer l'instruction de l'agriculteur au point de vue technique. Il suffit de parcourir les rapports annuels, pour voir avec quel zèle le président met ses connaissances à la disposition des membres, les renseigne sur la valeur et sur les différentes actions des matières fertilisantes, sur les résultats obtenus dans les champs d'expérience, sur les précautions à prendre, tant pour la disposition de leurs exploitations respectives que pour les formes de leurs transactions. Des conférences et des brochures contribuent à propager l'enseignement agricole.

Le développement des institutions économiques n'a pas été négligé ; dès 1896, le regretté président du syndicat de Bourbourg, M. Hubert Legaigreur, mettait à l'étude la création d'une caisse de crédit que son zélé successeur, M. Belle, organisait en 1899.

Puis, on se proposait de fonder une caisse d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, et, enfin, une caisse d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.

Tous les moyens ont été mis en œuvre par le syndicat, pour faire prospérer ses membres, pour les faire jouir d'une paisible existence, en servant de médiateur dans la solution des questions rurales litigieuses, mais aussi pour protéger et défendre leurs droits.

Un paragraphe des statuts permet au syndicat d'intervenir dans les procès de principes intéressant la masse des cultivateurs, et de défendre ses associés en cas de fraude ou de dol. Conformément à cette disposition, le syndicat de Bourbourg a poursuivi, en 1896, devant le tribunal de St-Omer, un fabricant de sucre de la région.

Ce fabricant avait fait passer des compromis de betteraves par un de ses agents, en les subordonnant à sa ratification. Sur ces entrefaites, fut agitée la question de créer un syndicat entre planteurs de betteraves ; ému de cette innovation, à laquelle il avait paru acquiescer tout d'abord, ce fabricant résolut, dans la suite, de témoigner son hostilité. Il renvoya aux cultivateurs, avec un retard calculé, les compromis ratifiés, mais, après y avoir fait, au tampon, une addition récusant toute intervention d'un syndicat quelconque, dans les livraisons de betteraves qui devaient être faites par les planteurs, à son usine.

Touché par ce procédé blessant à son égard, et le considérant comme une atteinte portée à un intérêt général (l'intérêt et l'indépendance des planteurs), le syndicat de Bourbourg, consulté, résolut d'intenter une action à cet industriel, et, en lui contestant le droit d'imposer après coup et tardivement une clause semblable, de lui demander des dommages-intérêts pour les conséquences de ce fait.

L'action du syndicat était évidemment recevable, puisqu'elle avait pour objet la défense des intérêts communs et collectifs en vue de laquelle il a été fondé (1).

(1) Nous avons traité dans le titre 1<sup>er</sup> du droit des syndicats d'intervenir en justice, nous n'y reviendrons pas.

Le tribunal de Saint-Omer, puis la Cour d'appel de Douai, déboutèrent le syndicat de sa demande, basant leurs jugements sur ce principe, que la convention fait la loi des parties, et que, puisque le compromis était subordonné à la ratification du fabricant, cette dernière seule obligeait les contractants.

Comme le faisait judicieusement remarquer M. le président du syndicat de Bourbourg, dans son rapport de 1897, les cultivateurs doivent, afin de préparer en sécurité leurs plantations de betteraves, exiger une prompte ratification pour ceux de leurs traités qui réclament cette formalité ; aussi longtemps qu'elle n'a pas été donnée, les parties en cause peuvent modifier les compromis, ou les annuler en cas de désaccord.

Nous souhaitons à tous les cultivateurs de mettre en pratique ce conseil sage et prudent.

Non content d'avoir contribué à la prospérité de ses membres pendant leur vie, le syndicat de Bourbourg a poussé plus loin sa sollicitude. L'article 10 de ses statuts décide, en cas de mort de l'un de ses adhérents, et sur la demande de la famille, de prêter son concours à la liquidation de la succession du défunt, en aidant, sans accepter toutefois aucune responsabilité, à la gérance et à la surveillance de l'exploitation, de façon à pourvoir provisoirement (c'est-à-dire pendant le temps moralement nécessaire) à la défense des intérêts agricoles de la veuve, des orphelins, ou de la famille du décédé.

Une institution aussi prévoyante ne peut que se développer ; notre désir est qu'elle le fasse rapidement pour



augmenter en même temps l'étendue de son œuvre bien-faisante et éminemment sociale.

Marchant sur les traces de leur aîné, le syndicat de Bailleul et celui d'Hazebrouck, créés en 1895, poursuivent le même but.

*Le syndicat de Bailleul* a pris un développement considérable ; le nombre de ses adhérents est passé de 76, en 1895, à 300, en 1900. Il est divisé en sections ayant à leur tête un président et un secrétaire-trésorier.

Dès l'année de sa fondation, le syndicat, se faisant l'intermédiaire entre ses membres et les commerçants, achetait 124.800 kilos de marchandises, pour une valeur de 8.811 fr. 10, à répartir entre 76 adhérents ; en 1896, le chiffre d'affaires était de 599.785 kilos, pour un prix de 51.371 fr. 40, à répartir entre 119 membres.

L'année 1897 donnait comme résultats l'achat de 698.298 kilos de matières premières et d'un semoir, pour une somme de 84.782 fr. 75, pour 172 membres.

Enfin du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juin 1898, nous enregistrons le chiffre de 508.650 kilos, représentant 52.752 francs, pour plus de 200 membres.

A la date du 1<sup>er</sup> juin 1898, la création d'une société coopérative fait cesser le rôle d'intermédiaire du syndicat ; nous traiterons plus loin de la coopérative de Bailleul.

Si ce syndicat ne s'occupe plus, depuis lors, de faciliter les transactions, il concentre ses efforts vers un but purement social.

D'intéressantes conférences tiennent les cultivateurs au courant des progrès accomplis, tant dans l'exploit-

tation du sol, que dans le perfectionnement de l'outillage.

L'étude des réformes législatives utiles à l'agriculture, et principalement à la région, est faite par la chambre syndicale chargée d'apprécier les vœux que présentent les différentes sections.

L'examen des affaires rurales litigieuses qui lui sont soumises par ses membres, et l'intervention en justice dans les procès intéressant la masse des cultivateurs, sont aussi l'œuvre du Syndicat.

Il s'est spécialement adonné au développement des institutions économiques, et, à côté de la société coopérative, il a créé une caisse de secours contre les accidents du travail, et mis à l'étude une société d'assurances contre la mortalité du bétail. Nous y reviendrons.

*Le syndicat d'Hazebrouck* reste dans un état stationnaire. Ne pouvant pas faire d'actes de commerce, il ne doit agir que suivant les commandes de ses membres ; aussi, éprouve-t-il pour ses achats, les difficultés que nous signalons dans l'étude des coopératives.

Ces syndicats rendent à leurs membres de précieux services ; mais les transactions qu'ils opèrent n'ont pour objet que des achats ; rarement il leur arrive d'avoir à s'occuper de la vente des produits de leurs adhérents.

Nous avons parlé plus haut de la tentative de création d'un syndicat betteravier faite par le syndicat de Bourbourg ; nous avons vu que, malgré la bonne volonté des planteurs, ce projet n'avait pas abouti.

Les cultivateurs de l'arrondissement de Dunkerque ont

résolu de renouveler cet essai. Certains d'entre eux, ayant eu des difficultés avec les fabricants et les distillateurs, tant au point de vue du poids que de la densité, viennent de prendre la résolution de se réunir, pour résister aux prétentions des industriels, et tenter d'obtenir, par l'association, les réformes qu'ils réclamaient en vain individuellement. Dans une réunion tenue le 1<sup>er</sup> décembre 1900, on fonde le syndicat pour admettre une forme unique de compromis; 40 cultivateurs y adhèrent. Dix jours plus tard, une nouvelle assemblée tenue à Bergues réunit 500 agriculteurs, et enfin le 17 décembre le syndicat est constitué; il compte plus de 1000 membres.

Les syndicats agricoles de Bourbourg, Hazebrouck, Bailleul, le syndicat des planteurs de betteraves de Calais à Gravelines, le syndicat du Calaisis, celui de St-Pol, celui des producteurs de Marck et l'Union des syndicats agricoles de la région du Nord, assurent de leur concours la nouvelle association, à la tête de laquelle se trouve un homme de grand talent, M. Dufour.

Le *syndicat de Dunkerque* n'est pas établi dans un but offensif. Il ne s'occupe pas directement d'achats et de ventes, permettant ainsi à chacun de ses membres de choisir son industriel.

Il groupe les cultivateurs pour obtenir, des vendeurs d'engrais et de semences, des conditions avantageuses et loyales.

A l'arrivée des engrais, on prélève un échantillon, et une analyse contradictoire a lieu; le syndicat procure à ses membres la possibilité de faire analyser à très bon

compte (2 à 3 francs pour un dosage). Si la proportion des matières fertilisantes garantie ne se trouve pas dans la marchandise, il y a lieu à un règlement entre les parties contractantes. Le déficit est-il minime, le vendeur opère la bonification et supporte les frais de l'analyse ; est-il au contraire important, l'industriel reprend la marchandise et doit indemniser le cultivateur.

Le syndicat s'efforce d'obtenir, des acheteurs des produits du sol, des conditions plus rationnelles et plus favorables, sans cependant léser les intérêts de personne. Il s'occupe non seulement de l'industrie betteravière, mais encore de tous les autres produits : lin, chicorée, etc. Il avait été convenu tout d'abord, que les syndiqués ne traiteraient pas pour la betterave au prix minime offert par les industriels ; mais quelques syndicats voisins ayant cédé, toute liberté a été laissée aux planteurs en 1901.

Pour la betterave de distillerie, le syndicat a décidé ses membres à ne pas passer de marchés aux cours actuels.

L'assurance contre la mortalité du bétail et contre les accidents du travail a fait l'objet de l'étude du syndicat ; nous parlerons en leur lieu et place de ces institutions.

A côté de ces grands syndicats régionaux, se sont fondés quelques syndicats locaux, parmi lesquels nous devons signaler celui de *Lederzeele* créé tout récemment. Nous remarquons que la cotisation imposée par cette association s'établit sur une échelle spéciale ; tandis qu'ailleurs elle est ordinairement fixe et de 5 francs par membre, elle est à Lederzeele à la fois fixe et proportionnelle. Chaque syndi-

qué paie annuellement une cotisation fixe de 1 franc, puis une cotisation proportionnelle de 1 franc par cheval : chacun doit donc payer suivant l'importance de son exploitation ; ce mode est rationnel, puisqu'il proportionne la contribution des membres aux avantages qu'ils retirent de l'association. Dans les autres syndicats, il est vrai, on paie tant 0/0 sur les opérations faites, mais, aux yeux du fermier, le mode de cotisation de Lederzeele a l'avantage de paraître plus net, et de le rendre moins défiant.

Ce petit syndicat, encore à son début, a acheté pour ses membres 20.000 kilos de tourteaux, 10.000 kilos de maïs, 10.000 kilos de scories et 5000 kilos de sulfate de potasse.

Il est appelé à prospérer, car il est l'œuvre d'hommes énergiques, que les difficultés elles-mêmes servent à encourager (1).

Nous parlerons dans le chapitre suivant d'autres associations locales, celles des 4 cantons d'Hazebrouck.

Le développement des syndicats a été très lent dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck ; cela a tenu, croyons-nous, aux idées d'indépendance des paysans flamands ; mais il suit depuis quelques années, grâce aux conseils et à l'initiative d'hommes intelligents et dévoués, une marche progressive constante.

Nous formons des vœux pour la rapide extension de ces différents syndicats, qui ont fait leurs preuves, et en particulier, pour la jeune association de Dunkerque, qui est

(1) Un nouveau syndicat se fonde à Volckerinckhove.

appelée à un brillant avenir, garanti par l'excellence de son but.

Nous pensons qu'au point de vue de la vente des produits industriels du sol, surtout de la betterave, sans faire pour cela œuvre offensive, la culture doit prendre résolument le parti de se syndiquer, de donner à une commission prise dans son sein le pouvoir de traiter en bloc, de passer avec un même industriel un contrat collectif, et de surveiller les livraisons. Semblable association ne sera pas, comme on pourrait le croire, un syndicat de guerre au fabricant ; car, les intérêts de la culture et ceux de la fabrique ne sont point divergents, et ce que nous demandons, c'est que chacun fasse ses affaires : le cultivateur, en tirant de sa production une juste rémunération, et l'industriel, en réalisant un bénéfice sur son produit fabriqué. Supposons même qu'au début de l'association, par esprit d'hostilité, le fabricant de sucre ou le distillateur ne veuille pas acheter la betterave du syndicat voisin, celle-ci, évidemment, ne restera pas sur les bras des producteurs, car l'importance du lot suscitera des amateurs. Quant au fabricant réfractaire, qui a vu à tort dans l'association une ennemie, il devra, pour alimenter son usine, passer des compromis dans des régions éloignées. La multiplicité des lots entraînant un plus grand nombre d'agents, l'éloignement de la matière première comportant des frais assez lourds de transport, le prix de la main-d'œuvre et la détérioration de la marchandise augmentant avec la distance, lui montreront qu'il trouvera un véritable avantage à traiter avec le syndicat, son voisin, dont le

seul but est d'obtenir la juste rémunération de ses produits.

C'est à ce dernier principe qu'obéissent les véritables syndicats betteraviers, inconnus jusque-là dans la région que nous étudions, mais dont le département de la Somme, et en particulier le Santerre, nous donnent d'heureux exemples (1). Nous retrouverons en Belgique ce type d'associations.

Les syndicats des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck recrutés dans toutes les classes de culture, mais principalement parmi celles de moyenne importance (2), ont, en général, une action semblable à celle des syndicats agricoles locaux. Les achats et les ventes de produits agricoles, l'enseignement professionnel, l'établissement d'institutions de crédit, d'assurance, de prévoyance et d'assistance, sont autant de questions inscrites par nos syndicats du Nord dans leurs programmes que nous espérons voir bientôt complètement réalisés ; car, en dehors des achats de matières utiles à l'agriculture, et de quelques ventes assez rares des produits agricoles, les tentatives faites pour organiser le crédit, l'assurance et la prévoyance, sont restées jusqu'ici presque infructueuses.

(1) M. Malherbe vient de faire une très intéressante étude sur l'un d'eux : le *Syndicat betteravier de Framerville*.

(2) Culture de 25 à 100 hectares.



## CHAPITRE IV

### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES QUATRE CANTONS D'HAZEBROUCK.

Nous avons à parler maintenant d'associations agricoles d'un type tout à fait spécial et original, qui, bien qu'elles soient établies en conformité de la loi du 21 mars 1884, diffèrent totalement des syndicats agricoles.

En 1893, les cultivateurs de la région d'Hazebrouck, préoccupés par deux questions : 1<sup>o</sup> la défense de leurs droits envers les distillateurs et fabricants de sucre ; 2<sup>o</sup> l'analyse et la garantie des engrais, sollicitent le concours de M. l'abbé Lemire, leur député, qui, dans une conférence, leur expose les avantages de l'association.

De cette réunion sortit le syndicat d'Hazebrouck sur lequel nous ne reviendrons pas.

Mais les grands syndicats tels que celui d'Hazebrouck, Bailleul, Bourbourg, Dunkerque, ne se composent, le plus souvent, que de propriétaires et de gros fermiers et laissent de côté toute une classe de petits travailleurs. Quelle en est la raison ?

Le syndicat agricole fait appel à tous ; mais tous ne peuvent y répondre. Les uns sont arrêtés par des raisons d'ordre purement privé ; d'autres, et c'est le plus grand nombre, par des difficultés d'argent qui les empêchent

de payer au comptant les marchandises reçues, et, par là même, de profiter des réductions accordées par le syndicat. On en arrive ainsi (comme le fait remarquer un intéressant article signé de l'Aubépine) (1) en face de cette situation anormale, « que ce sont les plus nécessiteux qui, par la force des choses, se trouvent exclus des bénéfices du syndicat ».

Voulant éviter cet écueil, M. l'abbé Lemire pense que l'association, pour faire œuvre féconde, doit être fondée sur des bases plus larges. Excluant tout esprit de parti, toute préoccupation politique, il s'adresse à toutes les bonnes volontés, à ceux qui cultivent et qui désirent s'unir pour la défense de leurs intérêts économiques.

Le cadre de l'association est donc plus large que celui du syndicat, car elle peut comprendre tous les hommes de la profession, patrons et ouvriers, dont les intérêts sont semblables et dont le but est identique, l'organisation professionnelle.

C'est à la commune que le député du Nord veut restreindre le ressort de l'association agricole ; car, puisque celle-ci doit être spécialement un cercle d'études, il importe de faciliter à ses membres l'assistance aux réunions, en leur évitant des déplacements trop grands.

Cette œuvre, étant aussi une œuvre sociale, servira à faire de la commune une véritable famille, d'où disparaîtront toutes les haines.

(1) Article paru dans la *Revue de la Démocratie chrétienne*, novembre 1895, août et octobre 1896.

Telle est la théorie ; voyons-en l'heureuse application.

Afin de réunir et de grouper tous les fermiers, grands et petits, M. Lemire fait en 1894 une série de conférences, pour exposer l'utilité de l'association agricole, telle qu'il l'entend, c'est-à-dire de l'association ayant pour but, non pas de procurer des avantages matériels immédiats à ses membres, mais de réaliser l'union des agriculteurs pour l'étude et l'action.

Le résultat de cette campagne fut l'éclosion, dans la plupart des communes des 4 cantons d'Hazebrouck (Hazebrouck Nord et Sud, Cassel, Steenvoorde), de 40 petites *associations* autonomes, mais formant une fédération dont le siège est au chef-lieu d'arrondissement. Ce sont des syndicats à tendances spéciales.

Ces associations paraissent inspirées par les *Ligues de paysans* de Belgique et par le *Syndicat économique agricole de France*, fondé en 1889 par M. Kergall.

Leur but est d'unir les cultivateurs pour l'étude et la défense de leurs intérêts et de leurs droits, et notamment : 1° de leur servir de centre permanent de relations pour leur procurer les indications et renseignements utiles à l'exercice de leur profession ; 2° de les mettre en rapport avec des associations semblables, pour réaliser des progrès agricoles dans la région ; 3° d'examiner, de présenter par voie de pétition, et de soutenir de toutes les manières, auprès des pouvoirs publics, des administrations financières, des compagnies de transport etc., toutes les réformes législatives et toutes les mesures économiques jugées utiles.

Elles donnent au travailleur des champs une force toute puissante. Les paysans voient souvent leurs plaintes rejetées, parce qu'ils les formulent au nom de leur intérêt personnel ; qu'ils s'unissent et parlent au nom de tous, ils seront entendus !

L'organisation est des plus simples.

Composée des propriétaires, cultivateurs, fermiers et ouvriers de ferme de la commune, chaque association est administrée par un bureau comprenant un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier, choisis, autant que possible, dans les différentes sections de la commune, et parmi les diverses catégories de cultivateurs. Le bureau est réélu tous les ans.

L'association puise ses ressources dans les cotisations des membres, fixées uniformément à 25 centimes par an, et dans les dons qu'elle peut recevoir.

Elle a deux réunions générales chaque année, sans compter les séances extraordinaires que peut toujours provoquer le bureau. On y traite des questions intéressant la profession agricole ; on y rédige des pétitions sur toutes les réformes désirables et sur les mesures économiques jugées utiles.

Les membres exposent leurs besoins, échangent leurs idées et formulent des vœux.

Ils se concertent sur l'opportunité de telle mesure à prendre, de telle institution à créer dans leur ressort.

Un bureau central de toutes ces associations professionnelles a son siège à Hazebrouck, il se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de 6 membres consultants.

C'est une *Union* qui organise chaque année des congrès, auxquels viennent prendre part toutes les associations, et dans lesquels on discute toutes les questions rurales.

Un rapide aperçu des travaux de ces différents congrès nous fera apprécier l'utilité de l'œuvre.

Les questions portées à l'ordre du jour sont très intéressantes; qu'il nous soit permis d'en relever quelques-unes.

« Un membre attire l'attention sur une clause de compromis passés avec certains fabricants de sucre. Le fabricant ne veut payer les betteraves riches que jusqu'à 7 degrés 5', alors qu'elles peuvent atteindre 8° et au delà ; et il se réserve le droit, en dessous d'une certaine limite, de fixer un prix arbitraire ou de refuser la marchandise. Est-ce juste ? — Les fermiers devraient tâcher, en s'unissant, de faire mieux sauvegarder leurs intérêts. Et si le fabricant impose un minimum de densité, pourquoi nous, cultivateurs, ne mettrions-nous pas un minimum de matières sèches pour les pulpes ? »

Autre question : « L'association se demande s'il n'est pas possible de trouver un moyen d'obtenir, des Compagnies d'assurances, une diminution sur certains tarifs actuels, qui semblent hors de proportion avec la moyenne des incendies. Ainsi, une ferme construite en bois et paillois, couverte de chaume avec bordure de pannes, paie 4 fr. 875 du cent pour prime. La même ferme, sans bordure de pannes, paie 6 fr. 50 du cent — tandis qu'une maison construite « en dur » ne paie que 0 fr. 40 du cent. — Différence : 12 et même 16 fois plus pour la ferme. De

plus le locataire, pour se garantir des risques locatifs, doit payer en sus le quart de la prime. En outre, les Compagnies ne consentent à assurer les récoltes que pour l'année entière, alors qu'elles n'y sont, comme le bétail, que pendant six mois. Et ici encore, la prime varie suivant la nature des bâtiments. En plus, sur ces primes, l'Etat met un impôt de 0,04 0/0 du capital, comme abonnement au timbre, et un impôt de 10 0/0 sur le total des primes et des frais, comme droit d'enregistrement : ainsi, le bâtiment en dur, payant 0,40 0/0 de prime, paie à l'Etat 0.08 0/0, et le bâtiment en bois et paillotis, payant 6 fr. 50 0/0, doit à l'Etat 0,69 0/0. Différence : 8 fois  $1/2$  plus que l'autre. Cela est-il juste ? Les Compagnies ne pourraient-elles pas abaisser leurs tarifs ? L'Etat ne devrait-il pas baser son impôt sur le capital et non sur la prime ? Ne devrait-il pas même, au rebours de ce qu'il fait, demander moins à ceux qui paient déjà une prime plus élevée ? »

La chose est reconnue possible et les associations, grâce à la quantité de bâtiments assurés, doivent obtenir des Compagnies certaines réductions de prime.

La question de la mévente des blés a été spécialement envisagée par le dernier congrès tenu à Hazebrouck le 2 juin 1901.

Après avoir posé le principe qu'il faut qu'une chose soit vendue son juste prix, c'est-à-dire rémunère équitablement tous ceux qui ont contribué à la produire, les membres du congrès se demandent quelle est la cause de la vilalité du prix du blé.

Pour les uns, cet état de choses tient à la surproduction et ne peut disparaître que par trois moyens : 1° l'utilisation du blé dans le rationnement du bétail ; 2° la substitution d'autres cultures à celle de cette céréale ; 3° l'assolement triennal.

Il faut, affirment d'autres, chercher ailleurs la cause de cette mévente et la voir dans le marché international et la concurrence étrangère. Le remède doit être apporté par le législateur.

1° Des tarifs douaniers assez élevés peuvent mettre nos blés à l'abri de la concurrence étrangère. Le droit actuel de 7 francs au quintal n'est pas suffisant et se trouve souvent évité, grâce à la fraude que facilite l'admission temporaire. Si la proposition de M. Castillard, supprimant cette admission temporaire, était acceptée par le Parlement, peut-être la culture en ressentirait-elle de bienfaisantes conséquences ; de plus, l'*unification des monnaies* aurait les *meilleurs* effets.

2° Une fixation régulière des cours, d'après les offres et les demandes réelles, paraît indispensable. Il est scandaleux de voir les cours à la merci des agioteurs et des accapareurs ; aussi, le congrès fait-il des vœux pour la réussite du projet de M. Rose tendant à réglementer ces opérations. Il serait, en second lieu, désirable que les cours soient publiés par le *Journal officiel*, ou par une société libre, telle que celle qui fonctionne en Suisse.

3° Il est un autre moyen qui consiste à organiser les offres en les mettant à même de se produire dans les moments les plus favorables. Il faut, pour cela, permettre au



cultivateur d'attendre ce moment, en organisant le crédit agricole, préférable au warrantage toujours coûteux.

Certains ont essayé d'établir des coopératives de vente ; mais ces sociétés ne fourniront de sérieux résultats qu'à la condition de se généraliser.

Le palliatif, qui semble le plus efficace au congrès, est d'obtenir les fournitures des approvisionnements militaires. Aussi, le congrès souhaite-t-il que l'armée se fournisse toujours en « France, de blés français achetés directement aux associations ou sociétés de vente ».

Les vœux et les pétitions adressés aux pouvoirs publics ne sont pas moins intéressants ; bornons-nous à en mentionner quelques-uns : *Loi du cadenas*, destinée à appliquer provisoirement les droits de douane avant qu'ils soient votés, et à empêcher ainsi les manœuvres des spéculateurs. — *Droits sur les graines oléagineuses de l'étranger*. — *Répression des fraudes sur les beurres*. — L'Etat ne pourrait-il établir à la station agronomique un service affecté à la recherche de la margarine ? — *Droits sur les houblons*.

Signalons au point de vue des impôts : le développement de l'impôt foncier, la suppression du privilège des bouilleurs de cru. — Révision de la loi sur la suppression des octrois.

Citons, en terminant cette trop courte énumération (1), l'un des vœux les plus chers aux associations agricoles et

(1) Nous donnons en annexe l'énumération des vœux et des œuvres de ces associations.

sur lequel toutes ont été unanimes, à savoir : la création des *Chambres d'agriculture*.

Seraient électeurs :

- a) Tout chef d'exploitation agricole ;
- b) Tout propriétaire sans autre profession, possédant une exploitation quelconque ;
- c) Tout ouvrier agricole possédant ou cultivant pour son compte au moins 36 ares de terrain (c'est ce que l'on appelle *une mesure*) ;
- d) Tout ouvrier chef de famille, vivant à la campagne et attaché depuis trois ans à la même exploitation ;
- e) Tout ouvrier chef de famille, muni d'un livret agricole constatant que depuis cinq ans il est attaché à une exploitation rurale de la circonscription ;
- f) Tout ouvrier célibataire attaché depuis dix ans à la même exploitation.

Tous ces desiderata ne restent pas à l'état de lettre morte, et le Conseil général du Nord, à plusieurs reprises, en a discuté la teneur. Les pétitions sont présentées aux pouvoirs publics par M. l'abbé Lemire ; elles ont eu, entre bien d'autres résultats, celui de contribuer efficacement au maintien des tarifs douaniers qui protègent l'agriculture.

Les *Associations des quatre cantons d'Hazebrouck* qui, pendant les premières années de leur existence, avaient beaucoup étudié et beaucoup écrit, se sont mises à agir directement ; et, en s'acheminant vers la création d'institutions économiques pratiques, elles sont entrées dans une seconde phase de leur existence.

C'est en suivant les travaux des congrès que nous avons

pu juger de leur vitalité, car c'est à ces réunions que chacune des associations rend compte des progrès réalisés.

Les *Associations de Staple, Morbecque, Ochteezele* ont créé des assurances contre la mortalité du bétail et exposent les heureux résultats obtenus.

Le fondateur de la *Coopérative de Bailleul*, M. Béhague, expose les avantages de cette institution et fait un rapport sur son fonctionnement, ainsi que sur celui de la société de secours mutuels qu'il a organisée contre les accidents du travail.

L'exemple de Bailleul est bientôt suivi, et plusieurs associations déposent immédiatement des vœux en faveur de l'organisation de l'assurance mutuelle contre l'incendie du mobilier agricole. Une première rédaction des statuts devra être étudiée et complétée dans les réunions trimestrielles du bureau central.

Le crédit agricole captive l'attention générale ; on voudrait obtenir, grâce au concours des associations du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, la création d'une banque régionale du Nord.

A ce sujet, M. l'abbé Lemire parle de l'organisation du crédit agricole par commune ; des règlements spéciaux ont été faits par le *Syndicat national des Paysans*. M. l'abbé François, vicaire de Templeuve, fait part des services rendus par la caisse de cette localité ; il invite chacune des associations à s'occuper des institutions de crédit.

Vient ensuite la question des caisses de retraite pour la vieillesse. Les associations pourraient donner une subven-

tion pour les vieillards de la commune ; chaque association deviendrait une société de secours mutuels, car, en vertu de la loi des syndicats qui les régit, et de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1898, elles peuvent fonder des œuvres d'assistance libre sans autre formalité qu'une simple déclaration. L'État viendrait à leur secours ; les propriétaires leur donneraient volontiers leur concours, et ainsi serait organisée la retraite de vieillesse.

Nous passons sous silence bien des associations qui, suivant leurs formes diverses et la nature de leurs opérations, seront placées d'une façon plus logique dans les chapitres suivants.

Nous en arrivons aux questions d'initiative privée que les associations cherchent toujours à développer.

Il n'est pas sans intérêt d'entendre les paysans rendre compte des expériences tentées, des avantages ou des désavantages des différentes machines agricoles, de l'emploi des engrais, de la sélection des semences, de l'alimentation du bétail, etc.

L'œuvre instructive des congrès est complétée par des conférences faites, soit par les membres, soit par des notabilités qui s'intéressent à l'agriculture.

En 1896, on se donne rendez-vous à Hazebrouck le 20 septembre, M. l'abbé Lemire traite « des produits, du sol, et des hommes ».

Pour les premiers, il faut une vente rémunératrice, et pour cela il faut un système protectionniste ; il faut l'interdiction des marchés à terme, marchés fictifs qui, influant d'une façon désastreuse sur les cours, sacrifient la production au spéculateur.

A propos du sol, l'orateur justifie le droit de propriété en disant : « que la terre n'est pas uniquement un moyen de richesse, mais qu'elle a pour but de faire travailler l'homme et de garantir sa liberté. Pour aller au devant des révolutions qui nous menacent, il faut créer la propriété familiale : on peut le faire en exemptant d'impôts le coin de terre du Français, en le déclarant insaisissable et en rendant son acquisition et sa transmission faciles. »

Les Belges nous ont frayé la route en créant la Ligue du coin de terre et du foyer.

Après les produits et le sol : les hommes. La solution de la question sociale est dans l'association ; par elle seule nous échapperons au double danger de l'anarchie et du socialisme d'Etat.

En 1897, au congrès même, avait lieu une conférence aussi intéressante que pratique sur le crédit agricole, faite par M. de Bizemont, l'éloquent apôtre des caisses rurales. Avec sa verve et sa chaleur habituelles, M. de Bizemont expose, par le menu détail, l'organisation, la vie et les services de semblable institution.

Après la coopérative de crédit vient la coopérative de production étudiée par M. l'abbé Baelde, fondateur de la laiterie de Beauraing (Hainaut). L'orateur montre le mécanisme de cette coopérative. L'œuvre est à imiter en France, et principalement dans la région flamande où la laiterie est une des principales industries agricoles.

En 1898, M. Sagary, curé-doyen de Templeuve, explique la fondation et le fonctionnement d'une caisse rurale qui amène l'union et la solidarité entre cultivateurs.

On le voit : les *Associations agricoles des quatre cantons* cherchent à s'éclairer, en sollicitant le concours compétent de personnalités qualifiées, même étrangères à leur circonscription. C'est ainsi qu'au congrès de 1898 encore, l'un des professeurs de droit les plus distingués de la faculté libre de Lille, M. Boissard, prend part aux discussions, sur la demande de l'assemblée tout entière, heureuse de profiter de ses hautes connaissances juridiques (1).

(1) Les associations agricoles des quatre cantons ont obtenu de l'Université catholique de Lille, l'organisation de conférences d'*extension universitaire*, portant sur des questions de législation, d'économie et d'hygiène rurales et destinées spécialement à leurs membres.

C'est ainsi que, au cours des années 1899 et 1900, ont été données les conférences suivantes :

Dimanche 26 novembre 1899 : *L'Association agricole ; ce qu'elle est, ce qu'elle doit être*. M. A. Boissard, chargé de cours à la faculté de droit.

Dimanche 17 décembre 1899 : *Hygiène rurale ; rapports de la tuberculose des bovidés avec la tuberculose humaine ; contagion et prophylaxie*. Dr Lemièrre, professeur suppléant à la faculté de médecine.

Dimanche 14 janvier 1900 : *Le crédit agricole ; les caisses rurales*. M. Arthaud, professeur à la faculté de droit.

Dimanche 11 février 1900 : *La protection agricole*. M. Vanlaer, professeur suppléant à la faculté de droit.

Dimanche 25 mars 1900 : *L'enseignement agricole au XIX<sup>e</sup> siècle*. M. P. Blanchemain, vice-président de la Société des agriculteurs de France.

Dimanche 23 décembre 1900 : *Des maladies transmissibles des animaux à l'homme et de l'homme aux animaux* (la tuberculose exceptée). Dr Delassus, professeur à la faculté de médecine.

Dimanche 23 décembre 1900 : *De l'eau potable à la campagne*. Dr Lemièrre, professeur suppléant à la faculté de médecine.

Ces conférences avaient lieu à Hazebrouck, dans la grande salle de l'hôtel de la Fleur-de-Lys, siège social des associations agricoles, devant un public variant de 180 à 250 auditeurs. Le 25 mars, une séance solennelle réunissait dans la grande salle des fêtes de l'hôtel-de-ville plus



Toute la publicité désirable est donnée à ces études : un *almanach* dit « *des quatre cantons* » et un *compte rendu* de chaque congrès paraissent annuellement grâce aux soins du bureau central. Ils tiennent les cultivateurs de la région au courant des progrès accomplis par les associations, et, en les instruisant, montrent à ceux qui ne sont pas encore syndiqués les avantages qu'ils peuvent se procurer par l'union.

L'Annuaire donne le relevé de ce qui intéresse les communes et les associations, il est l'histoire des unes et des autres.

Voici, d'une façon sommaire, l'œuvre des *Associations agricoles des quatre cantons d'Hazebrouck* ; nous avons suivi pas à pas leur marche et leurs progrès. De cette esquisse, nous pouvons tirer de très utiles leçons et entre autres celle-ci : c'est qu'à côté de la vie matérielle des syndicats, on doit développer leur rôle intellectuel et moral.

de 1.200 agriculteurs de la région.

Des prix avaient été promis pour ceux des auditeurs qui, ayant pris des notes, auraient remis les meilleurs résumés des conférences.

Neuf prix ont été décernés : un de 30 francs, quatre de 25 francs et quatre de 20 francs ; auxquels la Société des agriculteurs de France a bien voulu adjoindre 3 médailles d'argent, dont une grand module.

Les lauréats appartenaient aux quatre cantons de la circonscription (deux cantons d'Hazebrouck, Cassel, et Steenvoorde) et au canton de Bailleul, ce qui prouve le rayon étendu qu'atteignaient ces conférences auxquelles les agriculteurs venaient de 30 kilomètres à la ronde.

Bailleul n'a pas voulu rester en retard sur Hazebrouck ; aussi, les bureaux réunis de sa société d'agriculture et de son syndicat agricole ont-ils obtenu la réédition de plusieurs des conférences que nous avons énumérées, au bénéfice de leurs membres qui sont venus en très grand nombre les entendre.



L'œuvre de M. l'abbé Lemire est une œuvre véritablement sociale ; il a complètement réalisé dans ses associations la devise qu'il leur a donnée :

Chacun pour tous  
Tous pour chacun.

## CHAPITRE V

### INSTITUTIONS ANNEXES DES SYNDICATS AGRICOLES.

#### SECTION I. — Les sociétés coopératives.

##### § 1. — Les sociétés coopératives de production et de consommation.

La région sur laquelle porte notre étude n'est pas riche en ce genre d'associations. Il vient de se fonder une coopérative purement agricole à Bailleul ; une autre, plutôt commerciale, a son siège à Dunkerque (1).

Le *Syndicat de Bailleul* pratiquait plus ou moins la coopération d'achat depuis sa fondation ; mais ses marchés d'engrais, semences, etc., augmentant chaque année, nécessitaient des magasins importants, un personnel nombreux, une comptabilité rigoureuse. En tant que simple intermédiaire, il devait attendre les commandes de ses

(1) Une société commerciale toute récente, la *Coopérative agricole du Nord*, présidée par M. César Dupont, a son siège à Estaires. Le capital social, de 247.000 fr., est divisé en 2.470 actions de 100 fr. La propriété d'actions comporte avec elle l'obligation de faire sortir de l'usine et des magasins de la *Coopérative*, par année et par action, au moins 100 fr. de marchandises vendues par la société. Cette *Coopérative* possède une usine ou fabrique de pois cassés, une minoterie à vapeur, un commerce d'engrais de toute nature, un commerce de grains et de légumes secs et tout ce qui en découle.

membres pour s'adresser aux fournisseurs. La lenteur des cultivateurs à transmettre leurs ordres forçait le syndicat à traiter immédiatement, et par suite, à des conditions plus ou moins avantageuses suivant les circonstances ; une coopérative était nécessaire.

Loin d'absorber le syndicat dans la coopérative, on a créé celle-ci comme une annexe du premier. Cette société s'occupe désormais des achats et des ventes, laissant au syndicat la défense des intérêts professionnels de ses membres.

Seuls, les syndiqués peuvent profiter des services de la coopérative ; l'exclusion des agriculteurs étrangers au syndicat a pour effet de faciliter son recrutement et de lui laisser son autonomie.

Créée le 1<sup>er</sup> juin 1898, sous forme anonyme à capital variable, la *Coopérative de Bailleul* obéit à la loi du 24 mai 1867.

Le capital initial de 5.000 francs, divisé en 200 actions de 25 francs, émises en numéraire et entièrement libérées lors de la souscription, a été élevé, le 21 novembre 1899, à 40.000 francs ; les actions sont désormais de 50 francs. Ce changement a amené dans la société une certaine perturbation ; car ceux qui possédaient une action de 25 francs ont dû forcément la doubler ou la transférer.

Les actions sont nominatives ; les titres en sont extraits d'un registre à souche, signés par deux administrateurs, numérotés, et frappés du timbre de la société. Ces actions sont transmissibles par voie de transfert, avec agrément

des administrateurs, comme l'exige l'article 36 du Code de commerce.

Le conseil d'administration, à la tête duquel se trouvent un président et un vice-président, se compose de membres nommés en assemblée générale et choisis parmi les actionnaires possédant au moins deux actions chacun. Ces actions, frappées du timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale, servent à la garantie du mandat de leur propriétaire ; elles sont insaisissables.

Le conseil d'administration a pleins pouvoirs pour la gestion générale des affaires de la société.

Il loue les locaux nécessaires, résilie les baux, achète et vend toute espèce de marchandises, passe les traités de toute nature.

Il crée des emprunts, confère des nantissements, hypothèques ou autres garanties.

Sous sa surveillance, le directeur représente la société et exerce la gérance.

Chaque année, un commissaire fait un rapport sur le bilan et sur les comptes, et le présente à l'assemblée générale.

Celle-ci se réunit une fois l'an ; tous les actionnaires participent aux délibérations suivant une progression proportionnelle au nombre de leurs actions. Les propriétaires de 1 à 10 actions ont droit à une voix, ceux de 11 à 20 actions à 2 voix, et ainsi de suite, en ajoutant une voix par 10 actions.

L'assemblée discute les comptes ; elle fixe le taux des intérêts et les dividendes à répartir. Lorsque les bénéfices

sont supérieurs à l'intérêt du capital, on fait des remises proportionnées aux achats ; mais auparavant, on prélève 5 0/0 pour la réserve légale et la somme nécessaire au paiement des intérêts.

La *Société coopérative agricole de Bailleul* est à la fois société d'approvisionnement et de vente, et société de transformation des produits du sol.

Son but est d'acheter en gros les engrais, les semences, les aliments pour animaux, les combustibles, machines, outils nécessaires à l'agriculture et de les revendre au détail ; elle facilite aussi, entre ses membres, les échanges directs des produits de la ferme. Possédant des magasins, où elle peut entasser des stocks de marchandises considérables, et agissant directement, elle n'a plus besoin d'attendre les commandes des cultivateurs ; il lui est loisible de passer des marchés à l'avance en profitant de la fluctuation des cours.

Les opérations de cette société se sont bornées jusqu'ici à des achats dont nous relevons les chiffres dans le tableau suivant ; les ventes ont été presque nulles.

| DÉSIGNATION DES FOURNITURES |                                | 1898      |          | 1899      |           | 1900 (1)  |           |
|-----------------------------|--------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                             |                                | Quantit.  | Coût     | Quantités | Coût      | Quantit.  | Coût      |
|                             |                                |           |          |           |           |           |           |
| Engrais                     | Superphosphate. . . . .        | 20.000    | 4.202 60 | 126.600   | 7.007 25  | 200.000   | 11.685 53 |
|                             | Nitrate de soude. . . . .      | 10.175    | 1.932 95 | 110.000   | 48.315 25 | 125.000   | 23.662 50 |
|                             | Chlore de potassium . . . .    | 400       | 21 80    | 46.600    | 11.897 63 | 60.000    | 12.568 75 |
|                             | Scories déphosphatées . . . .  | 2.300     | 195      | 6.000     | 576       | 8.000     | 292       |
|                             | Sulfate d'ammoniaque d'Ecosse  | 34.000    | 8.290    | 88.000    | 23.278 75 | 40.000    | 12.110 40 |
|                             | »                              | »         | »        | 17.000    | 680 20    | »         | »         |
|                             | Sulfate de fer . . . . .       | 300       | 64 25    | »         | »         | 70.000    | 21.125    |
|                             | Sulfate gaz parisien . . . . . | 4.000     | 37 50    | 2.000     | 85        | 500       | 18 75     |
|                             | Sel dénauré. . . . .           | 66.000    | 7.206 25 | 70.000    | 7.244 60  | 80.000    | 8.569     |
|                             | Colza des Indes . . . . .      | 20.600    | 2.435    | 21.385    | 2.349 35  | 30.510    | 3.802 35  |
|                             | Tourteaux de Guzerath . . . .  | »         | »        | 10.000    | 920       | »         | »         |
|                             | » Ravison . . . . .            | »         | »        | 40.000    | 1.825     | »         | »         |
|                             | » Coprah. . . . .              | »         | »        | »         | »         | »         | »         |
| Matières alimentaires       | Tourteaux de lin . . . . .     | 28.200    | 5.217    | 80.600    | 13.565 45 | 46.555    | 10.475 25 |
|                             | Farine de lin Clevalaud. . . . | 25.000    | 4.275    | 18.300    | 3.977 70  | 23.000    | 4.247 15  |
|                             | Tourteaux de colza . . . . .   | »         | »        | 16.400    | 2.436 85  | 28.678    | 4.292 45  |
|                             | Gluten maïs. . . . .           | »         | »        | 5.013     | 764 50    | 15.100    | 2.452 25  |
|                             | Pâte de maïs . . . . .         | »         | »        | 5.000     | 160 90    | 5.500     | 186 15    |
| Semences                    | Bles de semence original . . . | 29 balles | 1.247    | 21 balles | 700       | 22 balles | 946       |
|                             | Seigle . . . . .               | »         | »        | 15.000 k. | 2.432 50  | 20.000    | 2.858 30  |
|                             | Maïs en grain . . . . .        | 20.000 k. | 2.450    | 50.000    | 6.622 70  | 52.000    | 7.460 55  |
|                             | Colza en grain. . . . .        | »         | »        | 40 hect.  | 815 45    | 2.100     | 668       |
|                             | Cameline . . . . .             | »         | »        | 500 kil.  | 65        | »         | »         |
| Divers                      | Charbon gras . . . . .         | 25.000    | 425 60   | 51.800    | 682 75    | 20.000    | 500       |
|                             | Charbon maigre . . . . .       | 55.850    | 1.003 40 | 50.000    | 4.308 85  | 37.400    | 755       |
|                             | Instruments . . . . .          | 4         | 580      | 4         | 600       | 11        | 1.800     |

(1) Le chiffre d'affaires pour l'année 1901 s'élève à 325.000 fr. environ.

La progression des chiffres ci-dessus est une preuve évidente des succès obtenus ; aussi, le zélé directeur de la coopérative, M. Béhague, cherche-t-il à donner tout le développement possible à son œuvre.

Il était question de fonder une assurance mutuelle contre la mortalité du bétail ; les administrateurs ont voulu tout d'abord diminuer les chances de pertes, en donnant au bétail une nourriture saine ; ainsi, en janvier 1901, se montait un outillage mécanique, actionné par un moteur à gaz de la force de 20 chevaux, et destiné à concasser les tourteaux, à aplatir les grains (seigle, maïs, etc.). On vient de faire l'achat de meules à farine ; les membres de la coopérative qui font eux-mêmes leur pain n'auront plus besoin désormais de recourir aux fariniers. Ils apporteront leur blé, et pour un prix minime on leur rendra de la farine. C'est un triple avantage pour le cultivateur ; car, on lui épargne des frais, on lui rend un produit indemne de tout mélange, et on lui procure pour son blé un placement rémunérateur.

La *Coopérative de Dunkerque* est une succursale de l'importante *Société coopérative agricole de la région du Nord* créée à Amiens, en 1893, par quelques membres des associations agricoles de la Somme, sur l'initiative de M. Georges Raquet.

L'organisation de la *Coopérative de la région du Nord* a été calquée sur celles de la *Coopérative agricole de la Charrente-Inférieure* et du *Syndicat agricole de Landen* (Belgique). C'est une société à capital variable, dont le capi-



tal social a été porté, par décision de l'assemblée générale du 11 février 1900, à 4.000.000 de francs, représentés par 40.000 actions de 100 francs, entièrement libérées.

Elle se compose, en outre des actionnaires, de membres adhérents, qui, moyennant une cotisation unique de 10 francs, peuvent profiter des marchés passés par la société, et toucher une part proportionnelle des bénéfices, basée sur le montant de leurs achats.

Cette puissante société s'est singulièrement développée depuis sa fondation, grâce à l'habileté et à l'énergie de son directeur général, M. Raquet ; de nombreuses succursales ont été établies dans les principaux centres (1).

Son chiffre d'affaires était en 1898 de 7.800.000 francs avec un bénéfice de 248.803 francs, et en 1899 de 9.600.000 francs avec un bénéfice de 350.407 francs (2).

Pendant l'année 1900, la succursale de *Dunkerque* faisait à elle seule pour 925.000 francs d'affaires se décomposant comme il suit :

|                             |             |
|-----------------------------|-------------|
| Machines agricoles . . . .  | 450.000 fr. |
| Tourteaux et engrais. . . . | 300.000 »   |
| Produits divers . . . . .   | 175.000 »   |

L'éloquence des chiffres nous dispense de commentaire.

Ne dérivant pas du mouvement syndical, la *Société coopérative d'Amiens* ne rentre pas directement dans notre étude ; elle méritait cependant d'attirer notre attention par les services signalés qu'elle rend à la culture,

(1) On en compte 14.

(2) Le chiffre de 10 millions a été presque atteint en 1900 et de beaucoup dépassé en 1901.

services grâce auxquels les syndicats n'éprouvent point le besoin de créer des coopératives locales.

Les succès obtenus par M. Raquet, dans sa colossale entreprise, doivent être pour lui un bien précieux encouragement, et lui donnent droit à la reconnaissance unanime des agriculteurs de la région du Nord.

## § 2. — Les sociétés de crédit agricole.

L'institution du crédit est le complément nécessaire du syndicat. Il n'est pas suffisant d'encourager les agriculteurs à appliquer les méthodes nouvelles, il faut leur faciliter les mises de fonds exigées par la culture intensive moderne. Or, le cultivateur manque le plus souvent de capitaux et ne peut s'en procurer que difficilement, en empruntant à longs termes ; car il doit attendre, pour le remboursement, le produit de sa récolte.

L'organisation du crédit agricole a pour but de fournir, à bon marché, à la culture, l'argent nécessaire à son exploitation (1).

Quel est dans les régions flamandes l'état des sociétés de crédit ?

On sera surpris d'apprendre que cette région agricole est presque totalement dépourvue de sociétés de ce genre ; deux associations seulement s'occupent de crédit ; ce sont le *Syndicat de Bourbourg*, et l'*Association de Wallon-Cappel* (2).

(1) V. Durand, *Le crédit agricole*, Paris, 1891 ; P. Choquet, *Organisation du crédit agricole*, Paris, 1899.

(2) La *Coopérative d'Amiens* a fondé une *Caisse agricole de la région*

En 1895, le *Syndicat de Bourbourg* mettait à l'étude un projet de fondation d'une *caisse de crédit*, dont les statuts étaient élaborés l'année suivante.

C'est une société en nom collectif à capital variable, où tous les associés sont solidaires. Les sociétaires ne possèdent pas d'actions, ne font aucun versement, ne reçoivent aucun dividende. Le capital se compose exclusivement de la réserve, constituée par l'accumulation des bénéfices réalisés par la caisse sur ses opérations. La société se procure les capitaux nécessaires à son fonctionnement au moyen de dépôts ou d'effets négociables ; elle peut faire réescompter les valeurs qu'elle possède en portefeuille. Les prêteurs sont remboursés dans les trois mois, selon leur volonté ou selon celle du conseil d'administration. Toutefois, en raison de la durée assez longue des prêts faits aux sociétaires (durée qui peut atteindre un an), on a pris une sage mesure. La société a le droit, si les demandes des prêteurs excèdent les fonds libres de sa caisse, de se réserver la faculté de se libérer dans l'ordre des réclamations, au fur à mesure des rentrées, dans les douze mois suivant la demande de remboursement.

La société prête seulement à ses membres, en vue d'un usage déterminé et jugé utile par le conseil d'administration, qui est tenu de surveiller l'emploi des fonds confiés aux sociétaires. L'emprunteur qui affecte les sommes empruntées à un usage autre que celui convenu est déchu du bénéfice du terme, et obligé à un remboursement immédiat.

*du Nord.* Son étude sortant du cadre de notre travail nous ne faisons que la signaler.

Les prêts sont consentis pour une durée de trois mois au moins, un an au plus ; ils peuvent être renouvelés après avis du conseil d'administration. Le taux de l'intérêt varie tous les trois mois, suivant les cours en banque. L'emprunteur est libre de se libérer avant le terme.

En échange du prêt, la société se fait souscrire un billet à ordre, une obligation civile ou une obligation hypothécaire ; elle exige toujours une garantie sérieuse, caution, gage ou hypothèque.

Elle possède un conseil d'administration, un conseil de surveillance, une assemblée générale. Un directeur et un comptable sont chargés de son fonctionnement.

Les statuts de la *Caisse de crédit du Syndicat de Bourbourg* ont été calqués sur ceux de la *Caisse de crédit du Calaisis*, qui s'est fondée en 1895 et s'est considérablement développée dès ses premières années.

La *Caisse de crédit de Bourbourg* n'a pas pris jusqu'alors l'essor de sa devancière du Calaisis ; ses membres y font rarement appel, et ses opérations sont malheureusement insignifiantes.

La *Caisse de prévoyance et de secours de Wallon-Cappel*, que nous étudierons à propos des mutualités, fait servir son capital comme caisse de crédit. Chacun des membres de cette société peut, en cas de nécessité, y emprunter jusqu'au double de la somme qu'il possède, moyennant un intérêt de 3 fr. 50 0/0. L'autorisation du bureau est nécessaire, et l'emprunteur doit fournir des gages sérieux d'honorabilité et de solvabilité.

M. Beheydt, curé de Wallon-Cappel, a réalisé, d'une fa-

çon très pratique, le premier type de caisse rurale dans cette région.

Il n'existe en réalité, dans le Nord, qu'une société de crédit agricole de quelque importance, c'est celle de *Templeuve* qui a adopté le règlement des caisses Durand (1).

Si l'on se demande pourquoi les institutions de crédit sont aussi rares dans la Flandre flamingante, on en arrive à découvrir que le fermier flamand, avec ses habitudes de travail et d'épargne, peut facilement se procurer de l'argent. Son caractère défiant lui fait craindre de compromettre ses économies ; le spectre de la solidarité illimitée l'épouvante.

Nous aimons à croire, que le crédit agricole trouvera cependant, grâce aux puissants efforts tentés, de chauds partisans qui parviendront à l'établir.

Sur l'initiative de M. Dufour, le distingué président du *Syndicat de Dunkerque*, les associations du Nord pourront bientôt créer, avec le concours du Calaisais, une banque agricole du Nord de la France, sur le modèle de la *Banque régionale des Vosges*, fondée à Remiremont par M. Méline. Cette banque sera d'une très grande utilité pour toutes les œuvres rurales de la région.

#### SECTION II.— Les sociétés d'assurances mutuelles.

Le syndicat agricole n'est pas seulement l'école du

(1) Cette caisse étant située hors de la Flandre flamingante, son étude ne peut trouver place dans ce travail.

progrès et des différentes améliorations que nous avons étudiées jusqu'ici, il est aussi celle de la prévoyance.

Les périls qui menacent les agriculteurs, sous les formes les plus diverses, sont conjurés par l'assurance.

L'assurance peut être faite par l'Etat, par une compagnie privée, ou par une société mutuelle. Sans entrer dans l'étude de l'assurance par l'Etat (rêve des socialistes), ni dans celle de l'assurance par les compagnies, toujours très coûteuse, nous nous bornerons à mentionner les tentatives d'assurances mutuelles, réalisées par les associations agricoles, et qui seules rentrent dans le cadre de notre travail.

La société d'assurances mutuelles est « une association de personnes qui, courant toutes certains risques, les mettent en commun et s'engagent à s'indemniser les unes les autres par des cotisations, si un sinistre a lieu : chaque associé jouant ainsi le double rôle d'assureur et d'assuré » (M. Chavegrin à son cours).

Dans l'assurance mutuelle, il n'y a point de somme fixe à payer, outre les frais d'administration. Lorsque les dommages sont évalués, on répartit la somme à laquelle ils s'élèvent par contribution sur la masse des valeurs assurées. Chaque membre supporte une part proportionnelle à la valeur de l'objet qu'il a assuré et à la somme qu'il recevrait, s'il était lui-même sinistré. Le principe est donc que chacun des associés contribue aux pertes de tous les autres.

A la différence des sociétés à primes fixes, qui ont pour objet d'indemniser l'assuré en cas d'accident et de réa-

liser un bénéfice résultant de l'excédent des primes sur le total des sinistres payés, les sociétés d'assurances mutuelles ne recherchent qu'à indemniser leurs membres et ne font aucune spéculation.

Les assurances mutuelles agricoles visent les risques suivants : 1° l'incendie ; 2° la grêle ; 3° la gelée ; 4° les accidents ; 5° la mortalité du bétail ; 6° la maladie.

Voyons quel développement ont eu, dans notre région, ces différentes sortes d'assurances.

§ 1<sup>er</sup>. — L'assurance contre l'incendie.

Les sociétés locales ne peuvent, sans courir à une ruine certaine, assurer les immeubles (1) ; mais l'organisation de l'assurance mutuelle contre l'incendie du mobilier agricole, des bestiaux et des récoltes, est appelée à rendre de grands services.

Les membres des *Associations des quatre cantons d'Hazebrouck* l'ont compris, et ont étudié un projet de règlement, dont les points principaux sont les suivants.

La cotisation est fixée à 5 francs par hectare exploité ; chaque adhérent paie une seule fois en entrant dans la société. La somme obtenue devra être placée à intérêts composés au compte de la mutualité.

Si l'intérêt de la somme en caisse ne suffit pas à indemniser les sinistrés, le montant sera complété par un appel de fonds fait aux adhérents, qui verseront un supplément

(1) Les portefeuilles les plus importants de la région sont ceux du Nord, du Soleil, de la Nationale, des Assurances Générales, de la Providence.



de cotisation proportionnel au nombre d'hectares qu'ils occuperont au moment du sinistre.

Le préjudice causé par l'incendie sera évalué par trois experts. L'indemnité sera payée, dans les quinze jours qui suivront la date de l'évaluation, par les intérêts du capital des cotisations d'entrée, par les intérêts des subsides obtenus de l'Etat, des départements, des communes, et par ceux des dons et legs reçus.

Pour que le droit à l'indemnité soit acquis, il faut : 1° que l'adhérent ait signé la convention ; 2° qu'il ait payé sa cotisation d'entrée ; 3° que tous ses bâtiments soient assurés à une compagnie ordinaire ou autre pour leur valeur réelle ; 4° qu'il soit assuré contre le recours des voisins.

Pour diminuer les risques, les adhérents sont obligés : 1° de construire leurs meules de récoltes à une distance de tous bâtiments qui ne peut être moindre de 100 mètres ; 2° de ne point agglomérer de meules pour une valeur de plus de 3.000 francs ; 3° de ménager entre les agglomérations au moins 200 mètres d'intervalle.

La mutualité est administrée par un bureau, dont les fonctions sont absolument gratuites.

Ces petites mutuelles, dont on va tenter l'organisation, pourraient, en attendant qu'elles aient un capital social suffisant, se réassurer à une compagnie ; à moins que tous leurs membres ne forment entre eux un capital social avec l'argent du pays. Cette dernière perspective nous paraît préférable, car la société nouvelle, ayant pour actionnaires les adhérents des différentes mutuelles locales,

serait sûre de l'avenir et servirait de garantie aux sociétés affiliées.

Aucune association de ce genre n'a été établie jusqu'alors dans la Flandre ; nous aimons à croire que l'assurance mutuelle contre l'incendie du mobilier agricole y rendra quelques services (1).

§ 2. — L'assurance contre la grêle et contre la gelée.

Les dégâts causés par la grêle et la gelée ne peuvent être efficacement conjurés par les mutuelles locales.

« La grêle, dit M. de Rocquigny, c'est le risque auquel les syndicats agricoles sont le plus impropres à pourvoir par l'organisation de mutualités spéciales. Leur sphère est trop étroite pour que les risques puissent s'y équilibrer (2). »

Seule, une grande mutuelle comme la *Ruche du Pas-de-Calais*, qui comprend toute la région du Nord, peut procurer d'assez heureux résultats ; elle compte parmi les Flamands bon nombre d'adhérents. Les syndicats doivent se borner au rôle de simples intermédiaires entre les cultivateurs et les grandes compagnies, soit en se faisant les agents de celles-ci, soit en se faisant leurs sous-agents, c'est-à-dire, en traitant avec les agents généraux des compagnies et en obtenant d'eux la concession d'une partie de leurs remises.

(1) Une caisse d'assurance mutuelle contre l'incendie du mobilier agricole est en fondation à Buysscheure près Cassel.

(2) Comte de Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, Paris, 1900, p. 330 et s.

### § 3. — L'assurance contre les accidents.

Les accidents sont rares dans la Flandre où le fermier et sa famille travaillent eux-mêmes et surveillent attentivement leurs ouvriers, avec lesquels ils sont en contact constant. Les risques étant minimes, la prime la plus basse paraît toujours élevée ; aussi, la mutuelle a-t-elle là un terrain d'action tout trouvé.

Le *Syndicat de Bailleul* a fondé en 1899 une *Caisse de secours contre les accidents du travail agricole*, au profit de ses membres et de leurs ouvriers ou employés.

Cette mutualité a pour but de rembourser à ses adhérents, dans certaines limites, les suites pécuniaires résultant : 1° d'accidents corporels survenus à eux-mêmes, aux membres de leur famille, à leurs ouvriers ou employés, pendant ou à l'occasion d'un travail agricole commandé par eux et sous leur direction ; 2° des actions en responsabilité civile intentées par les victimes ou leurs ayants droit.

L'actif de la caisse se compose :

- 1° Des cotisations versées par les adhérents ;
- 2° Des dons et legs faits conformément aux lois et aux règlements ;
- 3° Des cotisations des membres honoraires ;
- 4° Des subventions de l'Etat, du département, des communes ;
- 5° Des droits d'entrée.

Le montant de la cotisation annuelle est : de 0 fr. 50 par hectare, pour ceux des membres qui emploient un ma-

nège à cheval ou une batteuse ; de 0 fr. 45 pour les autres.

Si le cultivateur professe un métier similaire à l'agriculture ou emploie un moteur inanimé, il est tenu compte, pour le montant de la cotisation à payer, de la nature du risque supplémentaire.

Le taux de chaque cotisation ne peut être supérieur à 2 francs, mais peut être réduit, si l'état de la caisse et le nombre d'adhérents le permettent.

*Indemnités.* — *a) En cas d'accidents n'entraînant pas la mort.* — Les indemnités accordées par la caisse sont de 3.000 francs, versés en une seule fois, ou de 365 francs, versés annuellement, pour toutes les infirmités permanentes absolues (perte de la vue, des deux bras, des deux jambes).

L'infirmité permanente partielle (perte d'un bras, d'une jambe) donne droit à la victime à une somme de 1.500 fr., ou à une rente annuelle de 182 fr. 50.

L'incapacité permanente diminuant notablement et pour toujours la valeur du travail (perte d'un œil) entraîne une indemnité globale de 750 francs, ou annuelle de 91 fr. 25.

Toute incapacité de travail de plus de 5 jours pour l'ouvrier, l'employé ou une tierce personne, et de plus de 30 jours pour l'adhérent et le membre de sa famille, entraîne une indemnité de 1 franc par jour pour les premiers et de 2 francs pour les seconds.

Après 90 jours, l'indemnité est réduite de moitié, et après un an, le cas rentre dans la troisième catégorie d'incapacité permanente.

Dans les différentes catégories d'accidents, les filles, les femmes et les enfants, reçoivent les  $\frac{2}{3}$  des indemnités dues aux hommes.

ε) *En cas de mort.* — La caisse accorde à l'époux survivant non séparé, non divorcé, qui reste avec un ou plusieurs enfants légitimes, ou aux enfants légitimes représentant leurs parents, une somme de 1.000 francs, si ces enfants ont moins de 16 ans, et une indemnité de 500 francs seulement, s'ils dépassent cet âge.

La victime est-elle célibataire ou veuve sans enfants, les ascendants, frères ou sœurs âgés de moins de 16 ans, reçoivent une somme de 300 francs.

Un prélèvement de 50 francs est fait sur ces sommes, par le conseil, pour pourvoir aux frais funéraires.

La caisse couvre la responsabilité civile de ses adhérents jusqu'à concurrence de 5.000 francs, tous frais compris ; au delà de ce chiffre, elle paie la moitié du surplus sans jamais verser plus de 10.000 francs comme indemnité maxima.

La caisse est régie par un conseil d'administration, composé de 7 membres au moins, nommés par l'assemblée générale.

Le président du syndicat est président de droit.

Le secrétaire salarié du syndicat remplit les fonctions d'agent comptable.

Une commission de contrôle de trois membres au moins est nommée par l'assemblée générale, dans les mêmes conditions que les membres du conseil d'administration ; elle est chargée d'approuver les comptes.

La caisse, dissoute au 31 décembre de chaque année, est reconstituée au 1<sup>er</sup> janvier suivant.

La *Mutualité de Bailleul* a deux ans d'exercice, elle donne les meilleurs résultats.

Ses cotisations ont fourni plus de 2.000 francs ; elle a indemnisé jusqu'alors les victimes de 6 accidents pour une somme de 264 francs. L'encaisse est à ce jour de 1.836 fr., et constitue une réserve importante, étant donné la récente création de cette institution.

Tout fait espérer en sa réussite ; d'ailleurs cette société ne s'engage jamais au-dessus de son avoir : sage mesure que doivent prendre toutes les mutuelles de ce genre.

Le nouveau *Syndicat de Dunkerque* a préféré le système de l'assurance à primes fixes, et a obtenu d'avantageuses conditions de la Compagnie « le Secours ».

Moyennant une cotisation de 0 fr. 55 par hectare, déduction faite d'un dixième pour les pâtures, il assure contre tous les risques quels qu'ils soient.

Si quelqu'un est blessé au travail, sans qu'il y ait faute de la part du patron, l'assurance verse :

- 1<sup>o</sup> En cas de mort, 2.000 francs ;
- 2<sup>o</sup> En cas d'incapacité de travail, 2.000 francs ;
- 3<sup>o</sup> En cas de perte d'un membre, 1.500 francs ;
- 4<sup>o</sup> En cas de mutilation partielle grave, 1.000 francs ;
- 5<sup>o</sup> En cas de mutilation partielle peu grave, 600 francs ;
- 6<sup>o</sup> En cas de blessure dont les suites ne dépassent pas 180 jours, 2 francs par jour pour les hommes et 1 fr. 50 pour les femmes et les enfants.

Les soins du médecin et les frais pharmaceutiques sont supportés par l'assurance.

La responsabilité civile du patron, dans les cas où il est en faute, est couverte jusqu'à concurrence de 10.000 fr. par victime et de 50.000 fr. par accident.

La société répond enfin, jusqu'à 10.000 francs, des accidents corporels ou matériels, causés par le patron ou par ses ouvriers, sur son exploitation ou en cours de route, avec des chariots, voitures ou bestiaux.

Le *Syndicat de Bourbourg* a demandé que ses adhérents soient admis à bénéficier des conditions avantageuses consenties aux membres du Syndicat de Dunkerque par le « Secours » ; cette faveur lui a été accordée provisoirement.

Ce mode d'assurance donne au cultivateur une sécurité complète et lui évite toute démarche. Celui-ci n'a qu'à faire la déclaration de l'accident, et la compagnie se charge de toutes les conséquences qui en résultent. L'assuré n'a pas à courir le même aléa que dans la mutuelle, et est toujours certain du paiement de l'indemnité. Il est protégé contre les exigences de la compagnie, par le syndicat qui lui sert d'intermédiaire et de garant.

En revanche, les primes sont perdues pour les adhérents et vont grossir les bénéfices des actionnaires ; c'est ici qu'apparaît la supériorité de la mutuelle, où les frais de gestion n'existent pas, où les profits sont la propriété collective des assurés.

L'argent de la profession reste à cette profession : précieux avantage pour le cultivateur qui, obligé de s'assurer



contre des risques multiples, peut le faire à bon marché.

Les deux systèmes ont leurs qualités et leurs inconvénients, et, tout en faisant des vœux pour la mutualité, nous devons dire qu'il faut se rendre compte du milieu dans lequel on se trouve, des risques plus ou moins grands à éviter, afin de déterminer son choix à bon escient.

Les mutuelles tireraient grand profit, en se réassurant à la *Caisse mutuelle centrale* qui existe à Paris, car elles pourraient offrir à leurs membres une sécurité entière ; mais les conditions de cette réassurance sont assez onéreuses et obligeraient les petites sociétés à augmenter leurs cotisations. Aussi, comme le constatait dernièrement M. l'abbé Lemire, les syndicats locaux ont pris les mesures les plus efficaces et les plus pratiques pour notre région.

#### § 4. — L'assurance contre la mortalité du bétail.

Dans la grande culture, l'exploitant trouve intérêt à rester son propre assureur ; ses capitaux lui permettent de supporter l'aléa et, de plus, les soins d'hygiène et d'entretien, dont les animaux sont l'objet, diminuent les risques de mortalité. Il n'en est pas de même pour le petit fermier, à qui la perte d'une tête de bétail cause souvent une gêne considérable.

C'est aux mutuelles locales qu'on a eu recours pour organiser, dans la Flandre, l'assurance contre la mortalité des animaux.

Il existe trois types de ces sociétés :

1° Les mutualités à cotisations variables dans des limites déterminées ;

2° Les mutualités à cotisations proportionnelles ;

3° Les mutualités à cotisations fixes et préalables ;

1° Les *mutualités à cotisations variables dans certaines limites* fixent un maximum qu'on ne peut dépasser.

Ce sont les moins prospères et nous n'en trouvons pas d'application dans notre contrée.

2° Les *mutualités à cotisations proportionnelles*. — Dans ces mutualités, les cotisations sont payables après chaque semestre ou chaque année, et proportionnelles aux pertes à rembourser.

Une seule société, celle de Staple a adopté ce système.

La *Mutualité d'assurance contre la mortalité du bétail de Staple* a été fondée en 1897.

C'est une association professionnelle constituée conformément à la loi du 21 mars 1884.

Société communale, elle a pour but d'indemniser les pertes de bétail causées par la maladie ou par accidents ; elle assure les vaches âgées de moins de 10 ans et les veaux d'un an au moins. Pour chaque tête de bétail assurée, il est perçu une cotisation d'entrée de 2 francs.

Le propriétaire doit faire une déclaration exacte du nombre des bêtes assurées ; chacune des bêtes est examinée par des membres du bureau, et, si elle est reconnue exempte de maladie au moment de la déclaration, elle est marquée aux initiales de la société. La déclaration et la marque sont faites chaque année, en avril.

Lorsqu'une bête périt, son propriétaire la fait visiter,

en présence d'un membre du bureau, par un vétérinaire diplômé qui juge si la viande peut être consommée ou doit être enfouie.

Envisageons chacune de ces hypothèses.

α) Dans le cas où la viande est saine, elle est pesée en présence d'un membre du bureau, le poids en est réparti, entre les divers adhérents de la société, proportionnellement au nombre de bêtes assurées par chacun d'eux. Tous sont tenus de prendre leur part, au prix de 1 fr. 20, 1 franc, ou 0 fr. 80 le kilo suivant la qualité.

Celui qui ne prend pas son lot est obligé d'indemniser le propriétaire de l'animal, à raison de 0 fr. 50 le kilo de viande refusée.

Si cette viande, quoique saine, déplaît aux adhérents, le bureau juge s'il y a lieu de la répartir entre les associés ou de la vendre ; dans ce dernier cas, la viande est payée au propriétaire à raison de 1 franc le kilo, défaction faite de la somme produite par la vente.

β) La bête doit-elle être enfouie ? Le propriétaire fait peser la viande ordinairement utilisable, en présence de deux délégués du bureau, qui lui remettent une reconnaissance du poids ; le prix est fixé à 0 fr. 80 le kilo. Ainsi est évaluée l'indemnité.

Cette indemnité est payée par les intérêts du capital des cotisations d'entrée, ou fonds de réserve ; le déficit est complété par les adhérents au prorata du nombre des bêtes assurées par chacun d'eux.

Ajoutons que les indemnités de l'Etat, lorsqu'il en accorde, remplacent celles de la société.

Installée le 23 mai 1897, la *Mutualité de Staple* comptait 17 membres et assurait 261 têtes de bétail.

Elle compte aujourd'hui 20 membres, assure 317 animaux pour une valeur de 130.800 francs : 26 pertes sont survenues, d'une valeur totale de 10.300 francs, sur laquelle l'association a payé aux sinistrés 6.000 francs ; ce qui représente une indemnité de 60 0/0.

La moyenne de la cotisation a été, par tête de bétail et par an, de 1 fr. 80.

Grâce à une subvention du ministère de l'Agriculture, la société possède un fonds de réserve de 500 francs, plus un trieur estimé 340 francs. Ce système d'assurance est assez ingénieux, car le droit d'entrée sert à constituer, dès le début, un fonds de réserve, et la cotisation proportionnelle permet d'alimenter la caisse suivant les besoins. Mais nous avons à lui adresser un grave reproche, c'est que la variabilité de la cotisation jette l'adhérent dans l'inconnu, et peut lui imposer, dans des années malheureuses, de grands sacrifices.

3° Les *mutualités à cotisations fixes et préalables*. — Ce sont les plus nombreuses ; elles ont beaucoup de succès dans les Flandres. Voici quelles sont les principales mutuelles de la région.

La *Mutualité de Morbecque* date du 1<sup>er</sup> mai 1899. Ses statuts ont été calqués sur ceux de Staple.

La société éprouvée, dès son début, par quatre pertes dans le premier mois de son exercice, fit face à ses obligations ; mais peu à peu, rencontrant d'assez grandes dif-

ficultés pour écouler la viande saine des bêtes abattues, elle modifia son règlement, et remplaça, par une prime fixe annuelle de 2 francs par bête, la cotisation proportionnelle.

La *Mutuelle de Morbecque* possède une moyenne de 71 membres qui assurent 226 têtes de bétail pour une somme d'environ 90.000 francs.

Elle a perdu 23 bêtes, pour l'indemnité desquelles elle a versé aux propriétaires 2.380 fr. ; la viande a été payée 0 fr. 80 le kilo.

Le ministère de l'Agriculture lui a accordé une subvention de 1.000 francs ; grâce à ce secours précieux, elle a pu se constituer un fonds de réserve assez important.

La *Mutualité d'Ochtezeele*, fondée en février 1899, s'est constituée, elle aussi, sur le modèle de la *Société de Staple* ; elle présente à côté des règles générales certaines particularités :

1° La mutualité d'assurances est distincte de l'*Association agricole* ;

2° Elle ne se borne pas aux limites du village et admet les cultivateurs des localités voisines ;

3° La cotisation est fixe et de 1 franc par bête et par an ;

4° Lorsqu'il existe en caisse un fonds de réserve, tout nouvel adhérent doit, pour entrer dans la société, verser, en sus de sa première cotisation, une somme égale à la part qu'il aurait prise dans la constitution de ce fonds, s'il avait fait partie, dès le début, de la mutuelle. Cette clause déjoue les calculs de ceux qui voudraient entrer le plus

tard possible dans l'association, pour profiter d'une réserve à la formation de laquelle ils n'auraient pas contribué.

5° Ajoutons que la *Mutualité d'Ochtezeele*, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de ses statuts, peut créer toute autre œuvre de mutualité agricole, sans aucune formalité nouvelle.

L'indemnité est fixée suivant le mode des autres sociétés ; si plusieurs cas d'enfouissement se produisent la même année, et si la société ne peut donner au propriétaire 0 fr. 80 par kilo de viande perdue, le chiffre de l'indemnité est déterminé d'après l'état de la caisse et le nombre de pertes.

Lors de sa fondation, la mutualité comptait 14 adhérents, et assurait 150 têtes de bétail d'une valeur d'ensemble de 71.000 francs. Aucune perte totale n'est survenue ; aussi, vu la situation prospère de la caisse, a-t-on décidé, au 1<sup>er</sup> mai 1900, de donner un secours extraordinaire de 0 fr. 20 par kilo de viande saine vendue, pour engager les cultivateurs à ne pas droguer inutilement une bête malade, mais à la faire abattre pendant qu'elle est encore bonne pour la consommation. Cette décision a permis aux propriétaires des bêtes saines abattues de toucher, en sus du prix de la viande vendue aux adhérents, une somme de 40 à 50 francs par tête. Ce crédit n'a été voté que pour l'exercice de 1900 à 1901 et jusqu'à concurrence de 250 francs.

Au 1<sup>er</sup> mai 1901 (1), la mutualité avait perdu 6 bêtes ;

(1) L'exercice de la société commence en mai, époque des pâturages.

par la vente de la viande, les sinistrés ont été indemnisés de 60 0/0 environ, et la caisse a versé 366 francs. L'avoir est actuellement de 931 francs.

La *Mutuelle d'Ochtezeele*, grâce à son bon fonctionnement, accorde une indemnité moyenne de 60 0/0 de la valeur, pour chaque bête abattue, et de 30 à 40 0/0, pour tout animal enfoui.

De nouvelles mutualités viennent de se fonder à *Dunkerque*, à *Volckerinckhove* et à *Lederzeele* ; on n'a encore pu apprécier leurs œuvres, mais tout porte à croire qu'elles sont appelées à rendre de grands services.

A *Lederzeele*, la cotisation est de 1 franc par an et par animal ; un droit d'entrée de 2 francs sert à établir un fonds de réserve.

L'indemnité est fixée sur le poids de viande de la bête abattue, et payée au prix moyen de 1 franc le kilo.

A la différence des autres sociétés, cette association ne force pas ses membres à acheter une part de viande saine proportionnelle au nombre de leurs animaux assurés, et prend, pour la vente de la bête, les arrangements les plus favorables à ses intérêts.

En étudiant ces diverses mutualités, on remarque que la grande majorité a adopté le principe d'une cotisation fixe et d'une indemnité établie sur le poids de la viande. Ce système est de beaucoup préférable à la variabilité de la cotisation et à la fixation de l'indemnité sur la valeur réelle de la bête ; car, outre toutes les difficultés d'esti-



mation, on court les plus grands risques. L'animal, estimé sur sa valeur réelle, n'est pas aussi bien soigné, pour la bonne raison que plus il traîne, plus il coûte au propriétaire qui a la perspective de recevoir les  $\frac{3}{4}$  ou les  $\frac{4}{5}$  de son évaluation.

La *Mutuelle de Steenvorde* a établi une cotisation de 0 fr. 20 comme droit d'entrée, elle exige, au commencement de chaque semestre, le paiement d'une somme de 0 fr. 50 0/0 affectée au fonds de réserve et celui d'une taxe de 1 fr. 50 0/0 de la valeur du bétail.

Cette société assure 75 0/0 de la valeur des pertes ; la viande n'est pas pesée, mais estimée par expertise.

Nous ne sommes nullement partisan de cette organisation qui peut très bien fonctionner dans certains endroits, mais qui a généralement le double inconvénient de soulever des difficultés et d'exiger des comptes très compliqués.

Ce qui fait le succès des mutuelles, c'est leur simplicité ; l'expérience l'a maintes fois démontré, et le dernier congrès d'Hazebrouck, du 3 juin 1901, émettait le vœu « de faire adopter partout les statuts les plus simples et les plus pratiques ».

Nous sommes heureux de constater la situation florissante des sociétés mutuelles de la Flandre ; nous souhaitons de les voir s'unir pour former une caisse d'assurance régionale qui serait une espèce de réassurance et qui viendrait, dans les moments de crise, au secours des sociétés locales.

APPENDICE. — *Société de Prévoyance et de Mutualité contre la mortalité du bétail de Wallon-Cappel* (1).

Cette mutualité, la plus intéressante de toutes, se rapproche beaucoup des caisses d'épargne, des caisses rurales de crédit et des coopératives d'achat ; elle participe de chacune de ces institutions.

Son but est de faciliter et d'utiliser l'épargne, de créer entre fermiers un fonds de prévoyance destiné à leur fournir l'argent nécessaire, à les indemniser en cas de perte de bétail, et enfin à acheter des instruments aratoires.

La devise est la suivante : « Prévoyance pour le capital, mutualité quant aux intérêts. »

Le fonds de prévoyance est constitué par le versement, aux réunions mensuelles, d'une somme de 0 fr. 50 par tête de bétail assuré. Ainsi se forme une caisse, dont le *capital* et les *intérêts* ont un emploi très différent.

Le *capital* reste la propriété de celui qui l'a versé ; il lui sert de caisse d'épargne et est pris en charge par le trésorier, qui paie un intérêt de 3 0/0. A chaque réunion mensuelle, la société a le droit de décider tout autre mode d'emploi et de fructification de ce capital, qui peut être placé, ou servir à faire des prêts à ses membres ; il ne faut pas oublier que la société joue le rôle de *caisse rurale*, comme nous l'avons vu en traitant du crédit agricole.

Enfin, cet argent peut être utilisé à acheter des instru-

(1) Nous avons réservé cette place à la Société de Wallon-Cappel, car elle présente un caractère très original.

ments, qui appartiennent à l'association, et sont donnés en location à tous les fermiers qui en font la demande. La somme retirée de la location des instruments est affectée en partie, dans la proportion d'un tiers, à leur paiement ; le surplus vient grossir les intérêts de la caisse.

Cette sorte de coopérative d'achat fait des opérations très fructueuses. Un semoir, un trieur et une arracheuse de betteraves, achetés pour le prix de 528 fr. 30, sont en voie d'amortissement. Dès que l'arracheuse, qui n'a coûté que 50 francs, aura rapporté cette somme, le produit de son travail contribuera à couvrir les frais d'achat du semoir et du trieur. Grâce à cet ingénieux procédé, les instruments se seront payés eux-mêmes au bout de quelques années et travailleront pour le profit de la caisse.

Comme on l'a dit très judicieusement : « la société, en même temps qu'une bonne action, fait une bonne affaire. »

Les *intérêts* constituent seuls les indemnités attribuables à ceux qui ont eu des accidents dans leurs animaux. La caractéristique de la *Caisse de prévoyance et de secours de Wallon-Cappel*, c'est que, contrairement à ce qui se passe en général, le capital n'est employé à aucune œuvre de mutualité proprement dite : les intérêts seuls sont communs.

Cette assurance d'un nouveau genre a pour but, non pas tant de donner une forte indemnité, que de procurer, à l'adhérent sinistré, le moyen de remplacer immédiatement la bête perdue ; c'est en cela que consiste l'œuvre de prévoyance.

Lorsqu'un accident se produit, si la viande est inutilisable, le propriétaire a le droit de retirer, de son capital versé dans la caisse, une somme équivalente aux  $\frac{2}{3}$  de la bête abattue. A la fin de l'année, il reçoit une indemnité *prise sur les intérêts* et calculée d'après les sinistres éprouvés ; cette indemnité ne peut jusqu'alors dépasser le cinquième de la perte subie.

Dans le cas où l'animal est reconnu propre à la consommation, l'écoulement s'en fait comme dans les autres mutuelles ; et bien souvent même, on en trouve dans le village un placement facile. Deux exemples feront mieux comprendre le fonctionnement de cette institution.

Une bête reconnue bonne est abattue en 1900 ; la viande est entièrement débitée dans la commune, sans que la société soit obligée d'intervenir.

Une autre, quelques jours après, est condamnée comme anémique, et le propriétaire n'en retire aucun profit, si ce n'est le prix de la dépouille. La société estime que l'animal valait avant la maladie 350 francs ; elle permet à l'adhérent de prendre, sur son capital versé, les  $\frac{2}{3}$  de la valeur de la bête, soit 240 francs ; en fin d'exercice, les sinistres ayant été rares, on donne au propriétaire une indemnité de 70 francs, soit le cinquième de la perte subie. La prévoyance et la mutualité permettent au sinistré de compléter son étable sans avoir recours à aucun emprunt.

Accordons à cette société quelques nouvelles années d'expérience, et grâce à l'augmentation du capital, elle

pratiquera, avec *ses seuls intérêts*, la véritable assurance contre la mortalité du bétail (1).

C'est avec une réelle satisfaction que l'on constate les bons effets produits par ces mutuelles, au point de vue non seulement économique, mais social.

Il suffit qu'elles se créent dans un pays, pour être le point de départ d'une plus grande entente entre les cultivateurs ; tous en retirent le plus grand profit, et il n'est pas jusqu'aux ouvriers qui ne demandent à assurer leur chèvre ou le porc qu'ils engraisent.

Si ces œuvres prenaient un développement suffisant, tous les intérêts seraient communs, et l'on verrait disparaître cette plaie qui ronge notre société moderne, et que l'on nomme l'individualisme.

C'est le but qu'a poursuivi, avec le dévouement qui le caractérise, M. Beheydt, curé de Wallon-Cappel ; il a voulu donner à cette société un champ d'action varié, en

(1) Voici les résultats des deux derniers exercices de cette année.

*Exercice 1898-1899.*

|         |                                                        |                  |
|---------|--------------------------------------------------------|------------------|
| Capital | En caisse argent, . . . . .                            | 966 fr. 25       |
|         | Instruments, part non amortie. .                       | 484 » 60         |
|         |                                                        | <hr/> 1.450 » 85 |
|         | Somme rendue à un sinistré sur son capital.            | 200 »            |
|         | Indemnité accordée . . . . .                           | 56 »             |
|         | Intérêts en caisse au 1 <sup>er</sup> octobre 1899 . . | 46 » 18          |

*Exercice 1899-1900.*

|         |                                                         |               |
|---------|---------------------------------------------------------|---------------|
| Capital | En caisse au 1 <sup>er</sup> octobre 1899 . .           | 1.450 fr.     |
|         | Sommes versées en 1900 . . . .                          | 740 »         |
|         |                                                         | <hr/> 2.191 » |
|         | En caisse au 1 <sup>er</sup> octobre 1900 . . . . .     | 240 »         |
|         | Somme rendue à un sinistré. . . . .                     | 70 »          |
|         | Indemnité accordée. . . . .                             | 42 »          |
|         | Intérêts en caisse au 1 <sup>er</sup> octobre 1900. . . |               |

la dotant d'un règlement très large, grâce auquel elle peut créer toutes les institutions bienfaisantes.

§ 5. — Sociétés de secours mutuels à la campagne.

L'assistance mutuelle et professionnelle des malades, des vieillards et des orphelins, est une fonction normale des syndicats agricoles. M. Emile Duport, le distingué président du *Syndicat de Belleville-sur-Saône* (Rhône), a formulé le premier ce principe, dont il a fait l'heureuse application.

« Le groupement professionnel, dit M. de Rocquigny, n'est pas seulement destiné à faciliter aux cultivateurs l'exercice de leur industrie ; il doit encore et surtout les aider et les apprendre à s'aider eux-mêmes dans les besoins et les misères de leur rude existence : il doit leur enseigner la prévoyance, en mettre les agents à leur disposition, et compléter la pratique de la prévoyance individuelle, par l'organisation de l'aide mutuelle ou collective (1) .

Les sociétés de secours mutuels sont donc une œuvre agricole, une œuvre humanitaire, en même temps qu'une œuvre de sagesse ; par elles on s'attache l'ouvrier des champs, et on entrave la désertion des campagnes.

Si la Flandre est par excellence le pays du travail, elle n'est pas pour cela à l'abri de la misère, que certains hommes d'action se sont efforcés de combattre. M. Del-

(1) Comte de Rocquigny, *Syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 351.

becq, maire de *Borre*, a fondé l'an dernier dans cette localité une société de secours mutuels qui compte déjà 75 membres ; la caisse de cette société a distribué, au cours de sa première année, 187 francs à titre d'indemnités de chômage et de maladie, plus 70 francs, pour les soins du médecin et les frais pharmaceutiques. Un semblable début fait bien augurer de l'avenir.

Nous n'aurions garde d'oublier l'*Union catholique des familles chrétiennes de Renescure*, qui est la société la plus importante de la Flandre.

Les cotisations sont de 0 fr. 40 par mois, et de 0 fr. 80 si les membres sont abonnés au médecin. Les indemnités, accordées en cas d'incapacité de travail, sont de 1 fr. 50 par jour, pendant 90 jours, et réduites de moitié après ce laps de temps.

Cette société fonctionne et se développe à la satisfaction générale ; les chiffres suivants en fournissent la preuve.

En 1898 : 380 journées de travail ont été indemnisées pour la somme de 583 fr. 50.

En 1899 : 408 journées de travail ont été indemnisées pour la somme de 622 fr. 15.

En 1900 : 443 journées de travail ont été indemnisées pour la somme de 665 fr. 50.

La *Société Saint-Gohard* fait goûter à Arnèke tous les bienfaits de la mutualité.

La *Mutualité contre la maladie des ouvriers de Lederzeele*, qui ne fonctionne que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1904, compte déjà 64 membres dont 35 hommes.

La cotisation est pour ceux-ci de 2 francs par an, paya-



bles par trimestre ; l'indemnité accordée en cas de maladie est de 1 franc par jour.

Les femmes et les jeunes gens peuvent faire partie de la société, moyennant un versement annuel de 1 franc, et reçoivent un secours de 0 fr. 50 par jour de maladie.

Si l'indisposition se prolonge au delà d'un mois, le bureau se réunit et fixe l'indemnité.

Alimentée par les cotisations et les dons des membres honoraires, la caisse se compose de 315 francs ; les secours distribués ont été jusqu'alors de 65 francs.

Nous ne pouvons examiner toutes les sociétés de secours mutuels de cette région ; nous avons cité les plus importantes, et nous nous estimerons trop heureux si, en mettant en relief leurs initiatives, nous inspirons à quelque dévouement l'idée de les imiter.

La question des caisses de retraite est pendante devant le Parlement ; d'après le projet en discussion, l'ouvrier paierait 0 fr. 05, 0 fr. 10 et 0 fr. 15 par jour ; le patron débourserait la même somme, et des pensions de vieillesse et d'invalidité résulteraient de ces versements : l'Etat majorant, le cas échéant, par une subvention, les pensions d'invalidité.

L'application d'une semblable loi grèverait l'agriculture de charges importantes ; or il ne faut pas oublier que le prix de la main-d'œuvre augmente, tandis que la rémunération des produits diminue.

Nous espérons que les syndicats agricoles, qui sont en ce moment consultés au sujet de ce projet, seront unanimes à le repousser.

Pourquoi ne pas laisser à l'association libre le soin de constituer ces caisses par la mutualité, avec l'aide et l'encouragement de l'Etat et sans sa surveillance? Ce service se rattacherait normalement à ceux rendus déjà par les sociétés de secours mutuels, dont il augmenterait le rôle et l'influence.

Le congrès des associations d'Hazebrouck émettait dans sa dernière séance, au sujet des caisses de retraite, des vœux très pratiques, dont nous détachons les deux plus importants, à savoir :

1° Qu'il soit réservé 1/10 des primes accordées dans les concours agricoles, pour être donné, sous forme de livrets de caisse d'épargne, aux ouvriers les plus méritants du pays, lesquels seraient désignés par les associations locales ;

2° Que les syndicats eux-mêmes fassent un prélèvement sur leur avoir, pour être distribué, de la même manière, aux ouvriers agricoles.

De quelque façon qu'on envisage cette question des retraites, nous pensons que l'association seule peut lui donner la meilleure solution.



## DEUXIÈME PARTIE

### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES FLANDRES BELGES

L'étude des associations agricoles des Flandres belges sera divisée en deux titres. Sous le titre premier, nous exposerons la législation à laquelle elles se trouvent soumises; puis, sous le titre second, nous examinerons ces institutions en elles-mêmes.

#### TITRE PREMIER

##### LÉGISLATION BELGE CONCERNANT LES ASSOCIATIONS AGRICOLLES

La Belgique avait vu la liberté d'association supprimée par l'importation des lois françaises de la Révolution et, notamment, de la loi Chapellier.

La Constitution belge du 7 février 1831 rétablit cette liberté, en proclamant dans son article 20 : « Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive. »

Ce droit devait rester à l'état platonique, car, en le reconnaissant, on n'avait rien fait pour en assurer l'exercice.

Une loi du 18 mai 1873 (modifiée par celle du 22 mai 1886), régissant les sociétés commerciales, contenait certaines règles spéciales aux associations à capital variable.

En 1884, le 15 avril, dans le but d'encourager les associations existantes, le législateur autorisait la Caisse générale d'épargne à utiliser une partie de ses fonds, en les mettant à la disposition des cultivateurs. Cette loi fut complétée par celle du 21 juin 1894, qui vint permettre à la Caisse d'épargne de faire des prêts aux sociétés de crédit agricole.

Cette législation, malgré ses heureuses dispositions, était insuffisante ; les associations, n'ayant pas de capacité juridique, ne pouvaient vivre et se développer ; alors s'est posée la question de la constitution des *Unions professionnelles*, que devait résoudre la loi du 31 mars 1898.

La législation des associations agricoles de Belgique comprenant trois lois fondamentales, nous consacrerons à chacune de celles-ci un chapitre spécial.

Le chapitre premier sera réservé à l'étude de la loi du 31 mars 1898, qui est de beaucoup la plus importante ; le chapitre second contiendra l'exposé de la loi du 23 juin 1894 (complétée par celle du 19 mars 1898) sur les sociétés mutualistes ; et enfin, le chapitre troisième comprendra l'étude des titres des lois de 1873 et 1886 relatifs aux sociétés de capitaux (1).

(1) Nous rappelons que, suivant ce que nous avons dit au début de

Quant aux autres textes spéciaux, nous les étudierons dans le titre second, en parlant des institutions auxquelles ils s'appliquent.

ce travail, nous ne faisons qu'un exposé sommaire des diverses dispositions légales, destiné uniquement à faciliter l'étude des institutions auxquelles elles s'appliquent.

## CHAPITRE PREMIER

LOI DU 31 MARS 1898 SUR LES UNIONS PROFESSIONNELLES (1).

Suivant l'exemple de l'Angleterre et de la France, la Commission du travail de Belgique résolut, en 1886, de donner aux unions professionnelles la personnification civile. Son rapporteur M. Prins s'exprimait ainsi : « C'est en créant des associations pour la défense de ses intérêts professionnels, c'est-à-dire en s'organisant à tous les points de vue de l'éducation professionnelle, de l'assistance, de la conciliation, de l'information, de la coopération, que le travailleur peut espérer améliorer sa situation. Toutefois, la liberté et le droit commun ne sont pas suffisants pour ces associations. Elles ont besoin, pour réaliser leur but, de la personnification civile. C'est le rôle des pouvoirs publics de la leur accorder (2). »

C'est à la suite de ce rapport que fut adopté un avant-projet libéral, accordant la personnification à toutes les associations sans distinction.

Parmi les projets qui suivirent, citons, en 1889, celui de M. Lejeune, ministre de la justice, qui s'inspire des

(1) Nous nous sommes inspiré, pour l'étude de cette loi, de l'intéressant ouvrage de M. Théate sur « Les Unions professionnelles », extrait de la *Revue pratique des sociétés civiles et commerciales*, Bruxelles, 1899.

(2) *Commission du travail*, Belgique, t. 3, p. 54 et suiv.



idées de la Commission du travail (1), et la proposition faite par MM. Ninauve et Vandervelde à la Fédération des avocats belges (proposition comprenant la suppression de l'article 340 du Code pénal (2), la répression des atteintes à la liberté d'association, et réclamant la personnification civile des unions, en même temps que l'intangibilité de leur avoir social).

M. Lejeune voit son projet disparaître en 1894 avec le Parlement. Son successeur, M. Begerem, reprend alors la proposition Ninauve et Vandervelde, et soumet à la section centrale, transformée en commission spéciale, un projet tendant à l'abolition partielle de l'article 340, autorisant le commerce et accordant la personnalité civile aux Fédérations (3). La commission spéciale reconnaît aux associations l'existence civile, mais elle se laisse influencer par le projet de MM. Baudoux et Lambert qui, au nom du Comité central des industriels, veulent appliquer aux syndicats ouvriers la forme coopérative, avec par-

(1) *Doc. parl.*, 1888-1889, n° 287.

(2) Art. 340 du Code pénal belge. « Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute prescription quelconque, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler.

« Il en est de même de tous ceux qui, par des rassemblements près des établissements où s'exerce le travail, ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, auront porté atteinte à la liberté des maîtres et des ouvriers. » Ce texte a remplacé en Belgique, en 1867, les articles 414 et suivants de notre Code pénal.

(3) *Doc. parl.*, 1894-1895, n° 4.

tage de l'avoir social, durée limitée des associations, publicité des listes des membres. Elle prend certaines de leurs exigences, et, après avoir refusé aux associations le droit de faire le commerce, elle rétablit l'article 340 (1).

M. Begerem, abandonnant les idées émises en 1894, adopta le projet de la Commission qui, sauf quelques modifications, fut consacré par le Parlement.

La loi de 1898 vint organiser la capacité juridique des unions professionnelles. A ce propos, les chefs des principaux partis discutèrent sur la nature de la personnalité civile. Nous n'entrerons pas dans cette controverse ; nous constatons seulement que l'article 1 statue : « Les unions professionnelles jouissent de la personnification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi. »

Le but de la loi est exprimé dans ce texte qui donne aux associations, jusque-là simplement permises, leur moyen d'existence, c'est-à-dire une organisation (2).

#### SECTION I. — Composition de l'Union.

L'union professionnelle est formée entre personnes exerçant dans l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les professions libérales à but lucratif, soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

(1) V. rapport de M. Sadeleer, *Doc. parl.*, 1896-1897, n° 155.

(2) Nous étudions spécialement la loi de 1898 au point de vue agricole, le seul qui nous intéresse dans ce travail.

Disons, en passant, que les professions libérales, grâce à leurs réclamations, ont obtenu de figurer dans le texte et de bénéficier de ses faveurs. Ce terme « profession libérale à but lucratif » a besoin d'explication, car il pourrait paraître choquant, surtout lorsqu'il s'agit d'une union professionnelle (association de laquelle est bannie toute idée de lucre). Il faut entendre par là toute profession libérale, dans laquelle la préoccupation d'un gain à réaliser entre dans l'intention de celui qui l'exerce. L'épithète (à but lucratif), donnée par le législateur, n'a d'autre effet que d'écarter toutes les associations scientifiques, littéraires, etc. dans lesquelles n'apparaît pas le lien professionnel.

Toutes les personnes exerçant la profession d'agriculteur ou des professions similaires, le même métier ou des métiers concourant à la production de la terre, peuvent faire partie d'une union professionnelle agricole.

Ainsi, les propriétaires, qu'ils exploitent ou non par eux-mêmes, les fermiers, les métayers, peuvent composer une union de ce genre. Il en sera de même de leurs ouvriers, puisqu'ils concourent à la production du sol. On ne devra pas y admettre, par contre, les maréchaux, charçons, qui, bien que travaillant pour procurer à l'agriculture les instruments nécessaires à la production, s'adonnent à des métiers différents.

Toutes les personnes travaillant à la culture peuvent donc faire partie d'une union professionnelle agricole ; et cela, sans aucune formalité. Cependant, les mineurs de 16 ans et les femmes mariées peuvent en être empêchés

par l'opposition de leur tuteur ou de leur mari, notifiée au directeur de l'union ou à son délégué. Cette disposition a été prise par le législateur belge dans l'intérêt de l'autorité paternelle et maritale, mais elle comporte un attermoisement. Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre cette opposition devant le juge de paix, qui statue définitivement.

Les actes relatifs à cette procédure sont exempts du droit de timbre, et enregistrés gratuitement. Tous les intérêts sont ainsi sauvegardés.

Quelle est la situation des étrangers vis-à-vis des unions professionnelles ?

La Constitution de 1831 reconnaissait aux Belges le droit d'association. La Commission du travail de 1886 semblait vouloir s'en tenir là, mais finit par admettre dans les syndicats reconnus, et dans la proportion minime d'un dixième, les étrangers ayant au moins deux ans de résidence. C'était un premier pas, mais le résultat paraissait insuffisant, en face de la libéralité de la loi française de 1884. N'allait-on pas engager les autres législations à user de représailles contre les nombreux ouvriers belges qui sont forcés de s'expatrier ? Poussé par cette crainte, le législateur a supprimé toute condition, et a ouvert aux ouvriers étrangers les portes de l'association (1).

Les membres actifs de l'union doivent être au nombre de 7 au minimum ; règle commune aux sociétés anonymes et aux coopératives, et qui a pour but d'éviter que

(1) Nous verrons qu'il n'en est pas tout à fait de même pour la direction.

deux ou trois personnes ne tentent, en fondant une association fictive, de profiter des avantages de la personnification civile.

L'union peut compter dans son sein des membres honoraires, même non professionnels, dans une certaine mesure.

Il était sage d'admettre dans les unions, des gens dont les loisirs, les connaissances, la fortune, pouvaient faire de précieux auxiliaires ; et la loi belge est, sur ce point, supérieure à la nôtre, qui a gardé en la matière un silence regrettable. Mais il fallait conserver à l'association son caractère professionnel ; il fallait ne pas la laisser envahir et détourner de son but pour servir les ambitions humaines : de là, des restrictions. Le nombre des membres honoraires ne doit pas dépasser le quart du nombre des membres effectifs. De plus, ne peuvent faire partie d'une union en qualité de membres honoraires : 1° ceux que la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'être administrateurs des sociétés mutualistes reconnues (1) ; 2° les débitants de boissons, qui doivent, pour obtenir leur admission, justifier qu'ils ont exercé pendant 4 ans au moins la profession agricole (art. 3, alin. 4 et 5). Le législateur, en exigeant cette condition, a voulu éviter que l'union ne devienne pour ses membres une cause de débauche, de perversion et de ruine, au lieu de leur servir d'instrument de progrès.

(1) V. ce texte plus loin.

SECTION II. — **Objet des Unions professionnelles.**

L'union est une association formée exclusivement pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de ses membres. Que faut-il entendre par là ?

L'étude des travaux parlementaires nous montre que de violents débats se sont engagés à la Chambre des représentants, sur le point de savoir quel serait l'objet de ces unions.

Le projet de M. Begerem en 1894 était ainsi conçu : « Les unions jouissent de la personnification civile dans les limites et sous les conditions qui résultent de la présente loi, sans préjudice aux dispositions relatives aux sociétés commerciales ou autres, dont elles prendraient le caractère » (art. 1<sup>er</sup>).

Certains députés en concluaient que les unions pouvaient faire le commerce, sans avoir besoin de suivre la législation de 1873.

Loin de là était la pensée de M. Begerem ; aussi, devant cette fausse interprétation, proposait-il de supprimer la disposition finale de son article 1<sup>er</sup>, et de la remplacer par l'énumération de quelques opérations permises aux unions, et dépouillées de leur caractère commercial grâce à une fiction de non-commercialité (1).

C'est alors que MM. Helleputte, de Brocqueville, Car-

(1) C'est cette énumération que nous trouvons dans l'article 2 de la loi.

tuyvels et quelques autres, proposèrent l'amendement suivant : « Chaque union peut, dans les limites fixées par la loi, faire tous les actes que comporte son objet, tel qu'il est déterminé par ses statuts.

« En matière d'actes de commerce, ses droits sont limités comme suit :

« L'union peut faire les actes de commerce qui se rapportent à l'exercice de la profession pour laquelle elle est constituée. »

Ce que demandait M. Helleputte, c'était que les membres de l'union pussent trouver, dans cette institution, tous les avantages de la coopération, sans qu'il leur fut besoin de se soumettre à la loi de 1873. L'union devait avoir le droit de faire tous les actes qui relèveraient de la profession, quelle que fût leur nature juridique.

A cette seule condition, on pouvait, selon les partisans de ce système, reconstituer la profession, et, en mettant l'instrument de production aux mains des travailleurs, enrayer les conséquences du régime économique qui avait amené la dissociation actuelle du capital et du travail (1). M. Vandervelde, se ralliant aux idées de M. Helleputte, vint déposer un second amendement ainsi conçu : « Les unions professionnelles peuvent, si leurs statuts les y autorisent :

« 1<sup>o</sup> Acheter pour revendre, louer et prêter à leurs membres, les matières premières, semences, engrais, bestiaux, ustensiles, machines et autres instruments, et, en géné-

(1) *Doc. parl.*, Ch. des rep., 1896-1897, pp. 2157, 2422, 2432.



ral, tous les objets propres à l'exercice de la profession ou métier de ces membres ;

« 2° Conclure les conventions et notamment les achats et les ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers de chômage ou de production. »

M. Vandervelde désirait autoriser les unions à faire le commerce ; elles auraient pu, selon lui, établir des boucheries, laiteries, distilleries, sucreries, même avec des étrangers ; elles auraient profité des bénéfices réalisés pour se perfectionner et étendre leur champ d'action (1).

Enfin, un amendement proposé par M. Denis dans le même sens comportait :

« Que les unions professionnelles d'ouvriers pussent organiser dans leur sein la prestation collective du travail... pour toutes les entreprises auxquelles elles s'appliquent.

« Que toutes ces unions professionnelles pussent participer à la formation des sociétés coopératives, prévues par la loi de 1873 ; et en conséquence, que leurs fonds, autres que ceux affectés par leurs statuts à certains emplois, pussent être placés dans ces sociétés... (2). »

Les propositions de MM. Vandervelde et Denis furent repoussées ; seule subsista celle de M. Helleputte, soutenue par les partisans du Bøerenbond de Louvain.

Le gouvernement combattit violemment ce contre-projet, qui innovait dans une matière consacrée par une loi commerciale.

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1896-1897, pp. 2473 et 2491.

(2) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 123 et suiv.

C'était, à ses yeux, faire œuvre fatale pour les syndiqués, dont les intérêts individuels allaient se trouver absorbés par ceux de l'association : c'était exposer les ressources des unions, composées de cotisations, à être englouties dans des opérations commerciales. Cette œuvre, fatale pour les associés, ne l'était-elle pas aussi pour les tiers, qui n'auraient pas trouvé une sécurité suffisante dans l'organisation des unions ?

Permettre aux unions de faire le commerce, c'était renoncer à toutes les exigences que la loi commune impose aux sociétés dans un but d'intérêt général ; c'était compromettre les unions elles-mêmes et les dénaturer, en les engageant dans des spéculations, et dans les idées de lucre inhérentes au commerce.

Pourquoi un tel bouleversement des lois, et pourquoi provoquer d'aussi néfastes conséquences, quand il était aussi simple de fonder, à côté de l'union, une société spéciale qui, se conformant à la loi de 1873, pourrait à son gré faire tous les actes de commerce désirables ? M. Hel-leputte réfuta pied à pied tous ces arguments, mais ne put rallier la majorité, qui refusa aux unions professionnelles la faculté de faire le commerce.

Le système du gouvernement qui fut enfin adopté comporte :

- 1° L'interdiction aux unions de faire le commerce ;
- 2° La faculté laissée aux associés de créer, en dehors de l'union, des sociétés commerciales ayant une existence distincte ;
- 3° L'autorisation, donnée aux unions, d'accomplir cer-

tains actes déterminés, qui, grâce à la fiction de non-commercialité, conservent vis-à-vis de l'union le caractère civil.

Nous les étudions en parlant de la situation juridique des unions.

La défense de faire le commerce est la première application du principe restrictif de l'article 2 ; en voici une seconde.

C'est la limitation du rôle d'assistance mutuelle des unions professionnelles aux secours de grève et de chômage.

Le projet de loi présenté par M. Begerem contenait, à côté des mots « intérêts professionnels », celui d'« économiques » : ce qui devait permettre aux unions de créer dans leur sein une foule d'institutions, destinées à améliorer la situation matérielle de leurs membres.

Mais, comme ce terme faisait croire à certains que les unions pouvaient faire le commerce, le gouvernement en obtint la suppression.

En résultait-il que les unions ne devaient pas faire de mutualité ? Nous sommes ici au vif de la discussion.

Le gouvernement posait le principe suivant : c'est qu'il voulait restreindre aux limites de l'intérêt professionnel la loi sur les unions ; il était donc impossible de leur laisser faire œuvre de mutualité (1).

De leur côté certains députés, M. Carton de Wiart entre autres, proposaient le maintien du mot « économiques »,

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 132, 140 et suiv.

de façon à permettre aux unions d'organiser la mutualité, de créer des caisses de secours mutuels. A l'appui de leur opinion, ils démontraient que l'on devait chercher à relever le niveau intellectuel et moral des travailleurs, et augmenter leurs ressources, par l'assurance contre les maladies, les accidents, etc. et par l'organisation de l'épargne (1). Le gouvernement tint bon, en arguant de ce que la mutualité avait sa législation distincte, de ce que ses fonds ne devaient pas être confondus avec ceux des unions et exposés ainsi à se trouver engloutis. Montrant enfin la facilité avec laquelle on pouvait établir à côté des unions, à titre d'annexes, des sociétés mutualistes, il parvint à faire rejeter par le Parlement le mot « économiques ».

Ces débats peuvent servir à prouver le sens des termes « intérêts professionnels », en face desquels nous nous trouvons. Ce sont les intérêts des membres de l'union en tant qu'adeptes d'une profession : telles en agriculture, les questions de vente des produits, de tarifs douaniers, etc. ; il faut bien se garder d'étendre l'interprétation au delà de ces limites.

Une liste des opérations, dont le libre exercice est laissé aux unions, eût été nécessairement incomplète ; le ministre de l'industrie et du travail, M. Nyssens, a voulu cependant citer, à titre d'exemple, certains actes rentrant dans la compétence des unions. Ainsi :

« Détermination et organisation des meilleures et des

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 494 et 495.

plus productives conditions du travail : par l'étude en commun de ces règles et de ces conditions ; par l'organisation et le développement de l'enseignement professionnel ; par la création de bibliothèques, de champs d'expérience . . . . .

« Assurances contre le chômage et la grève ; placement des ouvriers ; bourses de travail, bourses de voyage pour les ouvriers qui vont travailler à l'étranger (1). »

Voilà quelques-unes des opérations permises aux unions, puisqu'elles sont des œuvres d'intérêt professionnel.

Il est bien évident que les unions doivent rester complètement étrangères aux questions politiques, qui sont pour elles des ferments de discorde. Mais, il ne s'ensuit pas que ces associations ne puissent intervenir dans les questions qui, tout en touchant à la politique, intéressent la profession qu'elles défendent.

Les unions professionnelles agricoles ont donc le droit de se préoccuper des mesures législatives ou des arrêtés qui accorderaient à certains produits étrangers (bestiaux, marchandises) l'entrée du royaume en franchise ; car, pareil fait pourrait établir une concurrence désavantageuse aux membres dont elles soutiennent les droits. Elles ont aussi la faculté de patronner, aux élections des Sociétés provinciales d'agriculture, les candidats les plus aptes à protéger la culture.

Elles ne sortent nullement de leur rôle dans cette im-

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 541.

mixture, car elles sont les gardiennes des intérêts professionnels.

### SECTION III. — Constitution de l'Union.

Deux conditions sont requises pour la constitution d'une union professionnelle. Ce sont :

- 1° Les mentions que doivent contenir les statuts ;
- 2° L'entérinement de ces statuts par le Conseil des Mines.

#### § 1. — Mentions des statuts.

Aux termes de l'article 4, les statuts doivent mentionner :

- 1° La dénomination de l'union et du lieu de son siège ;
- 2° Son objet ;
- 3° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres.

Si les unions sont libres d'exiger telle ou telle condition de ceux qui veulent entrer dans leur sein, il est loisible aux membres d'en sortir à leur gré. L'association ne peut réclamer au démissionnaire que la cotisation échue et la cotisation courante. Cette clause, que nous avons trouvée dans la loi française, est une excellente sauvegarde de la liberté individuelle.

4° L'organisation de la direction de l'union et de la gestion des biens, le mode de nomination et l'étendue des pouvoirs des directeurs ou gérants ;

5° Le terme du mandat des personnes chargées de la direction et de la gestion (terme qui ne doit pas excéder 4 ans) ;

6° Le placement des fonds, qui ne peuvent jamais être employés en parts ou actions de sociétés commerciales,

7° Le mode de règlement des comptes ;

8° La procédure à suivre pour la modification ou la révision des statuts, ou pour la dissolution de l'association ;

9° Les sanctions édictées par l'union pour faire respecter son règlement ;

10° L'engagement de rechercher, d'un commun accord avec la partie adverse, les moyens d'aplanir, par la conciliation ou l'arbitrage, tout différend intéressant l'union et ayant trait aux conditions du travail.

On doit enfin annexer aux statuts :

1° La liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction ou la gestion des biens ; 2° une déclaration, signée des directeurs, et attestant que l'union est formée, en ce qui concerne les diverses catégories de ses membres, conformément aux articles 2 et 3.

## § 2. — Entérinement des statuts par le Conseil des Mines.

Suivant le premier projet de la Commission du travail, un bureau spécial devait enregistrer l'acte de naissance de l'union. C'était à peu de chose près le système français.

Le projet Begerem proposait d'y substituer la publication dans le *Moniteur* et dans les greffes.

Tel ne fut pas l'avis de la commission spéciale qui, voulant assurer l'application de la loi, exigea que la constitution de l'union fût examinée par le Conseil des Mines (1).

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 75 et suiv.



On avait ainsi une juridiction unique, indépendante du gouvernement. On décida que l'organisation de ce conseil et le mode de son fonctionnement seraient, pour la circonstance, déterminés par arrêté royal.

Mais quel devait être le rôle de ce corps administratif ? Serait-il une simple commission d'entérinement ou une juridiction contentieuse ?

La loi elle-même en a déterminé la nature. C'est, nous dit-elle, une commission d'entérinement, siégeant au nombre de trois membres.

Après la vérification de la constitution et l'entérinement des statuts, l'union jouit d'une existence juridique.

Le Conseil des Mines joue en Belgique, vis-à-vis des unions, le rôle de l'agent *Registrar* en Angleterre, vis-à-vis des *Trade's Unions*.

Supposons un instant que le règlement de l'union, dûment entériné, ne soit pas conforme à la loi : quelle sera alors la situation de cette association ? La question revient à se demander si l'entérinement donne, d'une manière définitive, la personnification civile, ou si les tiers peuvent poursuivre devant les tribunaux la nullité de l'union ? Sans entrer dans les discussions (1) que suscita cette question, disons que les tribunaux judiciaires ne doivent pas annuler les actes administratifs, mais qu'ils peuvent, lorsqu'on leur en demande l'application, en apprécier la validité, et, s'il y a lieu, les tenir pour nuls ; ce droit leur appartient, comme le disait M. Nyssens, de par applica-

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 538 et suiv.

tion de l'article 107 de la Constitution belge, ainsi conçu :

« Les Cours et tribunaux n'appliqueront les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils seront conformes aux lois. »

La commission d'entérinement, simple corps administratif, et non pas juridiction contentieuse, ne donne pas aux unions la personnification civile d'une manière absolue.

### § 3. — Publication des statuts.

Après la déclaration d'entérinement, le Conseil des Mines ordonne la publication des statuts et de leurs annexes.

Cette publication est faite dans les quinze jours, par la voie du *Moniteur* (art. 6, al. 4), sous forme d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des conseils de prud'hommes, où chacun peut en prendre gratuitement communication et copie ; ces annexes sont réunies dans un recueil spécial (art. 6, al. 3).

Dix jours après la publication, l'union jouit de la personnification civile.

Ajoutons que les modifications apportées aux statuts doivent, suivant l'article 7, donner lieu aux mêmes formalités de publicité.

En formulant de telles exigences, le législateur a voulu, tant dans l'intérêt des tiers que dans celui de l'union, lui éviter une naissance clandestine et garantir sa validité juridique ; de cette façon les contrats, passés par elle ou

avec elle, sont à l'abri des fâcheuses conséquences qu'entraînerait, de part et d'autre, la nullité de l'association.

#### SECTION IV. — Administration de l'Union.

##### § 1. — Direction.

α) Qui peut l'exercer ?

La direction de l'union ne peut être confiée qu'à des Belges ou à des étrangers autorisés à établir leur domicile dans le royaume, à condition qu'ils y résident effectivement.

Le succès d'une œuvre dépend de l'initiative d'un homme dévoué, qu'il est souvent difficile de rencontrer. La loi belge a voulu donner aux unions professionnelles toutes les chances de vitalité ; et, pour ne pas les gêner dans le choix de leur directeur, elle s'est montrée très large.

Les femmes peuvent participer à la direction, et, par le fait même, créer des unions. Il est probable que, grâce à l'évolution du féminisme, qui fait en France de rapides progrès, notre loi de 1884 comportera bientôt de semblables dispositions.

Les directeurs sont choisis parmi les membres majeurs et, pour les trois quarts au moins, parmi les membres effectifs.

Cette sage mesure a le double avantage de mettre l'association à l'abri d'une direction, qui ne serait guidée chez les jeunes que par l'emportement ou le sentimenta-

lisme, et de lui garder son véritable caractère, en réservant, à ceux qui ont des intérêts professionnels, le soin et les moyens de les défendre.

Le terme du mandat des directeurs ne peut excéder quatre ans ; il est toujours révocable par l'assemblée générale.

β) Qui en est exclu ?

1° Ceux que l'article 12 de la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'administrer les sociétés mutualistes reconnues, à savoir : les faillis et les tenanciers de maisons de débauche ;

2° Ceux qui, soit directement, soit par personnes interposées, tiennent un débit de boissons spiritueuses, à moins qu'il ne s'agisse de la direction d'une union formée entre débitants de boissons. La crainte de la démoralisation est la raison de cette exclusion.

En dehors de ces règles d'intérêt public, toutes les unions peuvent choisir leur administration comme bon leur semble, pourvu, toutefois, que mention de l'organisation soit faite dans les statuts.

## § 2. — Gestion.

La loi laisse aux unions liberté presque complète pour le placement de leurs fonds ; elle leur interdit seulement de prendre des parts ou des actions dans les sociétés commerciales : conséquence normale de la défense qu'elle leur fait de pratiquer le commerce.

L'emploi des fonds se fait conformément aux règles données dans les statuts.

Pour éviter les changements de règlements, que pourraient susciter, dans un but personnel, des directeurs peu scrupuleux, la loi exige que toute modification des statuts soit décidée à la majorité des trois quarts au moins des membres présents, dans une assemblée générale, spécialement convoquée à cette fin, et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote. Les modifications doivent être au surplus entérinées.

Non content de ces garanties, et considérant que l'Etat ne peut se désintéresser de la bonne gestion des unions, le législateur prescrit des mesures de contrôle.

Avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, l'union doit adresser à la commission d'entérinement :

1° Le compte de ses recettes et de ses dépenses, élaboré au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, le compte des opérations faites en exécution des n<sup>os</sup> 1 à 5 de l'article 2, c'est-à-dire, les achats d'outils, de machines, engrais, produits agricoles, bestiaux, opérations de commission, etc.

Les comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale, après être restés, durant quinze jours, au siège social à la disposition des membres ; ils ne sont rendus publics qu'avec l'assentiment de l'union ;

2° Une liste analogue à celle visée par le n<sup>o</sup> 1 de l'article 5, à savoir, la liste des membres directeurs ou gérants

avec dénomination spéciale. Cette liste est publiée par la voie du *Moniteur*.

3° Une déclaration des directeurs, attestant que l'union est formée, en ce qui concerne les diverses catégories de ses adhérents, conformément aux articles 2 et 3, ayant trait à la composition, l'objet et la capacité de ses membres.

Enfin, pour mieux assurer l'exécution de son œuvre, le législateur exige que la liste des membres soit déposée et tenue à jour au siège social, où tout associé peut en prendre connaissance. Elle porte en regard de chaque nom et prénoms, l'indication de la date de naissance, de la profession, de la résidence.

Ainsi, chaque syndiqué peut se rendre compte de la composition de l'union au point de vue légal, et de sa situation financière.

#### SECTION V. — Situation juridique de l'Union.

L'union professionnelle acquiert, par l'obtention de la personnification civile, une existence juridique distincte de celle de ses membres ; elle devient une personne morale, possède des droits et se crée des obligations.

Mais cette capacité n'est pas illimitée ; elle est déterminée par les statuts et par la loi.

Nous avons vu précédemment les actes défendus à l'union ; examinons maintenant ceux qu'elle peut faire valablement.

**§ 1. — Droit de créer des œuvres strictement  
professionnelles.**

Les unions peuvent créer toutes les œuvres qui ont pour but l'étude, la protection et la défense des intérêts professionnels de leurs membres.

C'est ainsi que nous admettrons les unions professionnelles agricoles à fonder des cercles d'étude, des bibliothèques, des écoles professionnelles, des cours d'agriculture, des champs d'expérience, des bureaux de placement, des conseils de conciliation et d'arbitrage.

Toutes ces œuvres concourent directement à la prospérité de la profession agricole.

**§ 2. — Droit de contracter.**

Après avoir déclaré que les unions ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession, ni métier, l'article 2 ajoute qu'elles peuvent néanmoins faire :

1° Les conventions, et, notamment, les achats et les ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

2° Les achats, pour la revente à leurs membres, de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments, et généralement, de tous les objets propres à l'exercice de la profession ou du métier de ces membres ;

3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres, et la revente de ces mêmes objets ;



4° Toutes opérations de commission pour leurs membres, relatives aux 2° et 3° du présent article ;

5° Les achats de bestiaux, machines et autres instruments, et généralement, de tous objets destinés à rester la propriété de l'union, pour être mis à l'usage de ses membres par location ou autrement, en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Par application de ces dispositions, une union agricole achète des semences, des engrais, des bestiaux, des machines, soit directement, dans le but de les revendre à ses adhérents, soit à titre de simple mandataire, sur la demande de ceux-ci.

Il lui est permis, à l'inverse, d'acheter à ses membres les produits de leur culture, céréales, beurre, lait, pour les revendre à des tiers, et ce, à titre principal ou comme simple intermédiaire.

Enfin, elle peut acheter des animaux reproducteurs, des machines à battre, des moissonneuses, qui restent sa propriété, afin de les mettre à la disposition des syndiqués, pour faciliter l'exercice de leur métier.

Mais toutes ces opérations ne sont-elles pas des opérations commerciales ?

« Non, répondait M. de Smet de Nayer, en s'expliquant sur ce point, car pour qu'un acte soit commercial, il faut qu'il ait un but de lucre. »

Or, l'article 2, alinéa 6, stipule : « Les diverses opérations prévues ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'union, et ne sont, en aucun cas, réputées actes de commerce dans son chef ; elles font l'objet d'une comptabilité distincte des autres actes de l'union. »

Les prix de revient ne peuvent donc être majorés que pour couvrir les frais occasionnés à l'association, puisque toute idée de lucre doit être bannie de ses opérations.

De plus, l'union ne doit traiter que pour ses membres, et ne saurait faire profiter les étrangers des avantages qui lui sont accordés.

Si elle s'en tient à ces prescriptions, la loi donne à ses actes la fiction de non-commercialité, avec les conséquences qui en découlent ; c'est-à-dire l'impossibilité d'être mise en faillite et la juridiction des tribunaux civils (1). Si, au contraire, l'union enfreint les dispositions de cet article, elle tombe sous le droit commun, et, privée du bénéfice de la loi de 1898, elle se trouve exposée à toutes les suites que comporte l'acte prohibé.

Le législateur belge a voulu donner aux unions professionnelles toutes les facultés possibles pour aider leurs membres dans l'exercice de leur métier ; mais, se laissant dominer par la crainte du péril socialiste, il leur a interdit toute production directe, prévoyant que les associations deviendraient de vastes collectivités, remplaçant la production individuelle et arrivant à la socialisation du sol.

### § 3. — Droit d'ester en justice.

S'il était évident que l'union professionnelle pût s'adresser à la justice pour faire respecter les droits qui lui sont propres, il était nécessaire qu'une disposition légis-

(1) Voir Briquet, *Législation belge des Unions professionnelles*, Paris, 1900, p. 204 et 205.

lative (l'art. 10) lui permit d'intervenir, pour défendre les droits individuels que tiennent ses membres de leur qualité d'associés.

Instruit par l'exemple de la France, où, en l'absence d'un texte précis, la jurisprudence exige, pour admettre l'immixtion des syndicats, « que le fait en litige présente un caractère suffisant d'intérêt collectif », le législateur belge a permis à l'union d'intervenir dans toute action intéressant la profession ; cette action fût-elle individuelle, fût-elle même la sanction d'un contrat auquel l'union se-rait restée étrangère.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 10, elle a le droit de poursuivre en justice la réclamation des indemnités dues à ses membres, pour violation de contrat passé par elle dans l'intérêt de ceux-ci.

Cette faveur laisse aux membres le droit d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance : faculté très appréciable, lorsque l'union néglige de poursuivre, dirige mal son action, et surtout, dans le cas où cette union peut avoir des intérêts opposés à ceux d'un de ses adhérents.

Le droit pour l'association de défendre l'un de ses membres se trouve éteint lorsque la partie en cause transige ou renonce à son action. Cependant, si cette renonciation ou transaction porte sur un point d'intérêt général, elle reste sans effet vis-à-vis de l'union.

L'union, tant demanderesse que défenderesse, est représentée en justice par ses directeurs, ou par celui d'entre eux que l'assemblée générale aura délégué à cet effet.

La publication exigée par l'article 5 fait connaître aux tiers ceux qui doivent agir en justice au nom de l'association ; mais il est possible que le représentant soit choisi en dehors des directeurs ou en dehors même de l'union : c'est ce que laisse sous-entendre l'article 10, puisque son alinéa 3 règle les cas ordinaires, « à moins de dispositions spéciales des statuts ».

Faudra-t-il publier les nom et qualités du représentant étranger à l'union ? Aucun texte n'y oblige, mais l'esprit général de la loi nous force à adopter l'affirmative.

Enfin, ajoute l'article 10 : « Tous les actes ou documents quelconques émanant d'une union doivent porter la mention de sa qualité d'union professionnelle reconnue. »

Ainsi sont impossibles les confusions avec les simples associations de fait qui, n'ayant pas de personnalité juridique, ne peuvent ester en justice en leur nom personnel.

#### § 4. — Droit de posséder.

L'union professionnelle, ayant la personnification, peut, comme toute personne physique ou morale, posséder des biens mobiliers ou immobiliers, dans les limites imposées par la loi.

Si la défense qui lui est faite de posséder des parts ou actions de société de commerce est la seule restriction apportée à sa faculté de posséder des meubles, il n'en est pas de même à l'égard des immeubles.

L'union, dit l'article 11, ne peut posséder en propriété ou autrement (entendons, par ce mot, en simple puis-

sance) d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion, bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques, collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, machines et instruments, bureaux de placement, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

On peut s'étonner de trouver dans cette liste des immeubles qu'il soit permis d'affecter aux hospices et hôpitaux ; il est cependant tout naturel que les unions fournissent un asile, un refuge, aux malades, aux vieillards, aux invalides, aux femmes et aux enfants, et comme le disait M. Wæste à la Chambre : « On doit reconnaître aux unions le droit de posséder des locaux utiles aux membres, en tant que professionnels ou anciens professionnels. La loi doit être interprétée d'une façon rationnelle. »

Le gouvernement peut intervenir pour permettre à l'union d'acquérir un immeuble dont elle n'a pas le besoin immédiat, à condition que cet immeuble soit affectable à l'une des destinations prévues par la loi.

Le principe posé par l'article 41 est celui de la loi française : « l'union ne peut posséder que les immeubles nécessaires à son fonctionnement » ; principe dicté par le spectre de la mainmorte et la crainte du socialisme.

La durée de l'union étant illimitée, son droit de propriété l'est aussi ; le législateur a donc établi au profit de l'Etat, indépendamment des contributions ordinaires, une taxe de 4 0/0, calculée sur le revenu cadastral des immeubles possédés par cette association.

Cette taxe est destinée à remplacer les droits de mutation.

## § 5. — Droit d'acquérir à titre gratuit.

Tandis que l'on admet en France la liberté complète pour les syndicats, d'acquérir à titre gratuit, on ne reconnaît, en Belgique, ce droit aux unions, que moyennant une autorisation.

Cette autorisation, conformément à l'article 76 de la loi communale du 30 mai 1836, est donnée par la députation permanente du Conseil Provincial pour les dons et legs inférieurs à 5.000 francs ; au-dessus de cette somme, la décision de la députation doit être corroborée par l'approbation du Roi.

On a voulu justifier cette mesure par la triple considération : 1° de l'intérêt général, qui s'oppose à une trop grande concentration des biens de mainmorte ; 2° de l'intérêt des familles, que l'on doit protéger contre les libéralités excessives du donateur ; et 3° de l'intérêt des unions elles-mêmes, qu'il faut mettre en garde contre des acceptations faites à la légère et parfois plus onéreuses que profitables (1).

Ces arguments ont fait rejeter un amendement libéral de M. Vandervelde qui réclamait, pour les unions professionnelles, la liberté complète d'acquérir à titre gratuit ; on le regrette d'autant plus que les libéralités faites aux unions sont en général trop rares pour que de tels abus soient à craindre.

Si, dans la donation ou le legs, se trouve un immeuble

(1) *Ann. parl.*, Ch. des rep., 1897-1898, p. 160.

qui ne soit pas immédiatement nécessaire aux besoins de l'union, l'arrêté fixe le délai dans lequel il doit être aliéné.

Le donateur peut alors exercer un droit de reprise à concurrence du prix de la vente.

En cas de dissolution de l'union, le donateur peut stipuler, à son profit ou à celui de ses héritiers ou ayants cause, le retour d'une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de sa libéralité. Cette valeur est déterminée entre les intéressés, préalablement à la demande d'autorisation que doit faire l'union. En n'accordant au donateur que le retour de la somme égale à la valeur des biens eux-mêmes, en faisant déterminer cette somme au préalable par les intéressés, la loi évite toutes les difficultés qu'auraient pu susciter les augmentations ou dépréciations de ces biens, ainsi que leur évaluation postérieure.

Le gouvernement, pour répondre à la critique qu'on lui adressait de rétablir « les fondations » en permettant aux unions de recevoir des dons et legs, a déclaré que ces associations avaient le droit de disposer des libéralités à leur plein gré, et qu'ainsi, se trouvant dans l'impossibilité de leur imposer des obligations spéciales à perpétuité, le donateur ne pouvait pas créer de fondations (1).

(1) *Ann. parl.*, Sénat, p. 193 et s. Voir sur *la liberté des fondations*, Briquet, *op. cit.*, p. 330 et s.



§ 6. — Droit de posséder des marques de fabrique  
ou de commerce.

Cette prérogative a été accordée sur un amendement de M. Helleputte. L'union peut donc frapper de sa marque les produits qu'elle achète à ses membres, pour les revendre à leur profit, ou bien permettre à ceux-ci l'usage de cette marque, suivant son règlement et sous son contrôle.

Une condition primordiale est imposée à la concession de cette faveur ; c'est que l'union ne puisse en retirer aucun bénéfice à son profit.

§ 7. — Droit de créer des Fédérations.

Les unions professionnelles, composées de personnes exerçant soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers concourant à la fabrication des mêmes produits, peuvent créer des *Fédérations* susceptibles de jouir de la personification civile.

Les règles imposées aux fédérations sont celles qui régissent les unions. Une seule disposition est spéciale à cette matière.

Les unions peuvent se retirer suivant leur gré de la fédération ; mais pour éviter à celle-ci de fatales surprises, l'article 18, § 2, exige qu'un avis de cette retraite soit donné trois mois auparavant.

Les droits des unions séparatistes sont déterminés par les statuts de la fédération.

En accordant aux fédérations la personnification civile, le législateur a fait œuvre utile, car il a permis aux associations locales de grouper leurs revendications, et de leur donner ainsi une valeur plus grande ; il a facilité les opérations d'achat et de vente en leur permettant de les agglomérer.

Il est à souhaiter que notre loi française de 1884 soit bientôt modifiée, et reconnaisse aux unions de syndicats la personnalité civile, qu'elle leur a bien à tort refusée.

#### SECTION VI. — Droits et devoirs des Membres de l'Union professionnelle.

Les statuts peuvent fixer les conditions d'admission imposées aux membres, pourvu qu'elles soient conformes aux dispositions de la loi concernant la composition et l'objet de l'association.

Dès qu'un membre est autorisé à faire partie d'une union professionnelle, il y acquiert des droits et des obligations.

Ce membre profite de tous les avantages que procure l'association ; il bénéficie des conventions passées par elle, il a droit à l'usage de ses marques de fabrique, il peut l'appeler à son secours quand ses intérêts professionnels sont menacés.

Parmi toutes ces prérogatives, il est un droit absolu pour l'associé, droit que la loi a strictement consacré : c'est celui de se retirer à tout instant de l'association, sans

autre obligation que de payer la cotisation échue et celle de l'année courante. Nous avons déjà dit, mais il est bon de le rappeler, que le législateur a créé les unions professionnelles pour sauvegarder la liberté individuelle, et non pour l'opprimer.

Ces droits comportent un corollaire forcé, c'est-à-dire des devoirs. Par le fait même de son entrée, le membre est censé adhérer aux statuts et se trouve obligé de s'y soumettre. Il doit payer sa cotisation, et peut être passible d'amendes pour infractions aux règlements, etc.

Quelles seront les sanctions de ces obligations ?

Cette question a été vivement discutée. Les sanctions, dit la loi, ne peuvent se rapporter à des stipulations ou à des faits qui seraient de nature à porter atteinte aux droits des personnes étrangères. Elles ne peuvent faire l'objet d'une action civile. C'est la conséquence de l'article 310 du Code pénal belge, aux termes duquel : « Est punissable le fait de prononcer dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, des amendes, des interdictions, des défenses ou toute prescription quelconque, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler. » Pour permettre aux unions professionnelles de faire respecter leurs statuts, il fallait supprimer l'article 310. On ne voulut pas s'y résoudre, et on est arrivé à cette contradiction flagrante de permettre aux unions d'édicter des sanctions, sans les autoriser à les appliquer.

Une seule peine existe, c'est l'exclusion ; encore est-il qu'on ne peut en demander l'exécution aux tribunaux,

puisque l'article 4, § 9, dénie toute action civile, et puisque l'article 340 est encore en vigueur.

Les unions professionnelles sont donc, dans la pratique, dans un état d'infériorité et d'impuissance en face des réfractaires qui persisteraient, malgré leur exclusion, à conserver le titre et les avantages de membres de l'association. Une réforme urgente s'impose en la matière.

#### SECTION VII. — Sanctions de la loi.

La loi de 1898 édicte deux sortes de sanctions qui sont : les amendes et la dissolution.

##### § 1. — Amendes.

L'article 17 punit d'une amende de 26 à 500 francs :

1<sup>o</sup> Quiconque fait sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, aux conditions prescrites pour l'admission des membres, aux actes mentionnés dans les articles 5, 7 et 8 ;

2<sup>o</sup> Tout directeur d'une union qui ne se conforme pas aux prescriptions des articles 8 et 9 ;

3<sup>o</sup> Quiconque, après la dissolution prononcée, participe à la direction de l'union autrement que pour en assurer la liquidation.

Toutes ces peines sont portées contre les directeurs ou les personnes qui s'immiscent dans la direction ; il en est une autre, portée contre l'union elle-même, c'est la dissolution.

**§ 2. — Dissolution.**

Lorsque l'union poursuit des buts différents de ceux qui lui sont exclusivement assignés, ou est illégalement composée, lorsque ses biens sont employés à un objet autre que celui pour lequel elle est formée, lorsque sa direction n'est pas régulièrement constituée, la dissolution peut être prononcée par les tribunaux, à la requête du ministère public ou de tout intéressé.

Telle est la sanction suprême portée par l'article 14.

Les causes de dissolution sont nombreuses, comme on peut le constater. L'admission de membres étrangers à la profession, de mineurs de 16 ans ou de femmes mariées contre l'opposition du tuteur ou du mari et sans les formalités requises ; le trop grand nombre de membres honoraires ; l'emploi des biens de l'union au commerce, à la politique, à la mutualité ; l'acquisition d'immeubles défendus ; la présence à la direction d'étrangers ou de débitants de boissons ou de membres honoraires dans une proportion supérieure au quart du nombre des directeurs, sont autant de raisons pour lesquelles l'association peut être privée de sa personnification.

Cette multiplicité de déchéances a des effets très graves étant donné que, non seulement le ministère public, mais aussi les intéressés, peuvent demander cette dissolution aux tribunaux. Aussi, les unions professionnelles doivent-elles être particulièrement reconnaissantes à M. Denis, d'avoir atténué, dans l'organisation de la procédure, l'application de la peine capitale dont elles étaient menacées.

M. Denis, dans un amendement, proposa d'accorder au ministère public la faculté de poursuivre d'abord la suppression des mesures illégalement prises, puis, en cas de dérogation nouvelle ou persistante au texte de 1898, d'agir en dissolution de la société, trois mois après mise en demeure faite à l'union de se conformer à la loi (1).

La dernière proposition de M. Denis, relative à la sommation préalable, fut seule prise en considération. elle a été consacrée par l'article 15 dans les termes suivants : « Sommation d'avoir à se conformer à la loi est notifiée à l'union, préalablement à la demande en dissolution. »

Cette sommation est, à la demande du requérant, publiée, par extrait, aux annexes du *Moniteur*. Il ne peut être statué que trois mois après la date de la publication.

Si l'union mise en demeure se conforme aux prescriptions de la loi, la demande ne peut être introduite en justice. Si au contraire elle persiste dans sa résistance, les tribunaux prononcent la dissolution.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire. Le jugement ou l'arrêt qui prononce la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est pas désigné par les statuts. Un extrait de ce jugement ou arrêt est, par les soins du ministère public, déposé au greffe de la commission d'entérinement, pour être publié dans les quinze jours conformément à l'article 6 de la loi (article 15, alinéas 3 et 4).

(1) *Ann. parl.*, Ch. des repr., 1897-1898, p. 161 et s.

Telle est la procédure de la dissolution dont nous étudierons plus loin les effets.

#### SECTION VIII. — Extinction de l'Union.

Les membres, avec le temps, passent et se renouvellent, l'union subsiste ; car elle a, en principe, une durée illimitée. Plusieurs causes cependant peuvent mettre fin à son existence :

##### 1° Extinction naturelle.

Nous avons dit que l'union a une durée illimitée en principe, car il n'en est pas toujours de même. Lorsque les statuts ont stipulé une durée limitée, dont le délai final est expiré, ou encore, lorsque formée dans un but spécial, elle en est parvenue à la complète réalisation, l'union professionnelle prend fin.

Ce cas n'est pas prévu par la loi, mais ne saurait faire de doute.

##### 2° Dissolution volontaire.

La libre dislocation de l'association se produit si l'unanimité des membres ou une certaine majorité en décide ainsi. L'article 4, dans son paragraphe 8, alinéa 2, dispose que la dissolution de l'union ne peut être valablement décidée qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents, dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote.

L'acte portant la dissolution volontaire n'a d'effet, sui-



vant l'article 7, qu'après avoir été déposé, entériné et dûment publié.

### 3° Dissolution forcée.

C'est l'une des sanctions de la loi ; elle résulte, nous l'avons vu, d'un jugement ou arrêt émané des tribunaux civils, arrêt contre lequel l'union est toujours admise à se pourvoir.

## SECTION IX. — Liquidation de l'Union.

Il est intéressant de se demander ce que deviennent les biens de l'union à sa dissolution.

« Les unions professionnelles, nous dit l'article 16, sont après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation. »

Les liquidateurs sont désignés par les statuts ou, dans le silence de ceux-ci, ils sont nommés par le tribunal (art. 15, § 3).

Comment s'opère la liquidation ?

Le premier devoir des liquidateurs est de désintéresser les créanciers, puis de répartir l'avoir social.

Les biens provenant de dons et legs font retour aux disposants ou à leurs héritiers ou créanciers, si le droit de reprise a été stipulé dans l'acte constitutif de la libéralité, et si l'action est intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution. Rappelons que le retour porte sur la valeur de ces biens, fixée au préalable par les associés, et non sur les biens eux-mêmes.

Que devient l'actif net après le désintéressement des créanciers et les reprises des donateurs ?

A la différence de la loi française, la loi de 1898 a adopté le principe que l'avoir social ne serait jamais partageable entre les membres. Par là, la loi belge a voulu empêcher les membres de provoquer la dissolution de l'union dans un but d'enrichissement. C'est ce qui ressort des paroles adressées à la Chambre par M. de Smet de Nayer : « Si l'on admettait le partage et la distribution de l'avoir entre les membres, on exposerait les unions professionnelles à des tentatives de dissolution, auxquelles fort peu d'entre elles pourraient résister (1) ».

Comme corollaire de cette prohibition, la loi donne à l'union professionnelle le droit de disposer de son avoir dans une certaine limite, en ce sens qu'elle ne peut l'attribuer qu'à une œuvre similaire ou connexe, désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'a d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par la commission d'entérinement.

En cas d'absence ou d'illégalité de désignation, soit qu'elle fasse complètement défaut, soit qu'elle ait été annulée par la commission d'entérinement, les biens de l'union sont recueillis par l'État, qui doit les affecter à des buts d'enseignement professionnel.

(1) *Ann. parl.*, Ch. repr., 1897-1898, p. 548.

SECTION X. — **Surveillance des Chambres.**

Les Chambres, par l'article 19, se sont réservé la surveillance de l'application de la loi ; le gouvernement doit leur présenter un rapport triennal, relatif à son exécution.

Nous renvoyons, à la troisième partie de ce travail, l'appréciation de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles ; la comparaison que nous en ferons alors, avec la loi française du 21 mars 1884 sur les syndicats, fera ressortir plus nettement ses avantages et ses lacunes.

## CHAPITRE II

LOI DU 23 JUIN 1894 COMPLÉTÉE PAR LA LOI DU 19 MARS 1898  
SUR LES SOCIÉTÉS MUTUALISTES.

L'esprit de prévoyance, déjà très développé en Belgique dans les gildes et les corporations, survécut à ces associations, lors de leur abolition par la Révolution française. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on y rencontre des caisses de prévoyance, simples associations de fait, dont les membres ont pour but de se secourir mutuellement. Elles sont alors au nombre de 200.

La première intervention du gouvernement eut lieu en 1849. Un arrêté royal du 15 avril chargeait une commission spéciale d'étudier un régime d'institutions de prévoyance, en faveur des classes laborieuses.

En 1851, le 3 avril, paraissait une loi sur les sociétés de secours mutuels, reconnaissant ces sociétés. Elle fut complétée par un arrêté royal du 12 mai 1851, organisant une commission permanente chargée de son application, et par celui du 2 décembre 1874, réglant les conditions de reconnaissance légale. Les droits accordés par la loi de 1851 le furent avec une grande parcimonie, et au prix de conditions presque irréalisables pour la plupart des sociétés. Aussi leur développement fut-il très lent.

En vain cherchait-on à encourager ces sociétés : le

cadre législatif était trop étroit pour elles, et, malgré les extensions qu'en faisait la commission permanente, le nombre de ces institutions restait stationnaire.

La commission permanente fut chargée de réviser le texte de 1851 ; elle s'appliqua à donner des règles plus larges, qui, groupées dans le projet Bernaert, furent consacrées par la loi du 23 juin 1894 (1).

A. — *Loi du 23 juin 1894.*

Cette loi donne aux sociétés mutualistes reconnues la personnification civile et les avantages qu'elle comporte.

SECTION I. — **Objet des sociétés.**

Tandis que la loi de 1851 n'organisait que l'assurance contre la maladie, la loi nouvelle donne aux sociétés mutualistes des attributions beaucoup plus étendues.

C'est ainsi qu'elles peuvent, suivant l'article 1<sup>er</sup> :

« 1<sup>o</sup> Assurer aux sociétaires et aux membres de leur famille des secours temporaires en cas de maladie, de blessures, d'infirmités, ou en cas de naissance d'un enfant ; pourvoir aux frais funéraires ; accorder des secours temporaires à la famille des sociétaires décédés ; faciliter aux sociétaires et aux membres de leur famille l'affiliation aux caisses d'épargne, de retraite et d'assurance de la *Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État* ;

(1) Théate, *Sociétés mutualistes*, Louvain, 1897.

« 2° Assurer aux sociétaires une indemnité en cas, soit de perte ou de maladie du bétail, soit de dommage causé à la récolte par des cas fortuits ;

« 3° Faciliter aux sociétaires et aux membres de leur famille, à l'exclusion de tous autres, par l'accumulation de leurs épargnes, l'achat d'objets usuels et de consommation, d'instruments de travail, d'animaux domestiques ou d'objets destinés à pourvoir à des nécessités temporaires et périodiques, notamment d'engrais et de semences ;

« 4° Faire aux sociétaires des prêts ne dépassant pas le chiffre de 300 francs. »

« Comme on le voit, dit M. Théate (1), il ne s'agit plus ici simplement de secours mutuels proprement dits. La loi procède d'une conception plus large, et accorde sa protection à toutes les associations qui, visant un des objets de la loi nouvelle, veulent faire bénéficier leurs membres des avantages de la mutualité. C'est ce qui explique l'expression de *sociétés mutualistes* employée aujourd'hui par le législateur. »

## SECTION II. — Conditions requises pour obtenir la reconnaissance légale.

« Jadis la personnalité était une faveur qu'il dépendait toujours du gouvernement d'accorder. Il semblait qu'il y avait là un privilège, dont l'octroi devait, au nom de

(1) Théate, *Sociétés mutualistes*, Louvain, 1897.

l'intérêt social, toujours être subordonné à une décision spéciale, particulière dans chaque cas déterminé. C'était ouvrir la porte à des abus ou tout au moins à des soupçons. Les hommes qui détiennent le pouvoir sont parfois tentés et sont souvent accusés de se laisser entraîner par des sympathies personnelles et par des préoccupations politiques (1). »

La loi nouvelle distingue deux sortes de sociétés mutualistes : 1° celles qui ont un droit absolu à la reconnaissance légale, et 2° celles dont la reconnaissance est laissée à la libre appréciation du gouvernement.

Dans le premier groupe rentrent toutes les sociétés constituées en vue d'objets appartenant exclusivement à l'une des catégories énumérées dans l'article 1<sup>er</sup>, c'est-à-dire : l'assurance des personnes, l'assurance des choses, l'épargne et son emploi, et enfin le crédit.

Dans le second groupe figurent : 1° toutes les sociétés, constituées en vue d'objets ressortissant à plusieurs des catégories de l'article 1<sup>er</sup>, par exemple une société mutualiste s'occupant à la fois de l'assurance contre la maladie et du crédit ; 2° toutes celles ayant pour objet la constitution d'un fonds distinct, en vue de venir en aide par des allocations annuelles aux sociétaires âgés ou infirmes, ou, après leur mort, aux membres de leur famille. Ces allocations ne peuvent être prélevées que sur les revenus des capitaux et sur les autres ressources annuelles ; leur

(1) *Manuel politique des sociétés mutualistes*, Em. Tobbach, Bruxelles, 1895, p. 24.



taux est à chaque exercice sujet à révision, et ne peut excéder le chiffre de 1.200 francs par personne.

Ces allocations ne sont pas des pensions de retraite, mais de simples secours pris sur les intérêts du capital.

Ces sociétés ne jouissent de la reconnaissance légale que lorsqu'elles ont prouvé leur bon fonctionnement et l'établissement de comptes absolument distincts pour chacun de leurs objets.

Toutes les sociétés mutualistes, pour être reconnues, doivent se conformer à certaines dispositions de la loi.

La première condition posée, commune à toutes les sociétés, est qu'elles aient leur siège en Belgique (art. 1).

La seconde condition, c'est que les statuts mentionnent les points suivants : la dénomination de la société, le lieu de son siège et l'étendue de sa circonscription ; l'objet ou les objets en vue desquels elle est formée ; les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnues par les statuts ; le mode de nomination et les pouvoirs des administrateurs ; le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres ; les avantages que procure la société ; le genre de placement des fonds sociaux ; le mode de règlement des comptes ; les règles à suivre pour modifier les statuts, et enfin, les formes et les conditions de la dissolution et de la liquidation de la société (art. 4).

La reconnaissance est faite par le gouvernement.

Elle procure aux sociétés des avantages juridiques, fiscaux et pécuniaires :

1<sup>o</sup> Au point de vue juridique.

Ces sociétés ont une capacité très étendue.

a) *Droit d'ester en justice.* — Elles sont représentées par leur président ou toute autre personne déléguée, et ont l'accès de tous les degrés de juridiction.

Les mutualités poursuivent ou se défendent en tant que sociétés, personnes civiles ; c'est à leur profit ou à leur charge que sont rendus les jugements.

b) *Droit de recevoir des dons et legs.* — Suivant l'article 76 de la loi communale du 30 mai 1836, les mutualités peuvent recevoir des dons et legs, à condition d'obtenir l'approbation de la députation permanente pour les libéralités ne dépassant pas 5.000 francs, et en outre, une autorisation royale pour celles supérieures à cette somme.

Les immeubles acquis à titre gratuit doivent être aliénés et convertis en valeurs mobilières, à moins qu'ils ne puissent servir de locaux pour siège social.

c) *Droit de posséder.* — Le droit de posséder des biens mobiliers n'est pas limité par la loi de 1894 ; il n'en est pas de même pour les immeubles : les sociétés ne doivent conserver que ceux qui leur sont strictement nécessaires.

Les sociétaires sont libres de limiter l'avoir social, bien que tout partage de fonds soit en principe interdit pendant la durée de la société. Les statuts peuvent, en effet, autoriser l'assemblée générale à décider la répartition, entre tous les sociétaires, d'un accroissement du fonds social provenant d'une autre cause que de dons ou de legs, et dépassant d'une manière manifeste les besoins de la société et les nécessités de ses services.

d) *Droit de se fédérer.* — Les sociétés mutualistes reconnues peuvent se fédérer, pour admettre réciproquement les membres participants qui changent de circonscription, pour organiser en commun leurs services, et pour constituer des conseils d'arbitrage, destinés à aplanir les différends entre les sociétés fédérées ou entre leurs membres.

Chaque société conserve son autonomie et possède la faculté de se retirer chaque année de la fédération, moyennant un préavis de trois mois.

e) *Autres privilèges.* — A défaut de dispositions contraires dans les statuts, les sociétaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leurs engagements à l'égard de la société.

Les secours temporaires, ainsi que les sommes allouées à la mort des sociétaires ou d'un membre de leur famille, ne peuvent être cédés ni saisis. Il en est de même des allocations annuelles inférieures à 360 francs ; passé ce tarif, elles peuvent être saisies pour un tiers, dans les cas de pensions alimentaires prévus par les articles 203, 205 et 214 du Code civil.

## 2° Au point de vue fiscal.

Les actes portant modification des statuts, dissolution ou liquidation de la société ; les actes passés au nom de la société ou en sa faveur, à l'exception des contrats portant transmission d'immeubles en propriété, usufruit ou jouissance, les actes de procédure, sont affranchis du timbre ; et suivant les cas, enregistrés gratuitement, ou bien exempts de cette formalité.

Ces sociétés jouissent encore de la dispense du droit de

greffe, de la franchise postale pour toutes les communications sous bande avec les autorités publiques, avec la commission permanente des sociétés mutualistes et avec les comités de patronage.

3° Au point de vue pécuniaire.

Les sociétés reconnues obtiennent du gouvernement certains avantages pécuniaires : intérêt de faveur donné aux fonds déposés à la Caisse d'épargne, prime d'encouragement pour favoriser l'affiliation à la Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat, subsides pour leur établissement.

De par la loi du 19 mars 1898, les sociétés et les fédérations mutualistes peuvent seules recevoir les subsides des pouvoirs publics. Cette règle nouvelle n'est appliquée que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1902, aux sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail ou contre les dommages causés aux récoltes par cas fortuit.

### SECTION III. — Composition des sociétés.

Les mutualités se composent de membres effectifs et de membres honoraires.

a) *Membres effectifs.* — Toute personne âgée de dix-huit ans ou émancipée peut, sans autorisation, être membre d'une société mutualiste reconnue. La loi ne distingue pas : la société mutualiste peut comprendre des membres de professions différentes (artistes, hommes de lettres, ouvriers, etc.).

*Mineur.* — Pour accoutumer l'enfance aux habitudes

de l'épargne, la loi permet même au mineur de dix-huit ans de faire partie de la société, pourvu qu'il y soit autorisé par son tuteur ou son père.

*Femme mariée.* — La femme mariée peut s'affilier ou rester affiliée à une société mutualiste reconnue, sans qu'il lui soit nécessaire d'obtenir l'autorisation maritale. Le mari ne peut que faire opposition à son entrée dans la société, et notifier cette opposition, par écrit, au président ou au délégué de l'administration.

La femme doit, dans ce cas, en appeler au juge de paix qui, après avoir entendu les parties, lève ou confirme l'opposition.

b) *Membres honoraires.* — L'article 12 ne laisse aucun doute sur l'admission des membres honoraires, puisqu'il les autorise même à exercer la direction. Leurs cotisations viennent augmenter les ressources des mutuelles et sont pour elles de pur profit.

On voit, d'après la composition des mutualités, qu'elles ont des caractères bien différents.

Elles sont spéciales, lorsqu'elles renferment des hommes ou des femmes; elles sont mixtes dans le cas contraire.

Elles sont familiales, lorsque les membres de la famille sont admis à en faire partie.

Enfin, les mutualités sont professionnelles ou non professionnelles, suivant qu'elles n'admettent que des membres exerçant la même profession ou des métiers similaires ou connexes, ou bien qu'elles admettent toutes les personnes sans distinction.

« L'idéal, dit M. Malherbe, serait la mutuelle familiale

et professionnelle ; la mutuelle familiale, parce que la famille est la cellule de la société, et qu'à ce titre, elle doit être le centre principal de nos efforts et de notre travail ; la mutuelle professionnelle, parce qu'alors les risques sont plus égaux et que ce mode de groupement favorise la restauration des associations professionnelles, ce qui semble être le desideratum de tous les sociologues distingués (1). »

#### SECTION IV. — Administration.

L'assemblée générale nomme les administrateurs, détermine leurs pouvoirs, modifie les statuts, prononce la dissolution de la société et désigne les liquidateurs.

Les administrateurs sont choisis parmi les membres effectifs ou honoraires, sujets belges et majeurs. La loi interdit l'exercice de ce mandat : à ceux qui sont privés du droit de vote par suite de condamnation ; à ceux qui sont en état de faillite, d'interdiction judiciaire ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas intégralement payé leurs créanciers ; enfin, à ceux qui sont notoirement connus pour tenir une maison de débauche.

Les statuts fixent obligatoirement l'étendue des pouvoirs donnés aux administrateurs : ceux-ci ne doivent pas outrepasser les droits qui leur sont conférés, et sont responsables de toutes les infractions à la loi, qui les punit

(1) *Etudes théoriques et pratiques sur les mutualités pour femmes*, G. Malherbe, Binche, 1899, p. 4.

d'une amende de 1 à 200 francs, dont le montant est versé à la caisse de la société.

#### SECTION V. — Gestion.

Les fonds ne doivent pas être partagés, nous l'avons dit, pendant la durée de la société, afin de donner à celle-ci plus de stabilité.

Le partage aura lieu exceptionnellement sous certaines conditions exposées plus haut, pour tout accroissement superflu du fonds social, et dans les deux cas suivants prévus par la loi (article 17) :

1<sup>o</sup> Dans le cas de la non-admission d'un candidat auquel un noviciat a été imposé ;

2<sup>o</sup> Dans le cas de l'affiliation d'un sociétaire à une société mutualiste reconnue d'une autre localité, et lorsqu'il s'agit d'un simple transfert de fonds d'une société à l'autre. Dans ces deux circonstances la loi exige l'autorisation statutaire du remboursement et la déduction des sommes qui ont pu être attribuées au postulant ou au transfuge.

Si ces fonds ne peuvent être partagés, quelle est leur affectation ?

Les fonds doivent être employés pour les objets prévus dans les statuts, c'est-à-dire pour le fonctionnement normal de la société ; mais, pour assurer leur production et leur conservation, la loi en ordonne le placement.

Dès qu'ils atteignent soit le chiffre de cinq francs par membre, soit la somme totale de 1.000 francs, ces fonds



doivent être déposés à la Caisse d'épargne sous la garantie de l'État, ou bien ils peuvent être convertis soit en fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'Etat, soit en obligations sur les provinces, les villes ou les communes de la Belgique.

La Banque Nationale accepte ces fonds gratuitement dans ses comptoirs établis dans les villes.

Toutefois, il est loisible de les confier à des sociétés coopératives de crédit, pourvu qu'elles soient à responsabilité solidaire et illimitée ; garantie exigée par le législateur.

*Contrôle.* — Les sociétés mutualistes reconnues adressent à la commission permanente, dans le courant des deux premiers mois de chaque année, un compte de leurs recettes et de leurs dépenses, dressé conformément au modèle arrêté par le gouvernement, et clôturé au 31 décembre de l'exercice écoulé.

Elles doivent, en outre, répondre aux demandes de renseignements que leur adressent le gouvernement, la commission permanente des sociétés mutualistes, ou le comité de patronage (art. 19).

Par l'examen des comptes et des rapports envoyés par les sociétés, les pouvoirs publics vérifient le bon emploi et l'administration des fonds.

Lorsqu'une société ne se conforme pas aux dispositions de la loi ou n'obéit pas à ses statuts, le gouvernement l'avertit d'avoir à se mettre en règle, et lui retire, s'il est besoin, les avantages juridiques, pécuniaires ou fiscaux dont elle jouit.

A côté de cette sanction, et dans le cas où une société mutualiste poursuit un but différent de celui qu'elle s'est assigné, le gouvernement peut, par l'organe du ministère public, demander au tribunal sa dissolution.

#### SECTION VI. — Dissolution et liquidation de la Société.

La dissolution est volontaire ou forcée.

La dissolution volontaire résulte d'une décision de l'assemblée générale, composée des trois quarts au moins des sociétaires ayant droit de vote ; cette décision doit réunir les suffrages des trois quarts des membres présents.

La dissolution forcée est prononcée par la justice dans les cas suivants :

1° Lorsque, par suite de l'insuffisance de ses ressources, la société se trouve dans l'impossibilité de satisfaire à ses obligations, tout intéressé peut demander la dissolution ;

2° Lorsque la société poursuit un but autre que celui pour lequel elle a été reconnue, tout sociétaire ou le ministère public peut alors la faire dissoudre. C'est la sanction dont nous avons parlé.

La dissolution provoque la liquidation de la société.

Les liquidateurs, nommés suivant les cas par l'assemblée générale ou par la justice, procèdent tout d'abord au paiement des dettes de la société, puis ils prélèvent sur l'actif social :

1° Les sommes nécessaires pour continuer, dans les li-

mites des statuts et pendant six mois au plus, les secours dus aux personnes dont le droit a pris naissance avant le moment de la dissolution ;

2° Les sommes nécessaires pour remplir, par voie de rachats, les engagements relatifs aux allocations annuelles servies aux sociétaires âgés ou infirmes, ou, après leur mort, aux membres de leur famille.

Les dons et legs font retour aux donateurs ou sont employés conformément aux dispositions qu'ils ont prises ; sinon, le montant en est remis au gouvernement qui les affecte à un but de mutualité analogue à celui de la société en liquidation.

Le reliquat de l'actif social, provenant des placements, est réparti entre les membres effectifs appartenant à la société depuis un an au moins au jour de la dissolution. La proportion de la part que doit toucher chaque membre est déterminée par les statuts. A défaut de dispositions spéciales, le partage se fait au prorata des cotisations payées par chaque associé depuis son entrée dans la société. Cette répartition ne peut avoir lieu que six mois au moins après la publication de la dissolution, de façon à ce que tous les tiers aient le temps de se faire désintéresser.

APPENDICE. — *Mesures propres à développer les sociétés mutualistes.*

La reconnaissance et l'organisation des sociétés mutualistes n'ont pas été les seuls objets de la sollicitude des pouvoirs publics. Après avoir facilité leur éclosion, le

gouvernement a voulu contribuer activement à leur fonctionnement et à leur développement.

Les mesures prises à cet effet sont de trois sortes : 1° l'organisation d'une commission permanente ; 2° la création de comités de propagande et de patronage ; 3° l'établissement de tables de risques.

§ 1. — Organisation d'une Commission permanente.

Un arrêté royal, du 12 mai 1851, institua une commission permanente chargée d'être pour les sociétés mutuelles une auxiliaire, et, pour le gouvernement, un comité consultatif.

D'après la loi de 1894, la commission permanente se compose de quinze membres, à savoir :

Deux membres élus par le Sénat ;

Deux membres choisis dans son sein par la Chambre des représentants ;

Un directeur du Ministère compétent ;

Le directeur général de la Caisse d'épargne et de retraite ;

Neuf membres désignés par le gouvernement, dont cinq au moins sont choisis parmi les adhérents des sociétés mutualistes reconnues, et dont deux doivent être des actuels.

Le mandat de ces membres dure six ans et peut être renouvelé ; leurs fonctions sont gratuites et ne donnent lieu qu'à des indemnités de déplacement et de séjour.

Le rôle de la commission est d'examiner les statuts

des diverses sociétés qui veulent obtenir la reconnaissance légale, d'éclairer ces sociétés sur les primes, la détermination des risques, etc.

Elle assure le fonctionnement des mutualités et leur sert de mentor.

### § 2. — Création de Comités de propagande et de patronage.

Pour multiplier les institutions de secours mutuels et de retraite, un arrêté royal, du 22 août 1887, avait établi dans chaque province des comités de propagande. Ils furent remplacés par des comités de patronage, organisés par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières.

Ces comités encouragent les sociétés de secours mutuels et de retraite ou de crédit, et, se mettant en rapport avec les ouvriers, développent chez eux les idées de prévoyance.

Leur rôle social et moralisateur doit être pour nous un précieux exemple.

### § 3. — Tables de risques.

Le risque étant la base même de la mutualité, il importe d'en déterminer exactement la valeur, si l'on veut établir la société sur des bases financières solides.

Le principe de la sélection des risques peut se formuler ainsi : « Il faut faire soigneusement la sélection des risques et exclure, en particulier, ceux qui présentent une prédominance de chances défavorables.

« La raison en est que la société, dans son intérêt et dans celui de ses membres, doit se couvrir contre les incertitudes qui planent sur l'évaluation des risques, et contre la part irréductible d'aléa que conserve toujours le risque le mieux apprécié et le plus justement évalué (1). »

Fidèle à ce principe, le législateur de 1894 a voulu que le gouvernement fasse établir des tables de risques, spécialement dressées pour les sociétés mutualistes.

Ces sociétés y trouveront des évaluations faites sur des données scientifiques, et résultant d'un examen des statistiques de morbidité et de mortalité, telles qu'il en existe chez nous.

La prévoyance du législateur belge assure l'avenir des mutualités, en les mettant, dans les limites du possible, à l'abri de l'aléa qui leur est inhérent.

#### B. — *Loi du 19 mars 1898.*

Les sociétés mutualistes ne sont pas autorisées par la loi de 1894 à faire le commerce. Beaucoup de mutualités, reconnues antérieurement à ce texte, ont placé leurs fonds disponibles dans les pharmacies populaires, suivant l'autorisation que leur en donnait la loi de 1831. Ces sociétés, de par la loi de 1894, étaient condamnées à se dissoudre, si elles ne consentaient pas à renoncer aux placements prohibés.

La loi du 19 mars 1898 a pour but de permettre aux sociétés qui possèdent des intérêts dans les pharmacies po-

(1) *Principes fondamentaux de la mutualité*, M. G. Malherbe, Bruxelles, 1901, p. 6.

pulaires de renoncer aux avantages de la reconnaissance légale, et de continuer à exister comme associations libres, sans devoir recourir à la dissolution (article 2).

La loi de 1898 réserve aux sociétés et aux fédérations reconnues les secours des pouvoirs publics. Nous l'avons déjà fait observer.

Alléchées par l'appât de ces subsides, les mutualités ont intérêt à se mettre en règle avec la loi. La chose leur est d'autant plus facile que leurs membres peuvent créer entre eux, sous forme de coopératives, des pharmacies populaires indépendantes de la mutualité.

Enfin, pour encourager les sociétés réfractaires à ne pas renoncer à la reconnaissance, un délai de deux ans leur est accordé pour modifier les dispositions de leurs statuts contraires au texte de 1894.



## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

*Loi du 18 mai 1873, modifiée par celles des 2 juillet 1875,  
28 mai 1886, 6 juillet 1891, et par l'arrêté royal du  
8 février 1894.*

Le cadre de ce travail nous oblige à restreindre à un exposé sommaire les dispositions spéciales aux sociétés coopératives.

#### § 1. — Nature de ces sociétés.

La société coopérative est une société commerciale qui se compose d'associés, dont le nombre ou les apports sont variables, et dont les parts sont incessibles aux tiers. (article 85).

Seules les associations faisant des opérations commerciales pourront prendre cette forme.

#### § 2. — Constitution des statuts.

La société est formée, à peine de nullité, par un acte spécial, public ou sous signature privée.

Dans ce dernier cas, et par une dérogation de pure faveur à l'article 1925 du Code civil, qui exige autant d'originaux des actes sous seing privé qu'il y a de parties

contractantes, on se contente, pour ce genre de société, de deux originaux.

Les statuts doivent, à peine de nullité, déterminer la dénomination et le siège de la société, son objet, la désignation précise des associés, la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé et son minimum.

L'acte constitutif indiquera en outre : 1° la durée de la société, qui ne peut excéder trente ans ; 2° les conditions d'admission, de démission ou d'exclusion des associés et les conditions de retrait de versements ; 3° comment et par qui les affaires sociales seront administrées et contrôlées, et, s'il y a lieu, le mode de nomination et de révocation du gérant, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leur pouvoir et la durée de leur mandat ; 4° les droits des associés, le mode de convocation, la majorité requise pour la validité des délibérations, le mode de votation ; 5° la répartition des bénéfices et des pertes ; 6° l'étendue de la responsabilité des associés, s'ils sont tenus des engagements de la société solidairement ou divisément sur tout leur patrimoine, ou jusqu'à concurrence d'une somme déterminée seulement.

Si les statuts sont muets sur ces derniers points, la loi fixe elle-même leur réglementation. 1° La société dure dix ans ; 2° les associés ne peuvent en être exclus que pour inexécution du contrat ; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions, et autorise les retraits de versements ; 3° la société est gérée par un administrateur et surveillée par trois commissaires nommés de la même manière que dans les sociétés anonymes ; 4° tous

les associés peuvent voter dans l'assemblée ; ils ont voix égale ; les convocations se font par lettres recommandées signées de l'administration ; les résolutions sont prises en suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes ; 5° les bénéfices et les pertes se partagent chaque année, par moitié par parts égales entre les associés, et par moitié à raison de leur mise ; 6° les associés sont tous solidaires.

### § 3. — Enregistrement et publication.

Les statuts signés par les membres fondateurs doivent être enregistrés ; la loi du 2 juillet 1875 (art. 2) leur accorde pour cette formalité la faveur de la gratuité.

Dans les quinze jours, un exemplaire avec une copie exacte est déposé au greffe du tribunal de commerce, ou, à défaut de celui-ci, au greffe du tribunal civil (arrêté royal du 21 mai 1873, art. 1 et 2).

Les greffiers doivent en donner récépissé sur timbre, et adresser, dans les quarante-huit heures, par lettre recommandée à la direction du *Moniteur*, la copie des pièces à publier. Cette publication est faite par la voie de ce journal, sous forme d'annexes, qui sont adressées aux greffes des Cours et tribunaux où l'on peut gratuitement en prendre connaissance ; ces annexes sont réunies dans un recueil spécial. Elle doit avoir lieu dans les dix jours du dépôt, à peine de dommages-intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.

La publication n'a d'effet que le cinquième jour après la date de l'insertion au *Moniteur*.

*Sanction.* — A défaut de dépôt dans la quinzaine, la publication des statuts est soumise à une amende d'un pour mille du capital social, sans qu'elle puisse être moindre de 50 francs ni supérieure à 5.000 francs; elle est due par les associés solidaires, ou, à défaut de ceux-ci, par les associés fondateurs (1).

De plus, toute action intentée par une société dont l'acte constitutif n'a pas été dûment publié est déclarée non recevable.

Toute modification conventionnelle aux actes de société doit recevoir la même publicité.

Aux termes de l'arrêté royal du 8 février 1894 : « Les actes des sociétés coopératives ayant pour objet la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières, ou des prêts à faire en vue de la construction ou de l'achat d'immeubles destinés à des habitations ouvrières, ainsi que les copies desdits actes, jouissant de l'exemption du timbre et de l'enregistrement, et des frais de publication, doivent, lors de leur dépôt aux greffes des tribunaux et de leur envoi au *Moniteur*, porter la mention de l'année dans laquelle les statuts ont été publiés au recueil spécial et les numéros sous lesquels ils ont figuré. » A défaut de ces mentions, les greffiers refuseront de recevoir en dépôt les actes qui ne seront pas timbrés et enregistrés, et la direction du *Moniteur* pourra refuser de faire gratuitement la publication

(1) Dans l'ancien texte, cette omission donnait lieu à un droit spécial d'enregistrement pour l'Etat, un pour mille du capital, et ne pouvait jamais être réduit. Il n'en est plus de même à présent, car ce droit est remplacé par une amende.

## § 4. — Administration.

Les administrateurs de la société sont choisis par l'assemblée générale, qui détermine le mode de nomination et de révocation du gérant, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leurs pouvoirs et la durée de leur mandat.

La société est ordinairement régie par un conseil d'administration, un conseil de surveillance et un gérant. En cas de silence des statuts, la société est, nous l'avons déjà dit, gérée par un administrateur, et surveillée par trois commissaires nommés de la même manière que dans les sociétés anonymes, c'est-à-dire élus par l'assemblée générale pour une période de six ans.

Le gérant, dans les huit jours de sa nomination, dépose au greffe du tribunal de commerce un extrait de l'acte constatant ses pouvoirs ; il donne sa signature en présence du greffier, ou la lui fait parvenir dans un acte authentique.

Un registre, appelé registre matricule, contient l'acte constitutif de la société ; il indique : 1<sup>o</sup> les noms, les professions et les demeures des sociétaires ; 2<sup>o</sup> la date de leur admission, démission ou exclusion ; 3<sup>o</sup> le compte des sommes versées ou retirées par chacun d'eux.

Ce livre, ainsi que les livres de commerce nécessaires, est coté, parafé et visé, soit par un des juges du tribunal de commerce, soit par le bourgmestre.

## § 5. — Gestion.

Le gérant doit, au début de chaque semestre, déposer au greffe du tribunal de commerce une liste indiquant, par ordre alphabétique, les noms, professions et demeures de tous les associés ; cette liste est datée et certifiée véritable par les signataires, qui sont responsables de toute fausse énonciation.

Chaque année, à l'époque fixée par les statuts, l'administration dresse un inventaire, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements.

L'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Un prélèvement annuel d'un vingtième au moins, sur les bénéfices nets, est affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

Les bénéfices répartis entre les actionnaires doivent être réels ; la distribution de bénéfices fictifs entraîne, pour le gérant ou administrateur, une amende de 50 francs à 10.000 francs ou un emprisonnement de un mois à un an.

Un mois avant l'assemblée générale l'administration remet les pièces aux commissaires, qui doivent faire un rapport ; le bilan, approuvé par l'assemblée générale, doit être déposé au greffe du tribunal de commerce.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et

autres pièces émanés des sociétés coopératives, doit se trouver la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres : « Société coopérative ».

Ces différentes mesures sont prises dans l'intérêt des tiers.

§ 6. — Changements dans le personnel. — Leurs effets  
sur le fonds social.

α) *Admission des associés.* — L'admission des associés est constatée par l'apposition de leur signature sur le registre de la société ; la date doit être placée en regard du nom.

Leurs droits sont représentés par un titre nominatif, qui porte la dénomination de la société, les nom, prénoms, qualité et demeure du titulaire, la date de son admission, le tout signé par lui et par celui qui a la gestion et la signature sociales.

Ce titre mentionne, par ordre de dates, les versements et les retraites effectués par le titulaire. Ces annotations sont, selon le cas, signées par le représentant de la société ou par le titulaire et valent quittance ; ce titre contient les statuts de la société ; exemption lui est faite du timbre et de l'enregistrement.

β) *Démission d'un associé.* — Lorsque les statuts reconnaissent aux associés le droit de se retirer, ceux-ci ne peuvent donner leur démission que dans les six premiers mois de l'année sociale.



La démission est constatée sur le titre de l'associé, et sur le registre de la société, en marge du nom du démissionnaire. Ces mentions sont datées et signées par l'associé et par le gérant.

En cas de refus de la part du gérant de constater la démission, elle est reçue au greffe de la justice de paix du siège social. Le greffier en dresse procès-verbal, et en avertit la société, par lettre recommandée, dans les vingt-quatre heures.

7) *Exclusion d'un associé.* — Les statuts doivent prévoir les causes d'exclusion ; mais cette peine ne peut être prononcée qu'en cas d'inexécution du contrat. Elle donne lieu à un procès-verbal, rédigé et signé par le gérant, relatant les faits, établissant que l'exclusion a été prononcée conformément aux statuts. Transcription de ce procès-verbal est faite sur le registre des membres de la société, et copie conforme en est adressée au sociétaire exclu, dans les deux jours, par lettre recommandée.

*Droits et obligations du démissionnaire ou de l'associé exclu.* — Le membre qui se sépare de la société, comme celui qui en est exclu, ne peut provoquer la liquidation de celle-ci ; il reçoit sa part telle qu'elle résulte du *bilan de l'année sociale pendant laquelle s'est effectuée sa sortie* (art. 96).

Il reste personnellement tenu, dans les limites où il s'est engagé, et pendant cinq ans à partir de sa démission ou de son exclusion, sauf les cas de prescription plus courte établie par la loi, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année de sa retraite (1).

(1) Aux termes de l'ancien article 96, l'associé démissionnaire ou

En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants, recouvrent sa part telle qu'elle ressort du bilan de l'année sociale dans laquelle il a disparu de la société. Jamais ils ne peuvent provoquer la liquidation.

Les créanciers personnels de l'associé ne peuvent saisir que les intérêts et dividendes qui lui reviennent, et la part qui lui sera attribuée à la dissolution de la société.

Le législateur a mis l'avoir social à couvert contre une liquidation inopinée qui aurait pu se trouver provoquée par un associé ou ses ayants droit, ce qui aurait retiré toute sécurité à la société.

#### § 7. — Liquidation.

Les règles en sont les mêmes pour toutes les sociétés commerciales.

Ces sociétés, après leur dissolution, sont réputées exis-

exclu avait le droit de recevoir sa part, telle qu'elle ressortait du dernier bilan avant sa démission dans les délais fixés par les statuts. Il en résultait une conséquence fâcheuse ; l'associé pouvait se décharger des faits accomplis avant sa démission ou bien se trouver privé, par une exclusion frauduleuse, des avantages d'un exercice prospère, car on faisait rétroagir l'effet de sa sortie. La loi de 1898, art. 98, faisait porter la responsabilité de l'ex-associé sur les actes antérieurs à la sortie. Aucune publication spéciale n'avertissait les tiers de son départ ; ceux-ci pouvaient se trouver en présence d'une société qui ne leur offrait plus les mêmes garanties, puisque certains membres, sur la solidarité desquels ils comptaient, n'en faisaient plus partie.

Pour obvier à ce grave inconvénient, la loi de 1886 rend les sociétaires démissionnaires ou exclus, responsables de tous les engagements contractés par la société jusque la fin de l'année.

ter pour leur liquidation ; toutes les pièces qu'elles établissent doivent mentionner qu'elles sont en liquidation.

Le mode de liquidation peut être établi par les statuts ; sinon, il est déterminé par l'assemblée générale des associés, qui nomme les liquidateurs.

A défaut de nomination des liquidateurs, les associés gérants le sont de fait à l'égard des tiers.

Le pouvoir des liquidateurs est absolu pour tous les actes concernant la liquidation, réalisation des créances, paiement des dettes, transactions, aliénation des immeubles par adjudication publique.

L'autorisation de l'assemblée générale leur est seulement nécessaire pour continuer jusqu'à réalisation l'industrie ou le commerce de la société, pour emprunter à l'effet de payer les dettes sociales, pour créer des effets de commerce, pour hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner les immeubles, même de gré à gré.

Après avoir désintéressé les créanciers privilégiés, les liquidateurs paient toutes les dettes de la société exigibles ou non, proportionnellement, tout en retenant l'escompte pour les dernières. Après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement, ils distribuent aux sociétaires l'argent ou les valeurs qui peuvent être également réparties ; ils leur remettent les biens qui ont dû être conservés pour être partagés. Les résultats de la liquidation sont soumis à l'assemblée générale. Les liquidateurs font un rapport sur l'emploi des valeurs sociales, et rendent les comptes avec les pièces justificatives. Des commissaires spéciaux examinent le dossier et font, dans

une réunion ultérieure, un rapport sur la gestion des liquidateurs.

Ces derniers sont responsables, tant envers les tiers qu'envers les associés, de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur administration, pendant cinq ans à partir de ces faits, ou dans le cas d'acte frauduleux, seulement à partir de la découverte du dol.

La publication de la clôture de la liquidation se fait suivant les règles déjà exposées.

**§ 8. — Exemption de certains droits pour les sociétés coopératives.**

*1° Exemption du droit de timbre.* — La loi du 2 juillet 1875, exempte de la formalité du timbre les minutes, extraits, copies ou expéditions des actes, procès-verbaux et registres constatant la formation des sociétés coopératives, et les rapports ultérieurs de ces sociétés avec les gérants, les liquidateurs et les associés en cette qualité (art. 1).

*2° Exemption du droit d'enregistrement.* — Tous les actes passés devant notaire ou faits au greffe de la justice de paix ou du tribunal de commerce, ainsi que les actes sous seing privé portant formation, modification, dissolution ou mode de liquidation, sont enregistrés gratuitement.

Les autres actes sous seing privé sont dispensés de la formalité de l'enregistrement (art. 2).

*3° Exemption du droit de greffe.* — Les minutes rédigées au greffe du tribunal de commerce et les extraits, copies ou expéditions, délivrés par le greffier, des actes,

procès-verbaux et documents sus-énumérés, sont exempts des droits de greffe et ne donnent lieu qu'à un salaire minime pour le greffier.

4° *Publication gratuite.* — La publication, par la voie du *Moniteur*, des actes relatifs aux sociétés coopératives, est faite gratuitement.

5° *Droit de patente.* — Aux termes des articles 4 et 5 de la *loi du 6 juillet 1891*, toutes les coopératives, sauf celles qui ont pour objet exclusif la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières, sont assujetties aux droits de patente inhérents à leur métier, profession, commerce ou industrie.

## TITRE II

### LES INSTITUTIONS AGRICOLES DES FLANDRES BELGES.

La Belgique possède deux sortes d'associations agricoles :

1° Les Associations Officielles ;

2° Les Associations Libres.

Nous les étudierons dans des chapitres distincts. Le premier sera réservé aux associations officielles ; nous traiterons dans les suivants des associations libres.

### CHAPITRE PREMIER

#### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES OFFICIELLES DANS LES FLANDRES BELGES.

Ce chapitre, consacré aux Comices, aux Sociétés provinciales d'agriculture, et au Conseil supérieur de l'Agriculture, nous montrera leur organisation.

Nous insisterons particulièrement sur les comices, dont nous indiquerons le développement.

Une section spéciale sera réservée à l'étude d'un comice modèle.

Nous donnerons en appendice, et pour être complet, un aperçu des Wateringues belges qui trouvent ici leur place.

#### SECTION I. — Les comices agricoles.

Institués dans le but de faciliter les progrès de l'agriculture, par un arrêté royal du 20 janvier 1848, les comices ont été réorganisés par un nouvel arrêté du 20 octobre 1889.

Ce sont des associations agricoles, composées de cultivateurs appartenant presque toujours à un même canton ; leur circonscription peut être plus vaste ; elle est laissée à la détermination du ministre de l'agriculture.

Cette association, formée par 50 membres au moins, est administrée par un comité qui comprend de 7 à 11 membres, parmi lesquels on choisit un président, deux vice-présidents et un secrétaire.

Les réunions ordinaires ont lieu deux fois par an au moins. En janvier on prépare le budget ; on réélit le comité, etc. Des réunions extraordinaires peuvent être provoquées par le président, le comité ou quelques membres (12 au minimum). Ce comité organise les concours, fait exécuter les décisions du comice, se met en rapport avec la société provinciale, etc., etc.

Le but général des comices est de faciliter le développement de l'agriculture et de veiller à la conservation de ses intérêts.

Pour le réaliser, ils se servent de différents moyens



dont le plus répandu est l'organisation de concours agricoles. Ces expositions, qui ont lieu chaque année ou tous les deux ou trois ans, réunissent les animaux, les machines agricoles, les produits de la ferme. Des primes récompensent les exposants. Parfois, le comice leur achète les animaux exposés, pour la reproduction ; parfois, les machines perfectionnées, pour les mettre à la disposition de ses membres, moyennant une légère rétribution.

Outre ces concours où chacun rivalise de zèle, les comices ont organisé des champs d'expérience, où l'on applique les procédés de culture nouveaux, où l'on juge de l'emploi qui doit être fait des engrais pour produire davantage et à meilleur marché. Ces champs d'expérience ont l'immense avantage de combattre la routine des cultivateurs et de les initier aux méthodes modernes.

Les comices sont aidés dans leur œuvre par le gouvernement qui met à leur disposition des subsides assez considérables, subsides qui, venant s'ajouter à leurs recettes ordinaires (cotisations des membres actifs et honoraires, subventions, etc.), accroissent le montant de leur avoir.

Le tableau suivant donnera un aperçu de la situation et de l'activité des comices dans chacune des provinces de la Belgique flamande (1).

(1) Ces chiffres sont empruntés aux *Exposés statistiques de la situation des Associations agricoles* publiés par l'Office du Travail.

| PROVINCES              | ANNÉES | IMPORTANCE NUMÉRIQUE  |                       | CHIFFRE D'AFFAIRES |            |
|------------------------|--------|-----------------------|-----------------------|--------------------|------------|
|                        |        | Nombre<br>des Comices | Nombre<br>des membres | Recettes           | Dépenses   |
| Anvers                 | 1895   | 49                    | 2.777                 | 35.797 fr.         | 29.884 fr. |
|                        | 1896   | 49                    | 2.769                 | 36.063             | 30.484     |
|                        | 1897   | 49                    | 2.799                 | 30.475             | 24.943     |
|                        | 1898   | 49                    | 2.873                 | 35.136             | 28.799     |
|                        | 1899   | 49                    | 2.932                 | 31.120             | 26.133     |
|                        | 1900   | 49                    | 3.014                 | 32.130             | 26.425     |
| Brabant                | 1895   | 49                    | 2.635                 | 36.706             | 28.568     |
|                        | 1896   | 49                    | 2.800                 | 41.986             | 34.049     |
|                        | 1897   | 49                    | 2.801                 | 30.828             | 15.699     |
|                        | 1898   | 49                    | 3.493                 | 38.132             | 31.713     |
|                        | 1899   | 20                    | 3.199                 | 40.683             | 21.557     |
|                        | 1900   | 20                    | 3.215                 | 41.564             | 27.667     |
| Flandre<br>occidentale | 1895   | 43                    | 3.115                 | 38.057             | 37.480     |
|                        | 1896   | 43                    | 2.982                 | 40.967             | 41.020     |
|                        | 1897   | 43                    | 2.882                 | 35.583             | 34.586     |
|                        | 1898   | 43                    | 2.852                 | 38.969             | 38.294     |
|                        | 1899   | 43                    | 2.858                 | 33.350             | 30.564     |
|                        | 1900   | 43                    | 2.895                 | 30.945             | 29.676     |
| Flandre<br>orientale   | 1895   | 25                    | 3.658                 | 52.776             | 45.761     |
|                        | 1896   | 26                    | 3.923                 | 38.924             | 30.298     |
|                        | 1897   | 27                    | 4.219                 | 35.074             | 29.762     |
|                        | 1898   | 27                    | 4.158                 | 41.395             | 32.249     |
|                        | 1899   | 27                    | 4.214                 | 37.318             | 29.092     |
|                        | 1900   | 27                    | 4.491                 | 38.327             | 32.046     |
| Limbourg               | 1895   | 43                    | 1.290                 | 18.050             | 9.986      |
|                        | 1896   | 43                    | 1.574                 | 18.991             | 12.544     |
|                        | 1897   | 43                    | 1.319                 | 21.478             | 10.732     |
|                        | 1898   | 43                    | 1.312                 | 21.979             | 9.483      |
|                        | 1899   | 43                    | 1.370                 | 24.305             | 15.768     |
|                        | 1900   | 43                    | 1.585                 | 27.410             | 22.910     |

L'importance des recettes et des dépenses ne correspond pas, comme on pourrait le croire, à l'activité agricole.

Beaucoup d'entre eux paraissent sommeiller et ne font aucune œuvre utile. Il en est cependant qui se sont signalés par les précieux services qu'ils ont rendus : tels ceux de *Kemmel*, *Grammont*, dans la Flandre orientale, de *Tirlemont* dans le Brabant, et tout spécialement le *Comice d'Herzèle* dont nous donnons plus loin la monographie.

On a adressé aux comices un certain nombre de critiques ; nous voulons en relever quelques-unes.

De même qu'en France, les comices sont fermés à tous les petits cultivateurs et aux ouvriers agricoles par l'élévation du taux de leurs cotisations (2 à 5 francs) ; cela tient à ce que les concours coûtent fort cher, et ne donnent pas de résultats correspondants aux sacrifices qu'ils imposent. En consultant les statistiques, on s'aperçoit que les comices ne comptent environ que 2 0/0 de la population rurale. Ajoutons à cela qu'une grande partie de leurs membres reste complètement étrangère à la profession agricole. Nous y trouvons un double inconvénient : 1° les comices sont trop souvent des centres politiques, au lieu de rester des organisations professionnelles ; 2° par le fait même de la déviation de leur but, ils perdent de leur activité, et deviennent les ennemis des associations libres.

Le Conseil supérieur de l'agriculture émettait, dans sa session de 1898 à 1899, un projet de réorganisation, suivant lequel les comices seraient les initiateurs et les protecteurs des syndicats, des coopératives, des institutions de crédit et de prévoyance. Ils deviendraient de vérita-

bles associations professionnelles; car, en réduisant le taux des cotisations, on faciliterait leur accès aux plus humbles cultivateurs comme aux ouvriers agricoles, et, de plus, on n'accepterait les personnes ne s'occupant pas effectivement d'agriculture qu'à titre de membres honoraires.

D'autres projets, celui de M. Niezette, déposé à la Chambre des représentants le 1<sup>er</sup> mars 1895, et celui de M. Denis, du 18 mai 1897, faisaient des comices de véritables associations obligatoires, composées de trois sortes de délégués, nommés par les propriétaires, les fermiers et les ouvriers agricoles.

Les comices seraient des corps administratifs et consultatifs, ayant pour mission de délibérer sur les intérêts de l'agriculture, et de la faire progresser; ils seraient en même temps des conseils d'arbitrage et de conciliation, aplanissant les difficultés qui peuvent surgir entre les membres, fixant le taux des fermages, plaçant les ouvriers agricoles, etc. (1).

Une réorganisation des comices s'impose, car on voudrait leur voir prendre un essor plus grand et rendre à l'agriculture des services plus effectifs; nous ne doutons pas que les vœux unanimes formulés dans ce sens ne reçoivent bientôt leur réalisation.

(1) V. M. G. Malherbe, *Les Associations agricoles libres, les Chambres d'agriculture et les Comices*, p. 29, 33 et s. Binche, 1898.

## SECTION II. — Les Sociétés provinciales d'agriculture.

Chaque comice élit tous les ans deux délégués pour former la Société provinciale d'agriculture, qui n'est autre chose que la fédération de tous les comices d'une même province.

Cette société est administrée par une commission provinciale choisie dans son sein et composée de 8 membres au moins, de 12 au plus. La députation permanente y est représentée par un délégué.

Le rôle de la société provinciale est de s'occuper de tout ce qui regarde l'agriculture de sa circonscription, de propager les améliorations agricoles ; de donner son avis au gouvernement, au conseil provincial d'agriculture, aux comices, quand ils lui en font la demande ; de répartir entre les comices les subventions du gouvernement ; d'organiser des concours régionaux, etc.

Elle étudie les questions techniques qui intéressent la région, propose des réformes, fait paraître des rapports, etc.

Elle a aussi, dans ses attributions, la surveillance des comices, dont elle examine la situation financière ; enfin, elle fixe son propre budget pour l'année courante.

Chaque année, dans le courant du mois de mars, la société provinciale d'agriculture tient sa session ordinaire, durant laquelle elle réélit sa commission, nomme les délégués au Conseil supérieur de l'agriculture, fixe le programme des concours, etc.

Les sessions extraordinaires peuvent être provoquées à

la demande du bureau, ou à celle de cinq délégués représentant autant de comices différents.

Les cinq sociétés provinciales d'agriculture de la Flandre belge comptent 83 comices groupant 15.400 membres ; ces chiffres se décomposent comme il suit :

*Société provinciale de la Flandre Occidentale*, 13 comices avec 3.000 membres.

*Société provinciale de la Flandre Orientale*, 25 comices avec 4.000 membres.

*Société provinciale du Brabant*, 19 comices avec 4.000 membres.

*Société provinciale d'Anvers*, 19 comices avec 3.000 membres.

*Société provinciale du Limbourg*, 13 comices avec 1.400 membres.

### SECTION III. — Conseil supérieur de l'agriculture.

Ce Conseil, fondé en 1878, est la fédération des sociétés provinciales ; c'est une délégation des agriculteurs au second degré.

Il comprend 36 membres, dont 18 envoyés par les sociétés provinciales (soit 2 membres par société), 9 nommés directement par le Roi, et 9 autres représentant diverses associations (1).

(1) La *Société centrale d'agriculture de Belgique*, la *Ligue des propriétaires et des agriculteurs de la Flandre Occidentale*, la *Ligue des agriculteurs de la Flandre Orientale*, la *Corporation de N.-D. des Champs*

Le bureau du Conseil se compose d'un président, d'un secrétaire et de trois membres permanents.

Tandis que les comices et les sociétés provinciales d'agriculture ont des attributions restreintes à leur circonscription, le Conseil supérieur s'occupe de toutes les questions intéressant l'agriculture nationale (lois, tarifs douaniers, droits protecteurs, etc.). Il se renseigne sur toutes les questions rurales, ordonne des enquêtes, des rapports, de façon à pouvoir éclairer le gouvernement ou les sociétés provinciales.

Il a un organe officiel, édité par le ministère de l'Agriculture, et que l'on nomme le *Bulletin du Conseil supérieur de l'Agriculture*.

Toute cette organisation des associations agricoles officielles pouvait être bonne, quand les comices et les sociétés provinciales étaient seuls à représenter les intérêts agricoles ; mais, depuis que s'est produite en Belgique cette magnifique efflorescence des associations libres, cet organisme est suranné. Aussi réclame-t-on de tous côtés une représentation professionnelle, c'est-à-dire la création de chambres d'agriculture.

Si les réclamations sont unanimes, les solutions données à la question sont diverses.

Les uns, MM. Niezette et Denis, confondent, comme nous l'avons vu, les comices et les chambres d'agriculture.

*du Hainaut*, le *Boerenbond de Louvain*, la *Caisse de réassurance du bétail du Limbourg*, la *Fédération des sociétés d'assurance du bétail de Liège*, le *Syndicat agricole Liégeois*, la *Ligue Luxembourgeoise*, ont droit chacun à un délégué.



Les autres, et parmi eux les membres du *Landbouwesbond de la Flandre Orientale*, veulent en faire des chambres de conciliation et d'arbitrage, et, en même temps, des corps consultatifs et administratifs.

D'autres leur assignent uniquement le rôle de chambres représentatives et consultatives au point de vue des intérêts agricoles. Leur compétence serait assurée par leur localisation (il y aurait des chambres locales), et leurs vœux acquerraient une autorité incontestable, en passant par les chambres cantonales, provinciales, pour arriver enfin, par le canal de la chambre supérieure, aux oreilles du gouvernement (1).

Tous s'accordent pour élargir la composition des chambres d'agriculture, afin que toutes les associations et tous les intérêts agricoles, sans distinction d'importance, y soient représentés.

Un autre vœu des économistes ruraux est celui de l'organisation d'un Bureau des Associations et du Travail agricoles, correspondant à l'Office du Travail créé par l'industrie. Il s'étendrait à toutes les associations agricoles, servirait d'office de renseignements, examinerait les statuts des différentes sociétés, les consulterait sur les intérêts professionnels etc. Il formerait dans l'administration de l'Agriculture, à côté des trois sections du service vétérinaire, du service de l'enseignement agricole et du service des agronomes, une section spéciale que l'on nommerait « Bureau des Associations ».

(1) *Sic* : G. Malherbe, *op. cit.*, p. 41.

Après ces considérations générales, nous désirons donner un aperçu de l'activité que peut avoir un comice agricole, en prenant pour type : le plus célèbre de la Belgique le *Comice d'Herzèle*. Son champ d'action, aussi vaste que varié, lui a déjà valu d'intéressantes études (1).

SECTION IV. — **Un Comice modèle ou le comice agricole d'Herzèle.**

§ 1<sup>er</sup>. — **Son organisation.**

Le *Comice d'Herzèle*, dans la Flandre Orientale, possède un règlement d'ordre intérieur, grâce auquel il peut poursuivre sûrement les améliorations agricoles appropriées à son milieu. Connaissant le mode de culture du pays où elle devait déployer son action (2), les besoins des fermiers, leurs ressources et leur caractère, les fondateurs de cette œuvre admirable ont voulu lui donner toutes les chances de succès et de viabilité, en facilitant à tous le moyen de bénéficier de ses avantages.

Voilà quelques-unes des heureuses dispositions qui montrent, avec son organisation bien comprise, le but social en même temps qu'économique de cette société.

Les cotisations sont plus faibles pour les petits cultiva-

(1) *Le Comice agricole d'Herzèle et ses affiliations, à l'exposition régionale de Gand*, 1899 ; *Revue agronomique*, Louvain, 1894, p. 185 ; Troude, *Journal de l'agriculture*, Paris, 1896, p. 706 et s.

(2) La petite culture seule (grains, beurre, laiterie) est pratiquée dans cette région.

teurs : cette mesure est très rationnelle, car de cette façon chacun a libre accès dans le comice, et paie en proportion des services qu'il lui demande.

Chaque village possède une section locale, qui envoie au bureau du comice un nombre de délégués proportionnel à son importance.

Des réunions mensuelles faites dans chaque commune à tour de rôles, en proportion du nombre des membres, permettent à ceux-ci des visites de champs d'expérience, d'établissements modèles, d'usines, etc.

Enfin, loin de traiter en ennemies les autres associations agricoles de son ressort, le comice étend sur elles sa tutélaire protection, et les englobe dans son organisation en admettant dans son bureau des délégués de chacune d'elles. Il encourage la création des institutions agricoles, en accordant aux deux premières associations fondées chaque année une subvention de 60 francs.

Entrons dans le détail des œuvres multiples organisées par cette société.

## § 2. — Son activité.

a) *Les achats en commun.* — Une société coopérative, ayant une existence et une direction distinctes, passe les marchés.

Les actions de la coopérative sont de 20 francs ; le montant en est couvert par une taxe de 1 0/0 sur les opérations faites ; procédé très ingénieux pour se procurer un capital sans appel de fonds.

La commande des marchandises est aussi simple que le mode de livraison. Les membres font, sur un bulletin qu'ils reçoivent à cet effet, les demandes d'engrais, d'aliments pour leurs bestiaux ou de semences. La société réunit ces commandes, passe des marchés en gros qui lui permettent d'obtenir d'importantes réductions (1) et des matières de premier choix soumises à l'analyse, puis, prévient les intéressés des dates d'arrivée. Chaque associé prend en gare livraison de ses commandes, qu'il paie au comptant, avec une majoration de 1 franc à 1 fr. 50 0/0 destinée à couvrir les frais occasionnés.

Grâce à ce procédé, les associés ont l'avantage de se procurer des matières excellentes pour un prix minime, sans avoir besoin de recourir à des intermédiaires qui prendraient sur leurs achats la rémunération de leurs services.

Nous donnons le détail des marchés passés par la coopérative :

| ANNÉES | ENGRAIS | MATIÈRES ALIMENTAIRES |
|--------|---------|-----------------------|
| 1889   | 10.000  |                       |
| 1890   | 64.000  |                       |
| 1891   | 42.000  |                       |
| 1892   | 94.000  |                       |
| 1893   | 65.000  | 15.000                |
| 1894   | 87.000  | 21.000                |
| 1895   | 79.000  | 29.600                |
| 1896   | 160.000 | 70.800                |
| 1897   | 210.795 | 86.000                |
| 1898   | 270.425 | 109.610               |
| 1899   | 279.789 | 128.840               |
| 1900   | 280.525 | 113.350               |

(1) Les calculs ont démontré que les associés paient leurs marchandises 3 francs aux 100 kilos moins cher qu'auparavant.

La progression croissante ressort de l'éloquence des chiffres.

b) *Le crédit mutuel par la Caisse Raiffeisen.* — Une caisse d'épargne et de crédit mutuel a été fondée par le comice dans la commune de Borsbèke.

La *Caisse de Borsbèke* a fait comme affaires :

|                                |               |
|--------------------------------|---------------|
| En 1898 : Versements . . . . . | 17.255 francs |
| Prêts . . . . .                | 4.506 —       |
| En 1899 : Versements . . . . . | 24.684 —      |
| Prêts . . . . .                | 6.340 —       |
| En 1900 : Versements . . . . . | 15.405 —      |
| Prêts . . . . .                | 17.700 —      |
| En 1901 : Versements . . . . . | 9.776 —       |
| Prêts . . . . .                | 150 —         |

Le comice compte propager les institutions de crédit dans chacune des communes de sa circonscription.

c) *Les laiteries coopératives.* — La circonscription du comice n'étant pas une zone de culture industrielle, celui-ci s'est attaché à développer toutes les sources de produits de la petite culture. Il s'est affilié neuf laiteries coopératives, dont la principale a son siège à *Borsbèke-les-Alost*.

Cette laiterie à vapeur possède une magnifique installation. Des glaciers servent à y refroidir le lait dès son arrivée, un système de pasteurisation perfectionné y fonctionne ; les écrémeuses centrifuges, barattes et appareils de contrôle des meilleures marques y sont essayés.

Les membres de la *laiterie de Borsbèke* sont actuelle-

ment environ 200, et possèdent plus de 400 vaches, sur lesquelles ils retirent annuellement un bénéfice moyen de 50 francs par bête.

Pour se rendre compte de l'importance et de la prospérité de cette institution, il est à remarquer qu'un arrêté ministériel du 23 septembre 1898 lui a annexé une école de laiterie, spécialement réservée aux jeunes gens des provinces flamandes.

A côté de cette laiterie, et actionnés par sa machine à vapeur, existent une distillerie agricole, des instruments agricoles (trieurs, hache-paille concasseurs, etc.).

d) *Syndicats d'élevage*. — Pour retirer le plus grand profit des produits des animaux, il faut établir parmi ceux-ci la sélection ; le *Comice d'Herzèle* s'est appliqué à propager ce principe, en créant plusieurs *syndicats d'élevage*, dont le premier fut fondé à *Borsbèke*, le 1<sup>er</sup> mars 1892, entre les membres de la laiterie coopérative.

Le but poursuivi est de donner aux paysans les connaissances zootechniques voulues pour leur permettre d'apprécier les qualités d'une bête, de reconnaître, par exemple, les meilleures vaches laitières, les bêtes de boucherie les plus avantageuses.

Pour y parvenir on fait une expertise du bétail, auquel on attribue des points d'après une échelle établie de la manière suivante :

50 points sont attribués à la généalogie et sont déterminés en ramenant en 0/0 la moyenne des points du père et de la mère.

100 points sont attribués à l'extérieur de la bête, d'après

une échelle fournie par la *Fédération des syndicats d'élevage de la Flandre Orientale*.

40 points sont attribués à l'hygiène et à l'alimentation et 60 à la production en lait et en beurre, selon le résultat des constatations faites : 1° un mois après le vélage ; 2° six mois après le part.

Le nombre de points obtenus par chaque bête est transmis au propriétaire, qui juge ainsi des bons ou mauvais résultats de sa méthode d'élevage.

On a calculé que grâce à l'application de ce principe on pouvait réaliser, avec une vache moyenne, une augmentation de production de 25 francs par an.

Toutes les communes du canton ont leur syndicat d'élevage et inscrivent près de 900 animaux.

e) *Les Assurances*.— L'assurance du bétail se fait par la mutualité dans huit communes environnantes (1) comptant plus de 400 animaux.

Les cotisations sont fixes et préalables ; les membres doivent prendre, en cas de sinistre, une part de viande proportionnelle au chiffre de leurs bêtes assurées, lorsque la bête abattue est utilisable.

Le comice a organisé l'assurance chevaline ; 95 membres assurent 140 chevaux au prix moyen de 860 francs. La prime exigée est de 1 fr. 50 0/0 de la valeur assurée, et l'indemnité accordée des trois quarts de la valeur de l'animal.

Une pharmacie vétérinaire est installée au siège du co-

(1) Bambrugge, Borsbèke, Helderger, Herzèle, Ressegem, St-Andelinckx, Hautem St-Liévin, Wonbrechtegem.



mice, et permet aux cultivateurs d'avoir sous la main les remèdes nécessaires dans les cas les plus pressants.

L'assurance contre l'incendie et contre les accidents est faite par de grandes compagnies, qui accordent aux membres du comice des réductions variant de 30 à 40 0/0.

Le *Comice d'Herzèle* a organisé, outre les champs d'expérience et de démonstrations culturales, un syndicat pour l'amélioration collective des semences, ainsi que l'enseignement agricole par les conférences, les brochures, l'ouverture d'une bibliothèque et d'un musée.

Tout est mis en œuvre pour la prospérité de la culture locale.

Nous empruntons à l'intéressante étude de M. Varlez la remarque suivante qui résume les avantages procurés par le comice, en en faisant l'application pratique (1) :

« Le fermier qui a une ferme de 10 hectares peut réaliser un bénéfice supplémentaire de 162 francs par hectare, ou au total . . . . . 1.420 fr.

Avec 6 vaches il obtient 125 francs de bénéfices supplémentaires. . . . . 750

Avec des achats de 1.000 kilos d'engrais et de 500 kilos de matières alimentaires il peut réaliser un bénéfice de . . . . . 45

Enfin sur une trentaine de francs d'assurances . . . . . 15

soit ensemble un déplacement de 2.430 francs largement suffisant à mettre l'agriculture en bénéfice. »

(1) Varlez, *Les Associations rurales en Belgique*, Musée social, Paris, 1900, p. 137.

Ces calculs sont assez concluants pour se passer de commentaire ; l'œuvre d'Herzèle, unique dans son genre, semble n'être qu'un rêve irréalisable, quand on compare à ses résultats ceux de la plupart des autres comices et notamment de nos comices français.

#### APPENDICE. — Les *wateringues* belges.

Nous ne pouvons donner qu'un rapide aperçu de l'organisation et de l'état des *Wateringues belges*. Cette matière mériterait à elle seule une étude spéciale (1).

La Belgique, comme la France, eut à défendre ses provinces septentrionales, tant contre les inondations et les marées, que contre les crues des rivières.

Les vallées de l'Escaut, de la Lys, de la Dendre, formaient jadis un vaste marécage stérile et insalubre, que les efforts des hommes parvinrent à conquérir sur les eaux.

Les travaux individuels exécutés sans vue d'ensemble ne donnèrent aucun résultat : seule l'association pouvait, en agglomérant les forces, conjurer la ruine qui menaçait ces contrées et en faire une région prospère.

Ces associations qui remontent au XII<sup>e</sup> siècle prennent le nom de *Wateringues* ou *Dicages* (de *Dijken* digue) ou *Polders*.

On a peu à peu spécialisé les termes, et dénommé *Pol-*

(1) Voir sur ce point l'intéressant ouvrage de M. Jos. Schramme, avocat à Bruges ; Bruxelles, 1899. Nous y avons puisé de précieux renseignements. Voir aussi Dalloz au mot *Wateringues*.

ders, les rivages de la mer où sont exécutés des travaux d'endiguement, et *Wateringues*, les régions intérieures protégées contre les eaux des fleuves et des rivières.

Ces différentes dénominations s'appliquent aux terrains sur lesquels se déploie l'activité de l'association, aussi bien qu'à cette association elle-même.

Leur organisation, sous le droit coutumier et jusqu'en 1815, a été la même que celle de nos *Wateringues* françaises.

Le 24 août 1815, c'est-à-dire sous la période hollandaise, la loi fondamentale, dans son chapitre IX, donne au Roi la surveillance suprême des ouvrages hydrauliques, ponts et chaussées, dont il doit faire exercer la surveillance générale comme bon lui semble.

Les travaux hydrauliques, digues ou écluses destinées à contenir les eaux de la mer ou des rivières, sont entretenus aux frais de collèges, de communes ou de particuliers, sous la direction générale des eaux, ponts et chaussées (art. 220).

Tous les autres travaux de ce genre sont sous la surveillance des Etats des Provinces.

Cette loi met les *Wateringues* sous la dépendance des Etats des Provinces qui peuvent modifier les règlements, surveiller les travaux autres que ceux destinés à contenir les eaux de la mer et des rivières, qui dépendent directement des ponts et chaussées.

Un arrêté royal du 7 janvier 1817 reconnaît, sauf les restrictions que nous venons de voir, l'autorité et la juridiction des *Wateringues*.

C'est en 1846 que furent organisées d'une façon définitive les administrations de Wateringues. Le dessèchement des vallées de l'Escaut, de la Dendre et de la Lys s'imposait : aussi, le 18 juin 1846, les chambres confièrent au gouvernement le soin de faire un règlement d'administration publique pour l'institution et l'organisation des Wateringues dans cette région. Ce règlement fut pris par arrêté royal du 9 décembre 1847. Cet arrêté règle sa composition et les attributions des pouvoirs directeurs, la rédaction du règlement, les mesures relatives soit à la répartition, soit à la perception de l'imposition, soit à l'exécution des travaux, soit à la police, etc.

Ce règlement spécial aux vallées de l'Escaut, de la Dendre et de la Lys fut étendu : 1<sup>o</sup> par arrêté royal du 31 janvier 1852, à toutes les Wateringues à instituer dans les vallées des autres rivières du royaume ; 2<sup>o</sup> d'une façon générale, en 1859, aux Wateringues à instituer ou déjà constituées dans toute la Belgique.

*Caractère juridique.* — Les *Associations de Wateringues* belges ont le caractère de véritables administrations et d'autorités publiques.

En effet, bien qu'elles aient comme objectif la protection et l'amélioration des propriétés privées, elles ont un but d'intérêt public ; car « en s'occupant de travaux d'endiguement, d'irrigation et de dessèchement, elles ont pour mission de garantir la conservation d'une partie notable du patrimoine national, de veiller à la salubrité publique, de garantir la sûreté des communications, et tout ce

qui a rapport à l'agriculture, à la propriété, au commerce, à l'industrie et à la navigation » (1).

Les Wateringues agissent comme pouvoir administratif, chacune dans leur circonscription en ce qui regarde leurs attributions, c'est-à-dire, irrigation, dessèchement, amélioration ou défense des terrains, et déterminent les taxes et les impositions.

Dans un arrêt du 8 mai 1891, la Cour de cassation belge reconnaît à ces taxes le caractère d'impositions publiques, établies dans un intérêt public, et fixées et réparties par une autorité publique (2). Elles prennent des décisions qui, approuvées par le Roi ou la députation permanente suivant les cas, ne sont pas de la compétence des tribunaux judiciaires.

Elles peuvent exproprier.

Ces pouvoirs ne sont pas illimités : tous les actes doivent recevoir l'approbation de la députation permanente du conseil provincial ; tous les travaux sont sous la haute surveillance de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, ils doivent obtenir l'autorisation de la députation permanente du conseil provincial, et parfois même celle du Roi suivant leur nature.

Les ouvrages d'établissement de voies nouvelles, de suppression ou de changement de voies existantes, doivent être autorisés par le Roi et par la députation permanente du conseil provincial. Pour tous les autres travaux cette dernière est suffisante.

(1) V. Schramme, *op. cit.*, p. 52.

(2) *Pasicrisie*, 1891.1.137.

Etant des pouvoirs publics, les Wateringues jouissent de la personnification civile pour tout ce qui concerne leur administration, leur entretien et leur conservation. Elles possèdent un patrimoine distinct de celui de leurs membres, ont des droits et des obligations, sont aptes à contracter et à ester en justice en leur propre nom.

L'assemblée générale doit cependant donner son autorisation dans une délibération approuvée par la députation permanente.

Dans certains actes, les plus graves, l'autorisation royale est requise.

Telle est la situation des Wateringues obéissant à l'arrêté royal du 9 décembre 1847. Quant à celles qui s'appuient sur les règlements antérieurs, elles jouissaient jusqu'en 1891 d'une existence légale ; mais à cette date, la Cour de cassation a décidé qu'un arrêté royal du 10 août 1856, dont nous avons parlé plus haut, avait rendu celui de 1847 applicable à toutes les Wateringues.

Force nous est d'admettre que toutes les Wateringues, qui ne se sont pas conformées à l'arrêté de 1847, sont donc des associations irrégulières, simples associations de fait que peut anéantir la plus légère difficulté qui viendra à surgir.

Cette conséquence est plus grave qu'on ne pourrait le supposer, car grand nombre d'*administrations de Wateringues* ne se sont pas soumises aux règles de l'arrêté royal de 1847.

Toutes ces administrations se sont développées d'une façon remarquable en Belgique comme le démontrera l'exposé suivant (1).

La province de la Flandre occidentale compte 30 Wateringues comprenant une superficie d'environ 93.000 hectares ; le montant de la redevance est de 2 fr. 50 par hectare.

La Flandre orientale possède des *Polders* intérieurs, d'anciennes Wateringues non soumises à l'arrêté royal du 9 décembre 1847, des *Broeken*, ou terres et prairies endiguées, et enfin des associations de Wateringues obéissant à la charte fondamentale de 1847.

Elles se répartissent ainsi :

|                                     |                |
|-------------------------------------|----------------|
| 5 Polders intérieurs . . . . .      | 1.965 hectares |
| 9 Anciennes Wateringues . . . .     | 26.295 —       |
| 40 Broeken ou prairies endiguées. . | 1.827 —        |
| 63 Associations de Wateringues . .  | 11.501 —       |

Soit un total de 117 associations représentant 41.588 hectares environ.

Dans la Province d'Anvers, 11 associations de Wateringues, toutes de date assez récente, couvrent une zone de 4.000 hectares.

Le Brabant compte seulement deux Wateringues, celle de *Pamel* avec 58 hectares, et celle de *Webbecom* avec 187 hectares.

La Province de Limbourg comprend : 1° la *Wateringue*

(1) Les chiffres sont empruntés au tableau des Wateringues de M. Schramme, *op. cit.*, p. 131 et suivantes.



*du Schuelensbroek*, qui s'étend sur 1.567 hectares et se divise en quatre sections ; 2° la *Wateringue du Grootbroek*, dont la superficie est de 918 hectares.

Les provinces flamandes possèdent donc 162 associations, qui ont arraché au domaine des eaux un espace d'environ 140.000 hectares (1) de terrain, où les propriétaires tirent chaque année, qui de luxuriantes récoltes, qui de gras pâturages propres à engraisser leurs bestiaux.

Les résultats heureux que nous fait entrevoir ce rapide exposé sont encore le fait de l'association.

L'étude des associations officielles étant terminée, nous consacrerons les chapitres suivants aux associations libres.

(1) Nous donnons cette superficie sous toutes réserves car il est des associations dont la circonscription est inconnue.

## CHAPITRE II

### LES SYNDICATS AGRICOLES.

#### SECTION I. — Les Syndicats locaux ou Liges agricoles.

##### § 1. — Organisation.

Les *Liges agricoles* sont des groupements libres de cultivateurs qui s'unissent pour l'étude et la défense de leurs intérêts.

Leur circonscription se limite le plus souvent à un village, parfois elle comprend plusieurs communes, sans que ces associations perdent pour cela leur caractère local. Tout en gardant leur autonomie, ces liges s'unissent entre elles, soit par cantons, soit par provinces, soit même par régions, et forment de puissantes fédérations où elles puisent un plan d'action commun (1).

Les syndicats locaux se divisent en trois groupes bien distincts : 1° les *Syndicats agricoles*, n'existant que comme simples associations de fait sans aucune forme légale spéciale ; 2° les *Syndicats agricoles coopératifs*, obéissant à la loi de 1815 modifiée en 1886 sur les associations commerciales ; et 3° les *Unions professionnelles agricoles*, consti-

(1) Nous étudierons les Fédérations dans la section II.

tuées conformément à la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles.

Dans la partie flamande on ne trouve guère que des associations de fait ; les syndicats agricoles coopératifs et les unions y sont assez rares, et se sont mieux acclimatés dans les provinces wallonnes.

Le tableau suivant donnera une idée du développement des syndicats agricoles dans les cinq provinces flamandes de la Belgique. Nous avons pris soin d'y faire ressortir le nombre minime des associations qui ont pris la forme légale (1).

(1) Ces renseignements sont puisés dans *l'Exposé statistique des associations d'intérêt agricole*, publié en 1900 par le ministère de l'agriculture.

| PROVINCES              | ANNÉES | TOTAL<br>des Syndicats agricoles |                       | LES SYNDICATS AGRICOLES<br>à forme légale |                                         |
|------------------------|--------|----------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                        |        | Nombre<br>des Sociétés           | Nombre<br>des membres | Syndicats<br>agricoles coo-<br>pératifs   | Unions<br>professionnelles<br>agricoles |
| Flandre<br>occidentale | 1895   | 17                               | 2.596                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1896   | 20                               | 2.857                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1897   | 33                               | 3.513                 | 1                                         | »                                       |
|                        | 1898   | 35                               | 3.598                 | 2                                         | 4                                       |
|                        | 1899   | 37                               | 3.697                 | 1                                         | 20                                      |
|                        | 1900   | 39                               | 3.756                 | 1                                         | 29                                      |
| Flandre<br>orientale   | 1895   | 23                               | 2.194                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1896   | 31                               | 3.361                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1897   | 32                               | 3.405                 | 2                                         | »                                       |
|                        | 1898   | 36                               | 3.509                 | 3                                         | 2                                       |
|                        | 1899   | 38                               | 3.680                 | 3                                         | 11                                      |
|                        | 1900   | 38                               | 3.511                 | 3                                         | 17                                      |
| Brabant                | 1895   | 59                               | 4.066                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1896   | 68                               | 5.425                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1897   | 92                               | 6.604                 | 6                                         | »                                       |
|                        | 1898   | 98                               | 6.708                 | 5                                         | 6                                       |
|                        | 1899   | 104                              | 6.901                 | 5                                         | 18                                      |
|                        | 1900   | 109                              | 6.197                 | 5                                         | 21                                      |
| Anvers                 | 1895   | 42                               | 3.994                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1896   | 54                               | 6.214                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1897   | 82                               | 7.202                 | 2                                         | »                                       |
|                        | 1898   | 86                               | 7.606                 | 2                                         | 3                                       |
|                        | 1899   | 90                               | 7.708                 | 4                                         | 4                                       |
|                        | 1900   | 84                               | 6.089                 | 2                                         | 4                                       |
| Limbourg               | 1895   | 54                               | 4.623                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1896   | 76                               | 6.590                 | »                                         | »                                       |
|                        | 1897   | 90                               | 7.316                 | 3                                         | »                                       |
|                        | 1898   | 94                               | 7.510                 | 4                                         | 5                                       |
|                        | 1899   | 98                               | 7.705                 | 5                                         | 6                                       |
|                        | 1900   | 120                              | 5.757                 | 5                                         | 10                                      |

On peut constater la diffusion rapide et toujours croissante de ces institutions ; voyons quelle est leur activité.

## § 2. — Les syndicats et leurs œuvres.

Les syndicats s'occupent spécialement des achats et des ventes en commun, sans pour cela négliger les questions d'assurances et d'éducation professionnelle de leurs membres.

1° *Achats en commun.*

C'est surtout dans les achats que se fait sentir efficacement l'œuvre des syndicats, qui groupent les commandes, obtiennent des remises, vu l'importance de leurs marchés, et assurent des livraisons sérieuses tant au point de vue du poids qu'à celui de la qualité. Ces divers avantages sont très appréciables, car les marchés portent sur des matières souvent très chères et très facilement falsifiées pour quiconque ne sait se rendre compte de leur valeur intrinsèque.

Les syndicats achètent le plus souvent des engrais chimiques (nitrates, superphosphates, scories, kaïnites), des aliments pour les bestiaux (tourteaux, maïs, etc.), des machines agricoles suivant les commandes de leurs membres (moissonneuses, faucheuses, trieurs, concasseurs), des semences de choix (blé, trèfle, graine de betterave, etc.), etc.

Dans les syndicats agricoles coopératifs, les commandes sont recueillies par le président, au cours d'une réunion faite spécialement à cette fin. Celui-ci se met en rapport avec les maisons de commerce (*firmes*) les plus connues et leur demande leurs échantillons et leurs prix. C'est en somme un marché au rabais.

Le directeur du syndicat traite ainsi dans les meilleures conditions.

Chaque membre vient prendre livraison de sa marchandise à l'arrivée, dès que le directeur du syndicat en a vérifié le poids et a fait prélever des échantillons destinés à l'analyse.

Lorsque les fournitures sont terminées, le directeur convoque les membres en assemblée spéciale pour le paiement des marchandises. Le compte de chaque membre est préparé à l'avance ; le prix de revient des denrées est calculé aux 100 kilos et y compris les frais occasionnés. Une majoration minime (1 ou 2 0/0) permet au syndicat de percevoir un léger bénéfice.

Dans les autres syndicats, les achats en commun se font par l'intermédiaire de la fédération.

Nous avons parlé de l'achat de machines agricoles pour le compte individuel des membres de l'association ; le syndicat opère aussi l'achat de machines agricoles pour le compte commun et en vue d'une utilisation collective.

Les instruments (moissonneuses, faucheuses, semoirs, batteuses, etc.) sont mis à la disposition de tous les membres, qui s'en servent moyennant une rétribution. La somme provenant de cet usage est destinée à amortir le prix de ces instruments et contribue ensuite à former la réserve nécessaire pour leur remplacement.

Cette mise en commun de l'outillage perfectionné est d'une grande utilité pour le petit cultivateur, qui ne pourrait pas, étant donné ses maigres ressources et sa minime exploitation, s'offrir semblable luxe.

Nous relevons dans le tableau suivant la valeur des opérations d'achats en commun faites par les syndicats dans la partie flamande, durant ces dernières années.

| PROVINCES              | ANNÉES | ACHATS FAITS EN COMMUN |           |                               |               |                  |
|------------------------|--------|------------------------|-----------|-------------------------------|---------------|------------------|
|                        |        | Semen-<br>ces          | Engrais   | Matières<br>alimentai-<br>res | Ma-<br>chines | Autres<br>achats |
|                        |        | FR.                    | FR.       | FR.                           | FR.           | FR.              |
| Flandre<br>occidentale | 1895   | 14.591                 | 479.600   | 133.543                       | 1.390         | 5.127            |
|                        | 1896   | 15.952                 | 616.547   | 161.091                       | 580           | 1.436            |
|                        | 1897   | 17.612                 | 692.517   | 190.045                       | 904           | 2.001            |
|                        | 1898   | 25.709                 | 702.518   | 196.005                       | 715           | 2.090            |
|                        | 1899   | 26.394                 | 703.211   | 194.094                       | 9.410         | 2.150            |
|                        | 1900   | 24.315                 | 684.114   | 214.196                       | 4.810         | 36.710           |
| Flandre<br>orientale   | 1895   | 2.702                  | 221.124   | 121.694                       | 1.619         | 3.017            |
|                        | 1896   | 10.363                 | 374.282   | 270.074                       | 1.637         | 4.153            |
|                        | 1897   | 14.514                 | 412.282   | 285.014                       | 703           | 5.300            |
|                        | 1898   | 15.402                 | 416.314   | 298.002                       | 708           | 6.095            |
|                        | 1899   | 14.567                 | 517.214   | 208.005                       | 1.640         | 8.946            |
|                        | 1900   | 11.216                 | 412.217   | 212.440                       | 1.780         | 3.040            |
| Brabant (1)            | 1895   | 8.313                  | 267.480   | 211.819                       | 1.478         | 448              |
|                        | 1896   | 10.412                 | 316.087   | 368.449                       | 755           | 3.125            |
|                        | 1897   | 13.511                 | 397.108   | 411.302                       | 210           | 4.808            |
|                        | 1898   | 115.402                | 1.401.205 | 1.414.209                     | 13.000        | 5.050            |
|                        | 1899   | 106.157                | 1.601.202 | 1.620.305                     | 15.400        | 6.895            |
|                        | 1900   | 48.240                 | 597.890   | 875.215                       | 41.215        | 34.855           |
| Anvers                 | 1895   | 6.621                  | 168.232   | 177.139                       | 730           | 5.700            |
|                        | 1896   | 5.819                  | 301.074   | 429.976                       | 5.665         | 15.621           |
|                        | 1897   | 6.912                  | 370.200   | 480.430                       | 905           | 16.400           |
|                        | 1898   | 7.100                  | 390.010   | 495.210                       | 1.010         | 19.080           |
|                        | 1899   | 8.205                  | 407.215   | 497.517                       | 785           | 14.050           |
|                        | 1900   | 6.110                  | 317.140   | 398.410                       | 30.560        | 22.890           |
| Limbourg               | 1895   | 18.702                 | 487.549   | 80.509                        | 3.188         | 8.593            |
|                        | 1896   | 18.723                 | 584.520   | 164.829                       | 3.964         | 10.348           |
|                        | 1897   | 20.412                 | 640.010   | 176.910                       | 407           | 12.400           |
|                        | 1898   | 10.610                 | 670.400   | 184.410                       | 7.430         | 9.080            |
|                        | 1899   | 11.708                 | 665.212   | 279.589                       | 6.410         | 8.674            |
|                        | 1900   | 6.420                  | 420.110   | 195.216                       | 15.400        | 23.430           |

(1) La Coopérative de Jodoigne, dont le chiffre d'affaires s'élève annuellement à un million, s'est transformée à la fin de 1899 en société anonyme.



La marche des affaires est donc nettement progressive.

2° *Vente des produits agricoles.*

La vente en commun des produits agricoles par les syndicats locaux a été presque nulle jusque dans ces dernières années. Mais à partir de 1898 un mouvement s'est produit en ce sens.

Les planteurs de betteraves, mécontents des marchés que leur imposaient les fabricants et de la façon dont ceux-ci les interprétaient, résolurent de s'unir pour défendre leurs droits.

Des syndicats se formèrent dans le but de passer des contrats de vente au nom de leurs membres, et d'en faire respecter les clauses. Ce sont les *syndicats betteraviers*.

Etablis ordinairement sans statuts, ces syndicats cherchent à obtenir les prix les plus élevés, les conditions les plus favorables et surtout contrôlent le pesage, la tare, l'analyse de la betterave. Le contrôle a lieu au fur et à mesure de la livraison à la station la plus rapprochée où une bascule est mise à la disposition des intéressés ; il est exercé par un délégué du syndicat ou par le syndiqué lui-même.

Le prix est fixé aux mille kilos de la marchandise nette ; il a été, en 1899, de 22 francs pour des betteraves dosant 13 0/0 de sucre, avec majoration de 3 francs par degré jusqu'à 14 0/0, et de 2 fr. 50 seulement au-dessus de 14 0/0. La vente se fait donc suivant la richesse en saccharine.

La Belgique compte en ce moment 20 à 25 syndicats

betteraviers. Parmi les provinces flamandes, deux seulement possèdent ces nouvelles associations.

Dans le Brabant, le *Syndicat d'Opheylissem* a contrôlé 6.500.000 kilos de betteraves d'une valeur de 183.755 fr. Celui de *Corbais* a constaté une fourniture de marchandises s'élevant à 75.000 francs.

La province de Limbourg compte quatre syndicats betteraviers, qui vendent collectivement les produits de leurs membres et contrôlent la livraison. La statistique suivante indique le résultat de leurs opérations :

| COMMUNES<br>—<br>Siège<br>des<br>SYNDICATS | RELEVÉ DES OPÉRATIONS FAITES EN 1899.     |                                           |               |
|--------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------|
|                                            | Poids net<br>des betteraves<br>contrôlées | Contenance<br>moyenne de sucre<br>en 0/0. | Valeur        |
| Welm. . . . .                              | 1.600.000 kilos.                          | 15 25 0/0                                 | 44.992 fr. »  |
| Halmael. . . . .                           | 450.000 —                                 | 15 25 0/0                                 | 12.654 fr. »  |
| Russon. . . . .                            | 2.600.000 —                               | 15 25 0/0                                 | 73.530 fr. »  |
| Jesseren. . . . .                          | 2.075.820 —                               | 15 25 0/0                                 | 59.264 fr. 66 |

Les trois premiers de ces syndicats sont des associations locales, le syndicat de Jesseren est régional (1).

Il s'est fondé en 1900, dans les environs de Tongres, quelques nouveaux syndicats betteraviers, tous régionaux et exerçant sur place le contrôle des fournitures de betteraves. La date récente de leur création n'a pas encore permis d'apprécier leurs résultats ; nous ne croyons pas être téméraire en leur prédisant un brillant avenir.

(1) La valeur des betteraves contrôlées en 1900 par ces différents syndicats s'élève à 1.034.791 francs.

Notons que dans les provinces flamandes le Limbourg seul a organisé sérieusement la vente collective des betteraves.

3<sup>o</sup> Assurances.

Les syndicats agricoles ne pratiquent pas tous les genres d'assurances. L'assurance contre la maladie et contre la vieillesse, l'assurance contre la mortalité du bétail sont faites par des sociétés spéciales, les mutualités, qui donnent toute satisfaction. Les syndicats n'interviennent que dans les cas où la mutualité est impuissante, c'est-à-dire pour les assurances contre l'incendie, la grêle, et contre les accidents agricoles.

Les risques sont très grands et ne peuvent être assumés par les syndicats eux-mêmes; ceux-ci se font les intermédiaires entre leurs membres et les grandes compagnies à primes fixes, desquelles ils obtiennent des réductions importantes (1).

Un grand nombre de syndicats s'adressent à une société d'assurance anglaise, la *Norwich-Union*, qui leur fait des remises de 40 0/0.

Le *Syndicat des assurés des provinces Wallones et du Limbourg*, qui comprend plus de 400 adhérents assurant plus de 20.000 hommes, donne à l'un de ses membres procuration pour obtenir de la compagnie les conditions

(1) Les principales Compagnies de la Belgique sont : La « Belgique industrielle » à Liège ; la « Mutuelle Générale belge » à Bruxelles ; la « Caisse Générale de famille » à Anvers ; les « Provinces réunies » à Bruxelles ; les « Patrons réunis » à Bruxelles ; la « Compagnie belge d'Assurances générales » à Bruxelles ; le « Soleil » à Bruxelles ; une société française, la « Préservatrice » à Paris.

les plus avantageuses ; une particularité à remarquer, c'est qu'il réserve toujours pour ses membres le droit de résilier la police quand bon lui semble. Les réductions obtenues sont énormes, la compagnie lui accorde en plus la remise de 15 0/0 qu'elle fait d'ordinaire à ses agents.

La Flandre Orientale pratique de la même façon l'assurance collective.

Nous verrons plus loin les résultats obtenus en matière d'assurances par la Ligue brabançonne.

#### 4° *Élevage.*

Les agriculteurs belges ont pensé que l'amélioration des principales races d'animaux domestiques serait pour eux une source nouvelle de bénéfices ; mais ces petits fermiers ne pouvaient pas, à l'instar des grands propriétaires, posséder des reproducteurs de marque. Pour surmonter cet obstacle, ils eurent recours à l'association, et formèrent entre eux des *syndicats d'élevage*.

Ces syndicats ont pour but spécial l'amélioration des races chevaline et bovine.

Pour l'élevage des chevaux, on fait un choix très judicieux d'un étalon qui reste la propriété de tous les membres ; les syndiqués font en sorte de se procurer les meilleures juments, dont les produits sont élevés avec tous les soins préconisés par l'association.

Les élèves sont inscrits sur un registre généalogique ou *stud-book*, qui est une garantie de leur origine.

Pour la race bovine, une commission composée d'au moins trois membres fait chaque année l'expertise des

sujets, qui sont inscrits sur le registre généalogique ou *herd-book*, s'ils réunissent un minimum de points attribués par ce jury suivant une échelle fixée d'avance (1).

Des primes sont accordées aux propriétaires des élèves les plus beaux.

Il ne suffit pas, pour obtenir des sujets de choix, de sélectionner les reproducteurs, il faut encore savoir nourrir convenablement une vache durant le temps de la gestation, et l'élève dès sa naissance. Des conférences pratiques, faites à ce sujet par des agronomes de l'Etat sur la demande des syndicats d'élevage, donnent les meilleurs résultats ; on peut s'en convaincre, en entendant le plus petit cultivateur faire des démonstrations théoriques sur les différents éléments qui doivent entrer, en proportion voulue, dans l'alimentation du bétail.

Les syndicats d'élevage de la race bovine se sont rapidement développés depuis 1897 ; voilà du reste leur nombre, celui de leurs membres et le chiffre de leurs opérations.

(1) Nous avons parlé du mode de classement en traitant du Comice d'Herzèle, nous renvoyons donc au chap. I, sect. IV.

| PROVINCES              | ANNÉES | NOMBRE<br>DE<br>SYNDI-<br>CATS | IMPORTANCE<br>NUMÉRIQUE |                               | AFFAIRES FINANCIÈRES |           |
|------------------------|--------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------------|----------------------|-----------|
|                        |        |                                | Nombre<br>de<br>membres | Nombre<br>de bêtes<br>bovines | Recettes             | Dépenses  |
| Flandre<br>occidentale | 1897   | 40                             | 350                     | 918                           | fr. 2.237            | fr. 2.996 |
|                        | 1898   | 40                             | 356                     | 936                           | 2.101                | 2.402     |
|                        | 1899   | 41                             | 372                     | 1.137                         | 2.955                | 2.981     |
|                        | 1900   | 29                             | 1.093                   | 3.272                         | 11.085               | 12.191    |
| Flandre<br>orientale   | 1897   | 45                             | 2.539                   | 6.030                         | 17.628               | 15.357    |
|                        | 1898   | 130                            | 2.739                   | 6.034                         | 30.670               | 30.670    |
|                        | 1899   | 151                            | 3.205                   | 7.744                         | 38.702               | 38.553    |
|                        | 1900   | 169                            | 4.499                   | 9.930                         | 37.149               | 37.144    |
| Brabant                | 1897   | 3                              | 271                     | 626                           | 1.072                | 1.235     |
|                        | 1898   | 6                              | 300                     | 962                           | 3.202                | 4.637     |
|                        | 1899   | 16                             | 795                     | 2.946                         | 3.840                | 3.215     |
|                        | 1900   | 20                             | 1.015                   | 3.410                         | 4.610                | 4.590     |
| Anvers                 | 1897   | 2                              | 78                      | 344                           | 600                  | 600       |
|                        | 1898   | 16                             | 433                     | 1.085                         | 1.268                | 1.585     |
|                        | 1899   | 21                             | 555                     | 1.581                         | 2.997                | 3.430     |
|                        | 1900   | 18                             | 592                     | 2.496                         | 9.094                | 6.800     |
| Limbourg               | 1897   | —                              | —                       | —                             | —                    | —         |
|                        | 1898   | 6                              | 339                     | 936                           | 6.512                | 6.670     |
|                        | 1899   | 12                             | 804                     | 2.352                         | 10.990               | 11.179    |
|                        | 1900   | 13                             | 910                     | 2.610                         | 11.054               | 11.037    |

On peut remarquer la place prépondérante qu'occupe dans ce tableau la Flandre Orientale.

Les syndicats d'élevage de cette province forment une fédération, qui distribue aux différentes associations affiliées les primes accordées par le gouvernement.

Les syndicats ont rendu de grands services aux agriculteurs en leur facilitant l'amélioration de leurs étables. La sélection de leurs produits a doublé parfois la valeur

marchande de leurs animaux. Le développement rapide de ces institutions prouve d'ailleurs leur excellence.

5° *Amélioration des semences.*

Aux syndicats d'élevage se rattachent intimement les syndicats d'amélioration des semences agricoles, fondés pour la sélection des semences et pour la réalisation de toutes les conditions de rendement et de qualité désirables.

Certains agriculteurs produisent eux-mêmes leurs semences, mais il leur faut pour cela des instruments spéciaux, trieurs, tarares, etc., de bonnes fumures, et beaucoup de main-d'œuvre ; il est donc préférable de s'unir pour faciliter par l'association l'œuvre qui serait presque impossible à l'individu isolé.

Le premier syndicat d'amélioration des semences fondé en Belgique est celui de *Borsbèke*, qui remonte à 1895. Il s'est spécialement occupé de la sélection des céréales et des pommes de terre.

La statistique suivante nous montrera son activité (1) :

| ANNÉES | SEMENCES AMÉLIORÉES VENDUES PAR<br>LE SYNDICAT |                 | VALEUR EN ARGENT |
|--------|------------------------------------------------|-----------------|------------------|
|        | Céréales                                       | Pommes de terre |                  |
| 1895   | 4.900 kilos                                    | 2.200 kilos     | 2.000 fr.        |
| 1896   | 4.600 —                                        | 2.900 —         | 1.970 »          |
| 1897   | 13.000 —                                       | 10.000 —        | 5.000 »          |
| 1898   | 14.500 —                                       | 15.900 —        | 7.000 »          |
| 1899   | 14.000 —                                       | 11.600 —        | 6.000 »          |
| 1900   | 13.000 —                                       | 11.600 —        | 2.100 »          |

(1) Nous l'empruntons au *Précis d'économie rurale* de MM. Malherbe et Vliebergh, Bruxelles, 1901, p. 31.



Grâce à cette association, les cultivateurs, au lieu d'acheter à l'étranger des semences très coûteuses, les trouvent sur place, acclimatées au pays et leur donnant les meilleurs résultats.

6° *Enseignement professionnel.*

Outre l'établissement des institutions pratiques, les syndicats concourent activement à l'instruction professionnelle de leurs membres, et développent leur intelligence en leur ouvrant des horizons nouveaux.

Chaque syndicat bien organisé a sa bibliothèque agricole, où ses membres puisent d'utiles renseignements ; les institutions les plus importantes, les fédérations, font même parvenir leurs enseignements précieux par la voie du journal. L'organe le plus répandu en Belgique est le *Paysan* que fait paraître chaque semaine le *Boerenbond* de Louvain.

Enfin des conférences agricoles fréquentes, où sont traitées les questions pratiques les plus intéressantes, sont faites gratuitement par des agronomes de l'Etat.

Disons, en terminant cet exposé, que les syndicats peuvent greffer sur leur propre association toutes les œuvres de mutualité, de crédit, de prévoyance, etc.

Nous ne pouvons entrer dans l'étude détaillée des associations qui, à l'instar du Comice d'Herzèle ont servi de pivot, même dans les plus petits villages, à toute une organisation d'institutions agricoles. Nous ne faisons que citer en passant, et à titre d'exemple, la petite *Association de Strombeck-Bever-Koningsloo*, qui, bien que simple ligue

locale groupant trois hameaux d'une commune du Brabant, a réussi à créer une assurance contre la mortalité du bétail, une société d'achats en commun pour les drèches, les grains et les farines, puis, a contribué à l'assurance collective de ses membres contre les accidents et contre l'incendie. Cette gilde a établi une distillerie agricole, une caisse Raiffeisen, une laiterie coopérative, etc...

L'activité de cette société montre que les syndicats peuvent faire naître une multitude d'œuvres appelées à rendre à l'agriculture des services signalés répondant à tous ses besoins.

## SECTION II. — Les Fédérations de syndicats agricoles.

Les syndicats locaux s'unissent pour former les *Fédérations* agricoles; les provinces flamandes de la Belgique comptent trois fédérations.

Les ligues agricoles de la Flandre Occidentale ont leur fédération à Bruges, sous le nom de *Eigenaars en Landbouwersbond van Brugge*; les ligues de la Flandre Orientale ont leur organisme central à Gand, sous le titre de *Landbouwersbond van Ost-Vlaanderen*.

La plus puissante de ces fédérations est le *Bærenbond* de Louvain dont les ramifications s'étendent à toute la Belgique; elle comprend en effet tous les syndicats des provinces du Brabant, d'Anvers et de Limbourg, ainsi que plusieurs ligues des autres provinces.

Les fédérations agricoles rendent aux syndicats des services très divers.

La gilde des propriétaires et des cultivateurs de l'arrondissement de Bruges, *Eigenaars en Landbouwersbond van Brugge* a été fondée en 1885 ; elle a surtout en vue le bien-être moral et matériel de ses membres et le relèvement par tous les moyens possibles de l'agriculture, qui est la source de toutes les industries. C'est donc une œuvre éminemment sociale (1).

Son bureau central se réunit à Bruges tous les samedis et se tient à la disposition de ceux qui veulent recourir aux bons offices de la gilde. Les réunions de l'assemblée générale ont lieu tous les deux ou trois mois ; une tombola, où l'on met en loterie divers instruments aratoires, est pour les membres un ingénieux moyen d'attraction.

La ligue a un organe en langue flamande, paraissant tous les samedis et portant le titre de *Westvlamsche Landbouwer* ; il s'attache surtout à renseigner le plus exactement possible sur les prix des marchés.

Une des œuvres les plus importantes du Bond est son bureau de consultations, composé de trois avocats que ses membres peuvent venir consulter gratuitement pour tout ce qui concerne les intérêts agricoles.

Des sections de la gilde sont organisées dans certaines localités et achètent pour leurs membres des guanos, nitrates, scories, etc. (2). Ces engrais sont analysés au laboratoire de chimie agricole de l'association.

(1) Nous devons ces renseignements à la bienveillance de M. de Man van Caloen, président de cette association.

(2) La section de Bruges a acheté pour la campagne février-mars

Un syndicat d'achat d'engrais a été créé par plusieurs de ses membres ; il forme maintenant une puissante société commerciale dont les opérations sont absolument étrangères au Bond. Les seuls rapports qui existent entre ces deux sociétés sont relatifs aux analyses que le syndicat fait faire au laboratoire du Bond.

Dans le même ordre d'idées, la *Fédération des Liges de la Flandre Orientale* qui comprend 175 associations avec 20.000 membres se contente d'organiser les liges affiliées et de les protéger. Son but principal est l'organisation corporative des paysans ; elle reste étrangère à toute opération commerciale.

Tout autre est l'activité du *Boerenbond* de Louvain.

#### *Le Boerenbond de Louvain.*

Cette puissante association, qui a eu les plus humbles débuts, a été fondée en 1890 par M. l'abbé Mellaerts. C'est ce prêtre dévoué qui a créé la première cellule de ce magnifique organisme en établissant à *Saint-Alphonse-Goor*, en 1888, une corporation agricole. M. Mellaerts conçut l'idée d'un plan beaucoup plus vaste, qu'il réalisa grâce au concours de MM. Helleputte et Schollaert. Le 20 juillet 1890, une réunion des cultivateurs avait lieu à Louvain. On y préconisait, à l'instar de Saint-Alphonse-Goor, la création de boerengilden dans chaque commune

1901, 110.000 kilos de nitrate de soude dosant de 15 à 16° d'azote au prix de 20 fr. 10 les 100 kilos, c'est-à-dire à un prix inférieur de 0 fr. 70 à 1 fr. 20 aux cours moyens.

et la réunion de toutes ces petites associations dans une vaste fédération. Ainsi fut fondé le *Boerenbond* (1), dont M. Helleputte est le distingué président.

Il s'est assigné un triple but : la défense des intérêts religieux, moraux et matériels des paysans ; l'amélioration de la législation agraire ; l'organisation corporative de l'agriculture.

Dans l'ordre matériel les principaux services rendus par le *Boerenbond* sont l'organisation des achats en commun, des laiteries coopératives, des assurances, des caisses de crédit agricole, et enfin de l'éducation professionnelle.

1° *Achats en commun.*

Pour permettre à ses membres de produire le plus économiquement possible, le *Boerenbond* se constitue intermédiaire entre les syndicats fédérés d'une part et les marchands en gros d'autre part, pour les achats collectifs de toutes les matières premières utilisées en agriculture (engrais, aliments, semences, instruments, etc.).

Voici comment s'effectuent ces opérations. Une section spéciale, nommée section d'achat, fait connaître aux différentes boerengilden les prix et qualités des matières premières. Les membres de chaque ligue gardent toute liberté de s'adresser à qui bon leur semble pour leurs fournitures, mais les avantages que leur procure l'intermédiaire de la fédération sont trop grands pour qu'ils n'aient garde d'en profiter. Ils adressent leurs commandes à l'un des com-

1) Voir le *Boerenbond belge*, par M. Simon Deploige, Louvain, 1897.

missaires de leur association locale, qui les transmet au *Boerenbond*. Toutes les commandes sont centralisées par le directeur du Bond et envoyées aux maisons de gros qui offrent les meilleures conditions. Les marchandises sont adressées directement par le fabricant à chaque association locale. Les analyses sont faites gratuitement dans les laboratoires de l'Etat, au moyen d'un bon d'analyse délivré par le *Boerenbond*. Les paiements des fournitures se font au comptant entre les mains du commissaire qui a recueilli les commandes.

Comme le fait remarquer M. Deploige, le *Boerenbond* est une coopérative d'achat sans magasin et sans capitaux, dont les frais sont réduits au strict minimum.

Une modification, survenue dans les statuts au cours de cette année, a laissé subsister les différentes sections ; mais la section d'achat a été réorganisée et constituée sous forme de société anonyme, de telle sorte cependant que les bénéfices réalisés reviennent à la caisse du *Boerenbond*.

Dorénavant, toutes les affaires commerciales seront traitées par la société anonyme.

La statistique ci-dessous montrera l'activité de cette fédération dans cet ordre d'opérations :

|      | LES SYNDICATS AFFILIÉS |                    | ENGRAIS ACHETÉS EN COMMUN |         | MATIÈRES ALIMENTAIRES ACHETÉES EN COMMUN |           |
|------|------------------------|--------------------|---------------------------|---------|------------------------------------------|-----------|
|      | Nombre des syndicats   | Nombre des membres | Quantités                 | Valeur  | Quantités                                | Valeur    |
|      |                        |                    | kilog                     | fr.     | kilog                                    | fr.       |
| 1891 | 49                     | 2.280              |                           | »       |                                          | »         |
| 1892 | 80                     | 4.000              | 1.500.000                 | »       |                                          | »         |
| 1893 | 130                    | 5.000              | 1.700.000                 | »       | 60.000                                   | »         |
| 1894 | 200                    | 7.500              | 3.208.000                 | »       | 619.075                                  | »         |
| 1895 | 240                    | 11.000             | 6.285.150                 | »       | 1.685.570                                | »         |
| 1896 | 332                    | 19.000             | 11.113.593                | »       | 6.149.575                                | »         |
| 1897 | 379                    | 22.000             | 14.113.593                | 701.212 | 6.968.206                                | 899.720   |
| 1898 | 401                    | 24.350             | 12.717.565                | 657.989 | 6.154.738                                | 856.583   |
| 1899 | 421                    | 25.000             | 13.091.785                | 804.506 | 6.723.615                                | 890.389   |
| 1900 | 449                    | 25.980             | 13.500.555                | 730.765 | 6.559.418                                | 1.111.268 |

Parmi les machines fournies par le *Boerenbond*, il faut citer les suivantes : distributeur d'engrais, semoir, moissonneuse, trieur, batteuse et manège, appareils de laiterie, etc. La valeur totale des machines achetées s'élevait en 1899 à 10.000 francs, et atteignait en 1900 le chiffre fabuleux de 135.000 francs.

Le résultat des autres opérations d'achat d'engrais et d'aliments n'est pas moins important, en voici le détail pour l'année 1900 :

| Engrais                                         |               | Matières alimentaires |              |
|-------------------------------------------------|---------------|-----------------------|--------------|
| Scories. . . . .                                | 5.689.050 k.  | Farine de lin. . . .  | 3.929.711 k. |
| Superphosphates. .                              | 1.298.737 »   | Farine de colar. . .  | 375.420 »    |
| Nitrate de soude et fate d'ammoniaque . . . . . | 927.300 »     | Tourteau de cocotier  | 226.817 »    |
| Engrais potassiques.                            | 980.287 »     | Tourteau d'arachide.  | 72.400 »     |
| Engrais composés .                              | 733.915 »     | Maïs. . . . .         | 713.074 »    |
| Guano. . . . .                                  | 329.485 »     | Son et rebubets .     | 760.305 »    |
| Chaux. . . . .                                  | 734.800 »     | Divers . . . . .      | 481.691 »    |
| Divers . . . . .                                | 2.807.281 »   |                       |              |
| Total . . . .                                   | 13.500.555 k. | Total. . . . .        | 6.559.418 k. |



Soit un total général de 20 039 973 kilos pour une valeur de 4.842.033 francs.

Les bénéfices réalisés par les cultivateurs grâce à l'intervention du Bond sont considérables. Nous n'en voulons qu'un exemple, que nous fournit lui-même M. l'abbé Mellaerts : certains intermédiaires abaissèrent de 7 fr. d'un seul coup le prix de la farine de lin dont la valeur est de 15 à 16 francs. Il n'est plus dès lors étonnant que le développement des affaires soit aussi rapide.

Les achats en commun ne sont qu'une des attributions de la ligue des paysans de Louvain, qui vient de s'adjoindre une section de laiterie.

#### 2° Laiteries.

La section de laiterie fondée depuis l'année dernière a monté quatre laiteries à vapeur et deux laiteries à bras. Elle fournit aux associés un grand nombre d'appareils (barattes, écrémeuses, etc.). Elle donne des consultations gratuites, et élabore des statuts-modèles de laiteries coopératives.

Nous apprenons qu'une organisation pratique de la pasteurisation du lait dans les laiteries à bras est à l'étude en ce moment.

Si la création des laiteries coopératives par le *Boerenbond* est encore à son début, ses opérations d'assurances, par contre, ont acquis une certaine importance.

#### 3° Assurances.

Le *Boerenbond* a organisé l'assurance mutuelle locale

contre la mortalité du bétail. Nous étudierons le fonctionnement de cette institution dans le chapitre des assurances mutuelles.

Il est des risques qu'il est très difficile de conjurer au moyen de la mutualité et contre lesquels il faut se contenter de l'assurance collective (incendie, accidents, vie). Pour obvier à cet inconvénient, le *Boerenbond*, s'est constitué l'intermédiaire entre ses affiliés et les sociétés d'assurances à primes fixes, afin d'obtenir d'avantageuses conditions pour les polices et pour les primes.

a) *Assurance contre l'incendie*. — C'est depuis 1893 que la fédération de Louvain a organisé ce service d'assurances collectives. Elle a contracté avec une puissante société d'assurances, la *Norwich*, dont elle obtient une réduction de 30 0/0 sur les primes ordinaires. De plus, 20 0/0 des primes payées sont versés par la société d'assurances à la caisse centrale du Bond, afin de couvrir ses frais. La prospérité des affaires a permis, à plusieurs reprises, de rembourser aux assurés un tant pour cent sur les primes versées.

Voici le résumé des opérations faites depuis sa création :

| ANNÉES  | NOMBRE<br>DES POLICES | VALEURS<br>ASSURÉES | MONTANT<br>DES<br>PRIMES NETTES | MONTANT<br>DES<br>SOMMES PAYÉES<br>POUR SINISTRES |
|---------|-----------------------|---------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|
| 1893... | 453                   | 726.562 fr.         | 415 fr. 74                      | —                                                 |
| 1894... | 472                   | 1.307.835           | 1.817 02                        | —                                                 |
| 1895... | 654                   | 3.337.835           | 4.550 04                        | 256 fr.                                           |
| 1896... | 1.308                 | 7.354.885           | 9.143 28                        | 3.560                                             |
| 1897... | 2.074                 | 13.543.885          | 15.922 43                       | 10.913 65                                         |
| 1898... | 3.458                 | 20.991.647          | 24.999 43                       | 4.277                                             |
| 1899... | 5.182                 | 28.674.807          | 33.490 35                       | 18.200 26                                         |
| 1900... | 6.303                 | 35.227.763          | 40.596 18                       | 18.893 76                                         |

b) *Assurance contre les accidents*. — L'assurance sur les accidents, basée sur le même principe, c'est-à-dire faite uniquement par les soins du *Boerenbond*, fonctionne depuis 1899 à la satisfaction de tous les intéressés.

Le nombre d'hectares assurés était, pour l'exercice avril 1899 à avril 1900 de 2190, pour 105 polices ; le montant des salaires assurés de 50.000 francs, pour 12 polices, le tout représentant 2872 fr. 65 de primes. Les 8 accidents survenus dès le premier exercice ont donné lieu à une indemnité de 200 francs.

Voici les chiffres de l'exercice avril 1900 à avril 1901 : 2.811 hectares assurés, pour 192 polices, et 64.020 francs de salaires, pour 23 polices ; le tout représentant 4.544 fr. 72 de primes ; 28 accidents ont donné lieu à des indemnités s'élevant au total de 1.686 fr. 50.

c) *Assurance-vie pour les cultivateurs*. — Les opérations n'ont commencé que le 1<sup>er</sup> mai 1901. D'après les renseignements que nous avons pu nous procurer, il existe jusqu'ici deux polices d'assurances conclues pour une valeur de 3.400 francs.

Tels sont les avantages offerts par le *Boerenbond* et le chiffre de ses opérations en matière d'assurances.

#### 4<sup>o</sup> *Le crédit agricole.*

Le *Boerenbond* organise le crédit agricole en popularisant les caisses Raiffeisen. C'est auprès de lui, à Louvain même, que se trouve la caisse centrale de crédit.

Nous renvoyons à un chapitre spécial l'étude du crédit agricole.

§° *Education professionnelle des membres.*

Sachant combien est difficile l'art de cultiver, combien est coûteuse la production, et combien est faible la rémunération des produits, le *Boerenbond* a voulu faciliter à ses membres l'exercice de la profession, il leur a donné pour cela, à côté d'institutions utiles qui sont pour eux de précieux auxiliaires, des connaissances techniques, qui doivent leur permettre d'augmenter la production en diminuant le prix de revient.

Des conférences, des rapports lus dans les réunions mensuelles de chaque gilde, donnent aux paysans les notions les plus importantes de la culture moderne. Les champs d'expérience leur montrent l'application des procédés qu'on leur enseigne. Enfin l'organe mensuel de cette puissante ligue « *Le Paysan* » « *de Boer* », expose les questions les plus intéressantes d'économie rurale.

A côté de cette organisation coopérative des services d'ordre matériel, le Bond s'est occupé de la législation agraire.

Toutes les réformes législatives propices à l'agriculture font l'objet des vœux des assemblées générales. Le *Boerenbond* est devenu une puissance avec laquelle compte le législateur ; ses pétitions ont leur effet auprès du gouvernement.

Parmi les réformes les plus importantes et les plus impatiemment demandées, citons : la réorganisation du système d'impôts ; la diminution de la contribution foncière ; l'organisation du crédit foncier agricole permettant d'exonérer, par voie d'amortissement, la propriété rurale

des charges hypothécaires actuelles ; la loi contre l'usure et contre le jeu ; lois de douane ; tarifs protecteurs, etc..

Enfin les intérêts moraux et religieux ont été, dans une large mesure, l'objet de la sollicitude des fondateurs du *Boerenbond* qui ont voulu faire de la petite cellule, qu'on appelle la gilde, une confrérie religieuse. Ainsi : 1° dans la plupart des gildes, les réunions mensuelles ont lieu à l'église avec l'amical concours du curé, dont la présence au sein de l'association, dans le conseil d'administration, est toujours pour les syndiqués une garantie très appréciée ; 2° chaque année les boerengilden célèbrent la fête du patron des agriculteurs, St Isidore.

Tel est le rôle économique (1) et social de cette merveilleuse institution qui réalise dans son but et dans ses œuvres l'idéal de l'association (2).

(1) Le chiffre d'affaires faites par le *Boerenbond* en 1901, dépasse 11 millions.

(2) Nous devons la plupart de ces renseignements à la bienveillance de M. l'abbé Mellaerts. Nous avons pu, au cours d'une visite très intéressante, nous rendre un compte exact du fonctionnement du *Boerenbond*. Le siège de sa direction constitue à Louvain un véritable petit ministère, où chaque section a sa direction et ses attributions spéciales (achats, laiteries, crédit, assurances incendie et accidents, vie, mutualité).

Un bureau de consultations gratuites est ouvert en permanence aux membres du *Boerenbond* ; un homme de talent, M. l'avocat Vliebergh y met sa science et son dévouement à la disposition des membres de la fédération.

## CHAPITRE III

### SOCIÉTÉS DE CRÉDIT.

La coopérative de crédit fit son apparition en Belgique en 1848, lors de la fondation à Bruxelles de l'*Union de crédit*, véritable banque coopérative.

En 1864, apparurent les banques populaires à responsabilité limitée du type Schulze-Delitsch.

Tandis que les Unions organisaient le crédit pour le gros commerce, les banques populaires l'organisaient pour la petite production et le commerce de détail.

Une loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles, après avoir établi un privilège agricole spécial en faveur du créancier qui fait un prêt à un cultivateur, autorise la Caisse générale d'épargne et de retraite à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts aux agriculteurs.

Cette loi, pour faciliter les rapports des petits cultivateurs avec la caisse d'épargne, crée des *Comptoirs agricoles* (véritables sociétés en nom collectif) par l'intermédiaire desquels la Caisse d'épargne fait des prêts aux agriculteurs.

Ces comptoirs, composés de gros propriétaires responsables des prêts, n'ont d'autre but que de rechercher la solvabilité de l'emprunteur, et de la garantir moyennant un bénéfice de 1 0/0.

Les comptoirs se sont peu développés en Belgique, et leurs services ont été de minime importance. Nous croyons en voir la raison dans la responsabilité attribuée à leurs membres, et dans le faible pourcentage qu'ils devaient percevoir.

L'agriculture, pour laquelle le crédit est une question vitale, dut attendre 1894 pour le voir organiser.

#### SECTION I. — Les caisses locales de crédit.

Le crédit agricole ou crédit personnel a été acclimaté en Belgique par l'initiateur du Boerenbond, M. l'abbé Mellaerts, qui voulut suivre l'exemple de l'Allemagne, où les caisses Raiffeisen donnaient les meilleurs résultats.

##### § 1. — Leur organisation.

Les institutions de crédit ont dû se constituer conformément à la loi de 1873 sur les sociétés commerciales ; ce qui les a forcées à apporter certains tempéraments aux purs principes de *Raiffeisen*.

Le système de crédit adopté par Raiffeisen repose en effet sur cinq principes fondamentaux : 1° le principe de la solidarité illimitée, en vertu duquel tous les membres sont responsables solidairement sur tous leurs biens de toutes les dettes sociales ; 2° le principe de la limitation territoriale, en vertu duquel la caisse rurale restreint sa sphère d'action à une paroisse ou à une commune ; 3° le



principe de l'absence de capital, et par conséquent de celle de dividendes ; 4° celui de la gratuité des fonctions administratives ; 5° le principe de la limitation de crédit.

Or la loi belge de 1873 oblige les caisses Raiffeisen à avoir un capital (art. 87, § 4) et à distribuer des dividendes (art. 89, § 5). Ce capital est cependant réduit à son minimum, puisque le plus souvent les parts sociales sont de 3 francs, et les statuts limitent d'ordinaire le taux du dividende à allouer au capital versé.

L'administration des caisses Raiffeisen en Belgique est fixée comme il suit, conformément à la loi :

1° *Une assemblée générale* comprend tous les sociétaires et se réunit au moins une fois par an au printemps. Ses attributions consistent à élire les membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance, à prendre la décision suprême dans toutes les affaires intéressant la société, à approuver les comptes, à fixer le maximum des emprunts et des prêts, le minimum que la société accepte comme dépôt, le taux de l'intérêt, etc. ;

2° *Le conseil d'administration* se compose légalement de 3 membres au moins, 7 au plus ; il veille à la stricte exécution des prescriptions des règlements, il statue sur l'admission et l'exclusion des membres, sur l'emprunt du capital social, sur les crédits à accorder, sur les placements d'argent à intérêt, il réclame les remboursements, il surveille la caisse et la comptabilité, il représente la société en justice, etc. ;

3° *Le conseil de surveillance*, comprenant au moins 3 membres, 5 au plus, contrôle les opérations de la caisse,

l'emploi de l'argent, s'assure tous les trois mois que des garanties sérieuses existent pour les prêts ; il représente la société dans les affaires contractées entre elle et les membres du conseil d'administration, etc. ;

4° Un *caissier comptable* remplit l'office de gérant ; il tient les livres, qu'il clôture chaque année au 31 décembre, il a entre les mains la caisse de la société, ses actes et ses valeurs, fait les recettes et les dépenses par délégation du président. Il doit, en garantie de sa bonne gestion, fournir une caution solvable.

Il peut recevoir un traitement alloué par l'assemblée générale ; seul il est rétribué, car les autres fonctions sont essentiellement gratuites.

Les caisses Raiffeisen ont un double caractère ; elles sont à la fois des caisses d'épargne et des caisses de prêt.

Comme caisses d'épargne, elles reçoivent en dépôt les épargnes des cultivateurs, leur procurant ainsi un placement sûr et rémunérateur.

Comme caisses de prêt, elles font des avances à leurs membres pour des emplois déterminés, et suivant les conditions fixées par les statuts.

Elles sont, en Belgique, en relations directes avec la *Caisse générale d'Epargne sous la garantie de l'Etat* ; nous reviendrons sur ce point en traitant des caisses centrales de crédit.

§ 2. — Situation des caisses rurales dans les provinces flamandes.

C'est en 1891 que fut fondée la première caisse Raiffeisen belge, dans la commune de *Rillaer*, en Brabant.

En 1893 il en existait 5.

En 1894 — 17.

Ces institutions se sont développées peu à peu en suivant une marche assez lente mais toujours progressive.

Le tableau suivant nous donnera une idée de cette progression dans la partie flamande :

| PROVINCES                     | NOMBRE DES CAISSES RURALES |      |      |      |      |      |
|-------------------------------|----------------------------|------|------|------|------|------|
|                               | 1895                       | 1896 | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 |
| Flandre occidentale . . . . . | 1                          | 9    | 21   | 27   | 30   | 35   |
| Flandre orientale . . . . .   | 1                          | 1    | 11   | 16   | 16   | 17   |
| Brabant . . . . .             | 12                         | 20   | 36   | 42   | 50   | 56   |
| Anvers . . . . .              | 8                          | 14   | 20   | 24   | 30   | 35   |
| Limbourg . . . . .            | 2                          | 7    | 20   | 29   | 34   | 34   |

La province la mieux dotée est, on peut le remarquer, celle du Brabant ; la Flandre Orientale, au contraire, reste dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres provinces.

Voici le relevé des opérations de ces différentes caisses durant l'exercice social 1900. Il montrera leur activité et les services pécuniaires qu'elles rendent à leurs membres.

| PROVINCES                    | NOMBRE DE SOCIÉTÉS<br>AU 31 DÉCEMBRE 1900 |      | NOMBRE<br>DE MEMBRES<br>AU<br>31 DÉCEMBRE<br>1900 |                                                 | PRÊTS CONSENTIS EN 1900                       |            |                                                                      |            |                                     |            | MONTANT<br>DES DÉPÔTS<br>EFFECTUÉS EN<br>1900 |         | MONTANT DES CAPITAUX<br>empruntés par les Sociétés en 1900 |                                                 | SOLDE DES PRÊTS<br>en cours au 31 décembre 1900                        |                                | MONTANT<br>DES DÉPÔTS ET DES CAPITAUX D'EMPRUNT<br>au 31 décembre 1900 |  | RÉSERVE<br>au 31 décembre 1900 |  | MONTANT DES MISES<br>effectuées par les membres au<br>31 décembre 1900 |  |
|------------------------------|-------------------------------------------|------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------|------------|-------------------------------------|------------|-----------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--|--------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------|--|
|                              | 34                                        | 1900 | 1 <sup>o</sup> aux<br>membres<br>cultivateurs     | 2 <sup>o</sup> exerçant une autre<br>profession | 1 <sup>o</sup> aux<br>membres<br>cultivateurs |            | 2 <sup>o</sup> aux<br>membres<br>exerçant<br>une autre<br>profession |            | 1 <sup>o</sup> par les cultivateurs |            | 2 <sup>o</sup> par d'autres<br>personnes      |         | MONTANT DES CAPITAUX<br>empruntés par les Sociétés en 1900 | SOLDE DES PRÊTS<br>en cours au 31 décembre 1900 | MONTANT<br>DES DÉPÔTS ET DES CAPITAUX D'EMPRUNT<br>au 31 décembre 1900 | RÉSERVE<br>au 31 décembre 1900 | MONTANT DES MISES<br>effectuées par les membres au<br>31 décembre 1900 |  |                                |  |                                                                        |  |
|                              |                                           |      |                                                   |                                                 | a) Nombre                                     | b) Montant | a) Nombre                                                            | b) Montant | a) Nombre                           | b) Montant |                                               |         |                                                            |                                                 |                                                                        |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
|                              |                                           |      |                                                   |                                                 |                                               |            |                                                                      |            |                                     |            |                                               |         |                                                            |                                                 |                                                                        |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
| Flandre occi-<br>dentale . . | 33                                        |      | 1.058                                             | 463                                             | 142                                           | 270.610    | 60                                                                   | 99.509     | 772.390                             | 404.387    | 64.629                                        | 365.663 | 1.848.416                                                  | 8.255                                           | 4.318                                                                  |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
| Flandre orien-<br>tale. . .  | 17                                        |      | 590                                               | 206                                             | 118                                           | 49.449     | 34                                                                   | 46.273     | 139.358                             | 58.455     | »                                             | 182.017 | 474.996                                                    | 2.841                                           | 2.344                                                                  |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
| Brabant . .                  | 56                                        |      | 2.808                                             | 312                                             | 848                                           | 388.791    | 25                                                                   | 36.380     | 406.988                             | 76.626     | 164.990                                       | 742.268 | 1.101.229                                                  | 49.751                                          | 8.596                                                                  |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
| Anvers. . .                  | 35                                        |      | 1.321                                             | 286                                             | 187                                           | 120.671    | 25                                                                   | 40.435     | 308.974                             | 90.272     | 20.668                                        | 299.800 | 781.702                                                    | 9.692                                           | 4.651                                                                  |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |
| Limbourg . .                 | 34                                        |      | 1.637                                             | 249                                             | 358                                           | 184.744    | 30                                                                   | 40.076     | 277.821                             | 93.184     | 62.345                                        | 379.217 | 695.217                                                    | 8.052                                           | 5.600                                                                  |                                |                                                                        |  |                                |  |                                                                        |  |

Ces caisses de crédit ont une organisation parfaitement adaptée aux usages et aux mœurs des petits cultivateurs. Les comptoirs agricoles, créés par la loi sur les prêts du 15 avril 1884, s'adressaient surtout aux grands fermiers puisqu'ils ne consentaient pas de prêts de moins de 1.000 francs. Les caisses rurales prêtent surtout aux plus humbles travailleurs.

La loi du 21 juin 1894 permet à la Caisse générale d'épargne et de retraite de disposer d'une partie de ses fonds disponibles en prêts à ces sociétés ; mais celles-ci, le plus souvent, n'ont pas besoin de son secours ; les épargnes des membres suffisent.

Nous donnons ici le résultat des opérations d'une caisse Raiffeisen qui fonctionne à la satisfaction générale dans la Flandre Occidentale.

*Tableau indiquant la marche de la Société  
de crédit d'Hooglède.*

| ANNÉES | NOMBRE DE MEMBRES |        |         | DÉPÔTS   |        | RE-<br>TRAITS |        | PRÊTS  |          |        | Rembour-<br>sements |            | CAPITAL SOCIAL | BÉNÉFICE RÉALISÉ |
|--------|-------------------|--------|---------|----------|--------|---------------|--------|--------|----------|--------|---------------------|------------|----------------|------------------|
|        |                   | Nombre | Valeur  | Intérêts | Nombre | Valeur        | Nombre | Valeur | Intérêts | Nombre | Valeur              |            |                |                  |
| 1896   | 27                | 4      | 6.850   | 70 43    | »      | »             | »      | »      | »        | »      | »                   | »          | 6.974 46       | »                |
| 1897   | 35                | 19     | 26.494  | 337 27   | 12     | 12.525        | 12     | 6.600  | 112 74   | 4      | 1.800               | 13.825 00  | 15 06          |                  |
| 1898   | 52                | 64     | 100.517 | 991 62   | 34     | 33.394        | 16     | 8.570  | 164 92   | 50     | 3.628               | 80.515 30  | 33 23          |                  |
| 1899   | 84                | 91     | 94.838  | 8016 95  | 29     | 21.859        | 20     | 28.950 | 1548 78  | 33     | 19.847              | 154.069 62 | 201 97         |                  |
| 1900   | 111               | 132    | 148.481 | 5079 12  | 64     | 56.246        | 27     | 40.200 | 1231 49  | 20     | 12.737              | 240.284 77 | 564 99         |                  |

Nous avons fait figurer cette statistique, pour qu'il soit

possible de se rendre compte des opérations d'une simple caisse rurale et des services qu'elle rend dans son rayon.

Au cours de nos recherches nous avons trouvé un tableau de prêts consentis par la *Caisse de crédit de Rillaer*, durant deux exercices, de 1892 à 1894 ; afin de donner une idée de la destination des prêts faits par les caisses Raiffeisen, nous avons cru utile de terminer par cet exposé l'étude des caisses rurales. Nous y ajoutons le montant des sommes prêtées et la durée du terme consenti pour les remboursements.

**Tableau de prêts consentis par la « Caisse de crédit de Rillaer »**  
(depuis le 4 décembre 1892 jusqu'au 14 août 1894).

| DESTINATION DU PRÊT                    | SOMME PRÊTÉE | ÉPOQUE<br>du<br>remboursement |
|----------------------------------------|--------------|-------------------------------|
| 1. Achat d'une vache. . . . .          | 100 francs   | 4 ans                         |
| 2. Paiement d'une vieille dette . . .  | 300 »        | 10 »                          |
| 3. — . . . . .                         | 250 »        | 6 »                           |
| 4. Extension d'un commerce . . . .     | 1.000 »      | 5 »                           |
| 5. Paiement d'une vieille dette . . .  | 250 »        | 5 »                           |
| 6. Achat d'un bœuf de travail. . . .   | 300 »        | 10 »                          |
| 7. Paiement d'une vieille dette . . .  | 200 »        | 4 »                           |
| 8. Achat d'un bœuf. . . . .            | 300 »        | 10 »                          |
| 9. Achat d'une vache . . . . .         | 50 »         | 4 »                           |
| 10. Paiement d'une vieille dette . . . | 200 »        | 4 »                           |
| 11. Achat d'une vache . . . . .        | 200 »        | 4 »                           |
| 12. — . . . . .                        | 200 »        | 4 »                           |
| 13. — . . . . .                        | 100 »        | 4 »                           |
| 14. Achat d'un bœuf. . . . .           | 300 »        | 6 »                           |
| 15. Achat d'une vache. . . . .         | 50 »         | 7 »                           |
| 16. — . . . . .                        | 200 »        | 4 »                           |
| 17. — . . . . .                        | 200 »        | 8 »                           |
| 18. Réparation à une maison. . . . .   | 250 »        | 5 »                           |
| 19. Achat d'une vache. . . . .         | 200 »        | 4 »                           |
| 20. — . . . . .                        | 175 »        | 6 »                           |
| 21. Achat d'un bœuf. . . . .           | 150 »        | 4 »                           |
| 22. Achat d'une vache. . . . .         | 200 »        | 4 »                           |
| 23. — . . . . .                        | 200 »        | 6 »                           |
| 24. — . . . . .                        | 200 »        | 3 »                           |

**Tableau de prêts consentis par la « Caisse de crédit de Rillaer »**  
*(depuis le 4 décembre 1892 jusqu'au 14 août 1894) (suite et fin).*

| DESTINATION DU PRÊT                    | SOMME PRÊTÉE | ÉPOQUE<br>du<br>remboursement |
|----------------------------------------|--------------|-------------------------------|
| 25. Achat d'une vache. . . . .         | 200 francs   | 5 ans                         |
| 26. — . . . . .                        | 50 »         | 2 »                           |
| 27. — . . . . .                        | 270 »        | 5 »                           |
| 28. Extension d'un commerce . . . .    | 1.000 »      | 5 »                           |
| 29. Achat d'une vache. . . . .         | 150 »        | 5 »                           |
| 30. — . . . . .                        | 200 »        | 8 »                           |
| 31. Extension d'un commerce. . . . .   | 200 »        | 3 mois 1/2                    |
| 32. Achat d'une maison. . . . .        | 400 »        | 8 ans                         |
| 33. Achat d'une vache. . . . .         | 60 »         | 2 »                           |
| 34. — . . . . .                        | 175 »        | 3 »                           |
| 35. Achat d'une parcelle de terre. . . | 220 »        | 4 »                           |
| 36. — . . . . .                        | 180 »        | 6 »                           |
| 37. Achat d'une vache. . . . .         | 75 »         | 3 »                           |
| 38. — . . . . .                        | 200 »        | 8 »                           |
| 39. — . . . . .                        | 200 »        | 6 »                           |
| 40. — . . . . .                        | 200 »        | 6 »                           |
| 41. Extension d'un commerce . . . .    | 700 »        | 7 »                           |
| 42. Achat d'une vache. . . . .         | 100 »        | 4 »                           |
| 43. — . . . . .                        | 250 »        | 5 »                           |
| 44. — . . . . .                        | 200 »        | 5 »                           |
| 45. — . . . . .                        | 150 »        | 6 »                           |
| 46. — . . . . .                        | 100 »        | 4 »                           |
| 47. — . . . . .                        | 150 »        | 6 »                           |
| 48. Achat d'une maison . . . . .       | 475 »        | 6 » (1).                      |

Après avoir étudié le mécanisme des petites associations de crédit qui se sont formées dans la Flandre, il est nécessaire de parler de leurs groupements, c'est-à-dire des caisses centrales de crédit.

## SECTION II. — Les Caisses centrales de crédit.

Les comptoirs agricoles, n'ayant pas rendu les services

(1) Rapport fait par M. Emile Vliebergh, avocat du Boerenbond de Louvain, au Congrès des caisses rurales, Paris, 1900.



que l'on en attendait, se virent devancés par les caisses Raiffeisen qui établirent sur une base plus solide le crédit agricole.

Pour encourager le développement de ces nouvelles institutions, le législateur belge elabora, le 21 juin 1894, une loi qui devait modifier celle du 15 avril 1884, et permettre à la *Caisse générale d'épargne et de retraite* (1) d'employer une partie de ses fonds disponibles en prêts faits, soit aux agriculteurs, soit aux *sociétés coopératives du crédit agricole* (2).

La Caisse d'épargne peut donc, depuis lors, faire des opérations de crédit foncier sous la forme de prêts remboursables par annuités; heureuse est cette innovation permettant à l'agriculture de profiter des fonds d'épargne, que pouvaient utiliser seuls jusque-là le commerce et l'industrie.

(1) La Caisse d'épargne belge, instituée par la loi du 16 mars 1865, modifiée par celle du 1<sup>er</sup> juillet 1869, est une caisse garantie par l'Etat et administrée sous sa surveillance par la Banque nationale de Belgique qui est chargée de faire fructifier les fonds d'épargne et d'en servir l'intérêt. La loi de 1865 lui a annexé la Caisse générale de retraite créée en 1850 (8 mars).

Bien qu'ayant chacune leurs comptes distincts, elles forment un seul établissement, et portent le titre de *Caisse générale d'épargne et de retraite*.

La Caisse d'épargne ne donne qu'un intérêt correspondant à la valeur réelle en banque de l'épargne, et non pas un intérêt de faveur payé par les ressources du budget, comme cela se fait en France. Voir le *Crédit agricole en France et à l'étranger*, L. Durand, Paris, 1891 p. 406 et s.

(2) Voir le texte de cette loi et l'intéressante notice de M. le juge d'instruction P. Lallier, *Annuaire de législation étrangère*, 1895, p. 518 et s.

Pour faciliter le fonctionnement des sociétés rurales de crédit, et pour les cautionner auprès de la Caisse d'épargne, il s'est fondé à Louvain, Liège, Enghien, Arlon, Bruges, et Ermeton-sur-Biert, des caisses centrales qui groupent régionalement les sociétés locales.

### § 1. — Leur organisation.

Les caisses centrales surveillent la comptabilité des caisses affiliées, reçoivent leurs dépôts, leur consentent des avances.

La Caisse générale d'épargne accorde certains privilèges aux caisses rurales, à la condition qu'elles se rattachent à un organisme central. Ces avantages sont de deux sortes : 1° les dépôts en comptes courants ; 2° les emprunts en comptes courants.

1° *Dépôts en comptes courants.* — La caisse rurale peut placer ses fonds disponibles à 3 0/0 à la Caisse d'épargne, par l'entremise du receveur des contributions (1).

Chaque caisse reçoit, dès le premier placement, un livret de comptes courants destiné à mentionner les opérations de dépôts ou de retraits au fur et à mesure qu'elles se produisent. Les intérêts sont payés à la société locale par le receveur des contributions, sur mandat délivré par la Caisse d'épargne.

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898 la Caisse d'épargne n'accorde plus qu'un intérêt de 2 0/0 pour les dépôts supérieurs à 3.000 francs.

Seules les caisses rurales affiliées aux caisses centrales jouissent encore, même au-dessous de 3.000 francs, d'un intérêt de 3 0/0.

2° *Emprunts en comptes courants.* — La caisse rurale peut obtenir de la Caisse d'épargne des capitaux jusqu'à concurrence de 200 francs par membre, moyennant intérêt de 3 fr. 25 0/0, déduction faite des emprunts et des dépôts.

Certaines conditions sont exigées : 1° les statuts de la caisse rurale qui emprunte doivent avoir été préalablement approuvés par la Caisse d'épargne ; 2° la demande d'emprunt se fait par l'intermédiaire de la caisse centrale ; 3° un tableau d'évaluation du pouvoir d'emprunt de la société, signé par le conseil d'administration et le conseil de surveillance, doit être annexé à la demande.

Pourquoi cette intervention constamment exigée de la caisse centrale ?

C'est que, pour faire des avances à une société, il faut connaître son degré de solvabilité ; or, il est impossible à la Caisse d'épargne de se rendre compte de la situation pécuniaire de chaque société locale ; elle doit laisser ce soin à un organisme mieux placé pour se renseigner, c'est-à-dire à la caisse centrale, qui devient responsable de la solvabilité des caisses rurales.

En retour de cette responsabilité, et pour se prémunir contre les risques qu'elle peut entraîner, la caisse centrale, à chaque opération d'emprunt à la Caisse d'épargne, prend une commission appelée *ducroire*, supportée par la caisse rurale.

Le *ducroire* est *réel* et *conditionnel*.

Le *ducroire réel*, égal au douzième du montant des intérêts de la somme prêtée, est versé directement par la Caisse d'épargne sur le compte de la caisse rurale.

Quant au *ducroire conditionnel*, il est double du premier ; il n'est pas versé et reste à la disposition de la caisse locale tant qu'elle fonctionne ; mais dans le cas de sa liquidation, modification de ses statuts ou de son retrait de la caisse centrale, le ducroire est payé à celle-ci.

Supposons qu'une caisse rurale emprunte à la Caisse d'épargne une somme de 4.000 francs par l'intermédiaire de la caisse centrale ; supposons en outre, pour plus de simplicité, les intérêts à 3 0/0 au lieu de 3 fr. 25 0/0, l'intérêt de 4.000 francs étant de 30 francs, et le *ducroire réel* étant le douzième de cet intérêt, soit 2 fr. 50, la caisse d'épargne versera directement ce ducroire à la Caisse centrale et portera cette somme au débit de la caisse rurale. Le *ducroire conditionnel*, double du précédent, sera de 5 francs ; cette somme restera en la jouissance de la caisse rurale jusqu'au jour de l'arrivée d'une des conditions prévues.

La caisse centrale touche donc de suite, pour un emprunt de 4.000 francs fait par son intermédiaire, la somme de 2 fr. 50 ; elle a de plus une créance conditionnelle de 5 francs.

Cet argent est versé par la caisse centrale à un fonds spécial, dit de dotation, destiné à fonder de nouvelles institutions de crédit (1).

(1) Voir sur cette matière l'intéressant rapport de M. Vliebergh, avocat du Boerenbond au Congrès des caisses rurales de Paris en 1900.

## § 2. — Leur développement et leurs opérations.

Deux caisses centrales ont été fondées dans les provinces flamandes de la Belgique ; l'une dans le Brabant, à Louvain, l'autre dans la Flandre Occidentale, à Bruges.

L'exposé suivant nous indique leur importance respective :

| SIÈGE<br>DE LA CAISSE CENTRALE | ANNÉE<br>de<br>la fondation | NOMBRE DES CAISSES AFFILIÉES |      |      |      |      |
|--------------------------------|-----------------------------|------------------------------|------|------|------|------|
|                                |                             | 1896                         | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 |
| Louvain . . . . .              | 1896                        | 29                           | 95   | 135  | 158  | 175  |
| Bruges. . . . .                | 1898                        | »                            | »    | 10   | 11   | 11   |

Pour bien comprendre les opérations de ces institutions il nous suffira de citer l'activité de la *Caisse centrale de Louvain*, qui n'est qu'une des sections du Boerenbond, mais de beaucoup la plus importante de toutes les caisses centrales.

*Caisse centrale de crédit de Louvain.*

Cette caisse a été créée en 1896 par M. l'abbé Mellaerts, le fondateur du Raiffeiseinisme belge.

Voici, depuis sa fondation, le chiffre de ses opérations tant à titre de dépôts que d'avances.

1° *Les dépôts.*

| ANNÉES<br>(au 31 décembre) | LES SOCIÉTÉS AFFILIÉES |            | IMPORTANCE<br>des dépôts |
|----------------------------|------------------------|------------|--------------------------|
|                            | NOMBRE                 | NOMBRE     |                          |
|                            | de caisses affiliées   | de membres |                          |
| 1896. . . . .              | 29                     | 2.792      | 134.157 79               |
| 1897. . . . .              | 95                     | 4 301      | 183.402 58               |
| 1898. . . . .              | 135                    | 5.780      | 291.936 01               |
| 1899. . . . .              | 158                    | 7.188      | 425.631 34               |
| 1900. . . . .              | 175                    | 8.570      | 670.536 86               |

Les dépôts pour l'année 1900 se sont décomposés de la façon suivante :

a) Dépôts venant des caisses affiliées : 517.896 fr. 81, soit 171.000 francs de plus qu'en 1899 ;

b) Dépôts venant des particuliers : 152.640 fr. 03, soit 45.000 francs de plus qu'en 1899.

2° *Les ouvertures de crédit.*

La caisse centrale consent, soit directement, soit indirectement, des ouvertures de crédit aux caisses affiliées. Les avances directes sont celles qu'elle fait avec ses propres capitaux ou ses capitaux de dépôt ; les avances indirectes sont celles que consent la Caisse générale d'épargne sous la garantie de l'Etat, mais que cautionne la caisse centrale de crédit.

Le tableau suivant donnera la statistique des avances directes ou indirectes consenties par la *Caisse centrale de Louvain* à ses sociétés affiliées :

| ANNÉES | NATURE DES INSTITUTIONS<br>CONSENTANT LE CRÉDIT | OUVERTURES DE CRÉDIT |         |
|--------|-------------------------------------------------|----------------------|---------|
|        |                                                 | Nombre               | Valeur  |
| 1897   | La Caisse générale d'épargne . .                | 16                   | 52.800  |
|        | La Caisse centrale de crédit. . .               | 9                    | 29.550  |
| 1898   | La Caisse générale d'épargne . .                | 12                   | 50.600  |
|        | La Caisse centrale de crédit. . .               | 21                   | 84.300  |
| 1899   | La Caisse générale d'épargne . .                | 8                    | 21.500  |
|        | La Caisse centrale de crédit. . .               | 19                   | 152.400 |
| 1900   | La Caisse générale d'épargne . .                | 4                    | 10.500  |
|        | La Caisse centrale de crédit. . .               | 35                   | 240.000 |
|        | TOTAL. . . . .                                  | 142                  | 668.150 |

La caisse de Louvain a fait, depuis sa fondation, c'est-à-dire en quatre ans, 84 ouvertures de crédit d'un montant de 496.250 francs ; et elle a fait obtenir de la Caisse d'épargne 58 ouvertures de crédit d'un montant de 171.900 francs.

Ces chiffres nous permettent de remarquer que les avances de crédit de la Caisse d'épargne diminuent, tandis que les avances faites par la caisse centrale augmentent. Cela vient de ce que les caisses locales déposent à la caisse de Louvain leurs économies, et celle-ci les prête aux caisses locales qui en ont besoin.

La caisse centrale de Louvain jouit à juste titre de la confiance de tous.

Les opérations ne se font qu'avec des caisses Raiffeisen dont les membres ont une responsabilité solidaire et illimitée. Tous les prêts sont, au préalable, minutieusement étudiés. L'excédent de l'avoir est versé à la Caisse d'épargne.



Les recettes pour 1900 ont été de. . . 1.037.083 fr. 45

Les sorties de caisse — 1.029.835 fr. 10

Ce qui constitue un fonds de roulement

de . . . . . 2.066.918 fr. 55

Il suffit de penser que le chiffre d'affaires surpasse de un million et demi celui de 1899 pour constater le succès de cette œuvre (1).

(1) Ces renseignements ont été pris dans le rapport du conseil d'administration lu à l'assemblée générale de la Caisse centrale du crédit du Boerenbond, le 29 avril 1901, (*de Boer*) mai 1901.

## CHAPITRE IV

### LES SOCIÉTÉS MUTUALISTES.

Si l'on devait faire un livre d'or des associations, les mutualités y occuperaient assurément une des places d'honneur (1).

Elles se sont développées en Belgique sous des formes multiples, soulageant d'innombrables misères et apportant partout la consolation et l'espérance.

#### SECTION I. — Sociétés de secours mutuels (2).

Ces sociétés, groupant un certain nombre d'ouvriers agricoles, touchent de trop près les associations que nous étudions pour que nous n'en disions quelques mots.

La mutualité est une sorte d'assurance : comme le dit avec juste raison M. Malherbe, c'est la reconstitution anticipée et prévoyante de valeurs détruites par l'effet de circonstances impossibles à déterminer à l'avance. C'est une assurance contre l'incapacité du travail.

Les sociétés de secours mutuels sont très nombreuses ;

(1) M. Van den Heuvel, *Introduction au Manuel pratique des sociétés mutualistes*, de T. Tobbach, Bruxelles, 1895, p. 7.

(2) V. M. Varlez, *op. cit.*, p. 149 et s.

on n'en trouve pas moins d'un millier établies dans les centres agricoles, sans compter toutes les sociétés de fait qui ont refusé jusqu'ici la reconnaissance légale.

Ces associations réclament une cotisation minimale de 0 fr. 10 par semaine ou 0 fr. 50 par mois. L'indemnité journalière accordée en cas de maladie varie de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 pendant les deux ou trois premiers mois de l'incapacité de travail ; elle est, le plus souvent, inférieure à ce taux durant les mois suivants.

La caisse de prévoyance assure généralement les frais des soins médicaux.

Toutes ces sociétés se sont groupées par cantons ou par arrondissements, dans le but d'organiser la réassurance et l'assurance contre l'invalidité.

La plus puissante de ces fédérations est celle de l'arrondissement de Dinant dans la province de Liège ; comprenant plus de cent cinquante associations elle a organisé, à côté des mutualités pour hommes, des caisses de retraite, des mutualités pour le bétail, des coopératives, etc.

#### SECTION II. — Des Caisses de retraite.

L'homme prévoyant ne songe pas seulement au risque de la maladie ; il doit aussi avoir le soin de mettre ses vieux jours à l'abri de la misère. C'est pour l'aider à atteindre ce but qu'ont été créées les sociétés de retraite.

La *Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat* fournit à chacun le moyen de se constituer une rente viagère in-

cessible et insaisissable. Nous retraçons ici les grandes lignes de son organisation.

Pour s'affilier à cette caisse, il suffit d'une demande d'inscription dès le dépôt du premier versement.

Toute personne de 18 ans au moins est admise à faire des versements, soit pour elle-même, soit pour des tiers âgés de 6 ans ou plus.

La rente assurée est immédiate ou différée, elle peut partir, dans le dernier cas, de chaque année d'âge accomplie depuis 50 jusque 65 ans.

Les versements diffèrent suivant la nature de la rente. Les versements constitutifs de rentes immédiates doivent correspondre à l'acquisition d'une rente de 12 francs au moins, tandis que le minimum de versement pour une rente différée est de 20 francs.

La rente différée peut être constituée avec ou sans capital au décès de l'assuré ; dans le premier cas, la somme versée est remboursée, déduction faite d'une retenue de 3 0/0 destinée à couvrir les frais d'administration.

Si une personne dont l'existence dépend de son travail se trouve, avant l'âge fixé par l'assurance, dans l'impossibilité de se subvenir, la rente peut lui être accordée quand même, avec une réduction proportionnelle à son âge.

Si, par suite d'un accident, l'assuré est incapable de travailler, il a droit à sa rente, sans qu'elle puisse dépasser 360 francs, et pourvu qu'il l'ait acquise depuis 5 ans au moins.

La rente est toujours personnelle, sauf lorsqu'elle a été

formée par les versements de deniers communs ; chacun des époux a droit alors à la moitié.

La constitution d'une rente de quelque importance est une œuvre de prévoyance à très longue échéance ; aussi, bien des gens se refusent-ils à l'entreprendre, craignant de ne pouvoir jouir de leurs épargnes.

Pour encourager les paysans, les provinces et les communes leur accordent des subsides ; et l'Etat, par une loi récente du 10 mai 1900, s'oblige à donner une prime à tous ceux qui versent à la caisse de retraite.

La prime de l'Etat est toujours versée à capital abandonné, et varie suivant l'âge.

Pour les travailleurs de 16 à 40 ans, qui sont assez jeunes pour se constituer une pension de retraite, la prime est de 0 fr. 60 par franc et par livret, jusqu'à concurrence de 15 francs versés chaque année.

La loi veut faciliter l'obtention de la retraite aux personnes qui ont atteint l'âge de 40 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1900, en leur demandant un sacrifice plus grand ; elle leur assure à cet effet une prime de 0 fr. 60 par franc jusque 24 francs versés annuellement.

Enfin, pour les ouvriers atteints par la vieillesse, l'Etat doit se borner à un rôle de simple assistance : il leur donne un secours annuel de 65 francs, s'ils avaient 65 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1901. Sont admis dans les mêmes conditions à jouir de cette allocation, au fur et à mesure qu'ils atteindront cet âge, les travailleurs ayant au moins 55 ans à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1901. Toutefois, les intéressés qui à cette dernière date n'avaient pas 58 ans accomplis sont privés

de ce subside, si, pendant une période de 3 ans, ils n'ont effectué à la Caisse générale de retraite des versements s'élevant au moins à 3 francs par an et formant un total de 18 francs (1).

Pour être admis au bénéfice des primes d'encouragement, il faut réaliser les conditions suivantes :

1° Etre Belge et résider en Belgique; cependant les étrangers ayant depuis 10 ans au moins leur résidence dans le royaume, et appartenant à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges (2), peuvent profiter de ces primes ;

2° Etre âgé de 16 ans au moins ;

3° Etre titulaire d'un livret de la Caisse générale de retraite ;

4° Avoir fait des versements sur ce livret pendant l'année qui précède l'exercice budgétaire.

Ajoutons qu'il faut, en outre, se trouver dans le besoin, et que par conséquent sont exclus des faveurs de l'Etat : 1° les personnes dont le montant des cotisations fiscales dépasse un certain taux délimité pour chaque commune suivant le nombre d'habitants ; 2° tous les fonctionnaires ou agents de l'Etat qui, en cette qualité, ont droit à une pension.

Avant la loi de 1900, les subsides du gouvernement étaient de simples libéralités aléatoires ; aussi, l'école de la prévoyance eût-elle compté bien peu d'adeptes, si l'as-

(1) L'attribution des allocations de vieillesse est réglée par un arrêté royal du 20 octobre 1900.

(2) L'Allemagne et le canton de Neuchâtel.

sociation n'était venue en montrer les bienfaits aux paysans. Ces secours de faveur sont désormais, pour les sociétés mutualistes reconnues, un véritable droit.

L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, décide en effet que des primes annuelles d'encouragement sont accordées aux personnes assurées à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'Etat par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue, à l'unique condition que le montant des versements effectués par chacune d'elles ne dépasse pas 60 fr. pour l'année entière.

En vue de faciliter le développement des sociétés, et pour leur réserver une situation privilégiée, l'Etat leur accorde, en dehors des primes individuelles auxquelles ont droit les membres, une subvention annuelle de 2 francs pour chaque livret sur lequel l'intéressé lui-même a versé, pendant l'année écoulée, une somme de 3 francs au moins; ce secours devient la propriété de la mutualité.

Conformément à l'arrêté royal du 20 février 1901, les sociétés mutualistes doivent, pour profiter de cette faveur, faire parvenir chaque année au ministère de l'industrie et du travail le relevé de leurs opérations et la situation de leurs membres.

Afin de pourvoir aux dépenses résultant des dispositions nouvelles, il est institué un fonds de dotations alloué par l'Etat pour la constitution de pensions de vieillesse. Ce fonds, alimenté par une allocation annuelle de douze millions de francs inscrite au budget, est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations.

Les mutualités de prévoyance ont pris en Belgique,



depuis quelques années, un grand développement, que les faveurs de la loi du 10 mai 1900 ne feront qu'augmenter ; elles se superposent le plus souvent aux mutualités contre la maladie, ou bien gardent une existence distincte. Voici le relevé des sociétés mutualistes reconnues, dans les provinces flamandes, durant ces dernières années :

| PROVINCES              | ANNÉES | SOCIÉTÉS<br>D'ASSURANCES<br>contre<br>LA MALADIE,<br>etc. |         | SOCIÉTÉS<br>D'AFFILIATION<br>à la<br>Caisse de retraite |         | SOCIÉTÉS<br>DIVERSES<br>(Epargne pour<br>l'achat de provisions<br>l'hiver, Frais<br>funéraires, etc.) |         |
|------------------------|--------|-----------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
|                        |        | NOMBRE DE                                                 |         | NOMBRE DE                                               |         | NOMBRE DE                                                                                             |         |
|                        |        | Sociétés                                                  | Membres | Sociétés                                                | Membres | Sociétés                                                                                              | Membres |
| Flandre<br>occidentale | 1895   | 68                                                        | 10.000  | —                                                       | —       | 1                                                                                                     | 306     |
|                        | 1896   | 78                                                        | 10.800  | —                                                       | —       | 1                                                                                                     | 286     |
|                        | 1897   | 87                                                        | 11.300  | —                                                       | —       | 1                                                                                                     | 251     |
|                        | 1898   | 96                                                        | 12.400  | 1                                                       | 30      | 1                                                                                                     | 274     |
|                        | 1899   | 117                                                       | 15.400  | 41                                                      | 7.600   | 1                                                                                                     | 274     |
|                        | 1900   | 141                                                       | 18.100  | 96                                                      | 17.000  | 1                                                                                                     | 274     |
| Flandre<br>orientale   | 1895   | 68                                                        | 10.500  | —                                                       | —       | 2                                                                                                     | 4.037   |
|                        | 1896   | 90                                                        | 13.100  | 1                                                       | 487     | 2                                                                                                     | 4.030   |
|                        | 1897   | 108                                                       | 16.300  | 3                                                       | 568     | 3                                                                                                     | 4.100   |
|                        | 1898   | 133                                                       | 20.200  | 19                                                      | 1.500   | 4                                                                                                     | 4.300   |
|                        | 1899   | 162                                                       | 24.600  | 93                                                      | 7.300   | 4                                                                                                     | 4.300   |
|                        | 1900   | 201                                                       | 30.600  | 164                                                     | 12.800  | 5                                                                                                     | 4.400   |
| Brabant                | 1895   | 111                                                       | 18.800  | —                                                       | —       | 2                                                                                                     | 156     |
|                        | 1896   | 145                                                       | 21.500  | —                                                       | —       | 3                                                                                                     | 592     |
|                        | 1897   | 169                                                       | 25.700  | 1                                                       | 117     | 3                                                                                                     | 610     |
|                        | 1898   | 199                                                       | 30.200  | 6                                                       | 600     | 3                                                                                                     | 628     |
|                        | 1899   | 248                                                       | 37.600  | 49                                                      | 4.900   | 4                                                                                                     | 750     |
|                        | 1900   | 269                                                       | 40.700  | 117                                                     | 11.700  | 4                                                                                                     | 750     |
| Anvers                 | 1895   | 26                                                        | 2.400   | —                                                       | —       | 3                                                                                                     | 4.063   |
|                        | 1896   | 31                                                        | 5.500   | —                                                       | —       | 3                                                                                                     | 4.319   |
|                        | 1897   | 39                                                        | 6.500   | 1                                                       | 38      | 3                                                                                                     | 4.079   |
|                        | 1898   | 48                                                        | 10.100  | 2                                                       | 77      | 3                                                                                                     | 4.175   |
|                        | 1899   | 70                                                        | 14.900  | 20                                                      | 1.500   | 6                                                                                                     | 5.500   |
|                        | 1900   | 84                                                        | 17.600  | 63                                                      | 4.500   | 7                                                                                                     | 6.000   |
| Limbourg               | 1895   | 19                                                        | 1.700   | —                                                       | —       | —                                                                                                     | —       |
|                        | 1896   | 24                                                        | 2.000   | 1                                                       | 150     | —                                                                                                     | —       |
|                        | 1897   | 27                                                        | 2.100   | 1                                                       | 150     | —                                                                                                     | —       |
|                        | 1898   | 80                                                        | 2.300   | 1                                                       | 150     | 2                                                                                                     | 150     |
|                        | 1899   | 32                                                        | 2.500   | 5                                                       | 380     | 2                                                                                                     | 150     |
|                        | 1900   | 34                                                        | 2.600   | 26                                                      | 1.900   | 2                                                                                                     | 150     |

SECTION III. — **Assurances mutuelles contre l'incendie et la grêle.**

Nous avons fait observer combien il était difficile aux mutualités de conjurer l'éventualité des dégâts occasionnés par l'incendie et la grêle. On a plus efficacement recours dans ce cas aux assurances collectives passées avec des compagnies d'assurances. Citons une compagnie anglaise, la *Norwich-Union*, qui a contracté un assez grand nombre de polices dans le pays.

La Flandre Occidentale possède cependant trois sociétés d'assurances contre l'incendie, et trois contre la grêle.

Parmi ces dernières deux sont régionales ; ce sont : la *Société d'assurances mutuelles de la province de la Flandre Occidentale*, et celle des *comices agricoles de Thielt-Roulers-Ingelmunster*. La troisième est purement locale, et ne comprend que la commune de *Swevezele*.

Les primes de ces compagnies sont faibles ; mais par contre, les indemnités, en cas de sinistre, ne donnent qu'une rémunération insuffisante.

Les assurances mutuelles-incendie ont donné dans la Flandre Occidentale de meilleurs résultats ; elles sont organisées sous la forme de coopératives. Les meuniers ont formé entre eux une société pour assurer leurs moulins contre l'incendie, et ont obtenu jusqu'alors entière satisfaction.

Les pouvoirs publics essaient d'acclimater en Belgique l'assurance mutuelle contre ces risques. Bien qu'ils accor-

dent des subsides considérables, et qu'ils préconisent le système de l'assurance locale avec affiliation et réassurance à une caisse provinciale, il convient de faire remarquer que l'assurance mutuelle, pour offrir quelque garantie, devrait embrasser une vaste circonscription, comme cela a lieu en Allemagne. Encore est-il que les risques sont toujours considérables.

L'insuccès de bien des tentatives de ce genre dans nos pays du Nord a découragé les mutualistes les plus ardents.

#### SECTION IV. — Sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail.

##### § 1. — Les sociétés locales.

###### *1° Organisation.*

Les sociétés d'assurances contre la mortalité du bétail présentent en Belgique les caractéristiques suivantes : les sociétés sont locales et n'étendent généralement pas leur action sur plus d'une commune ; ces sociétés sont à base de mutualité, et s'administrent d'une façon absolument gratuite ; les cotisations ne sont pas établies par tête de bétail (comme nous l'avons constaté en France), mais proportionnellement à leur valeur, déterminée trimestriellement par expertise.

Parmi les sociétés qui se rencontrent dans la partie flamande du pays, les unes ne sont que de simples associa-

tions de fait, sans forme légale particulière ; d'autres se sont constituées conformément à la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés de secours mutuels. Les premières portent le nom de *sociétés non reconnues*, et les secondes, celui de *sociétés reconnues*.

Les sociétés d'assurances revêtent trois formes principales, suivant le mode de fixation du taux et la date de paiement de la cotisation.

1° *Mutualités à cotisations préalables et facultatives.* — Dans ces associations les membres paient selon leur gré 1, 2 ou 3 0/0 de la valeur de la bête assurée, et reçoivent, en cas de sinistre, une indemnité proportionnelle à la cotisation. Le versement se fait à des dates déterminées.

2° *Mutualités à cotisations postérieures et variables.* — Le taux de la cotisation varie suivant le chiffre des indemnités à payer, et est déterminé en raison des valeurs assurées par chaque membre. Il est évident que le paiement ne peut se faire qu'après le relevé des sinistres, c'est-à-dire en fin d'exercice.

La responsabilité des sociétaires est illimitée.

3° *Mutualités à cotisations préalables et fixes.* — La cotisation est de tant pour cent de la valeur assurée (en moyenne de 0 fr. 80 à 1 fr.), et versée à des époques fixes.

Ce système rallie d'ordinaire les préférences par sa simplicité et la rapidité de son fonctionnement (1).

(1) V. *Les Sociétés mutuelles d'assurance et de réassurance contre la mortalité du bétail*, par M. O. Bousin, Bruxelles, 1898, p. 17 et s.

Après nous être occupés des primes, voyons comment sont établies les indemnités ?

Un principe fondamental est que l'indemnité ne peut jamais égaler la valeur totale de l'animal, mais doit s'en rapprocher le plus possible, et en atteindre généralement les  $\frac{4}{5}$ .

Le paiement se fait de différentes manières :

1° Ou bien l'indemnité globale est prélevée sur le fonds social formé par les versements périodiques des cotisations ; c'est ce qui existe dans les provinces de Brabant et de Limbourg ;

2° Ou bien le montant des pertes qui entraînent la saisie de la viande est seul prélevé sur le fonds social. Quant à la viande reconnue saine, elle est débitée entre les membres, qui doivent en prendre une part proportionnelle au nombre de leurs animaux assurés ;

3° Ou bien, enfin, s'il n'y a pas de fonds social : *a*) la viande propre à la consommation est prise par les adhérents, suivant un prix convenu, et en raison du nombre de leurs bêtes ; *b*) quand l'animal doit être enfoui, les coassociés paient au propriétaire la part qu'ils auraient dû verser pour l'achat de la viande, si elle avait été propre à l'alimentation.

Ces deux derniers systèmes sont suivis dans les provinces de la Flandre Orientale et d'Anvers.

*2° Développement de ces sociétés dans les provinces flamandes.*

Il existe actuellement en Belgique beaucoup de sociétés d'assurances mutuelles. Le tableau suivant permettra de se rendre compte de leur développement :

| PROVINCES                 | ANNÉES    | Soc. reconnues |                   | Sociétés non reconnues |                   |
|---------------------------|-----------|----------------|-------------------|------------------------|-------------------|
|                           |           | NOMBRE         |                   | NOMBRE                 |                   |
|                           |           | de sociétés    | d'animaux assurés | de sociétés            | d'animaux assurés |
| Flandre occidentale . . . | 1895..... | 2              | 1.538             | 1                      | 306               |
|                           | 1896..... | 6              | 3.034             | »                      | »                 |
|                           | 1897..... | 7              | 5.296             | 1                      | 279               |
|                           | 1898..... | 8              | 5.602             | 1                      | 419               |
|                           | 1899..... | 11             | 6.420             | 4                      | 1.450             |
|                           | 1900..... | 23 (1)         | 12.742            | 4                      | 1.463             |
| Flandre orientale. . .    | 1895..... | 46             | 16.529            | 98                     | 29.165            |
|                           | 1896..... | 85             | 28.663            | 84                     | 23.396            |
|                           | 1897..... | 123            | 39.153            | 59                     | 16.046            |
|                           | 1898..... | 154            | 51.074            | 37                     | 10.063            |
|                           | 1899..... | 176            | 58.449            | 49                     | 11.875            |
|                           | 1900..... | 183            | 61.614            | 45                     | 11.674            |
| Brabant. . . . .          | 1895..... | 30             | 5.296             | 30                     | 5.191             |
|                           | 1896..... | 46             | 8.243             | 22                     | 4.702             |
|                           | 1897..... | 63             | 12.425            | 23                     | 4.826             |
|                           | 1898..... | 90             | 17.771            | 17                     | 3.449             |
|                           | 1899..... | 106            | 22.920            | 20                     | 2.840             |
|                           | 1900..... | 114            | 26.119            | 19                     | 2.630             |
| Anvers. . . . .           | 1895..... | 2              | 474               | 8                      | 1.742             |
|                           | 1896..... | 12             | 3.192             | 17                     | 5.510             |
|                           | 1897..... | 28             | 8.248             | 26                     | 8.182             |
|                           | 1898..... | 48             | 13.220            | 23                     | 7.353             |
|                           | 1899..... | 61             | 16.825            | 21                     | 7.185             |
|                           | 1900..... | 67             | 18.946            | 18                     | 6.949             |
| Limbourg. . . . .         | 1895..... | 16             | 4.674             | 32                     | 7.240             |
|                           | 1896..... | 25             | 6.226             | 35                     | 8.309             |
|                           | 1897..... | 45             | 11.608            | 37                     | 6.854             |
|                           | 1898..... | 80             | 18.497            | 13                     | 3.283             |
|                           | 1899..... | 86             | 21.210            | 17                     | 2.506             |
|                           | 1900..... | 96             | 25.621            | 19                     | 2.998             |

Le nombre des sociétés locales d'assurances contre la mortalité du bétail s'accroît de jour en jour, et le moment est proche où chaque village aura sa mutuelle.

(1) Nous comprenons dans ce nombre 7 sociétés pour l'assurance des chèvres et 2 sociétés pour l'assurance des porcs.

En prenant comme type la *Mutualité de Meuwen*, dans la province de Limbourg, nous mettons en relief le fonctionnement d'une association locale.

3° *Fonctionnement d'une société locale.*

*La Caisse d'assurances mutuelles de Meuwen*

Cette société, créée au sein de la gilde des paysans de Meuwen en 1891, a pour but de prévenir ses membres contre les accidents qui peuvent atteindre leur bétail bovin. Elle est la première de la Belgique qui ait assuré contre toutes les maladies, exception faite pour la pleuro-pneumonie et la peste.

a) *Organisation.* — La caisse d'assurances limite son champ d'action à la commune de Meuwen, qui est divisée en cinq sections pour le bon fonctionnement de la société.

Un conseil d'administration, élu pour trois ans par l'assemblée générale, est chargé de la direction.

Le taux de la cotisation mensuelle est fixée à 0 fr. 10 0/0 de la valeur assurée, soit une somme de 1 fr. 20 0/0 par an. Cette prime a été calculée à l'aide d'une statistique des cas de mortalité survenus dans le pays de 1886 à 1891 ; la moyenne trouvée grâce à ces recherches n'est que de 1 fr. 40 0/0.

En plus de cette cotisation, chaque nouveau membre paie un droit d'entrée proportionnel à l'actif de la société.

Chaque animal porte à l'oreille un numéro avec la marque de la société ; son prix est déterminé par une exper-



tise faite plusieurs fois chaque année par les chefs de section.

L'indemnité est fixée en général aux  $\frac{2}{3}$  de la valeur assurée, et peut être portée aux  $\frac{3}{4}$  lorsque les fonds le permettent.

Dans les cas de maladie qui donnent droit à des secours du gouvernement (le charbon ou la tuberculose), la caisse n'intervient que pour compléter, jusqu'à concurrence des  $\frac{2}{3}$  ou des  $\frac{3}{4}$  de la valeur assurée, le subside accordé par l'Etat.

L'excédent des recettes sur les dépenses sert à constituer un fonds de réserve. Une caisse de prévoyance est destinée à recevoir les dons des particuliers, quoiqu'ils soient de minime importance.

*b) Relevé des opérations :*

| ANNÉES    | NOMBRE<br>DES MEMBRES | NOMBRE<br>DES ANIMAUX | VALEUR<br>DES BÊTES<br>ASSURÉES | NOMBRE<br>DES PERTES | INDEMNITÉS<br>ACCORDÉES | SOMMES<br>RÉCUPÉ-<br>RÉES | ENCAISSE |
|-----------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|----------------------|-------------------------|---------------------------|----------|
| 1891. . . | 26                    | 80                    | 15.000                          | 0                    | 0                       | 0                         | 0        |
| 1892. . . | 34                    | 102                   | 19.000                          | 2                    | 260                     | 0                         | 203      |
| 1893. . . | 51                    | 145                   | 26.000                          | 2                    | 252 50                  | 170                       | 303 18   |
| 1894. . . | 70                    | 200                   | 38.000                          | 3                    | ?                       | ?                         | 211 27   |
| 1895. . . | 90                    | 257                   | 58.000                          | 4                    | 736 50                  | 87 83                     | 291 27   |
| 1896. . . | 100                   | 295                   | 58.000                          | 8                    | 1.449                   | 429                       | 229 01   |
| 1897. . . | 102                   | 305                   | 61.000                          | 4                    | 584                     | 210                       | 619 29   |
| 1898. . . | 109                   | 320                   | 71.000                          | 3                    | 487 50                  | 44 76                     | 1.048 74 |
| 1899. . . | 115                   | 355                   | 76.700                          | 6                    | 945                     | 110                       | 1.309 01 |
| 1900. . . | 122                   | 377                   | 81.200                          | 10                   | 1.762                   | 444                       | 1.231 48 |
| 1901. . . | 124                   | 380                   | 84.000                          | 5                    |                         |                           |          |

Ce qui frappe davantage dans ce tableau, c'est le chiffre restreint des pertes, malgré les nombreuses maladies contre lesquelles assure la société de Meuwen. On peut

constater que la marche des affaires est en pleine prospérité.

§ 2. — Les Fédérations de sociétés locales et les caisses de réassurance.

Les caisses de réassurance sont des institutions spéciales à la Belgique ; nous allons en étudier le mécanisme et le développement.

1° Organisation.

La société de réassurance est une caisse fédérale, groupant les sociétés locales et se chargeant d'une partie plus ou moins grande des risques qu'elles assurent, moyennant le partage des primes perçues (1).

Les caisses de réassurance se constituent conformément à la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutuelles ; elles ont tout avantage à prendre la forme légale pour obtenir les secours du gouvernement et les privilèges accordés aux sociétés reconnues (2).

En prenant comme exemple la *Caisse de réassurance du Limbourg* nous nous rendrons un compte exact de leur organisation.

a) *Direction*. — Les pouvoirs appartiennent à l'assem-

(1) V. M. Malherbe, *L'assurance et la réassurance du bétail*, Bruxelles, 1899.

(2) Cependant dans la Flandre Orientale la caisse provinciale de réassurances mutuelles contre les risques de mortalité des animaux agricoles est restée une société libre. Les cotisations, qui étaient proportionnelles jusqu'en 1898, sont devenues fixes et uniformes pour toutes les mutualités.

blée générale et aux conseils d'administration et de surveillance ; à côté d'eux fonctionne un conseil arbitral.

b) *Affiliation des sociétés locales.* — La caisse de réassurance étend son action sur le Limbourg ; toutes les sociétés de cette province peuvent s'y affilier suivant certaines conditions.

Les sociétés locales doivent avoir des statuts conformes à la loi de 1894, et se trouver en état de verser à leurs membres des indemnités égales au moins aux  $\frac{2}{3}$  des pertes subies. Il leur suffit alors de demander leur admission au conseil d'administration de la fédération, en lui adressant un exemplaire de leurs statuts avec la liste des membres, le nombre et la valeur des animaux assurés.

Pour être certain de l'authenticité des renseignements fournis par les associations postulantes, le conseil d'administration charge un délégué de procéder à une enquête.

c) *Fonctionnement.* — La cotisation que doit payer chaque société affiliée est de 1 fr. 50 0/00 des valeurs assurées ; cette cotisation peut être augmentée dans les années mauvaises sans pouvoir dépasser toutefois le taux de 3 0/00.

La question des indemnités demande une certaine attention pour être bien comprise.

La caisse de réassurance intervient ordinairement jusqu'à concurrence de 35 0/0 dans les *pertes nettes* ; ce chiffre peut varier, mais ne doit jamais être supérieur à 40 0/0.

On entend par *perte nette* les  $\frac{2}{3}$  de la valeur estimée,

diminuée, s'il y a lieu, du *produit net*, c'est-à-dire : 1° des sommes récupérées par la vente de la viande saine et de la dépouille, et 2° des indemnités accordées par les pouvoirs publics.

Un exemple fera mieux saisir le mécanisme de cette institution : supposons la perte d'un animal valant 375 fr. ; la vente de la viande saine et de la dépouille ont produit 140 francs ; l'Etat a donné un subside de 25 francs, le produit net est de  $140 + 25 = 165$  francs. La perte réelle pour le membre sera donc de 375 francs moins  $165 = 210$  francs. Prenons les  $2/3$  de cette somme, soit 140 fr. et nous aurons la perte nette. Si la caisse de réassurance donne  $2/3$  de cette perte nette, sa contribution sera dans notre espèce de 84 francs. La société locale complètera cette somme jusqu'à concurrence de l'indemnité garantie ; si celle-ci est des  $4/5$  de la valeur de l'animal, elle doit égaler 300 francs. La société aura donc à payer ces 300 fr. moins le produit net, 165 francs, et moins la contribution de la caisse de réassurance, 84 fr., soit en résumé 51 fr.

Pour établir sa part contributive dans les indemnités, le conseil d'administration fixe chaque année la moyenne du prix de vente de la viande (ordinairement 0 fr. 60 le kilo). Si la viande se vend à ce prix, ou à un prix inférieur, la somme réalisée est considérée comme produit net ; si le prix est supérieur à ce taux, l'excédent est une prime pour la société locale et tombe dans sa caisse.

d) *Constitution d'un fonds de réserve.* — Il est perçu annuellement sur toutes les ressources de la fédération une taxe de 10 0/0, destinée à établir un fonds de réserve qui

peut atteindre 4 0/0 de la somme totale assurée. Grâce à ce fonds de prévoyance, la part contributive de la caisse de réassurance est augmentée dans les années néfastes, et des secours extraordinaires sont donnés aux sociétés locales dont les fonds sont épuisés par une moyenne de pertes supérieure à 2 fr. 50 0/0.

Les ressources de la société sont de deux sortes : 1° les ressources ordinaires, provenant des cotisations des sociétés locales et de l'intérêt des fonds placés ; 2° les ressources extraordinaires, constituées par les subsides du gouvernement et de la province.

Les fonds peuvent être placés, soit à la Caisse d'épargne de l'Etat, soit dans une société coopérative de crédit à responsabilité solidaire et illimitée, soit dans une caisse centrale de ces coopératives. Ils peuvent aussi être employés à l'achat de fonds publics de l'Etat.

C'est à ces principes généraux qu'obéit la caisse de réassurance du Brabant.

#### 2° Situation.

Les caisses de réassurance ont pris dans les provinces de la Flandre Orientale, du Brabant et du Limbourg une grande importance (1).

Voici quelques-unes de leurs opérations :

(1) Deux sociétés de ce genre se sont fondées récemment à *Turnhout* et à *Heyst-op-den-Berg* dans la province d'Anvers.

| CAISSES<br>DE<br>RÉASSURANCE                                           | ANNÉES | Nombre de sociétés<br>locales affiliées<br>aux fédérations | Nombre de bêtes<br>bovines assurées<br>par les sociétés | Montant des indemni-<br>tés accordées<br>par les fédérations | Frais d'administration<br>des fédérations | Montant des primes<br>payées par les sociétés<br>affiliées | Subsides<br>de la<br>province | Subsides<br>du<br>gouvernement | Actif<br>des fédérations |
|------------------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| Caisse de réassu-<br>rance du bétail<br>de la<br>Flandre orientale.    | 1897   | 122                                                        | 42.340                                                  | 34.375                                                       | 1.882                                     | 20.698                                                     | 15.000                        | 10.000                         | »                        |
|                                                                        | 1898   | 137                                                        | 50.198                                                  | 59.275                                                       | 2.025                                     | 23.999                                                     | 15.000                        | 10.000                         | »                        |
|                                                                        | 1899   | 136                                                        | 47.706                                                  | 63.440                                                       | 1.979                                     | 28.623                                                     | 15.000                        | 15.000                         | »                        |
|                                                                        | 1900   | 148                                                        | 51.329                                                  | 63.340                                                       | 2.490                                     | 34.915                                                     | 15.000                        | 15.000                         | »                        |
| Caisse de réassu-<br>rance du bétail<br>de la province<br>de Limbourg. | 1897   | 29                                                         | 10.905                                                  | 10.727                                                       | 735                                       | 2.430                                                      | 5.000                         | 6.000                          | 2.068                    |
|                                                                        | 1898   | 62                                                         | 14.932                                                  | 13.694                                                       | 640                                       | 5.462                                                      | 5.000                         | 6.000                          | 3.111                    |
|                                                                        | 1899   | 77                                                         | 18.184                                                  | 14.120                                                       | 645                                       | 7.083                                                      | 5.000                         | 6.000                          | 3.228                    |
|                                                                        | 1900   | 82                                                         | 20.404                                                  | 19.041                                                       | 655                                       | 8.084                                                      | 5.000                         | 7.100                          | 1.654                    |
| Caisse de réassu-<br>rance du bétail<br>de la province<br>de Brabant.  | 1898   | 47                                                         | 10.156                                                  | 9.163                                                        | 163                                       | 4.560                                                      | »                             | 6.000                          | 1.303                    |
|                                                                        | 1899   | 61                                                         | 14.142                                                  | 12.376                                                       | 500                                       | 6.302                                                      | »                             | 6.000                          | 938                      |
|                                                                        | 1900   | 64                                                         | 15.029                                                  | 20.907                                                       | 500                                       | 13.788                                                     | »                             | 14.000                         | 7.820                    |

Une remarque s'impose : c'est que les subsides de l'État et des provinces interviennent pour une très large part dans les indemnités. Les caisses de réassurance se ressentent beaucoup du caractère d'assistance et se trouveraient hors d'état de faire face à leurs obligations, sans les secours qui leur sont alloués. Il serait désirable qu'elles se créent un fonds de réserve plus important, et qu'elles augmentent leurs primes, afin de marcher de leurs propres forces et de faire de la véritable assurance.

### § 3. — Assurance chevaline.

L'assurance du bétail proprement dite s'est surtout développée dans la classe des petits cultivateurs, et a eu pour

objet principal de conjurer les accidents auxquels est exposée l'espèce bovine.

Certaines fédérations, parmi lesquelles la *Réassurance de la Flandre Orientale*, accordent des indemnités pour les pertes de tous les animaux de la ferme sans exception ; mais, à côté d'elles, se sont constituées des sociétés spéciales d'assurances chevalines, qui ont pris dans ces dernières années une grande extension.

L'assurance chevaline s'organise sur les mêmes bases que l'assurance bovine. La cotisation est en moyenne de 1 à 2 0/0 de la valeur assurée, l'indemnité est ordinairement fixée aux 2/3. Les règlements sont les mêmes dans leurs grandes lignes, sauf quelques modifications nécessitées par ce genre d'assurance. C'est ainsi que dans certaines sociétés, par exemple : l'*Assurance mutuelle des étalons du Brabant*, l'assemblée générale fixe chaque année la valeur maxima pour laquelle peut être assuré chaque cheval.

Notons encore que ces sociétés n'ont pas une circonscription restreinte, mais que leur champ d'action s'étend généralement à une province entière. Les valeurs assurées sont en effet très élevées ; le nombre d'adhérents est assez faible, et, pour se mettre le plus efficacement possible à l'abri des gros risques, ces mutuelles doivent les répartir sur une vaste échelle.

Les sociétés d'assurances chevalines reconnues ont fait preuve dans quelques-unes de nos provinces, et principalement dans celle de la Flandre Orientale, d'une grande activité.



Les chiffres suivants permettront de s'en rendre compte :

| PROVINCES            | ANNÉE | NOMBRE<br>DE SOCIÉTÉS | NOMBRE<br>DE MEMBRES | NOMBRE<br>D'ANIMAUX<br>ASSURÉS | VALEUR<br>DES ANIMAUX<br>ASSURÉS | NOMBRE<br>DE PERTES | MONTANT<br>DES COTISATIONS<br>PÉCUNIAIRES |
|----------------------|-------|-----------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|
| Flandre occidentale. | 1900  | 3                     | 139                  | 294                            | 270.700                          | 5                   | 2.604                                     |
| Flandre orientale. . |       | 12                    | 1.016                | 1.190                          | 1.130.650                        | 30                  | 15.941                                    |
| Brabant . . . . .    |       | 1                     | 133                  | 158 étalons                    | 609.500                          | 4                   | 9.142                                     |
| Anvers. . . . .      |       | —                     | —                    | —                              | —                                | —                   | —                                         |
| Limbourg . . . . .   |       | 1                     | 69                   | 67                             | 53.600                           | (1)                 | —                                         |

#### APPENDICE. — *Fonds d'agriculture.*

Avant l'apparition des sociétés mutualistes, on a essayé en Belgique l'assurance provinciale et obligatoire du bétail.

La Flandre Occidentale possède un fonds d'agriculture qui préconise le principe de l'assurance obligatoire pour le bétail de race bovine, ovine, chevaline et asine. Cette institution accorde des indemnités pour tous les animaux abattus par ordre de l'autorité et pour les bestiaux qui doivent être enfouis.

Les taxes sont fixées annuellement ; elles ont été en 1899 de 0 fr. 50 par cheval, 0 fr. 25 par bête bovine, 0 fr. 30 par mulet et bardot, 0 fr. 15 par âne et 0 fr. 03 par bête ovine.

L'indemnité accordée pour chaque perte est de 100 francs pour les bêtes bovines, 60 francs pour l'espèce chevaline,

(1) Cette société n'a été constituée qu'à la fin de 1900.

20 francs pour les mulets, ânes, bardots, 14 francs pour les moutons.

Durant l'exercice 1899, le fonds d'agriculture a assuré 311.200 bêtes, dont 32.118 chevaux, 255.691 vaches, 3.024 mulets, ânes et bardots, 20.297 moutons.

Le nombre des pertes qui s'est élevé à 1812 a donné lieu à 177.779 francs d'indemnité.

En 1900, le nombre d'animaux assurés atteignait 316.868 ; à savoir 32.633 chevaux, 256.565 bêtes bovines, 2.414 mulets et bardots, 24.662 moutons.

Une indemnité de 97.559 fr. a couvert 1.457 pertes.

Ajoutons qu'à côté de cette institution fonctionnent des sociétés mutualistes locales.

Le Conseil provincial de la Flandre Orientale consacra le principe de l'assurance obligatoire, en instituant, en 1837, un fonds d'agriculture.

Les cotisations étant très faibles et les indemnités s'élevant jusqu'à la valeur totale de l'animal, la société ne put subsister, et, malgré les subsides du gouvernement et les modifications de ses statuts, le fonds dut disparaître en 1841. Une nouvelle tentative faite en 1860 n'eut pas plus de succès ; on s'aperçut que les fraudes étaient nombreuses et, en 1865, la suppression définitive en fut décidée. Ce fonds a été remplacé par une caisse de réassurance.

La province d'Anvers instituait en 1892 un fonds d'agriculture qui fut transformé en 1897.

Le peu de succès de l'assurance provinciale et obligatoire s'explique par plusieurs raisons.

Un principe essentiel en matière d'assurance, c'est que les risques assurés doivent être à peu près les mêmes ; or, il ne pouvait en être ainsi dans toute l'étendue d'une province, d'où inégalité entre les différents membres.

De plus, la circonscription très étendue du fonds d'agriculture empêche de surveiller ceux des cultivateurs les moins scrupuleux qui pratiquent toutes sortes de fraudes, et bénéficient, grâce à l'uniformité des taxes, de la contribution de tous les autres membres.

Telles sont les principales causes qui ont fait abandonner ce système d'assurance, pour le remplacer avantageusement par les mutualités.

## CHAPITRE V

### LES LAITERIES COOPÉRATIVES.

La coopération de production agricole a fait en Belgique de rapides progrès, et s'est surtout développée sous la forme de sociétés destinées à la fabrication du beurre, et appelées les *laiteries coopératives*.

Les *laiteries coopératives* sont des associations de fermiers, de cultivateurs et de petits propriétaires, s'unissant pour travailler le lait, pour le transformer en beurre, et pour vendre aux conditions les plus avantageuses le produit obtenu.

Ces associations ne sont pas les seuls établissements de production que l'on rencontre sur le sol belge. A côté d'elles se sont formées des *laiteries individuelles*, dans lesquelles le cultivateur transforme lui-même son lait en beurre, et des *laiteries industrielles*, à la tête desquelles se trouvent de véritables commerçants, qui achètent le lait, le travaillent et le vendent à leur propre compte.

Nous ne nous occuperons que des *laiteries coopératives*, que nous étudierons dans leur individualité et dans leurs fédérations.

## SECTION I. — Les laiteries isolées.

## § 1. — Organisation.

On trouve en Belgique trois sortes de *laiteries coopératives* :

- 1° Les *laiteries coopératives centrales à bras* ;
- 2° Les *laiteries coopératives centrales à vapeur* ;
- 3° Les *laiteries régionales*.

I. — Dans les *premières*, ainsi que leur nom l'indique, les appareils (barattes, écrémeuses) sont mus par la force des bras. Le lait, apporté par chaque fermier, est à son arrivée pesé et échantillonné ; puis, on le passe à l'écrémeuse, et il est repris en général par son propriétaire. Un personnel spécial s'occupe de ces différentes opérations.

Ce système fonctionne surtout dans le Limbourg et le Brabant ; il a le grand avantage de diminuer les frais généraux et d'être d'un établissement très simple ; mais, par contre, il ne tire pas du lait la quintessence obtenue par d'autres procédés.

II. — Dans les *laiteries centrales à vapeur*, les appareils, plus nombreux et plus importants, sont actionnés par des forces motrices. Le lait est apporté à l'usine centrale, soit par les fermiers eux-mêmes, soit par des camionneurs qui entreprennent le transport moyennant un prix déterminé par litre ou par kilo, soit enfin par les coopérati-

ves. A son arrivée le lait est pesé ou mesuré, et on en prélève un échantillon (1); puis on procède au réchauffage dans le but de faciliter l'écémage, qui s'opère par la force centrifuge. On fait ensuite la pasteurisation de la crème et du lait écémé, opération suivie d'un refroidissement énergique. Enfin on baratte la crème et on traite le beurre pour la vente.

Les fournisseurs reprennent, en moyenne, 80 à 85 0/0 du lait écémé, et 8 à 10 0/0 du lait battu, à moins que celui-ci ne soit entièrement vendu par la société ou utilisé pour l'élevage.

Les *laiteries d'Oostcamp* (2), *Borsbèke* (3), suivent ce système.

Les laiteries à vapeur possèdent tous les instruments perfectionnés, et réalisent les meilleures conditions pour la production du beurre. Il faut, pour leur exploitation, un pays riche en vaches laitières, afin de faciliter l'alimentation de l'usine et de diminuer les frais de transport.

III. — Tandis que la laiterie centrale opère dans un rayon restreint, la *laiterie régionale* comprend une vaste circonscription. Le principe appliqué dans ces sortes de sociétés est de séparer l'écémage du barattage.

(1) Les échantillons, conservés par des procédés chimiques, sont analysés à la fin de chaque semaine.

(2) Voir la Monographie de cette association dans la brochure de M. Trigaut sur les *laiteries coopératives en Belgique et à l'étranger*, Bruxelles, Schepens, 1900, p. 135 et s.

(3) Voir la *monographie de la laiterie de Borsbèke*, même brochure, p. 131 et s.

Chaque laiterie régionale possède une usine centrale, et comprend plusieurs sections dans lesquelles l'écémage se fait au moyen d'instruments à bras ; la crème est envoyée deux fois la semaine par chaque section à l'usine centrale pour y être barattée.

Cette façon d'opérer supprime les frais de transport du lait ; mais elle exige un nombreux personnel et un matériel coûteux.

Quel que soit le système adopté, la fabrication et la vente du beurre sont toujours opérées par l'organisme central et les bénéfices sont répartis entre les coopérateurs.

#### § 2. — Développement.

La première laiterie coopérative fut créée en Belgique en 1888 ; en 1890, on n'en signale que trois dans le royaume ; c'est à partir de 1895 que l'accroissement se produit

Voici d'ailleurs la marche de la progression des laiteries en activité :



| PROVINCES              | ANNÉES | NOMBRE<br>DE LAITIÈRES | NOMBRE<br>DE MENURES | NOMBRE<br>DE VACHES | MONTANT DES VENTES |                |                    |
|------------------------|--------|------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|----------------|--------------------|
|                        |        |                        |                      |                     | LAIT               | BEURRE         | AUTRES<br>PRODUITS |
| Flandre<br>occidentale | 1895   | 3                      | 650                  | —                   | FR.<br>—           | FR.<br>682.372 | FR.<br>1.247       |
|                        | 1896   | 2                      | 797                  | —                   | 380                | 856.300        | 1.476              |
|                        | 1897   | 4                      | 728                  | 3.281               | —                  | 957.597        | —                  |
|                        | 1898   | 5                      | 832                  | 4.018               | —                  | 1.052.778      | —                  |
|                        | 1899   | 6                      | 1.022                | 5.304               | —                  | 1.359.697      | —                  |
|                        | 1900   | 6                      | 1.350                | 5.210               | —                  | 1.279.653      | —                  |
| Flandre<br>orientale   | 1895   | 6                      | 355                  | —                   | 2.575              | 322.436        | 3.646              |
|                        | 1896   | 11                     | 791                  | —                   | 2.497              | 498.359        | 3.749              |
|                        | 1897   | 14                     | 1.055                | 3.453               | 2.958              | 911.607        | 7.833              |
|                        | 1898   | 27                     | 1.839                | 5.316               | 8.574              | 1.576.854      | 4.503              |
|                        | 1899   | 32                     | 2.050                | 6.008               | 3.665              | 2.002.391      | 4.684              |
|                        | 1900   | 42                     | 2.780                | 8.345               | 3.640              | 2.630.240      | 4.338              |
| Brabant                | 1895   | 13                     | 406                  | —                   | 18.250             | 443.525        | 871                |
|                        | 1896   | 14                     | 575                  | —                   | 20.000             | 682.123        | 2.259              |
|                        | 1897   | 18                     | 894                  | 3.376               | 9.025              | 807.341        | 793                |
|                        | 1898   | 24                     | 1.357                | 4.843               | 38.217             | 1.144.689      | 377                |
|                        | 1899   | 31                     | 1.560                | 5.474               | 61.427             | 1.824.031      | 68.152             |
|                        | 1900   | 34                     | 1.785                | 6.253               | 45.800             | 2.010.590      | 63.350             |
| Anvers                 | 1895   | 5                      | 115                  | —                   | 77.576             | 133.000        | 1.923              |
|                        | 1896   | 7                      | 257                  | —                   | 98.544             | 226.595        | 2.567              |
|                        | 1897   | 10                     | 430                  | 1.769               | 98.237             | 414.764        | 3.671              |
|                        | 1898   | 11                     | 594                  | 2.361               | 70.620             | 510.134        | 2.811              |
|                        | 1899   | 17                     | 870                  | 3.465               | 70.218             | 877.647        | 5.618              |
|                        | 1900   | 31                     | 1.535                | 6.125               | 45.600             | 1.549.650      | 6.778              |
| Limbourg               | 1895   | 30                     | 1.099                | —                   | 402                | 599.044        | 3.792              |
|                        | 1896   | 43                     | 1.655                | —                   | 2.552              | 848.279        | 1.166              |
|                        | 1897   | 53                     | 2.045                | 5.268               | 18.011             | 1.102.383      | 37.675             |
|                        | 1898   | 76                     | 3.234                | 9.358               | 1.030              | 1.376.886      | 9.132              |
|                        | 1899   | 95                     | 4.293                | 13.076              | —                  | 2.167.892      | 11.406             |
|                        | 1900   | 109                    | 5.136                | 15.610              | —                  | 2.510.325      | 12.115             |

Les services rendus par ces laiteries s'adressent surtout à la petite culture.

## SECTION II. — Les fédérations de laiteries.

## § 1. — Nature et organisation.

Les laiteries isolées d'une même région s'unissent pour former des fédérations ou syndicats de laiteries, dans le but d'étudier, de défendre et de faire prospérer leurs intérêts.

« On assigne aux syndicats de laiteries, dit M. Malherbe, un but professionnel, un but économique, un but commercial.

« Le but professionnel des syndicats de laiteries consiste essentiellement dans l'étude et la défense des intérêts laitiers en général, et en particulier des intérêts laitiers des laiteries syndiquées et de leurs membres. Il consiste aussi dans la formation professionnelle des membres du syndicat.

« Les moyens préconisés pour atteindre ce but sont : le journal syndical de laiterie, les écoles syndicales, la station laitière de recherches, les réunions périodiques avec conférences, la publication de bulletins périodiques, les musées et les bibliothèques de laiterie, le bureau technique de renseignements et le conseil juridique.

« Le but économique consiste dans l'obtention de produits de première qualité et de qualité uniforme, le plus économiquement possible, c'est-à-dire avec minimum de frais, et maximum de rendement comme qualité et comme quantité.

« Les moyens préconisés pour atteindre ce but sont les suivants : le règlement de fourniture de lait pour obtenir un lait de bonne qualité ; l'inspection des laiteries et de la fabrication pour arriver à une production beurrière parfaite comme qualité et comme rendement ; l'achat en commun des matières employées en laiterie pour diminuer les frais, et l'organisation de concours dans ces différents ordres de choses, dans le but de compléter l'efficacité des moyens précédemment indiqués.

« Le but commercial consiste essentiellement dans l'écoulement des produits laitiers aux prix les plus rémunérateurs...

« Les moyens préconisés pour atteindre ce résultat sont les suivants : les minques syndicales (1), les agents vendeurs, les usines centrales d'exportation, etc. (2).»

Nous remarquons, que c'est la nécessité de trouver des débouchés pour leurs produits qui a poussé les sociétés isolées à se fédérer. Bien que la Belgique produise une grande quantité de beurre, celle-ci ne suffit pas à la consommation du pays ; or il est indispensable que les associations laitières augmentent leur production, et mettent sur le marché des produits qui, grâce à leur qualité et à leur prix, puissent rivaliser avec les beurres étrangers. Il importe, en outre, qu'elles ne se fassent pas entre elles

(1) On entend par « minque syndicale » une halle où l'on vend le beurre à la criée.

(2) *Les syndicats de laiteries*, par MM. Malherbe et Schreiber, Bruxelles, Schepens, 1900, p. 5 et s. V. aussi M. Trigaut, *Les laiteries coopératives en Belgique et à l'étranger*, Bruxelles, Schepens, 1900.

une concurrence désastreuse ; les syndicats de vente peuvent seuls favoriser l'écoulement des produits en évitant cet écueil.

Citons dans la partie flamande, le *Syndicat de vente des deux Flandres*, la *Section de vente du Boerenbond de Louvain*, l'*Union laitière belge de Bruxelles*, la *Fédération laitière du Limbourg*.

Le *Landbouwersbond de Gand* a pris, en 1898, l'heureuse initiative de créer un syndicat de vente, réunissant les associations laitières des Flandres orientale et occidentale. En s'unissant, les membres ont eu pour but de créer un marché spécial pour les produits coopératifs, de se protéger réciproquement contre l'insolvabilité des mauvais clients, de travailler en commun à conquérir les marchés étrangers.

Le *Boerenbond de Louvain* a réservé, dans son organisme, une section spéciale, destinée à la vente des produits de laiterie sous une marque unique.

Il s'est établi à Bruxelles, en 1898, une société nationale, sous le nom d'*Union Laitière Belge*, dont l'objet est de « grouper tous ceux qui s'intéressent à l'industrie laitière en vue de la faire prospérer, de la développer par la coopération et de défendre ses intérêts, notamment par l'enseignement et la vulgarisation des meilleurs procédés, l'organisation de congrès de laiterie, l'institution de concours pour la solution de problèmes relatifs à cette industrie, l'étude des voies à suivre pour développer le commerce des produits obtenus, etc. »

Nous avons réservé, pour en étudier spécialement l'or-

ganisation, la *Fédération des laiteries du Limbourg*, et la *Minque syndicale d'Hasselt*.

§ 2. — La Fédération des laiteries du Limbourg  
et la Minque d'Hasselt.

1° La Fédération du Limbourg.

La *Limburgsche Zuivelbond*, créée en 1897, comprend la partie sablonneuse du Limbourg que l'on nomme la Campine.

Cette fédération a pour but de défendre les intérêts des associations affiliées et de développer leur commerce : en écoulant leurs produits aux meilleures conditions, en les tenant au courant des progrès de l'industrie laitière, en les renseignant sur les cours, etc...

Elle est divisée en sections qui comprennent chacune un certain nombre de laiteries isolées, et elle est dirigée par un conseil d'administration composé des délégués des différentes sections. Un président choisi par ce conseil est chargé de la gérance.

Chaque laiterie paie une cotisation dont le taux est déterminé annuellement par le conseil d'administration ; le montant en est affecté au paiement des frais généraux et aux différents besoins de la société.

La *Limburgsche Zuivelbond* a créé à Hasselt une minque syndicale destinée à écouler les produits des sociétaires.

2° La Minque d'Hasselt.

a) *Administration*. — Un conseil d'administration,

composé du président de la fédération et d'un délégué de chaque section, est chargé de la surveillance et de la direction des affaires. Chaque mois, à tour de rôle, les délégués examinent les comptes avec le président et le secrétaire ; un rapport trimestriel de la situation pécuniaire est fait au conseil d'administration.

b) *Personnel*. — A la tête de la minque se trouve un directeur nommé par le conseil d'administration. Il tient un compte détaillé de toutes les opérations faites, envoie tous les dix jours aux laiteries isolées la valeur du beurre qu'elles ont fourni, surveille le crieur et les employés dont il est responsable.

Le crieur met le beurre en adjudication ; il est aidé dans cette tâche par des ouvriers choisis par le directeur.

Un agent commercial, nommé par le conseil d'administration, se charge des commandes des marchands, achète et paie en leur nom le beurre vendu à la minque ; il expédie ces achats aux destinataires, et les informe de la quantité et du prix dans une note certifiée conforme par le directeur.

c) *Fonctionnement*. — La cotisation imposée aux associations affiliées était d'abord de 2 0/0 de la valeur du beurre vendu, elle est remplacée maintenant par une taxe ainsi fixée :

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| De 1 à 50 kilos . . . . .    | 2 fr. 0/0    |
| De 5 à 100 kilos . . . . .   | 1 fr. 0/0    |
| De 100 à 200 kilos. . . . .  | 0 fr. 75 0/0 |
| De 200 à 300 kilos . . . . . | 0 fr. 50 0/0 |

A partir de 300 kilos la taxe disparaît.

A cette somme s'ajoute le montant des droits d'entrée, dont le taux est de 20 francs.

Pour assurer à la minque son approvisionnement, chaque laiterie doit lui fournir au minimum 150 kilos de beurre par semaine, sous peine d'une amende de 5 francs.

Les marchés ont lieu deux fois par semaine et se font au rabais ; le paiement est immédiatement exigible. Après chaque marché, le relevé des opérations dressé par l'agent commercial est remis au secrétaire du conseil d'administration, qui l'enregistre et le communique au président.

Voici les opérations faites par la *minque d'Hasselt* durant ces trois dernières années :

| ANNÉES                           | 1897-1898      | 1898-1899      | 1899-1900      |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Beurre envoyé . . . . .          | 109.997 k.     | 219.942 k.     | 381.874 k.     |
| Beurre racheté . . . . .         | 180 k.         | 250 k.         | —              |
| Beurre vendu . . . . .           | 109.819 k.     | 219.692 k.     | 381.874 k.     |
| Beurre (valeur). . . . .         | 269.963 fr. 25 | 562.052 fr. 55 | 960.861 fr. 96 |
| Retenue ordinaire. . . . .       | 5.180 fr. 85   | 7.953 fr. 75   | —              |
| Retenue extraordinaire . . . . . | 14 fr. 28      | 12 fr. 38      | —              |
| Frais . . . . .                  | 3.584 fr. 95   | 4.673 fr. 65   | —              |
| Excédents. . . . .               | 1.640 fr. 35   | 3.194 fr. 50   | —              |

Ces résultats sont inespérés, et ont contribué à faire de l'aride Campine un pays riche, où les fermiers peuvent réaliser des bénéfices.

La prospérité de l'industrie laitière en Belgique est due en partie à l'activité des associations dont nous venons d'esquisser la description, mais aussi à la sollicitude du gouvernement.

Des conférences de laiterie, comprenant une quinzaine



de leçons, sont faites dans un grand nombre de villages où elles obtiennent beaucoup de succès. Des écoles temporaires de laiterie sont établies dans les localités qui en font la demande, pendant un laps de trois mois, et sont destinées à donner aux jeunes filles qui les fréquentent l'enseignement théorique et pratique de la fabrication du beurre et des fromages. Les frais occasionnés sont supportés par l'Etat, la province, la commune, et le comice agricole.

Des expositions de laiterie et de fromagerie ont eu lieu à Anvers en 1894, à Tervueren en 1897; elles comportaient des concours de traite, de stérilisation du lait, de fabrication du beurre, etc...

Un congrès national de laiterie fut tenu à Bruxelles en 1897; un autre eut lieu à Nivelles en 1898. L'enseignement de la laiterie, la coopération laitière, les questions techniques, le commerce du beurre, du fromage etc... y furent l'objet de vœux intéressants.

Notons enfin que l'école de Borsbèke est spécialement destinée à former des jeunes gens pour le fonctionnement des laiteries des provinces flamandes (1).

Comment s'étonner après de tels encouragements des rapides progrès réalisés en Belgique par l'industrie laitière?

(1) L'école de Gembloux est réservée aux provinces Wallones.

## CHAPITRE VI

### LES DISTILLERIES AGRICOLES.

La coopération de production a pris, sous la forme de distilleries agricoles, une grande extension.

On distingue *les distilleries industrielles* qui ne sont que des exploitations commerciales, et *les distilleries coopératives agricoles*, dans lesquelles les cultivateurs travaillent exclusivement des grains, dont les résidus sont susceptibles d'être utilisés pour l'alimentation de leur bétail.

Nous nous occupons exclusivement de celles-ci.

On les a très bien définies « des sociétés coopératives composées de seuls agriculteurs, cultivant pour leur propre compte une certaine étendue de terres, et formées en vue de l'exploitation en commun d'une distillerie agricole » (1).

L'Etat voulant favoriser la création de ces institutions leur a accordé, par une loi du 15 avril 1896, une prime de 15 francs par hectolitre de flegmes à 50°. Des arrêtés royaux du 5 novembre 1896 et du 25 mars 1899 ont déterminé les conditions auxquelles elles peuvent profiter de cette faveur.

(1) Voir les *Distilleries agricoles* (études théoriques et pratiques), MM. Malherbe et Marbaix, Bruxelles, 1898, p. 17.

Grâce à cette prime, la production de la distillerie agricole n'a cessé de croître et s'élevait en 1899 à 265.000 hectolitres.

L'avantage accordé aux agriculteurs fut l'objet des réclamations des industriels ; une loi du 26 mars 1900 réduisit à 12 francs la prime concédée, mais n'entrava point l'essor des distilleries agricoles dont le chiffre d'affaires fut de 285.682 hectolitres.

La concurrence entre les cultivateurs et les industriels ayant amené une surproduction d'alcool, on réclame actuellement un remède efficace à cette situation.

Dans la séance du 20 mars 1901, M. Francotte déposait sur le bureau de la Chambre des représentants un projet de loi modifiant la législation relative à la fabrication de l'alcool.

« La situation actuelle en se prolongeant, dit-il, ne peut aboutir qu'à la ruine de l'industrie de l'alcool. L'absorption de la production par la distillerie agricole aboutirait d'autre part à un résultat anti-économique.

« Les petites distilleries ne sont pas en état de faire usage des procédés perfectionnés, des progrès scientifiques que la grande industrie s'approprie aisément. Elles n'arriveront pas à produire l'alcool au prix le plus réduit, condition essentielle de son utilisation pour les emplois industriels. »

Pour éviter ces fâcheuses conséquences, comme on se trouve dans l'impossibilité d'établir un équilibre dans la production des diverses catégories de distilleries, on réclame le retour au droit commun, en laissant aux distille-

ries agricoles le choix entre une prime réduite ou l'expropriation moyennant indemnité.

Ces sociétés du reste ne sont parfois agricoles que de nom, et servent à des capitalistes qui prennent comme prête-noms quelques cultivateurs, afin d'obtenir pour leur industrie l'octroi des faveurs gouvernementales.

Les distilleries agricoles tendent donc à disparaître ; leur retour au droit commun ne peut leur permettre de rivaliser avec les sociétés industrielles.

L'activité que les paysans belges ont déployée à les former durant ces dernières années nous imposait l'obligation de les signaler.

## TROISIÈME PARTIE

---

### CONCLUSION

Nous voici parvenu au terme de ce travail. Successivement, nous avons essayé d'exposer aussi impartialement que possible la situation des associations agricoles dans les pays flamands de France et de Belgique, en déterminant les caractères distinctifs de chacune de ces institutions, et en relatant les résultats obtenus jusqu'alors en deçà et au delà de la frontière.

Toute étude appelle une conclusion ; l'heure est donc venue de dévoiler l'impression que nous avons retirée de l'enquête personnelle à laquelle nous avons dû nous livrer.

Ce qui nous a surtout frappé, c'est la rapidité vertigineuse avec laquelle les associations agricoles se sont développées et multipliées en Belgique.

Il est vrai que la région flamande étudiée par delà la frontière est plus étendue que celle de nos deux arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck ; il est vrai que nous possédons en France, dans les pays du Centre, de l'Est et du Sud-Est, de puissants syndicats ; mais, proportion gardée, pouvons-nous soutenir la comparaison, surtout au

point de vue des Flandres françaises ? En général, nous ne le croyons pas (1).

Il est indispensable de rechercher la cause de cette infériorité.

Le climat est le même dans les deux régions, le sol a une égale fertilité et les produits en sont identiques ; les éléments sont donc étrangers à cette différence de vitalité des institutions.

La raison ne se rencontre pas davantage, contrairement à ce que l'on pourrait supposer, dans les différences de législation.

L'agriculture française, dira-t-on, n'a pu jouir du bienfait de l'association qu'à partir de 1884, tandis que les paysans belges pouvaient depuis 1830 former des associations de fait, très utiles à l'agriculture ; à cela nous répondrons que l'efflorescence des institutions belges ne s'est produite que depuis quelques années.

Quant à notre loi de 1884, elle se prête mal, il est vrai, à l'usage que nos agriculteurs en font, c'est ce qui lui méritait ce jugement de M. Hubert Valleroux : « On y a nommé les syndicats de patrons par décence, les syndicats agricoles par hasard, mais ce sont les syndicats ouvriers qu'avaient en vue les auteurs des divers projets et le gouvernement, aussi bien que les majorités qui ont voté la loi dans les deux Chambres (2). »

(1) Nous faisons une restriction, car il est certains points, ceux du crédit agricole, de la vente des betteraves, sur lesquels notre supériorité est incontestée.

(2) *Réforme de la législation sur les syndicats professionnels, Réforme sociale*, 1<sup>er</sup> novembre 1900, t. XL, p. 461.

La loi de 1898 sur les unions professionnelles, pour lui être de quelque peu supérieure, est loin elle aussi de réaliser un idéal.

Faisons entre ces deux lois quelques comparaisons au point de vue de la personnalité civile, de la constitution et de la composition des associations, ainsi qu'à celui des sanctions qui leur sont applicables.

*1<sup>o</sup> Au point de vue de l'octroi de la personnalité civile.*

La loi française n'accorde la personnalité civile qu'aux associations ayant pour but l'étude et la défense des intérêts « économiques etc. », terme énigmatique qui laisse de côté les professions libérales et qui a nécessité, en 1893, une loi nouvelle permettant aux médecins de se syndiquer.

Beaucoup plus précise est la loi belge, qui reconnaît la personnification à toutes les associations ayant exclusivement pour objet l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, à la condition qu'elles poursuivent un but lucratif (1).

Les personnes qui exercent des professions libérales à but lucratif (médecins, avocats) peuvent donc s'associer.

Par l'octroi de cette personnalité, la loi de 1898, comme celle de 1884, donne aux associations certains droits qui sont ceux de contracter, d'ester en justice, de posséder,

(1) Cette dernière condition a pour effet d'empêcher les établissements de bienfaisance ou d'instruction de profiter de la loi.



d'acquérir à titre gratuit, de se grouper, etc., mais qui doivent être différemment exercés.

a) La loi française garde, au sujet de la capacité pour les syndicats de faire des actes de commerce, un silence regrettable ; la loi belge, après avoir posé le principe que les unions ne doivent exercer elles-mêmes ni profession, ni métier, les autorise néanmoins à faire certains actes limitativement énumérés et jouissant du bénéfice de la non-commercialisation. La seule obligation qu'elle leur impose est de tenir de ces actes une comptabilité spéciale.

b) Le syndicat français peut ester en justice, mais seulement à la condition que l'intérêt en litige soit un intérêt collectif. On en arrive ainsi à cette anomalie de défendre au syndicat de faire respecter un contrat passé par lui pour ses membres, lorsque le dommage causé à l'un des membres par l'inexécution de l'engagement ne présente pas un caractère suffisant d'intérêt collectif.

Il n'en est pas de même en Belgique où une disposition législative spéciale, l'article 10, permet à l'union professionnelle d'intervenir pour défendre les droits individuels que tiennent ses membres de leur qualité d'associés.

c) Le droit de posséder octroyé aux associations agricoles obéit dans les deux pays au même principe : l'association ne peut posséder que les immeubles nécessaires à son fonctionnement. Mais, tandis que la loi sur les syndicats limite ces immeubles à ceux nécessaires aux réunions, bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, la loi sur les unions les autorise à posséder en outre les

immeubles nécessaires aux collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, machines et instruments, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux ; et quand même ces immeubles ne leur seraient-ils pas d'un usage immédiat, elles peuvent les acquérir grâce à une autorisation donnée par arrêté royal.

d) La capacité d'acquérir à titre gratuit dans certaines limites est soumise par la loi belge à une autorisation administrative préalable. L'avantage revient ici à notre loi française qui ne pose aucune condition de ce genre à la réception des libéralités.

e) Enfin les unions professionnelles peuvent se fédérer de même que nos syndicats peuvent s'unir ; mais, tandis que les Fédérations belges jouissent de la personnalité civile et peuvent ainsi grouper utilement les revendications des unions professionnelles qui les composent, les unions de syndicats français n'ont aucune existence juridique, et sont restées à l'état de cercles d'études très platoniques (1).

(1) *L'Union des Syndicats de la région du Nord*, créée en 1891, s'étend aux départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme de l'Oise, de l'Aisne, des Ardennes, et se compose de dix syndicats.

Elle a pour mission de grouper les représentants de l'agriculture de la région, de manière à obtenir la promptitude et l'unité d'action nécessaires à la défense des intérêts agricoles.

Son siège est à Boulogne-sur-Mer, mais ses assemblées annuelles ont lieu, à tour de rôle, dans les principales villes de sa circonscription.

Sous la direction de son distingué président, M. Madaré, *l'Union du Nord* fait d'importants travaux statistiques sur les différents syndicats, sur les produits de chaque région destinés à l'exportation, etc... et

Nous avons vu les principales différences des deux législations au point de vue de la personnalité juridique ; examinons-les maintenant à ceux de la constitution et de la composition des associations.

*2° Au point de vue de la constitution.*

La loi de 1884 impose, comme unique formalité à la constitution d'un syndicat, le dépôt des statuts et de la liste des administrateurs à la mairie du lieu où il est établi. Ce système a l'avantage, par sa simplicité, de faciliter la création du syndicat et de le mettre complètement à l'abri de l'ingérence gouvernementale. Nous lui trouvons cependant un inconvénient : c'est que les statuts, n'étant l'objet d'aucun contrôle, peuvent être parfois illégaux, et entraîner, un jour ou l'autre, la nullité d'une association qui se croyait régulièrement constituée.

Cette conséquence désastreuse, à laquelle sont exposés nos syndicats, a été évitée en Belgique où le Conseil des Mines, sous la forme de Commission d'entérinement, vérifie si les conditions prescrites par la loi pour la constitution des unions professionnelles ont été observées. A

traite les questions les plus intéressantes : retraites ouvrières, crédit agricole, question monétaire, dénaturation de l'alcool, question sucrière, régime des oléagineux ou textiles, droits sur les blés.

C'est un cercle d'étude dont les vœux font parfois écho au Parlement par l'organe des députés du Nord et du Pas-de-Calais ; nous espérons, grâce à de prochaines dispositions légales plus libérales que celles de 1884, lui voir jouer un rôle plus prépondérant encore.

Dans la Flandre, un seul syndicat, celui de Dunkerque, est affilié à cette Union. Nous souhaitons que les autres associations ne restent pas isolées.

l'entérinement succède enfin la publication au *Moniteur* ; tout danger de clandestinité est donc écarté.

3° *Au point de vue de la composition.*

La sévérité des lois est différente selon qu'il s'agit de membres effectifs ou de membres honoraires.

Pour les membres effectifs, la loi belge est plus stricte que la nôtre, car elle n'admet dans une union que les personnes exerçant la même profession, des professions similaires ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits, tout en tenant compte des spécialisations de l'industrie.

La loi française admet dans les syndicats toutes les personnes exerçant des professions similaires ou connexes, c'est-à-dire, faisant des opérations entre lesquelles il existe une certaine analogie ou celles concourant à la fabrication de produits déterminés.

Nous ne faisons que rappeler cette question que nous avons traitée en détail au cours de notre travail.

Pour les membres honoraires la règle inverse s'applique. La loi de 1898 admet dans la composition et même dans l'administration de l'union professionnelle, suivant une certaine proportion, les membres honoraires, même recrutés en dehors de la profession. Ceux-ci sont d'une grande utilité aux unions et sont les chevilles ouvrières de certaines d'entre elles.

La loi de 1884 est restée muette sur ce point, et son article 2, en donnant pour objet exclusif aux syndicats l'étude et la défense des intérêts économiques,

industriels, commerciaux et agricoles, a poussé la jurisprudence à refuser à ces membres l'entrée de l'association, ce qui, à notre avis, est un fait regrettable.

*4° Au point de vue des sanctions.*

La loi française ne reconnaît qu'une sorte de sanction, car elle cumule, dans l'article 9, les amendes contre les directeurs et la dissolution du syndicat prononcée à la requête du ministère public.

La loi belge établit deux sortes de sanctions : 1° dans certains cas la dissolution, peine capitale qui peut être demandée par le ministère public ou par tout intéressé ; 2° dans d'autres, les amendes contre les directeurs ou contre les adhérents, avec admission de circonstances atténuantes. Ce système est moins sévère et plus rationnel que le nôtre.

Il résulte de ces quelques observations que, dans sa généralité, la loi de 1898 sur les unions professionnelles l'emporte sur la loi française de 1884, et a un caractère plus libéral.

Il est juste d'ajouter que les Belges ont pu profiter de nos exemples, acclimater chez eux les bonnes dispositions de notre loi et en corriger les faiblesses.

Nous ne pouvons être taxé de rigorisme en jugeant comme nous l'avons fait la loi française, car le législateur lui-même a senti le besoin d'un remaniement (1), et le gouvernement en a élaboré un projet en 1899.

(1) En 1898, MM. Dansette, Motte et de Pontbriand ont déposé sur le bureau de la Chambre un projet tendant à élargir la loi de 1884.

M. Waldeck-Rousseau, revenu au pouvoir, a voulu compléter son œuvre de 1884. Le gouvernement se propose « d'étendre la capacité des syndicats, et de donner à la loi les sanctions que l'expérience permet de considérer comme étant à la fois légitimes et nécessaires ».

Le point le plus important de ce projet est l'augmentation de la capacité des syndicats, qui pourraient acquérir sans autorisation et sans limite, à titre gratuit et onéreux, des meubles et des immeubles. Ce serait pour les associations une situation inespérée.

M. Waldeck-Rousseau reconnaît aux syndicats la possibilité de faire des actes de commerce sous certaines conditions, par l'intermédiaire de sociétés spéciales, et en profitant de certains avantages. Ainsi, les syndicats pourraient former ces sociétés en souscrivant seulement sept actions de 25 francs chacune, dont le dixième seulement devrait être versé de suite.

Que faut-il penser de cette disposition ? Partisan de la plus grande part de liberté possible pour les syndicats agricoles, nous constatons que leur fonctionnement sera seulement et véritablement assuré lorsqu'ils pourront faire des actes de commerce déterminés, nécessaires à leurs membres. Mais nous ne sommes pas de ceux qui veulent, en cette matière, donner liberté complète aux syndicats ; car ceux-ci perdraient bientôt leur caractère, dévièrent de leur but, qui est l'étude et la défense des intérêts professionnels, pour devenir de véritables sociétés commerciales ne se laissant guider que par l'appât du gain.

Cette conséquence, néfaste aux syndicats, le serait aussi aux tiers ; car, ainsi que le fait remarquer M. Hubert Valeroux, le syndicat, société commerciale, pourra d'abord inspirer confiance aux tiers, qui, séduits par son aspect extérieurement légal et sérieux, contracteront avec lui ; mais il lui sera impossible, avec ses intimes ressources, de faire face à ses engagements. Nous préférons donc, à tous les égards, le système suivi en Belgique.

Le projet du gouvernement contient, dans ses articles 10 et 11, des sanctions destinées à protéger les droits des syndiqués.

ART. 10. — L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat, dans un but autre que d'assurer les conditions fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par les lois, constituent un délit civil et donnent lieu à l'action en réparation du préjudice causé.

ART. 11. — Sera puni des peines prévues par l'article 416 du Code pénal, quiconque, par l'un des moyens énumérés au dit article, violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes soit de sortir d'un syndicat, soit d'en faire partie.

Les uns approuvent la disposition de l'article 10 qui autorise la mise en interdit du patron par l'ouvrier, considérant ce droit comme parallèle au droit de grève, mais repoussent, comme attentatoire à la liberté, le paragraphe qui condamne le patron pour refus d'embauchage.



D'autres voient dans cet article une grave atteinte à la liberté des patrons et des ouvriers, et s'effraient de la puissance donnée aux syndicats, puissance qui deviendra fatalement oppressive.

Il est certain que de la part de nos syndicats agricoles, unions de concorde et éléments de pacification, nous n'avons pas à redouter les excès signalés ; mais, au point de vue des syndicats ouvriers dont quelques-uns hélas, par le fait de meneurs intéressés, ont dégénéré en foyers de grèves et sont devenus des fauteurs de lutte entre les classes, nous ne pouvons approuver les dispositions du projet. Nous sommes les premiers à donner aux syndicats tous les moyens voulus pour faire respecter leurs contrats ou leurs décisions conformes au droit et à l'équité, mais à la condition que ces moyens ne deviennent pas, entre leurs mains, des armes contre la société.

Une autre disposition accorde aux unions, que la loi de 1884 ne fait uniquement que reconnaître, le droit de posséder tous les immeubles nécessaires et d'ester en justice. Les unions jouiraient donc désormais de la personnalité civile, dont elles ont été, bien à tort, privées jusqu'à ce jour.

Voilà les points principaux du projet destiné à remanier la loi de 1884 ; il contient, nous l'avons démontré, à côté d'heureuses réformes, de dangereuses propositions, et présente des lacunes très graves. Nous aurions été heureux d'y trouver, à l'exemple de celles que nous avons signalées dans la loi belge de 1898, des dispositions concernant l'admission des professions libérales, des règles

larges, faciles à observer, mais destinées à assurer la bonne constitution des syndicats et à les mettre à l'abri des irrégularités.

Nous aimons à espérer que le législateur, instruit par l'expérience, nous dotera bientôt d'un texte à l'abri de tout reproche, donnant satisfaction aux justes revendications des syndicats agricoles.

Les lois, aussi favorables soient-elles, ne sauraient donner aux associations l'aide efficace que peut leur procurer l'appui des pouvoirs publics.

Si nous nous demandons ce qui a été fait, depuis quinze ans, pour développer les associations agricoles françaises, nous trouvons un bien maigre bilan. Des subventions, nous répondra-t-on, ont été accordées aux diverses institutions ; nous en convenons, tout en ajoutant qu'elles l'ont été avec une grande parcimonie, et nous souhaitons ardemment que les quarante millions qui, depuis le renouvellement du privilège de la banque de France, attendent leur emploi, le trouvent dans le développement et le soutien des institutions agricoles. Nous ne voulons pas que les associations rurales soient des assistées de l'Etat, mais nous demandons que les pouvoirs publics propagent la notion des institutions de prévoyance, de crédit, de coopération, etc. etc., fassent rédiger des modèles de statuts types, destinés à faciliter la constitution régulière de ces institutions dans les campagnes, qu'ils aident de leurs subsides les associations naissantes dans une mesure aussi large que possible, comme le fait le gouvernement belge.

Empressons-nous de dire que nous n'admettons le con-

cours de l'Etat qu'à titre d'auxiliaire des œuvres agricoles et que nous sommes ennemis de son ingérence dans leur fonctionnement intérieur ; car nous voulons avant tout que ces œuvres gardent leur indépendance et leur autonomie, le principe contraire aboutissant au socialisme d'Etat.

Les divergences de législation ne sont pas assez marquées pour qu'il soit possible d'y voir la raison de notre infériorité.

On peut mettre en partie sur le compte des hommes ce que l'on ne peut expliquer d'autre façon. Nous avons dans notre travail étudié à dessein des associations composées d'hommes de même race et ayant gardé, malgré leur différence de nationalité, le même caractère, la même manière de vivre, et, comme synthèse de tous ces traits communs, la même langue.

Nous avons, au cours de cette étude, montré l'activité de nos paysans flamands et l'inépuisable dévouement de leurs hommes d'œuvres ; il faut reconnaître que ceux-ci sont trop rares, tandis que les catholiques belges, foncièrement militants, ont fait tous leurs efforts pour enrayer le flot du socialisme, et se sont acquis les campagnes, en développant parmi les paysans l'esprit d'association, et en leur rendant ainsi des services très appréciés.

Telle est, à nos yeux, la véritable cause à laquelle les associations agricoles de Belgique doivent leur magnifique essor.

Nous n'avons qu'un désir : c'est de voir nos campagnes françaises dotées d'un organisme syndical puissant qui ne

peut produire que les meilleurs effets au point de vue économique et social.

« Il n'y a, dit-on, d'hommes véritablement forts que ceux qui savent se spécialiser » ; tout en reconnaissant la vérité de cette assertion, nous ajoutons qu'il faut avant tout être pratique, c'est en agriculture une chose essentielle. Loin de se spécialiser dans un genre d'associations, il faut au contraire créer autant de formes diverses d'institutions que le permet le milieu dans lequel on se trouve. Pour cultiver, il faut des engrais, un matériel varié, d'où la nécessité d'un syndicat d'achat ; il faut écouler ses produits, d'où nécessité d'un syndicat de vente. Pour produire, il faut des bestiaux qui sont exposés aux diverses maladies, d'où nécessité d'une assurance du bétail. Il faut tirer de ce bétail le meilleur profit, d'où nécessité d'un syndicat d'élevage, d'une association laitière. Pour cultiver, enfin et surtout, il faut des capitaux, d'où la nécessité d'une société de crédit.

Toutes ces institutions ne sont que les cellules d'une même ruche, les anneaux d'une même chaîne ; si l'on n'en possède que quelques-unes, on n'a que des tronçons utiles certainement, mais on n'a pas l'organisme qui, dans son entier, peut procurer le maximum de prospérité.

Enfin les associations isolées, créées dans un même centre, doivent se fédérer avec les associations de même genre pour former autant de faisceaux suivant en cela l'exemple des institutions belges qui ont si bien appliqué l'adage : « l'union fait la force ».

Ce rêve, cet idéal est-il réalisable ? Nous osons l'affirmer

et dire qu'il suffit pour cela d'hommes de bonne volonté.

Si les difficultés, toujours inhérentes à un début, n'é-moussent pas les courages, on en arrive aux meilleurs résultats économiques et aux plus heureuses conséquences sociales.

Les hommes, patrons et ouvriers, par un contact journalier apprennent à se connaître et partant à s'apprécier. Ils comprennent que leurs intérêts sont solidaires, qu'ils doivent s'unir pour les défendre. Les jalousies s'éteignent, et l'individualisme disparaît pour faire place à l'intérêt commun.

Voilà le socialisme bien entendu : l'union faisant fructifier l'effort individuel loin de l'anéantir, et donnant à chacun, dans le produit de son travail, le summum de récompense mérité ; l'union rappelant aux hommes les principes méconnus de la charité mutuelle et de la fraternité. Voilà l'œuvre admirable de l'association agricole qui peut faire régner dans nos campagnes, en même temps que la prospérité, le véritable progrès social.



## DOCUMENTS ANNEXES

---

### I

#### Loi française du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

ART. 1<sup>er</sup>. — Sont abrogés la loi des 14-27 juin 1791 et l'article 416 du Code pénal.

ART. 2. — Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement.

ART. 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 4. — Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire ou par le préfet de la Seine au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ART. 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.



Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

ART. 6. — Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations.

Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie.

ART. 7. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice de droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

ART. 8. — Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants cause.

ART. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou

administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ART. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Toutefois, les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

## II

### Loi belge du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles.

ART. 1<sup>er</sup>. — Les Unions professionnelles jouissent de la personification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

ART. 2. — L'Union professionnelle est une association formée exclusivement pour l'étude, la protection et le développement de leurs intérêts professionnels entre personnes exerçant dans l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les professions libérales à but lucratif soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les Unions ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession ni métier. Elles peuvent néanmoins faire :

1° Les conventions et notamment les achats et ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

2° Les achats pour la revente à leurs membres de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets propres à la profession ou au métier de ces membres ;

3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets ;

4° Toutes opérations de commission pour leurs membres, relatives aux articles prévus aux numéros 1 à 3 du présent article ;

5° Les achats de bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'Union pour être mis à l'usage de ses membres par location ou autrement en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Les diverses opérations prévues aux numéros 1 à 5 ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'Union et ne sont en aucun cas réputées actes de commerce dans son chef ; elles font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de l'Union.

L'Union peut déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres en se conformant aux prescriptions de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1879. Elle est seule propriétaire de la marque. Elle en permet l'usage à ses membres, aux conditions de son règlement et sous son contrôle sans qu'il puisse en résulter un bénéfice à son profit.

ART. 3. — L'Union comprend au moins 7 membres effectifs.

Le mineur parvenu à l'âge de 16 ans et la femme mariée peuvent être membres d'une Union sauf opposition du père, du tuteur ou du mari notifiée à l'un des directeurs de l'Union ou au délégué de la direction.

Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre l'opposition devant le juge de paix qui statue sur simple réquisition, parties entendues ou appelées. Les actes relatifs à cette procédure sont exempts des droits de timbre et de greffe et enregistrés gratis.

Le mineur membre de l'Union n'y a pas voix délibérative.

L'Union peut admettre des membres honoraires même non professionnels. Le nombre des membres honoraires ne peut dépasser le 1/4 du nombre des membres effectifs.

Ne peuvent faire partie d'une union en qualité de membres honoraires, les personnes qui sont exclues de la direction aux termes de l'article 4 et les débitants de boissons, à moins que ces derniers n'aient exercé durant 4 ans au moins la profession ou le métier que l'Union concerne.

ART. 4. — Les statuts mentionnent :

1° La dénomination adoptée par l'Union et le lieu de son siège ;

2° L'objet pour lequel l'Union est formée ;

3° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnus par les statuts.

Chaque associé a le droit de se retirer, à tout instant, de l'Union. Celle-ci ne peut, le cas échéant, lui réclamer que la cotisation échue et la cotisation courante ;

4° L'organisation de la direction de l'Union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction ou de cette gestion.

La direction de l'Union ne peut être confiée qu'à des Belges ou à des étrangers autorisés à établir leur domicile dans le Royaume et y résidant effectivement. Ils sont choisis par l'Union elle-même parmi ses membres majeurs et pour les trois quarts au moins, parmi les membres effectifs. Les femmes peuvent participer à la direction.

Ne peuvent faire partie de la direction de l'Union :

a) Ceux que l'article 12 de la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'être administrateurs des sociétés mutualistes reconnues ;

b) Ceux qui, soit directement, soit par personnes interposées, tiennent un débit de boissons spiritueuses, à moins qu'il ne s'agisse de la direction d'une Union formée entre débiteurs de boissons ;

5° Le terme du mandat des personnes chargées de la direction ou de la gestion.

Ce terme ne peut excéder quatre ans. Le mandat est toujours révocable par l'assemblée générale ;

6° Le genre de placement des fonds sociaux.

Il est interdit à l'Union de prendre des parts ou des actions dans les sociétés commerciales ;

7° Le mode de règlement des comptes ;

8° La procédure à suivre pour les cas de modifications ou de révision des statuts ou de dissolution de l'Union.

La dissolution de l'Union et les modifications aux statuts ne peuvent être valablement décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents dans une assemblée générale convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant le droit de vote.

9° Les sanctions que l'Union édictera, le cas échéant, pour l'observation de ses règlements.

Ces sanctions ne peuvent se rapporter à des stipulations ou à des faits qui seraient de nature à porter atteinte au droit des personnes étrangères à l'Union.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une action civile.

10° L'engagement de rechercher de commun accord avec la partie adverse les moyens d'aplanir soit par la conciliation soit par l'arbitrage tout différend intéressant l'Union et portant sur les conditions de travail.

ART. 5. — Sont annexées aux statuts :

1° La liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction de l'Union ou à la gestion des biens. Elle porte en regard de chaque nom et prénoms l'indication de la nationalité, de l'âge et de la résidence, de la profession et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire ;

2° Une déclaration signée par les directeurs attestant que l'Union est formée, en ce qui concerne les diverses catégories de ses membres, conformément aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi.

ART. 6. — Les statuts et les annexes sont déposés au greffe du Conseil des Mines.

Le Conseil des Mines, constitué en Commission d'entérinement des Unions professionnelles et siégeant au nombre de trois membres, vérifié si les conditions prescrites par la présente loi pour la constitution d'une Union professionnelle ont été observées. Dans l'affirmation, il déclare les statuts entérinés et ordonne la publication au Moniteur des statuts et de leurs annexes.

La publication est faite par la voie du Moniteur sous forme d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des Conseils de prud'hommes où chacun peut en prendre gratuitement communication ou copie. Ces annexes sont réunies dans un recueil spécial.

La publication au Moniteur a lieu dans les quinze jours qui suivent l'entérinement

La forme et les conditions du dépôt et de la publication des statuts

ainsi que l'organisation et le mode de fonctionnement de la Commission d'entérinement sont déterminés par arrêt royal.

L'Union jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication.

ART. 7. — Les actes portant modification des statuts, changement du personnel de la direction ou de la gestion, ou dissolution volontaire de l'Union n'ont d'effet qu'après avoir été déposés, entérinés et publiés conformément à l'article 6.

ART. 8. — Avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année l'Union adresse à la commission d'entérinement :

1° Un compte de ses recettes et de ses dépenses clôturé au 31 décembre précédent et, le cas échéant, le compte des opérations faites par l'Union en exécution des n<sup>os</sup> 1 à 5 de l'article 2. — Ces comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale après avoir été durant quinze jours au siège social à l'inspection des membres de l'Union ; ils ne sont rendus publics que de l'assentiment de l'Union ;

2° Une liste analogue à celle visée par le n<sup>o</sup> 1 de l'article 5. Cette liste est publiée comme il est dit au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 6 ;

3° Une déclaration analogue à celle visée par le n<sup>o</sup> 2 de l'article 5 ;

ART. 9. — La liste des membres de l'Union est déposée et tenue à jour au siège social où tout associé peut en prendre connaissance. Elle porte en regard de chaque nom et prénom, l'indication de la date de la naissance, de la profession, de la résidence et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire.

ART. 10. — L'Union peut ester en justice, soit en demandant soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leurs qualités d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance.

Il en est ainsi notamment des actions en exécution des contrats conclus par l'Union pour ses membres et des actions en réparation du dommage causé par l'inexécution de ces contrats.

A moins de disposition spéciale dans les statuts, l'Union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par



celui d'entre eux que l'Assemblée générale aura délégué à cet effet.

Tous les actes ou documents quelconques émanant d'une Union portent la mention de sa qualité d'Union professionnelle reconnue.

ART. 11. — L'Union ne peut posséder en propriété ou autrement d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion, bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques, collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, machines et instruments, bureaux de placement, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 12. — Les donations entre vifs ou par testament au profit de l'Union n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale.

L'arrêté qui autorise au profit d'une union l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit et au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de l'Union, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité.

Cette valeur est déterminée par les intéressés, préalablement à la demande, aux fins de l'autorisation prévue par le premier alinéa du présent article. Si la libéralité a pour objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le droit de prise s'exerce, le cas échéant, à concurrence du prix de vente.

ART. 13. — Il est établi au profit de l'Etat une taxe annuelle de 4 0/0 du revenu cadastral des immeubles appartenant aux unions professionnelles.

Les formes prescrites par le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour le recouvrement de la dite taxe.

ART. 14. — La dissolution de l'Union peut être prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé ;

1<sup>o</sup> Lorsque l'Union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi ;



2° Lorsque les biens de l'Union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'Union est formée.

3° Lorsque la direction de l'Union n'est pas constituée conformément à l'article 4.

ART. 15. — Sommation d'avoir à obéir à la loi est notifiée à l'Union préalablement à la demande en dissolution.

Cette sommation est, à la diligence du requérant, publiée par extrait aux annexes du Moniteur. Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date de la publication.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire. Le jugement ou l'arrêt qui prononce la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est pas désigné dans les statuts.

Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par les soins du ministère public, déposé au greffe de la commission d'entérinement, pour être publié dans les quinze jours conformément à l'article 8.

ART. 16. — Les unions professionnelles sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Toutes les pièces émanées d'une Union dissoute mentionnent qu'elle est en liquidation.

Après paiement des dettes, l'avoir de l'Union est réparti comme il suit :

Le montant des dons et des legs fait retour au disposant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte constitutif de la liberté et que l'action soit intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution.

L'actif, net, déduction faite, s'il y a lieu, du montant des dons et des legs faits à l'Union, est attribué à une œuvre professionnelle similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par la commission d'entérinement.

Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'Union sont recueillis pour être affectés à des buts d'enseignement professionnel.

ART. 17. — Seront punis d'une amende de 26 à 50 fr. :

1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux

statuts, aux conditions prescrites pour l'admission des membres ou aux actes mentionnés aux articles 5, 7 et 8.

2° Tous directeurs d'une Union qui ne se conformera pas aux prescriptions des articles 8 et 9.

3° Quiconque, après que la dissolution aura été prononcée, participera à la direction de l'Union autrement que pour en assurer la liquidation.

L'article 86 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 18. — Jouissent de la personnification civile, dans les limites et sous les conditions qui résultent des dispositions précédentes, les fédérations d'Unions professionnelles composées de personnes exerçant soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les Unions fédérées peuvent en tout temps se retirer de la Fédération moyennant un préavis de trois mois. Les statuts de la Fédération détermineront pour ce cas le mode de règlement de leurs droits.

ART. 19. — Le gouvernement présentera aux chambres tous les trois ans un rapport relatif à l'exécution de la présente loi.

### III

**Travaux des associations des quatre cantons d'Hazebrouck (Nord et Sud), Cassel et Steenvoorde, dans leurs réunions communales et leurs congrès régionaux.**

Nous nous proposons de donner ici l'énumération des questions importantes qu'étudient ces associations, et de montrer, par une leçon de choses, leur véritable caractère.

Pour ne pas surcharger notre travail, nous avons dû rejeter en annexe cet exposé.

Les questions examinées par les associations sont en général rattachées à trois titres :

- 1<sup>er</sup> L'agriculture et les associations.
- 2° L'agriculture et les pouvoirs publics.
- 3° L'agriculture et l'initiative privée.

§ 1<sup>er</sup> — L'agriculture et les associations.1<sup>o</sup> *Agriculture en général.*

— Création de chambres d'agriculture pour donner à l'agriculture une représentation professionnelle comme au commerce (vœu formulé par différentes associations).

Puisque le projet de loi sur les chambres d'agriculture reste à l'état de lettre morte, pourquoi le ministre ne les créerait-il pas par décret, comme l'a fait son collègue du commerce pour les conseils du travail en les recrutant uniquement dans les syndicats ?

— Obligation d'enseigner l'agriculture dans toutes les écoles primaires (Wallon-Cappel).

— Création, dans tous les établissements d'enseignement secondaire de la région, d'un cours professionnel d'agriculture où la comptabilité, les sciences au point de vue agricole, la législation communale et rurale soient enseignées aux fils de cultivateurs en deux ou trois ans au maximum.

— Vote de la loi organisant le bien de famille pour petites propriétés rurales (Wallon, Cappel).

— Etablissement, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, d'un laboratoire de chimie à prix réduits pour l'analyse des produits concernant l'agriculture.

— Contrôle officiel et gratuit des densimètres, bascules, tares, etc.

— Indemnité, par le gouvernement, au propriétaire des deux tiers de tout animal reconnu atteint de tuberculose par un vétérinaire.

— Indemnité de plus-value au fermier sortant, pour les améliorations faites dans le domaine.

— Répression des fraudes sur les beurres.

— Réserve, dans les concours d'animaux, d'une place pour l'industrie laitière (barattes, écrémeuses, malaxeurs).

— Loi instituant le marchand d'engrais créancier privilégié sur la récolte en terre pour laquelle il a fourni l'engrais.

— Dispense de l'aîné de 7, accordée aussi au huitième enfant si c'est un garçon.

— Répression, par l'administration des douanes, de la fraude pratiquée par les chiens en bande, à cause des ravages qu'ils font dans les récoltes.

## 2° Douanes.

— Relèvement des droits sur les blés étrangers pour ramener le prix du blé français à 25 francs le quintal par l'échelle mobile (27 associations).

— Vote de la loi du cadenas, pour appliquer provisoirement les droits de douane avant qu'ils soient votés, et empêcher ainsi les manœuvres des spéculateurs (22 associations).

— Droits sur les graines oléagineuses de l'étranger.

— Relèvement des droits sur le houblon pour obtenir le prix moyen de 72 francs les 100 kilos.

— Interdiction de l'entrée en France de beurre et d'œufs, ainsi que de celle des jeunes porcs et des bêtes étrangères après l'abatage.

— Importation du bétail étranger par un nombre restreint de bureaux et droit d'entrée sur le dit bétail de 20 0/0 pour les animaux de la race bovine et de 10 0/0 pour les animaux de la race porcine. Quarantaine sévère (fièvre aphteuse) épreuve de la tuberculine.

— Exonération de tout droit, pour l'alcool dénaturé destiné au chauffage et à l'éclairage, afin de pouvoir concurrencer le pétrole, qui est un produit étranger, sans que la consommation en souffre, et dans le but de favoriser la culture de la betterave de distillerie.

— Opposition au droit sur les porphyres belges : droit qui ne protégerait pas efficacement les carrières françaises dont les matériaux sont inutilisables, et qui retomberait lourdement sur les communes obligées de s'adresser à la Belgique pour l'achat de cette pierre. Maintien du *statu quo*.

— Demande 1° que les objets de fraude saisis dans les bâtiments d'une ferme, à l'exception des bâtiments clos de serrures et servant à l'habitation familiale, soient considérés comme objets abandonnés, et non plus comme objets détenus chez le cultivateur ; 2° que le cultivateur ne soit pas obligé à placer des serrures sur telle ou telle partie des bâtiments de son exploitation au gré de l'administration des douanes.

— Surveillance sévère mais non tracassière, par l'administration des douanes, de la circulation des animaux de ferme sur la zone frontière.

*3<sup>e</sup> Impôts.*

— Dégrèvement de l'impôt foncier, conformément au vote de la Chambre du 20 janvier 1893.

— Suppression de l'impôt foncier en 1895 pour les terres qui ont été inondées.

— Suppression du privilège des bouilleurs de crû.

— Imposition de la propriété bâtie au même taux que les terres de première classe, quand il s'agit de granges, abris etc.

— Diminution des charges mises au budget des communes pour l'entretien des chemins vicinaux.

— Prière à la Chambre et au Ministre de l'Intérieur d'étudier l'unification de la voirie.

— Demande 1<sup>o</sup> que la loi sur la suppression des octrois soit révisée; et que les octrois, comme les autres taxes municipales, ne soient changés qu'après l'avis et du consentement des intéressés; 2<sup>o</sup> que dans les taxes de remplacement, on ait égard aux charges de famille.

— Demande que dans les dégrèvements des petites cotes il soit tenu compte des deux considérations suivantes : 1<sup>o</sup> que la propriété dégrevée appartienne à un père de famille; 2<sup>o</sup> qu'elle soit d'une étendue restreinte.

*4<sup>e</sup> Chemins de fer.*

— Réduction des tarifs pour transport de marchandises par petite vitesse.

— Révision des tarifs de transport sur la ligne de la Flandre Occidentale, pour la réception et l'expédition des marchandises aux gares françaises de Caestre, Godewaerswelde et Boeschèpe.

— Admission des représentants de l'agriculture dans les commissions de chemins de fer, pour l'étude des tarifs ayant trait à l'agriculture.

— Création de nouveaux arrêts sur différentes lignes de la région.

*5<sup>e</sup> Mesures de police.*

— Mesures de police contre le vagabondage, et en particulier, contre les étrangers qui envahissent les fermes le soir.

— Création d'asiles de nuit sur la frontière (7 associations).

— Création des brigades de gendarmerie à cheval dans les cantons limitrophes de la Belgique. Organisation de tournées simultanées de police en France et en Belgique dans la zone frontière, où les vagabonds passent impunément d'un pays dans l'autre.

— Modification du règlement sur l'entretien des haies avoisinant les routes. Obliger à la tonte horizontale et à l'élagage vertical, tous les 5 ans au lieu de tous les trois ans, et remplacer la hauteur de 1 m. 50 par une hauteur de 1 m. 70.

#### 6° Mesures diverses.

— Conférence internationale pour le règlement de la question monétaire, afin d'obtenir que l'argent monnayé ait, comme l'or, même valeur que l'argent en lingots et d'éviter ainsi les spéculations qui avilissent les produits français (18 associations).

— Vote par le Parlement du projet de loi relatif à l'interdiction des marchés fictifs sur les produits agricoles, et modification de l'article 419 du Code pénal, pour donner une sanction réelle à cette prohibition.

— Organisation des retraites de vieillesse ; vœu pour que les syndicats ou associations, qui auront constitué des caisses de retraite pour la vieillesse, soient traités comme les sociétés de secours mutuels, et puissent recevoir des subventions de l'Etat, du département et de la commune.

Juges de paix et prud'hommes agricoles. — Demande que M. le Garde des Sceaux nomme aux fonctions de juges de paix des hommes connaissant la langue flamande et les usages locaux. — Vœu pour que, dans les litiges agricoles, les juges de paix consultent de préférence, pour connaître les usages, le bureau des associations communales. — Vœu de création des Conseils de prud'hommes agricoles.

Toutes ces questions font l'objet de vœux dont on étudie les meilleurs moyens de réalisation.

### § 2. — L'agriculture et les pouvoirs publics.

Nous citons quelques lois intéressant l'agriculture et qui ont été spécialement étudiées par nos associations.

— Proposition de loi Guillemet relative à l'amélioration et à la reproduction de l'espèce bovine ; celle de Pontbriand et de Mun sur l'institution des chambres d'agriculture, et sur l'organisation du conseil supérieur de l'agriculture.

— Proposition Lemire ayant pour but d'organiser en France le bien de famille.

— Loi du 21 juillet et 2 août 1884 relative aux ventes d'animaux domestiques et modifiant celle de 1881.

— Loi sur les assurances mutuelles accidents, sur les sociétés de secours mutuels et les caisses de retraite.

— Lois de douanes. — Loi du budget concernant les indemnités accordées aux propriétaires dans le cas d'abatage d'animaux et de saisie de viande pour cause de tuberculose.

### § 3. — L'agriculture et l'initiative privée.

Il n'a pas paru suffisant aux fondateurs des associations agricoles d'encourager leurs membres à s'unir pour l'étude et la défense de leurs intérêts ; ils ont voulu venir en aide à chacun d'eux dans la pratique de leur profession, en leur faisant connaître les avantages qu'ils peuvent retirer des machines, engrais, semences, etc. Aussi, ont-ils réservé, dans les réunions périodiques, une place spéciale à l'exposé des résultats obtenus dans leurs exploitations par les cultivateurs les plus intelligents.

a) *Machines agricoles.* — Signalons quelques observations.

Plusieurs membres se déclarent satisfaits des services rendus par une pompe Fauler, débitant un hectolitre à la minute.

« Il suffit qu'il y en ait une chez un fermier complaisant qui la prête à ses voisins pour que chacun reconnaisse son utilité. »

*Semoirs.* — Les avis sont très différents sur le modèle à adopter. Chacun prône le sien, tout le monde étant satisfait on passe à un autre sujet.

*Moissonneuse-lieuse.* — Les membres des associations se félicitent de son travail, mais certains d'entre eux pensent que, si un ouvrier connaissant bien son maniement était chargé de la diriger, le résultat serait préférable. Chaque association pourrait avoir sa ma-



chine et aller de ferme en ferme faucher le blé le plus facile à moissonner.

*Collier extensible et fers à cheval.* — Le premier rend moins coûteuse la note du bourrelier et permet de se passer de son concours pour conformer le collier à l'encolure du jeune cheval au fur et à mesure de son développement. Un fer à cheval particulier est recommandé ; on fait remarquer que le mauvais fer fait le mauvais pied, et par là même le mauvais cheval ; il en est ainsi quand, brûlant la corne d'une façon excessive, le maréchal adapte le pied au fer au lieu d'adapter le fer au pied.

*Ecrémeuse.* — Sur cette innovation, d'intéressantes discussions s'élèvent. Les fermiers qui n'en ont pas encore, les rétrogrades, ont force objections, prétendent que le beurre est plus mou, que le petit-lait laissé par la crème n'est pas nourrissant pour les bestiaux ; ce à quoi les partisans de l'écrémeuse répondent que c'est inexact, qu'ils vendent leur beurre plus cher, car le goût en est plus fin, et qu'ils en ont davantage (de minutieuses et nombreuses expériences de l'un des membres, M. B. Podvin, ont fait constater 3 0/0 de beurre en plus). Le beurre est plus pur et plus ferme. Le profit est plus grand, car à tous ses avantages il faut ajouter la diminution de main-d'œuvre et d'ustensiles. On peut utiliser pour mouvoir l'écrémeuse un manège à chien comme on en rencontre tant en Flandre (1).

b) *Engrais.* — Deux principes que l'expérience a constatés sont mis en évidence ; 1° chaque plante a besoin d'un engrais spécial ; il faut donc varier les engrais en même temps que les cultures ; le blé, l'avoine, le seigle ne demandent pas les engrais chimiques comme la betterave, le houblon : 2° il ne faut donner à la plante

(1) Le manège se compose d'une grande roue verticale en bois, en forme de tambour, d'environ 2 mètres de diamètre et d'une largeur de 0 m. 40, fermée de chaque côté par ses rayons. Le plancher est sillonné de petites barres transversales servant à donner point d'appui. On introduit le chien par une petite trappe et on met la roue en activité ; imitant l'écureuil, l'animal continue le mouvement, que la vitesse acquise l'empêche d'intercepter. Voir l'installation de M. Schrévère, maire de Ste-Marie Cappel (Nord).

que ce qu'elle peut absorber ; l'excès produit la verse dans les céréales et donne à la betterave une végétation trop forte qui empêche la maturité.

A l'appui de ces assertions citons les essais faits à Morbecque avec les superphosphates et les résultats obtenus à Steenvoorde par M. Louis Schachte dans ses champs d'expérience.

c) *Semence. Sélection des graines.*— Il est nécessaire, pour faire la culture intensive, de s'assurer de bonnes semences. Certaines maisons de commerce sont très sérieuses et fournissent d'excellents produits ; d'autres, au contraire, obtiennent la beauté du grain par des procédés factices ; de plus, les graines sélectionnées coûtent cher.

Pourquoi le cultivateur ne choisirait-il pas dans sa récolte les graines de semences ? La tentative a été faite ; l'un des membres des associations prend dans ses meilleurs champs de blé les épis les plus beaux. Il en retranche la pointe et ne conserve ainsi que les plus gros grains qu'il sème pour les faire reproduire ; à la récolte, il a de la semence pour toutes ses terres, il sélectionne de nouveau ses épis et en sème le blé afin de se réserver pour l'année suivante une excellente semence.

Il est vrai que l'on doit de temps à autre renouveler les espèces, mais on peut semer sans danger trois ou quatre années de suite le même blé sans nuire au rendement.

Une remarque très pratique est faite à ce sujet : on a avantage à mélanger plusieurs sortes de blé, l'un qui donne du grain, l'autre de la paille pour empêcher la verse. Un excellent moyen pour éviter cette dernière, c'est de semer sur les blés encore jeunes un peu de superphosphate, ce qui donne à la tige une consistance qui lui permet de supporter l'épi ; le procédé est excellent dans les terres fortes de la région.

Une des grandes ennemies du blé est la rouille (petit champignon à germination alternante). M. Lemire fait remarquer qu'elle est propagée par la « Zuer-Doorn » épine-vinette.

Certains membres de crier à la superstition ; mais la lecture d'un article du Bulletin de la Société des agriculteurs de France expliquant « qu'il est nécessaire, pour que ce champignon puisse continuer à envahir les champs de blé, qu'il fasse une génération sur l'é-

pine-vinette », fait cesser leur doute : donc plus d'épine-vinette à proximité des champs de blé, plus de rouille à craindre.

d) *Alimentation du bétail*. — Partant de ce principe que « sans étables bien fournies il n'y a pas d'argent à gagner dans la culture », le congrès insiste sur la nécessité de donner aux bestiaux une nourriture saine. Les aliments fournissent le sang, et le sang fait l'animal ; on ne saurait donc prendre trop de précautions pour son alimentation.

Pour les années où les tourteaux sont chers, on peut les remplacer très avantageusement par le colza écrasé ; les cultivateurs ont donc tout intérêt à semer cette graine pour nourrir leurs bestiaux. Le blé moulu peut fournir une nourriture très avantageuse.

A la question de l'alimentation est étroitement liée celle des mesures d'hygiène à prendre pour les animaux ; ceux qui sont enrhumés comme les vaches, porcs et veaux en graisse, ne doivent pas être privés d'air et doivent être soumis à des traitements rafraîchissants.

Le printemps et l'automne, époques où le sang se renouvelle, sont funestes au cheval ; l'alimentation douce et restreinte est reconnue comme un excellent préventif.

Les travaux intéressants de ces réunions, où les points même les plus minimisés ne sont pas négligés, légitiment les succès des associations agricoles de l'arrondissement d'Ilazebrouck. Nous ne pouvions passer sous silence les heureux résultats qu'elles ont obtenus.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Aucoc.** — Conférences de droit administratif, 3<sup>e</sup> éd., t. I.  
*Annales parlementaires* (Belgique). — Chambre des représentants :  
— 1896-1897, p. 2473 et 2491.  
— 1897-1898, p. 75 et s.  
— — p. 123 et s.  
— — p. 132, 140 et s.  
— — p. 160.  
— — p. 494 et 495.  
— — p. 538 et s.  
— — p. 541.  
— Sénat, p. 193 et s.
- Béchaux.** Cours d'économie politique, Lille, 1898.
- Berthélémy.** — Traité élémentaire de droit administratif.
- Boissard (A.).** — Le syndicat mixte, Paris, 1897.
- Boullaire.** — Manuel des syndicats professionnels agricoles.
- Bousin (O.).** — Les sociétés mutuelles d'assurance et de réassurance contre la mortalité du bétail, Bruxelles, 1898.
- Briquet.** — Législation belge des unions professionnelles, Paris, 1900.
- Choquet.** — Organisation du crédit agricole en France, Paris, 1899.
- Circulaire** du ministre de l'intérieur, 25 août 1884, relative à l'application de la loi sur les syndicats professionnels.
- Comice** agricole d'Herzèle et ses applications à l'exposition régionale de Gand, 1899.
- Deploige (S.).** — Le Boerenbond belge, Loudain, 1897.
- Desgraviers.** — Administration des Wateringues, Dunkerque, 1900.
- Deslandres.** — Pandectes françaises, 1895, p. 432 et s.
- Démocratie chrétienne.** — Les Associations agricoles des quatre cantons d'Hazebrouck etc., novembre 1895, août et octobre 1896.
- Documents parlementaires** (Belgique). — 1888 à 1889, n<sup>o</sup> 287.  
— 1896-1897, n<sup>o</sup> 155. Rapport de M. Sadeleer.  
— Chambre des représentants, 1896-1897, p. 2157, 2422, 2432.

- Durand (L.).** — Le crédit agricole en France et à l'étranger, Paris, 1891.
- Les syndicats agricoles et la loi nouvelle sur le crédit agricole, Revue catholique des institutions et du droit, 14<sup>e</sup> volume, 1895.
- **Exposés statistiques** de la situation des associations agricoles publiés par l'Office du travail de Belgique pour les années 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900.
- Gain.** — Les syndicats agricoles professionnels et la loi du 21 mars 1884, Paris, 1886.
- Gairal (J.).** — Les droits et les devoirs des syndicats agricoles, Paris, 1899.
- Glottin.** — Les syndicats professionnels, étude historique, juridique et économique, Paris, 1892.
- Hauriou.** — Précis de droit administratif, 4<sup>e</sup> éd., p. 124.
- Hubert Valleroux.** — La loi belge du 31 mars 1898. *Economiste français*, 13 août 1898, p. 211.
- La réforme de la législation sur les syndicats professionnels. *Réforme sociale*, t. XV, p. 461, Paris, 1900.
- Journal officiel.* — Documents parlementaires, Ch. des députés, session extraordinaire, 1899, p. 61.
- Ch. des députés, 1883, p. 397.
- Sénat, 1884, p. 246.
- Ch. des députés, 17 décembre 1900 et 29 décembre 1900.
- Malherbe.** — Les associations agricoles libres, les chambres d'agriculture et les comices, Binche, 1898.
- L'assurance et la réassurance du bétail, Bruxelles, 1899.
- Etudes théoriques et pratiques sur la mutualité pour femmes, Binche, 1900.
- Principes fondamentaux de la mutualité, Bruxelles, 1901.
- Le syndicat betteravier de Framerville, Somme, Binche, 1901.
- Malherbe et Marbaix.** — Les distilleries agricoles, études théoriques et pratiques, Bruxelles, 1898.
- Malherbe et Schreiber.** — Les syndicats de laiteries, Bruxelles, 1900.
- Malherbe et Vliebergh.** — Précis d'économie rurale, Bruxelles, 1901.
- Mongin.** — Loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels. *Lois nouvelles*, 1884, 1<sup>re</sup> partie, p. 92.
- Moniteur*, 12-18-26 février, 9-11-20 mars 1851. Rapport Talon.
- Quarré Reybourbon.** — Dessèchement des Wateringues et des Moères de l'arrondissement de Dunkerque, Lille, 1893.

**Rocquigny** (comte de). — Les syndicats agricoles et leur œuvre, Paris, 1900.

— La coopération de production dans l'agriculture, Paris, 1896.

**Rostand (E.)**. — La loi sur les associations au point de vue des associations ordinaires laïques. *Revue politique et parlementaire*, mai 1901, p. 259, Paris, 1901.

**Salaun (G.)**. — Les retraites ouvrières en Belgique, Paris, 1901.

**Say (L.)**. — Nouveau dictionnaire d'économie politique.

**Schramme (J.)**. — Les Wateringues belges, Bruxelles, 1899.

**Sénart**. — Rapport au conseil de la société des agriculteurs de France. *Bulletin de la société*.

**Théate**. — Les Unions professionnelles. Extrait de la *Revue pratique des sociétés civiles et commerciales*, Bruxelles, 1899.

— Les sociétés mutualistes, Louvain, 1897.

**Tobback (E.)**. — Manuel pratique des sociétés mutualistes, Bruxelles, 1895.

**Trigaut**. — Les laiteries coopératives en Belgique et à l'étranger, Bruxelles, 1900.

**Vallée**. — Rapport au Sénat. *Journal officiel*, 13 juin 1901.

**Van der Smissen**. — La loi belge de 1898 sur les syndicats. *Annales des sciences politiques*, t. XIV, p. 95, Paris, 1899.

**Van den Heuvel**. — Introduction au Manuel pratique des sociétés mutualistes de E. Tobback, Bruxelles, 1895.

— De la situation légale des associations sans but lucratif en France et en Belgique, Paris et Bruxelles, 1884.

**Varlez**. — Les associations rurales en Belgique. *Musée social*, Paris, 1900.

**Vliebergh**. — Rapport au congrès des caisses rurales, Paris, 1900.

**Yung Arthur**. — Voyages en France pendant les années 1787-88-89 et 90, t. II, édition de Paris, an II.

Vu :

H. TRUCHY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de droit  
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :  
Le Recteur de l'Académie,  
correspondant de l'Institut,  
CH. ADAM.





# TABLE DES MATIÈRES

|                       | Pages |
|-----------------------|-------|
| INTRODUCTION. . . . . | 1     |

## PREMIÈRE PARTIE

### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES FLANDRES FRANÇAISES

#### TITRE PREMIER

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Législation française concernant les Associations agricoles . . . . .</b>                            | <b>5</b>  |
| CHAPITRE I. — <b>Le droit d'association en France. —</b><br><b>Les sociétés d'agriculture . . . . .</b> | <b>7</b>  |
| CHAPITRE II. — <b>Les comices agricoles. . . . .</b>                                                    | <b>12</b> |
| CHAPITRE III. — <b>Associations syndicales et syndicats</b><br><b>professionnels . . . . .</b>          | <b>16</b> |
| SECTION I. — <i>Associations syndicales. . . . .</i>                                                    | 17        |
| SECTION II. — <i>Syndicats agricoles . . . . .</i>                                                      | 23        |
| Loi du 21 mars 1884. . . . .                                                                            | 24        |
| § 1. — Composition du syndicat . . . . .                                                                | 25        |
| § 2. — Constitution . . . . .                                                                           | 29        |
| § 3. — Objet . . . . .                                                                                  | 30        |
| § 4. — Capacité juridique. . . . .                                                                      | 31        |
| § 5. — Droits et obligations des syndiqués . . . .                                                      | 42        |
| § 6. — Sanction de la loi . . . . .                                                                     | 44        |
| § 7. — Extinction, dissolution et liquidation du syn-<br>dicat . . . . .                                | 46        |
| § 8. — Union de syndicats . . . . .                                                                     | 47        |

|                                                                               |    |
|-------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE IV. — <b>Institutions annexes des syndicats agricoles.</b> . . . . . | 49 |
| SECTION I. — <i>Coopératives agricoles</i> . . . . .                          | 50 |
| § 1. — La coopération agricole de consommation et de production . . . . .     | 51 |
| § 2. — Sociétés coopératives de crédit agricole. . . . .                      | 55 |
| Loi du 5 nov. 1894 sur les sociétés de crédit agricole . . . . .              | 57 |
| SECTION II. — <i>Sociétés d'assurances mutuelles</i> . . . . .                | 66 |
| CHAPITRE V. — <b>Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901</b> . . . . .             | 71 |

## TITRE II

|                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Associations agricoles des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck</b> . . . . .                                        | 77  |
| CHAPITRE I. — <b>Les sociétés d'agriculture et les comices.</b> . . . . .                                                       | 78  |
| SECTION I. — <i>Les sociétés d'agriculture</i> . . . . .                                                                        | 78  |
| SECTION II. — <i>Les comices agricoles.</i> . . . . .                                                                           | 80  |
| CHAPITRE II. — <b>Les Wateringues et les Moères.</b> . . . .                                                                    | 83  |
| SECTION I. — <i>Les Wateringues</i> . . . . .                                                                                   | 83  |
| SECTION II. — <i>Les Moères.</i> . . . . .                                                                                      | 90  |
| CHAPITRE III. — <b>Les syndicats agricoles.</b> . . . . .                                                                       | 98  |
| CHAPITRE IV. — <b>Les associations agricoles des quatre cantons d'Hazebrouck (Nord et Sud), Cassel et Steenworde.</b> . . . . . | 115 |
| CHAPITRE V. — <b>Institutions annexes des syndicats agricoles.</b> . . . . .                                                    | 130 |
| SECTION I. — <i>Les Sociétés coopératives.</i> . . . . .                                                                        | 130 |
| § 1. — Les sociétés coopératives de production et de consommation . . . . .                                                     | 130 |
| § 2. — Les sociétés de crédit agricole. . . . .                                                                                 | 137 |

|                                                                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION II. — Les sociétés d'assurances mutuelles .                                                           | 140 |
| § 1. — L'assurance contre l'incendie. . . . .                                                                 | 142 |
| § 2. — L'assurance contre la grêle et la gelée. . .                                                           | 144 |
| § 3. — L'assurance contre les accidents. . . . .                                                              | 145 |
| § 4. — L'assurance contre la mortalité du bétail . .                                                          | 150 |
| APPENDICE. — Société de prévoyance et de mutualité contre<br>la mortalité du bétail de Wallon-Cappel. . . . . | 158 |
| § 5. — Sociétés de secours mutuel à la campagne. .                                                            | 162 |

## DEUXIÈME PARTIE

### LES ASSOCIATIONS AGRICOLES DES FLANDRES BELGES

#### TITRE PREMIER

|                                                                              |            |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Législation belge concernant les associations<br/>agricoles . . . . .</b> | <b>167</b> |
|------------------------------------------------------------------------------|------------|

|                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — Loi du 31 mars 1898 sur les unions<br>professionnelles. . . . . | 170 |
|-------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                     |     |
|-----------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — <i>Composition de l'Union.</i> . . . . | 172 |
|-----------------------------------------------------|-----|

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| SECTION II. — <i>Objet</i> . . . . . | 176 |
|--------------------------------------|-----|

|                                              |     |
|----------------------------------------------|-----|
| SECTION III. — <i>Constitution</i> . . . . . | 183 |
|----------------------------------------------|-----|

|                                     |     |
|-------------------------------------|-----|
| § 1. — Mention des statuts. . . . . | 183 |
|-------------------------------------|-----|

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| § 2. — Entérinement des statuts par le Conseil des<br>Mines. . . . . | 184 |
|----------------------------------------------------------------------|-----|

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| § 3. — Publication des statuts. . . . . | 186 |
|-----------------------------------------|-----|

|                                              |     |
|----------------------------------------------|-----|
| SECTION IV. — <i>Administration.</i> . . . . | 187 |
|----------------------------------------------|-----|

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| § 1. — Direction . . . . . | 187 |
|----------------------------|-----|

|                          |     |
|--------------------------|-----|
| § 2. — Gestion . . . . . | 188 |
|--------------------------|-----|

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION V. — <i>Situation juridique de l'Union.</i> . . . . | 190 |
|-------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — Droit de créer des œuvres strictement pro-<br>fessionnelles . . . . . | 191 |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| § 2. — Droit de contracter . . . . . | 191 |
|--------------------------------------|-----|

|                                             |     |
|---------------------------------------------|-----|
| § 3. — Droit d'estimer en justice . . . . . | 193 |
|---------------------------------------------|-----|

|                                   |     |
|-----------------------------------|-----|
| § 4. — Droit de posséder. . . . . | 195 |
|-----------------------------------|-----|

|                                                                                                                                   |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| § 5. — Droit d'acquérir a titre gratuit. . . . .                                                                                  | 197     |
| § 6. — Droit de posséder des marques de fabrique<br>ou de commerce. . . . .                                                       | 199     |
| § 7. — Droit de créer des fédérations . . . . .                                                                                   | 199     |
| SECTION VI. — <i>Droits et devoirs des membres de l'Union<br/>professionnelle</i> . . . . .                                       | 200     |
| SECTION VII. — <i>Sanctions de la loi</i> . . . . .                                                                               | 202     |
| § 1. — Amendes. . . . .                                                                                                           | 202     |
| § 2. — Dissolution . . . . .                                                                                                      | 203     |
| SECTION VIII. — <i>Extinction de l'Union</i> . . . . .                                                                            | 205     |
| SECTION IX. — <i>Liquidation de l'Union</i> . . . . .                                                                             | 206     |
| SECTION X. — <i>Surveillance des Chambres</i> . . . . .                                                                           | 208     |
| <br>CHAPITRE II. — <b>Loi du 23 juin 1894 complétée par la<br/>loi du 19 mars 1898 sur les sociétés<br/>mutualistes</b> . . . . . | <br>209 |
| SECTION I. — <i>Objet des sociétés</i> . . . . .                                                                                  | 210     |
| SECTION II. — <i>Conditions requises pour obtenir la recon-<br/>naissance légale</i> . . . . .                                    | 211     |
| SECTION III. — <i>Composition</i> . . . . .                                                                                       | 216     |
| SECTION IV. — <i>Administration</i> . . . . .                                                                                     | 218     |
| SECTION V. — <i>Gestion</i> . . . . .                                                                                             | 219     |
| SECTION VI. — <i>Dissolution et liquidation de la société</i> . . . . .                                                           | 221     |
| APPENDICE. — Mesures propres à développer les sociétés<br>mutualistes. . . . .                                                    | 222     |
| § 1. — Organisation d'une commission permanente. . . . .                                                                          | 223     |
| § 2. — Création de comités de propagande et de<br>patronage . . . . .                                                             | 224     |
| § 3. — Tables de risques . . . . .                                                                                                | 224     |
| <br>CHAPITRE III. — <b>Dispositions légales et réglementaires<br/>concernant les sociétés coopérati-<br/>ves</b> . . . . .        | <br>227 |
| Lois du 18 mai 1873 et du 28 mai 1886 . . . . .                                                                                   | 227     |
| § 1. — Nature de ces sociétés. . . . .                                                                                            | 227     |
| § 2. — Constitution des statuts . . . . .                                                                                         | 227     |
| § 3. — Enregistrement et publication. . . . .                                                                                     | 229     |

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 4. — Administration . . . . .                                                    | 231 |
| § 5. — Gestion . . . . .                                                           | 232 |
| § 6. — Changements dans le personnel, leurs effets<br>sur le fonds social. . . . . | 233 |
| § 7. — Liquidation. . . . .                                                        | 235 |
| § 8. — Exemption de certains droits pour les sociétés<br>coopératives. . . . .     | 237 |

## TITRE II

**Les Institutions agricoles des Flandres belges . . . . . 239****CHAPITRE I. — Les Associations agricoles officielles . . . . . 239**SECTION I. — *Comices agricoles* . . . . . 240SECTION II. — *Sociétés provinciales d'agriculture* . . . . . 245SECTION III. — *Conseil supérieur de l'agriculture* . . . . . 246SECTION IV. — *Un comice modèle ou le comice agricole  
d'Herzèle.* . . . . . 249

§ 1. — Son organisation . . . . . 249

§ 2. — Son activité. . . . . 250

APPENDICE. — Les Wateringues belges. . . . . 256

**CHAPITRE II. — Les syndicats agricoles. . . . . 263**SECTION I. — *Les syndicats locaux ou ligues agricoles* . . . . . 263

§ 1. — Organisation . . . . . 263

§ 2. — Les syndicats et leurs œuvres. . . . . 266

SECTION II. — *Les Fédérations de syndicats agricoles.* . . . . 277*Le Boerenbond de Louvain.* . . . . . 279**CHAPITRE III. — Les sociétés de crédit. . . . . 288**SECTION I. — *Les caisses locales de crédit.* . . . . . 289

§ 1. — Leur organisation . . . . . 289

§ 2. — Situation des caisses rurales dans les provinces  
flamandes . . . . . 292SECTION II. — *Les caisses centrales de crédit.* . . . . . 296

|                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — Leur organisation . . . . .                                                           | 298 |
| § 2. — Leur développement et leurs opérations . . . . .                                      | 301 |
| CHAPITRE IV. — <b>Les sociétés mutualistes</b> . . . . .                                     | 305 |
| SECTION I. — <i>Les sociétés de secours mutuels</i> . . . . .                                | 305 |
| SECTION II. — <i>Les caisses de retraite</i> . . . . .                                       | 306 |
| SECTION III. — <i>Assurances mutuelles contre l'incendie et la grêle</i> . . . . .           | 312 |
| SECTION IV. — <i>Sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail</i> . . . . . | 313 |
| § 1. — Les sociétés locales . . . . .                                                        | 316 |
| § 2. — Les fédérations de sociétés locales et les caisses de réassurance. . . . .            | 319 |
| § 3. — Assurance chevaline. . . . .                                                          | 323 |
| APPENDICE. — Fonds d'agriculture . . . . .                                                   | 325 |
| CHAPITRE V. — <b>Les laiteries coopératives</b> . . . . .                                    | 328 |
| SECTION I. — <i>Les laiteries isolées</i> . . . . .                                          | 329 |
| § 1. — Leur organisation. . . . .                                                            | 329 |
| § 2. — Leur développement. . . . .                                                           | 331 |
| SECTION II. — <i>Les fédérations de laiteries</i> . . . . .                                  | 333 |
| § 1. — Nature et organisation. . . . .                                                       | 333 |
| § 2. — La Fédération des laiteries de Limbourg et la Minque d'Hasselt . . . . .              | 336 |
| CHAPITRE VI. — Les distilleries agricoles . . . . .                                          | 340 |

### TROISIÈME PARTIE

|                                                                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>CONCLUSION</b> . . . . .                                                                                   | 343 |
| <i>Documents annexes</i> . . . . .                                                                            | 359 |
| I. — Texte de la loi française du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels. . . . .                      | 359 |
| II. — Texte de la loi belge du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles . . . . .                         | 361 |
| III. — Travaux des Associations des quatre cantons d'Hazebrouck (Nord et Sud), Cassel et Steenvoorde. . . . . | 368 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                                       | 377 |









---

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)

---